

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MARSEILLE PROVENCE

Date de Publication : 31/10/2019

N° : 2019/153

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 18 JUIN 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

18 JUIN 2019

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du 20 juin 2019 et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - René BACCINO - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Sabine BERNASCONI - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Nicole BOUILLOT - Nadia BOULAINSEUR - Marie-Christine CALATAYUD - Laure-Agnès CARADEC - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Sophie CELTON - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Sandra DALBIN - Monique DAUBET-GRUNDLER - Christophe DE PIETRO - Jean-Claude DELAGE - Nouriati DJAMBAE - Pierre DJIANE - Emilie DOURNAYAN - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Yann FARINA - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Josiane FOINKINOS - Josette FURACE - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Martine GOELZER - Georges GOMEZ - José GONZALEZ - Andrée GROS - Albert GUIGUI - Louisa HAMMOUCHE - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Gisèle LELOUIS - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Marc LOPEZ - Patrick MAGRO - Hélène MARCHETTI - Jeanne MARTI - Bernard MARTY - Janine MARY - Florence MASSE - Guy MATTEONI - Xavier MERY - André MOLINO - Claudette MOMPRIVE - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Roland MOUREN - Jérôme ORGEAS - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Stéphane PICHON - Catherine PILA - Marlène PREVOST - Marine PUSTORINO-DURAND - Martine RENAUD - Jean ROATTA - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Isabelle SAVON - Nathalie SUCCAMIELE - Jocelyne TRANI - Cédric URIOS - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Brigitte VIRZI - Kheïra ZENAFI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT représentée par Janine MARY - Mireille BALLETTI représentée par Solange BIAGGI - Mireille BALOCCO représentée par Jérôme ORGEAS - Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Yves BEAUVAL

représenté par Jeanne MARTI - Mireille BENEDETTI représentée par Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Jean-Pierre BERTRAND représenté par Laure-Agnès CARADEC - Roland BLUM représenté par Gérard CHENOZ - Patrick BORE représenté par Patrick GHIGONETTO - Bruno CHAIX représenté par Jean MONTAGNAC - Catherine CHAZEAU représentée par Christian AMIRATY - Michel DARY représenté par Marie-France DROPY OURET - Jean-Claude GAUDIN représenté par Yves MORAINÉ - Samia GHALI représentée par Josette FURACE - Bruno GILLES représenté par Marine PUSTORINO-DURAND - Vincent GOMEZ représenté par Marc LOPEZ - Régine GOURDIN représentée par Andrée GROS - Annie GRIGORIAN représentée par Hélène MARCHETTI - Nathalie LAINE représentée par André GLINKA-HECQUET - Marie-Louise LOTA représentée par Richard FINDYKIAN - Stéphane MARI représenté par Garo HOVSEPIAN - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE - Marcel MAUNIER représenté par Jocelyne TRANI - Danielle MILON représentée par Fabrice JULLIEN-FIORI - Virginie MONNET-CORTI représentée par Marie-Josée BATTISTA - Patrick PADOVANI représenté par Catherine PILA - Gérard POLIZZI représenté par Bernard MARTY - Julien RAVIER représenté par Stéphane PICHON - Maryvonne RIBIERE représentée par Jacques BESNAÏNOU - Guy TEISSIER représenté par Daniel HERMANN - Dominique TIAN représenté par Michèle EMERY - Maxime TOMMASINI représenté par Monique DAUBET-GRUNDLER - Didier ZANINI représenté par Kheïra ZENAFI.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Jean-Louis BONAN - Frédéric BOUSQUET - Valérie BOYER - Marie-Arlette CARLOTTI - Michel CATANEO - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Sandrine D'ANGIO - Anne DAURES - Dominique DELOURS - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Dominique FLEURY VLASTO - Arlette FRUCTUS - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Laurence LUCCIONI - Antoine MAGGIO - Bernard MARANDAT - Martine MATTEI - Georges MAURY - Patrick MENNUCCI - Richard MIRON - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Didier PARAKIAN - Christyane PAUL - Elisabeth PHILIPPE - Nathalie PIGAMO - Marc POGGIALE - Roland POVINELLI - Véronique PRADEL - Muriel PRISCO - Stéphane RAVIER - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Roger RUZE - Eric SCOTTO - Emmanuelle SINOPOLI - Jean-Louis TIXIER - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Patrick VILORIA - Karim ZERIBI.

Commission "Fonctionnement"

FCT 001-241/19/CT

■ Etat Spécial de Territoire Marseille Provence -
Adoption du Compte de gestion de l'exercice 2018

Avis du Conseil de Territoire
DBP 19/17416/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le Compte de Gestion de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer.

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2018 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Les délibérations 2018 approuvant le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'Etat Spécial de Territoire.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'adoption du Compte de Gestion de l'exercice 2018 comme suit :

Le résultat de clôture de l'exercice 2018 du Compte de Gestion de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence est le suivant :

En recettes 228 076 747,59 euros
En dépenses 228 076 747,59 euros

Résultat 0,00 euros

Article 2 :

Déclare que le Compte de Gestion de l'Etat Spécial de Territoire dressé par le Receveur pour l'exercice 2018, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FCT 002-242/19/CT

■ Budgets Annexes de la Métropole Aix Marseille Provence - Adaptation des Comptes de gestion de l'exercice 2018 du conseil de Territoire Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DBP 19/17417/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des services de la Collecte et du traitement des déchets, de l'Assainissement, de l'Eau,

des Ports de plaisance, du Crématorium, des Opérations d'aménagement, du Territoire Marseille Provence.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer.

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018 ;

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2018 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la

Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'adoption des Comptes de gestion de l'exercice 2018 comme suit :

Les résultats de clôture de l'exercice 2018 des Comptes de gestion des budgets annexes du territoire Marseille Provence sont les suivants :

BUDGET ANNEXE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS

Section d'investissement	- 3 724 331,51 euros
Section de fonctionnement	535 324,03 euros
Solde	- 3 189 007,48 euros

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Section d'investissement	- 6 167 545,52 euros
Section de fonctionnement	17 786 387,59 euros
Solde	11 618 842,07 euros

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Section d'investissement	17 954 172,26 euros
Section de fonctionnement	3 763 817,86 euros
Solde	21 717 990,12 euros

BUDGET ANNEXE DES PORTS DE PLAISANCE

Section d'investissement	585 923,35 euros
Section de fonctionnement	66 430,55 euros
Solde	652 353,90 euros

BUDGET ANNEXE CREMATORIUM

Section d'investissement	1 299 649,84 euros
Section de fonctionnement	2 646 569,22 euros
Solde	3 946 219,06 euros

BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT

Section d'investissement	1 038 765,71 euros
Section de fonctionnement	- 262 604,25 euros
Solde	776 161,46 euros

Article 2 :

Déclare que les Comptes de Gestion des services de la collecte et du traitement des déchets, de l'assainissement, de l'eau, des ports de plaisances, du crématorium et des Opérations d'aménagements du Territoire dressés par le Receveur pour l'exercice 2018, visés et certifiés conforme par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FCT 003-243/19/CT

■ Etat Spécial de Territoire Marseille Provence - Adoption du Compte administratif de l'exercice 2018

Avis du Conseil de Territoire DBP 19/17419/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Compte Administratif de l'exercice 2018 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence sera présenté au vote du Conseil de Métropole du 20 juin 2019 en même temps que le Compte Administratif du Budget Principal de la Métropole.

En application des dispositions de l'article L.5218-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, chaque territoire doit rendre un avis sur l'exécution de son Etat Spécial de Territoire.

Le résultat de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'il apparait dans le Compte de gestion de Monsieur le Receveur des Finances est identique à celui constaté dans le Compte Administratif de l'exercice 2018 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-7 et L.5218-8.7
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Les délibérations 2018 approuvant le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'Etat Spécial de territoire.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'adoption du Compte Administratif de l'exercice 2018 comme suit :

L'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence est arrêté aux montants exécutés suivants :

En recettes	228 076 747,59 euros
En dépenses	228 076 747,59 euros
Résultat	0,00 euros

Article 2 :

Le Conseil de Territoire donne acte à Monsieur le Président de la présentation faite du Compte Administratif de l'exercice 2018 de l'Etat Spécial de Territoire, document annexé à la présente délibération.

Article 3 :

Le Conseil de Territoire reconnaît l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Le résultat de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le compte de Gestion 2018 de Monsieur le receveur des finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans le Compte Administratif 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FCT 004-244/19/CT

■ Budgets Annexes de la Métropole Aix Marseille Provence - Adoption des Comptes Administratifs de l'exercice 2018 du Conseil de Territoire Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DBP 19/17420/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les Comptes Administratifs de l'exercice 2018 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence des services de la Collecte et du traitement des déchets, de l'Assainissement, de l'Eau, des Ports de Plaisance, du Crématorium et des Opérations d'aménagement sont présentés au vote du prochain Conseil de Métropole du 18 Juin 2018.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2018 pour ces budgets annexes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'adoption des Comptes Administratifs de l'exercice 2018 comme suit :

Est d'avis d'approuver les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2018 dont les montants sont retranscrits ci-après :

Reconnaît l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2018 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2018.

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT				
SOLDE CREDITEUR : + 11 618 842,07 euros				
	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	747 167,22		-6 914 712,74	-6 167 545,52
FONCTIONNEMENT	5 253 526,88		12 532 860,71	17 786 387,59
TOTAL	6 000 694,10	0	5 618 147,97	11 618 842,07

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT				
SOLDE CREDITEUR : + 11 618 842,07 euros				
	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	747 167,22		-6 914 712,74	-6 167 545,52
FONCTIONNEMENT	5 253 526,88		12 532 860,71	17 786 387,59
TOTAL	6 000 694,10	0	5 618 147,97	11 618 842,07

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DES PORTS DE PLAISANCE				
SOLDE CREDITEUR : + 652 353,90 euros				
	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	725 543,27		-139 619,92	585 923,35
FONCTIONNEMENT	60 559,30		5 871,25	66 430,55
TOTAL	786 102,57	0	-133 748,67	652 353,90

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DU CREMATORIUM				
SOLDE CREDITEUR : + 3 946 219,06 euros				
	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	1 206 263,96		93 385,88	1 299 649,84
FONCTIONNEMENT	2 449 991,28		196 577,94	2 646 569,22
TOTAL	3 656 255,24	0	289 963,82	3 946 219,06

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS				
SOLDE DEBITEUR : - 3 189 007,48 euros				
	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	-221 011,80		-3 503 319,71	-3 724 331,51
FONCTIONNEMENT	41 233,78	41 233,78	535 324,03	535 324,03
TOTAL	-179 778,02	41 233,78	-2 967 995,68	-3 189 007,48

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT				
SOLDE CREDITEUR : + 776 161,46 euros				
	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	468 124,17		570 641,54	1 038 765,71
FONCTIONNEMENT	-1 286 609,97		1 024 005,72	-262 604,25
TOTAL	-818 485,80	0	1 594 647,26	776 161,46

Article 2 :

Est d'avis de donner acte à Monsieur le Président de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2018, documents annexés à la présente délibération et comportant les Comptes Administratifs Annexes de la Collecte et du traitement des déchets, de l'Assainissement, de l'Eau, des Ports de Plaisance, du Crématorium et des Opérations d'aménagement.

Article 3 :

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Eau, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 38 275 734,36 euros
Reprise des résultats antérieurs 18 894 331,59 euros
En dépenses de 35 452 075,83 euros
Solde 21 717 990,12 euros

Article 4 :

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Assainissement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 62 371 296,59 euros
Reprise des résultats antérieurs 6 000 694,10 euros
En dépenses de 56 753 148,62 euros
Solde 11 618 842,07 euros

Article 5 :

Constate, pour le Compte Administratif Annexe Ports de Plaisance, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 13 987 288,48 euros
Reprise des résultats antérieurs 786 102,57 euros
En dépenses de 14 121 037,15 euros
Solde 652 353,90 euros

Article 6 :

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Crématorium, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 2 119 016,11 euros
Reprise des résultats antérieurs 3 656 255,24 euros
En dépenses de 1 829 052,29 euros
Solde 3 946 219,06 euros

Article 7 :

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Collecte et traitement des Déchets, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 253 559 987,18 euros
Reprise des résultats antérieurs - 221 011,80 euros
En dépenses de 256 527 982,86 euros
Solde - 3 189 007,48 euros

Article 8 :

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Opérations d'Aménagement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 114 907 858,94 euros
Reprise des résultats antérieurs - 818 485,80 euros
En dépenses de 113 313 211,68 euros
Solde 776 161,46 euros

Article 9 :

Reconnait la sincérité des restes à réaliser.

Article 10 :

Reconnait l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2018 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FCT 005-245/19/CT

■ Etat Spécial de Territoire Marseille-Provence - Adoption du Budget Supplémentaire de l'exercice 2019

DBP 19/17446/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Etat Spécial de Territoire a été adopté le 11 décembre 2018 par le Conseil de Territoire et le 13 Décembre 2018 par l'adoption du budget primitif 2019 par le Conseil de la Métropole. Il a été modifié par l'adoption de la Décision Modificative n° 1 adoptée le 26 mars 2019 par le Conseil de Territoire et le 28 mars 2019 par le Conseil de la Métropole. Il convient de procéder à des ajustements de crédits qui seront inscrits dans le cadre de la proposition au vote du budget supplémentaire du prochain Conseil de la Métropole.

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a notifié le montant de la dotation de gestion attribué à notre territoire qui tient compte de ces ajustements pour l'exercice 2019 :

- Au titre de la dotation de fonctionnement : 80 643 734,00 euros
- Au titre de la dotation d'investissement : 251 820 624,20 euros

Ainsi, suivant l'instruction budgétaire M57, il est proposé d'approuver l'équilibre de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence pour l'exercice 2019 en dépenses et en recettes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du 11/12/2018 approuvant le budget primitif 2019 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du 26/03/2019 approuvant la Décision Modificative n°1 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale du budget supplémentaire 2019. Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 2 033 676,00 euros
Section d'Investissement 7 548 726,60 euros

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FCT 006-246/19/CT

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille Provence - Adoption du Budget Supplémentaire 2019 du Territoire de Marseille Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DBP 19/17447/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon la nomenclature M57 pour le Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets et le Budget Annexe Opérations d'Aménagement, votés par nature avec présentation fonctionnelle, et selon la nomenclature M4 pour les Budgets Annexes des services de l'Eau et de l'Assainissement, des Ports de Plaisance et du Crématorium.

Le Budget Supplémentaire est un budget de reports et d'ajustements. Les résultats de ce projet de Budget Supplémentaire sont présentés successivement en balances générales distinctes pour les Budgets Annexes.

Ces Balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-

187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La délibération du 11 décembre 2018 approuvant le budget primitif 2019 des budgets annexes délégués.
- La délibération du 26 mars 2019 approuvant la Décision Modificative N°1 2019 des budgets annexes délégués.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'adoption du projet de délibération concernant le budget supplémentaire des budgets annexes du Territoire Marseille Provence joint en annexe suivant les dispositions ci-après.

Article 2 :

Sont intégrés au budget supplémentaire les restes à réaliser, ainsi que les reprises de résultats de l'exercice précédent.

Article 3 :

Le Budget Supplémentaire 2019 du territoire Marseille Provence est voté et arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale des Budgets Annexes Collecte et Traitement des déchets, des Ports de Plaisance et des Opérations d'Aménagement.

Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Concernant le Budget Collecte et Traitement des Déchets :

Section de Fonctionnement	1 840 865,10 euros
Section d'Investissement	4 621 743,51 euros

Concernant le Budget Ports de Plaisance :

Section de Fonctionnement	1 064 763,55 euros
Section d'Investissement	186 950,00 euros

Concernant le Budget Opérations d'Aménagement

Section de Fonctionnement	- 9 106 124,49 euros
Section d'Investissement	- 10 724 170,77 euros

Article 3 :

La balance générale du budget annexe Eau, du budget annexe Assainissement et du budget annexe Crématorium est votée en excédent pour la section de fonctionnement et la section d'investissement. Elle se présente comme suit :

Concernant le Budget Eau :

Dépenses de la Section de Fonctionnement
767 871,00 euros
Recettes de la Section de Fonctionnement
1 406 513,86 euros

Dépenses de la Section d'Investissement
- 3 447 889,00 euros
Recettes de la Section d'investissement
13 939 445,74 euros

Concernant le Budget Assainissement :

Dépenses de la Section de Fonctionnement
26 729,89 euros
Recettes de la Section de Fonctionnement
10 489 319,07 euros

Dépenses de la Section d'Investissement
5 406 080,79 euros
Recettes de la Section d'investissement
867 298,52 euros

Concernant le Budget Crématorium :

Dépenses de la Section de Fonctionnement
166 493,00 euros
Recettes de la Section de Fonctionnement
2 646 569,22 euros
Dépenses de la Section d'Investissement
365 000,00 euros
Recettes de la Section d'investissement
1 719 142,84 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FCT 007-247/19/CT

■ Affectation de la révision de l'opération travaux de réhabilitation sur le patrimoine bâti métropolitain

Information au Conseil de Territoire DGDU 19/17418/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole d'Aix Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre du transfert de l'atelier Crillon vers le garage Rivoire & Carret, l'opération s'est déroulée sur deux exercices et a nécessité 600 000 euros de crédits supplémentaires afin de finaliser les travaux.

L'opération d'investissement n°2015110800 « Travaux de réhabilitation sur le patrimoine bâti métropolitain » inscrite au budget pour un montant de 10 000 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151011BP du programme 01, a été révisée à hauteur de 600 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 10 600 000 euros TTC.
Il convient de procéder à l'affectation de la révision de cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant affectation de la révision de l'opération d'investissement n°2015110800 « Travaux de réhabilitation sur le patrimoine bâti métropolitain » ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant affectation de la révision de l'opération d'investissement n°2015110800 « Travaux de réhabilitation sur le patrimoine bâti métropolitain ».

FCT 008-248/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Réhabilitation 122 La Canebière - Marseille

Information du Conseil de Territoire DGDU 19/17415/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

L'immeuble implanté au 122 La Canebière à Marseille est entré dans le patrimoine métropolitain en 2016.

Suite à une investigation sur le patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le dernier trimestre 2018, ce site a été diagnostiqué comme nécessitant une réhabilitation dans les meilleurs délais en raison de faiblesse dans les structures de plancher.

Afin d'optimiser au mieux le potentiel de ce site, il est proposé :

- de refaire l'ensemble des planchers, assurant ainsi la stabilité du site, mais aussi permettant de garantir les charge d'exploitation admissibles ;
- de reprendre intégralement la cage d'escalier qui présente des déformations anormales ;
- de créer une gaine d'ascenseur pour assurer l'accessibilité du site et répondre aux exigences de l'AD'AP ;
- de réviser intégralement la toiture,
- de réhabiliter intégralement les façades (menuiserie comprises)

Ce programme de travaux a été chiffré à 800 000 € TTC en coût d'opération.

L'opération d'investissement n°2019104200, « Réhabilitation 122 La Canebière », d'un montant de 800 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 191011BP du programme 01, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Réhabilitation 122 La Canebière » ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant approbation de

la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Réhabilitation 122 La Canebière ».

FCT 009-249/19/CT

■ Approbation des tarifs applicables à l'occupation temporaire des équipements du centre sportif de Fontainieu

**Information du Conseil de Territoire
DGEDPSV 19/17448/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Conformément à l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Conseil Départemental des Bouches du Rhône se sont prononcés par des délibérations concordantes du 30 juin 2016 sur le transfert de la compétence concernant le Centre Départemental Sportif de Fontainieu au titre du groupe de compétences n°7 « Tourisme en application du chapitre II du titre III du livre Ier du Code du Tourisme, Culture et Construction, Exploitation et Entretien des équipements et infrastructures destinés à la pratique du sport, ou une partie de ces compétences ».

Par la délibération n°FAG 077-1357/16/CM du 15 décembre 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé le transfert de cette compétence au 1^{er} janvier 2017.

Le centre sportif de Fontainieu a pour vocation de mettre à disposition des scolaires et des associations sportives locales ses installations de façon récurrente ou ponctuelle. Il permet également d'accueillir le grand public en accès libre ou dans le cadre d'animations et de stages.

Les équipements mis à disposition sont les suivants :

- mur d'escalade de 18 voies
- espace de glisse (Skate Park, piste VTT)
- terrains de sports collectifs (terrain de sable, terrain de football, mini terrain, terrain multi-sports)
- salles d'activités multi-sports
- salles de formation et de réunion.

En application des articles L. 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et L. 2331-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne publique donne lieu au paiement d'une redevance. Dans ce cadre, il est proposé de mettre en place une tarification concernant l'occupation liée à l'utilisation des équipements mis à disposition par le centre sportif de Fontainieu.

Ce dispositif permettra de générer des recettes et d'accompagner la démarche de développement du centre sportif de Fontainieu afin qu'il dispose d'une réelle envergure métropolitaine (diversification des activités proposées, augmentation de l'offre de salles de formation, ouverture à de nouveaux publics, multiplication du nombre de manifestations).

Cette tarification concernera la mise à disposition des salles, des équipements sportifs et du matériel pour des activités sportives récurrentes et des manifestations ponctuelles.

La gratuité sera accordée pour :

- Les établissements scolaires (collèges, lycées, écoles primaires, Union National du Sport Scolaire),
- Les services de la Métropole Aix Marseille Provence,
- Les associations et structures qui mettent gratuitement leurs ressources au service du public dans la limite de 3 heures par jour (information, accompagnement, conseil, méthodologie de projet, remobilisation),
- Toutes les actions de développement co-organisées par l'équipe d'animation du centre sportif de Fontainieu en coordination avec des partenaires,
- Les associations de catégorie 1 (Compte d'exploitation inférieur à 10 000 €).

Les tarifs tels qu'annexés à la présente délibération seront applicables à compter du premier septembre 2019.

Les tarifs ainsi que le montant de la cotisation annuelle (droit d'entrée exigé pour chaque structure utilisatrice) ont été établis par catégorie en prenant en compte le montant annuel du compte d'exploitation des associations afin de ne pas pénaliser les petites structures associatives.

Il est précisé que les tarifs ont été fixés en se basant sur ceux pratiqués pour des équipements comparables, et en tenant compte de la localisation

particulière de l'équipement en zone prioritaire, et des difficultés d'accès.

L'attractivité de ces tarifs permet de garantir la pérennité de la fréquentation du centre sportif sachant que la gratuité était jusqu'à présent accordée pour toute occupation du site.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 077-1357/16/CM du 15 décembre 2016 relative au transfert conventionnel des compétences par le Conseil Départemental des Bouches du Rhône.
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation des tarifs applicable à

l'occupation temporaire des équipements du centre sportif de Fontainieu.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation des tarifs applicable à l'occupation temporaire des équipements du centre sportif de Fontainieu.

FCT 010-250/19/CT

■ Renouvellement de l'adhésion à l'Union du Pôle Funéraire Public et paiement de la cotisation annuelle 2019

Information du Conseil de Territoire DGEDPSV 19/17364/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

L'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) a été créée en 2010 selon les statuts d'une Association Loi 1901.

Elle résulte de la fusion de l'Union des Professionnels du Pôle Funéraire Public (UPFP) et de la Fédération Nationale des Services Funéraires Publics (FNSFP).

L'Union du Pôle Funéraire Public qui regroupe la plupart des responsables de services funéraires publics, occupe une position privilégiée pour veiller au respect déontologique dans l'exercice de la mission funéraire.

Ses objectifs sont les suivants :

- Mettre en commun l'expérience et le savoir-faire de ses adhérents pour une gestion optimisée des services,

- Faire valoir l'éthique du service public funéraire,

- Défendre les intérêts de ses adhérents auprès des pouvoirs publics et de la profession, tant au niveau national qu'europpéen,

- Organiser la promotion et la représentativité de ses adhérents,

- Assurer une veille juridique.

Reconnue comme interlocuteur essentiel auprès des pouvoirs publics et de la profession, l'Union du Pôle Funéraire Public s'affirme, depuis sa création, comme un partenaire fédérateur et dynamique basant ses actions sur le partage des savoir-faire et des expertises intégrées au réseau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FAG 005-3668/18 au Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 portant renouvellement de l'adhésion à l'Union du Pôle Funéraire Public pour l'année 2018 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur le renouvellement de l'adhésion à l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) et le paiement de la cotisation annuelle 2019.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur le renouvellement de l'adhésion à l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) et sur le paiement de la cotisation annuelle 2019.

Commission "Vie Urbaine"

VU 001-251/19/CT

■ **Acquisition à titre onéreux auprès de la SARL REB PROJECTS France d'une emprise foncière nécessaire à la création des voies nouvelles U236 et U299 à Marseille 14^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 19/17169/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de la SARL REB PROJECTS France d'une emprise foncière nécessaire à la création des voies nouvelles U236 et U299 à Marseille 14^{ème} arrondissement-Projet de rénovation urbaine Saint-Joseph » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint Joseph-Vieux Moulin à Marseille 14^{ème}

arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé la création des voies nouvelles dénommées U236 et U299 et l'aménagement de la traverse du Vieux-moulin afin de permettre le désenclavement du quartier conformément à l'emplacement réservé n°14-750 au Plan Local d'Urbanisme en vigueur de la Ville de Marseille.

Le projet de création des voies nouvelles U236 et U299 a été déclaré d'utilité publique par un arrêté de Monsieur le Préfet de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud, Préfet des Bouches du Rhône n° 2018-47 en date du 5 novembre 2018.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la SARL REB PROJECTS France d'une emprise foncière de 6 780 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 895 C0070 sise traverse du vieux moulin 13014 Marseille d'une contenance cadastrale totale de 44 481 m².

Au terme des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties ont trouvé un accord pour l'acquisition par voie amiable par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la SARL REB PROJECTS FRANCE du terrain objet des présentes moyennant le prix de 523 060 euros.

Ce prix se décompose en une indemnité principale de 474 600 euros correspondante au prix métrique de 70 euros établi par les services de France Domaine et une indemnité de remploi d'un montant de 48 460 euros.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;

- La délibération n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation de compétence au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès de la SARL REB PROJECTS France d'une emprise foncière nécessaire à la création des voies nouvelles U236 et U299 à Marseille 14^{ème} arrondissement- Projet de rénovation urbaine Saint-Joseph ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à titre onéreux auprès de la SARL REB PROJECTS France d'une emprise foncière nécessaire à la création des voies nouvelles U236 et U299 à Marseille 14^{ème} arrondissement- Projet de rénovation urbaine Saint-Joseph ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès de la SARL REB PROJECTS France d'une emprise foncière nécessaire à la création des voies nouvelles U236 et U299 à Marseille 14^{ème} arrondissement- Projet de rénovation urbaine Saint-Joseph.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 002-252/19/CT

■ **Acquisition à l'euro symbolique auprès de l'Office Public de l'Habitat Marseille Provence Aix Marseille Provence Métropole d'une parcelle de**

**terrain située Résidence les Oliviers à Marseille
13^{ème} arrondissement**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 19/17320/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à l'euro symbolique auprès de l'Office Public de l'Habitat Marseille Provence Aix Marseille Provence Métropole d'une parcelle de terrain située Résidence les Oliviers à Marseille 13^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation d'un mur de soutènement dans le cadre du projet Rocade L2 et constitution d'une servitude en tréfonds» satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales

Par décret n°2015-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales, notamment en matière de création de voirie.

La rocade L2 Nord, projet déclaré d'utilité publique, a vocation à relier le giratoire de Saint-Jérôme à l'Autoroute A7. En service depuis le 25 octobre 2018, elle longe en contrebas plusieurs groupes de logements locatifs sociaux d'HMP AMPM, dont les

OLIVIERS B sis rue du Péras à MARSEILLE 13^{ème} arrondissement.

Dans le cadre des travaux de parachèvement de la dite rocade, un mur de soutènement des terres du groupe LES OLIVIERS B sera réalisé au premier semestre 2019 par le GIE L2 (Société à qui la Société de la Rocade L2 de Marseille (SLR2) a donné mandat par contrat de conception-construction pour procéder aux travaux nécessaires à l'exécution du projet de la rocade).

La propriété de ce mur sera transférée à la METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE en tant qu'accessoire de la future voirie à réaliser par la Collectivité (rue Mérimée Prolongé, entre la L2 et la propriété d'HMP AMPM LES OLIVIERS B).

Afin de pouvoir réaliser via le GIE L2 et ensuite entretenir la partie du mur de soutènement située actuellement sur la propriété d'HMP AMPM, la METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE s'est rapprochée de l'organisme HLM pour obtenir la cession d'une bande de terrain de 38 m² environ à extraire de la parcelle cadastrée 881 section A N°225, assiette du groupe LES OLIVIERS B et la constitution d'une servitude d'empiètement en tréfonds pour permettre l'accès à la semelle du mur de soutènement.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à l'euro symbolique auprès de l'Office Public de l'Habitat Marseille Provence Aix Marseille Provence Métropole d'une parcelle de terrain située Résidence les Oliviers à Marseille 13^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation d'un mur de soutènement dans le cadre du projet Rocade L2 et constitution d'une servitude en tréfonds»

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de l'Office Public Habitat Marseille Provence Aix Marseille Provence Métropole d'une emprise foncière de 38 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 881 A 0225 permettra la réalisation d'un mur de soutènement dans le cadre du projet Rocade L2 à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que la constitution d'une servitude en tréfonds permettra l'accès à la semelle du mur de soutènement.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique auprès de l'Office Public de l'Habitat Marseille Provence Aix Marseille Provence Métropole d'une parcelle de terrain située Résidence les Oliviers à Marseille 13^{ème}

arrondissement, nécessaire à la réalisation d'un mur de soutènement dans le cadre du projet Rocade L2 et constitution d'une servitude en tréfonds.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 004-253/19/CT

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant aux consorts BUONO, nécessaire à l'aménagement de la rue Chabaud, à Gignac La Nerthe

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17312/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant aux consorts BUONO, nécessaire à l'aménagement de la rue Chabaud, à Gignac la Nerthe» satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans le cadre de l'aménagement de la rue Chabaud à Gignac-la-Nerthe, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une parcelle d'une superficie de 32 m² à détacher de la parcelle cadastrée AV n°458.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence les Consorts BUONO acceptent de céder la parcelle moyennant la somme de 1 056 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant aux consorts BUONO, nécessaire à l'aménagement de la rue Chabaud, à Gignac la Nerthe».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux d'élargissement de la rue Chabaud sur la commune de Gignac-la-Nerthe seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec les Consorts BUONO afin de permettre la réalisation des travaux d'élargissement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant aux consorts BUONO, nécessaire à l'aménagement de la rue Chabaud, à Gignac la Nerthe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 005-254/19/CT

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à Mme BILLION , nécessaire à l'aménagement de l'avenue Logos à Marignane**

Avis du Conseil de Territoire

DUFVS 19/17313/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à Madame BILLON épouse CADALEN Nathalie, nécessaire à l'aménagement de la l'avenue Logos à Marignane »

satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales

Dans le cadre de l'élargissement du chemin l'avenue Logos Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une emprise de 69 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée BB 279.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence Madame BILLON épouse CADALEN Nathalie accepte de céder l'emprise moyennant la somme de 5 120 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de

terrain appartenant à Madame BILLON épouse CADALEN Nathalie, nécessaire à l'aménagement de la l'avenue Logos à Marignane».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux d'aménagement de l'avenue des Logos sur la commune de Marignane seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une parcelle de terrain auprès de Madame BILLON épouse CADALEN Nathalie ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à Madame BILLON épouse CADALEN Nathalie, nécessaire à l'aménagement de la l'avenue Logos à Marignane.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 006-255/19/CT

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant à la SCI EUGENE et SYLVIE nécessaire à l'élargissement du chemin des Beugons, à Marignane**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 19/17316/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement

économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant à la SCI Eugène et Sylvie nécessaire à l'élargissement du chemin des Beugons à Marignane» satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales

Dans le cadre de l'élargissement du chemin des Beugons à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une emprise de 32 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée CP 20.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence la SCI Eugène et Sylvie accepte de céder l'emprise moyennant la somme de 5 120 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant à la SCI Eugène et Sylvie nécessaire à l'élargissement du chemin des Beugons à Marignane»

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux d'élargissement du chemin des Beugons sur la commune de Marignane seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une parcelle de terrain auprès de la SCI Eugène et Sylvie
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant à la SCI Eugène et Sylvie nécessaire à l'élargissement du chemin des Beugons à Marignane.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 007-256/19/CT

■ Acquisition à l'euro symbolique de parcelles de terrain auprès de la Société européenne homes situées chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues afin de permettre leur intégration dans le domaine public métropolitain

**Avis de Conseil de Territoire
DUFSV 19/17323/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique de parcelles de terrain auprès de la Société EUROPEAN HOMES situées chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues afin de permettre leur intégration dans le domaine public métropolitain » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

La Société EUROPEAN HOMES représentée par son Directeur, Monsieur Fabien FONTAINE est propriétaire d'un ensemble de parcelles cadastrées BE 378 – 377 – 429 – 430 – 431 situées chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues destinées à être intégrées au Domaine Public au titre des travaux d'aménagement du chemin de la Bastide Neuve.

En conséquence, les parties sont convenues de régulariser un protocole entérinant les accords. Le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Cette acquisition est consentie moyennant la somme de un euro.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique de parcelles de terrain auprès de la Société EUROPEAN HOMES, situées chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, afin de permettre leur intégration dans le domaine public métropolitain ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de l'ensemble des parcelles cadastrées BE 376 – 377 – 429 – 430 – 431

sises chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues permettra leur intégration dans le domaine public routier métropolitain.

- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique de parcelles de terrain auprès de la Société EUROPEAN HOMES, situées chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, afin de permettre leur intégration dans le domaine public métropolitain ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 008-257/19/CT

■ **Cession à titre onéreux du lot n° 42 à la SARL IDENTITY SIGN dans la Zone d'Aménagement Concerté ATHELIA V à La Ciotat**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17318/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Cession à titre onéreux du lot n° 42 à bâtir dans la Zone d'Aménagement Concerté ATHELIA V sur la commune de La Ciotat à la SARL IDENTITY SIGN » satisfait les conditions de l'article

L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération en date du 1er octobre 2010, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le dossier de création de la Zone d'Intérêt Communautaire à vocation d'activité économique Athélia V.

Cette opération s'inscrit dans la démarche que Marseille Provence Métropole a engagée en 2002 dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire et de développement économique, visant à identifier des secteurs permettant la programmation d'opération d'aménagement destinées au développement de l'action économique.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a ainsi défini à l'Est de son territoire, sur la commune de La Ciotat, un secteur stratégique pour la réalisation d'un nouveau pôle d'activités.

La future Zone d'Aménagement Concerté Athélia V s'étend sur un territoire d'environ 63 hectares au Nord de la commune de La Ciotat. Elle s'inscrit en continuité des zones existantes Athélia I, II, III et IV.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine par fusion, poursuit la commercialisation de la Z.A.C.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc engagé des négociations afin de vendre le lot n° 42 issu de la parcelle cadastrée section CE n°954 à La Ciotat, d'une surface totale d'environ 3944 m² à la SARL IDENTITY SIGN, pour un montant global de 280 024 euros HT.

La surface de plancher envisagée par l'acquéreur étant d'environ 1575m² pour l'édification d'un programme immobilier à usage de bureaux et entrepôt spécialisé dans la fabrication et l'installation d'enseignes lumineuses et mobilier de magasin.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux du lot n° 42 à bâtir dans la Zone d'Aménagement Concerté ATHELIA V sur la commune de La Ciotat à la SARL IDENTITY SIGN ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession du lot n° 42 dans la ZAC Athélia V à La Ciotat doit permettre à la SARL IDENTITY SIGN de réaliser un programme immobilier à usage de bureaux et entrepôt spécialisé dans la fabrication et l'installation d'enseignes lumineuses et mobilier de magasin ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur

« Cession à titre onéreux du lot n° 42 à bâtir dans la Zone d'Aménagement Concerté ATHELIA V sur la commune de La Ciotat à la SARL IDENTITY SIGN ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 009-258/19/CT

■ Approbation d'un avenant au protocole foncier de cession du lot D1 au profit de la société ADP ST VICTORET - Zone d'Aménagement Concerté Empallières à Saint Victoret

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17319/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un avenant au protocole foncier de cession du lot D1 au profit de la SCCV ADP ST VICTORET. Zone d'Aménagement Concerté Empallières à Saint Victoret » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibérations en date des 22 mai 2006 et 08 octobre 2007, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé respectivement la reconnaissance de l'intérêt communautaire et la mise en œuvre d'une opération d'aménagement destinée à la réalisation d'une ZAC sur le site d'Empallières à Saint-Victoret et la création de ladite ZAC.

Cette opération s'inscrit dans la démarche que Marseille Provence Métropole a engagée en 2002 dans le cadre de l'exercice de ses compétences en

matière d'aménagement de l'espace communautaire et de développement économique, visant à identifier des secteurs permettant la programmation d'opération d'aménagement destinées au développement de l'action économique.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine par fusion, poursuit la commercialisation de la Z.A.C.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc engagé des négociations afin de vendre le lot n° D1 issu des parcelles cadastrées section AI n°111, 113, 121, 125, 128, 151, 187 et AH n°480, 481 d'une surface totale d'environ 13962 m² à la SCCV ADP ST VICTORET, pour un montant global de 1 048 350 euros HT La surface de plancher envisagée par l'acquéreur étant d'environ 6554m² pour l'édification d'un village d'entreprises.

La délibération n°URB 021-3462/18/BM de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 février 2018 a approuvé le protocole foncier formalisant cet accord pour un montant de 1 048 350€ HT.

Dès lors, la SCCV ADP ST VICTORET a obtenu un permis de construire devenu définitif.

Compte tenu du contexte de commercialisation actuel, il convient de proroger par avenant le protocole foncier du lot D1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation d'un avenant au protocole foncier de cession du lot D1 au profit de la SCCV ADP ST VICTORET – Zone d'Aménagement Concerté Empallières à Saint Victoret ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession du lot n° D1 dans la ZAC EMPALLIERES à St Victoret doit permettre à la SCCV ADP ST VICTORET de réaliser un village d'entreprises d'une surface de plancher d'environ 6500m² ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'un avenant au protocole foncier de cession du lot D1 au profit de la SCCV ADP ST VICTORET – Zone d'Aménagement Concerté Empallières à Saint Victoret .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 011-259/19/CT

■ **Approbation de l'avenant n°2 au mandat d'études avec la SOLEAM pour la modification du périmètre et des missions sur le secteur Billard-Bricard sur les communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 19/17292/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Approbation de l'avenant n°2 au mandat d'études avec la SOLEAM pour la modification du périmètre et des missions sur le secteur Billard-Bricard sur les communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe.» satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément aux dispositions de l'article L 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'Aménagement de l'Espace et de Développement Economique. Dans ce contexte, la mobilisation d'une offre foncière et immobilière, au profit du développement d'activités et du soutien à l'emploi est un objectif majeur de la politique économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Afin de poursuivre les initiatives de développement économique sur le territoire nord-ouest, la Métropole Aix-Marseille-Provence a choisi d'étudier la possibilité de création d'une zone d'activités sur secteur Billard-Bricard, commune de Gignac-la-Nerthe, à proximité de la ZAC des Florides. Situé en bordure de la RD 368 et desservi par l'autoroute A55, ce site qui accueille déjà plusieurs entreprises, est classé au PLU de la commune en zone AU2 (à urbaniser, non réglementée, à vocation d'activités économiques).

Par délibération du 3 juillet 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a déclaré d'intérêt communautaire l'aménagement du secteur Billard-Bricard et a approuvé un mandat avec la SOLEAM en vue de conduire les études préalables à

la création d'une ZAC à vocation économique. Dans le cadre de ce mandat, des études pré-opérationnelles et de positionnement économique ont permis de définir les premiers éléments de programmation urbaine et fonctionnelle ainsi que de proposer un périmètre d'aménagement sur une surface de 20 hectares environs.

L'opération est depuis le 1^{er} janvier 2016 de compétence métropolitaine.

A ce titre de ces études, des investigations sur un site de stockage de terres situé au cœur du périmètre de projet ont été menées, mettant en évidence la présence de terres polluées provenant de déchets de matériaux du BTP comprenant notamment des fibres d'amiante.

Un premier avenant à la convention de mandat approuvé le 18 octobre 2018 au Bureau de la Métropole (URB 029-4375/18/BM), a permis de faire évoluer les missions d'études mandatées à la SOLEAM suite à la découverte du site pollué. Cet avenant a notamment permis de supprimer les études préalables à un dossier de création de ZAC et d'intégrer la réalisation d'études de pollution et de sécurisation du site.

Le périmètre d'étude initial Billard-Bricard est limitrophe à une zone économique située le long de la RD 368, sur laquelle des mutations s'opèrent actuellement. Il convient donc d'intégrer à la réflexion globale, le périmètre de ce site économique situé à l'articulation entre le secteur Billard-Bricard et la ZAC des Florides aménagée sur la commune de Marignane.

Pour permettre à la Métropole de disposer d'une vision d'ensemble sur les conditions d'aménagement de ce secteur, le présent avenant a pour objet d'élargir le périmètre d'être initial, en incluant deux nouveaux périmètres répartis entre deux communes, Gignac-la-Nerthe et Marignane (cf. plan des périmètres d'études en annexe 1), à savoir :

- Le périmètre P2 (17ha), correspondant à la zone UEb au PLU de la commune de Gignac-la-Nerthe, situé de part et d'autre de l'axe structurant de la RD 368.
- Le périmètre P3 (27ha), correspondant à une zone d'urbanisation future au PLU de la commune de Marignane qui se trouve en continuité de la ZAC des Florides.

De façon inhérente à l'élargissement du périmètre d'études, les missions suivantes doivent s'ajouter au mandat existant :

- Élaboration d'un schéma global d'organisation des trois périmètres (P1-P2-P3),
- Analyse foncière globale avec fiches d'immeubles selon les duretés foncières (principalement sur P2 et P3),

- Étude Pollution G1,
- Étude de faisabilité de calibrage pour un giratoire sur la RD 368,
- Reprise de l'étude de composition urbaine (P1) en intégrant la zone polluée et en intégrant P2,
- Étude d'une variante sur la prise en compte de la pollution : Lancement de consultation pour implanter une société de valorisation des déchets sur ce secteur pour valoriser le site pollué en ilot d'activité.

Un tableau de synthèse en annexe 2 résume les missions déjà confiées et celles nouvellement attribuées.

Sur la base des éléments exposés ci-dessus, un avenant n°2 est proposé ayant pour objet de :

- Redéfinir les missions,
- Ajuster le délai d'exécution du mandat,
- Réévaluer l'enveloppe prévisionnelle,
- Réévaluer la rémunération du mandataire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Approbation de l'avenant n°2 au mandat d'études avec la SOLEAM pour la modification du périmètre et des missions sur le secteur Billard-Bricard sur les communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe.»

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Qu'il convient d'émettre un avis sur ladélibération portant sur l'approbation de l'avenant n°2 au mandat d'études avec la SOLEAM pour la modification du périmètre et des missions sur le secteur Billard-Bricard sur les communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à la demande d'approbation de l'avenant n°2 au mandat d'études avec la SOLEAM pour la modification du périmètre et des missions sur le secteur Billard-Bricard sur les communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 012-260/19/CT

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise relative à l'attribution d'une subvention pour l'exercice 2019

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17354/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le

développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

L'article L121-3 du Code de l'Urbanisme pose le principe du partenariat de l'Etat avec les collectivités territoriales au sein des agences d'urbanisme dans la mesure où ces structures ont pour vocation de permettre la conduite en commun des politiques publiques dans un but d'intérêt général. Les agences fournissent un cadre commun pour la réalisation d'études et la conduite de certaines missions par les collectivités compétentes :

- l'observation et l'analyse des évolutions urbaines,
- la contribution à la définition des politiques d'aménagement et de développement,
- la préparation des projets d'agglomération, métropolitains et territoriaux
- la définition des politiques d'aménagement et de développement, ainsi que l'élaboration des documents d'urbanisme et de planification qui leur sont liés, notamment les Schémas de Cohérence Territoriale et les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux.

Pour ce faire, elles établissent un programme partenarial élaboré en associant l'ensemble des membres qui peuvent en utiliser les résultats. Ce programme répond à des enjeux intéressants directement ou indirectement l'ensemble des adhérents et à des besoins de connaissances partagées. Il peut être élaboré pour une durée de trois ans et peut s'intégrer dans un projet d'agence. Les missions conduites en commun, noyau dur de l'activité de l'agence, justifient l'octroi de subventions de la part de l'Etat en accompagnement de celles accordées par chacune des autres collectivités et organismes publics membres.

La Métropole Aix-Marseille Provence, l'Etat et la Ville de Marseille, ainsi que d'autres partenaires, sont regroupés dans une Association loi 1901, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM), leur permettant de mener des études, des réflexions, des observations, en toute indépendance et dans l'intérêt commun de chacun, dans l'esprit de l'article L.110 du Code de l'Urbanisme qui dit notamment :

« Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses

compétences (...). Les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace ».

En effet, il est apparu indispensable pour l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale de suivre les évolutions urbaines et de participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement du territoire métropolitain.

Ainsi, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), a pour mission, de par ses statuts, de suivre les évolutions urbaines, de mener des études concourant à la définition des politiques d'aménagement et de développement, et de préparer les projets à l'échelle de l'agglomération dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail confié à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) portent sur :

- le territoire métropolitain ;
- l'assistance en urbanisme réglementaire avec la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres;
- les réflexions et approche du projet urbain et des territoires de projet ;
- l'appui et les observations mutualisés aux politiques métropolitaines.

Par délibération URB 024-4779/18/BM, le Bureau de la Métropole a approuvé une aide de 3 658 147€ à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise sous la forme d'une subvention de fonctionnement par le biais d'une convention couvrant l'année 2019.

Au -delà des fiches de travail stabilisées en début d'année et qui correspondaient aux enveloppes financières délibérées en décembre 2018, des interventions complémentaires à l'échelle du Conseil de Territoire Marseille Provence et du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne sont attendues de l'AGAM sur un certain nombre de domaines.

En ce qui concerne le Conseil de Territoire Marseille Provence et pour avis :

- la préparation de l'évolution du Plan Local d'Urbanisme intercommunal à travers des prochaines modifications et/ou révision :

Au regard des enseignements tirés lors de la finalisation du PLUi et donc en complément de ce qui était prévu initialement dans le programme de travail, le Territoire de Marseille Provence demande à l'AGAM d'engager dès le second semestre 2019 un certain nombre d'études sur les thèmes suivants : emplacements réservés et schéma voirie, espace boisé classé, 5° façade, prise en compte des risques, réponses aux préoccupations énergétiques, poursuite des réflexions sur les orientations d'aménagement et

de programmation, détermination et argumentaire sur de futures opérations d'aménagement, anticipation sur les incidences de textes législatifs comme la loi LOM sur le contenu du document d'urbanisme.

- le dossier de synthèse du PPA centre- ville :

L'AGAM est également sollicitée pour apporter son appui et prendre en charge la présentation du PLAN PARTENARIAL D'AMENAGEMENT créé par la récente loi Elan et qui associera l'Etat, AMP et la ville de Marseille et qui concernera le grand centre-ville de Marseille. Le travail de l'AGAM portera à la fois sur le fond du dossier et sur la forme. Il aura notamment comme nature un travail de synthèse important entre toutes les démarches et les stratégies en cours ou en préparation sur ce territoire stratégique portées par différents acteurs publics.

- la réalisation d'une étude sur l'évolution du foncier hospitalier :

La dimension économique de la filière santé est importante et elle place Marseille dans une situation d'attractivité intéressante qu'il convient néanmoins de renforcer. Les réflexions portées par l'AP HM sur la rationalisation de ses sites d'implantation ont conduit le Conseil de Territoire Marseille Provence à envisager d'implanter sur le site de Sainte Marguerite des activités économiques liées au biomédical notamment qui ne trouvent pas l'espace nécessaire sur Luminy. Cette consolidation économique s'articulera par ailleurs très bien avec le projet d'extension du tramway sud vers la Gaye. L'AGAM est chargée de réaliser une étude d'organisation spatiale et d'insertion de cette nouvelle offre économique en lien avec les établissements déjà présents et à venir sur le site.

- un appui à la démarche espaces publics : Le Conseil de Territoire Marseille Provence demande à l'AGAM d'assurer la coordination entre les réflexions menées sur l'échelle de l'hyper-centre de Marseille et qui se traduit d'ores et déjà par l'engagement de travaux importants en 2019 et celles engagées par l'AGAM sur des périmètres extérieurs qui sont eux aussi appelés à être requalifiés.

- des études préalables au réaménagement de la passerelle de Plombières et du Boulevard Baille :

L'AGAM a déjà conduit ce type de réflexion sur le BUS, le Jarret et le cours Lieutaud. Elles avaient permis de proposer au maître d'ouvrage différents scénarios, de traiter de l'insertion urbaine des voiries et elles avaient donc contribué à mieux orienter et préparer les cahiers de consultations de MO lancées par la maîtrise d'ouvrage sur ces axes importants.

Dans la continuité, le Conseil de Territoire Marseille Provence demande à l'AGAM de s'inscrire dans cette même logique pour étudier l'évolution de Plombières à la fois au plan formel et fonctionnel mais aussi le bd Baille, artère principale du sud est du grand centre-ville articulé entre le cours Lieutaud et le Jarret qui font déjà l'objet d'une profonde requalification.

- des réflexions sur un certain nombre de parking relais à la fois pour regarder leur insertion urbaine et leur capacité à être un levier de développement urbain mais aussi dans une logique d'optimisation de l'offre en lien avec le développement des transports en commun : c'est le cas notamment de la Fourragère dont les capacités doivent être augmentées en intégrant une forte dimension urbaine mais aussi l'offre nouvelle de transports en commun sur la rocade L2 récemment mise en service.

L'ensemble de ces éléments conduit à **augmenter de 300 000 €** la part de la subvention versée par le Conseil de Territoire Marseille Provence à l'AGAM pour l'année 2019 et à la porter à 1 055 147 €.

En ce qui concerne le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et pour information :

- des travaux graphiques en vue de la concertation publique :

L'AGAM est sollicitée pour la réalisation des outils graphiques adaptables sur différents formats, en s'appuyant fortement sur la ligne graphique existante de la métropole, validée par la DGA communication métropolitaine.

Cela consistera en :

- La création d'un logo PLUi du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La mise en forme de panneaux de concertation grand public et impressions (pour les treize lieux de concertation), création d'un modèle de diaporama de réunion publique et brochure de concertation et impressions ;

- des études urbaines préalables à des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) sectorielles :

Après la phase d'élaboration du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLUi du Pays d'Aubagne et de l'Etoile (octobre 2019), l'AGAM est sollicitée pour amorcer des études préalables à l'élaboration des futures OAP du PLUi.

Trois sites ont été choisis pour ces études. Il s'agit de secteurs à effet « vitrine » du Territoire, en termes de multiplicité des enjeux et de diversité d'approche de développement.

Ces sites sont en cours de premières études par l'AGAM dans le cadre de la définition des schémas de développement "Sud Huveaune" et "Etoile-Merlançon".

Il s'agit plus précisément des secteurs suivants :

➤ La Bouilladisse / La Destrousse :

Véritable secteur de développement et d'enjeux du PLUi, ce site dispose d'une capacité de structuration et de mutation urbaine forte à plusieurs enjeux :

- Cohérence urbanisme-transport, insertion du Valtram ;

- Émergence et définition d'une vraie centralité : travaux sur les espaces publics, liaison à l'opération métropolitaine de la ZAC de la Chapelle, intégration des opérations immobilières en cours, reconfiguration d'un centre-ville de bassin ;

- Volonté de création de nouvelles zones d'activités économiques : en lien avec le terminus Valtram, valorisation d'une façade économique entre l'autoroute et l'espace habité ;

- Equipements : intégration et accès au projet de lycée et de piscine métropolitaine, réflexions sur la reconfiguration de l'offre scolaire et culturelle ;

- Réseau viaire : réflexions sur la reconfiguration des flux avec la création d'un nouvel échangeur autoroutier, maillage des zones d'activités et connexion à la centralité de La Bouilladisse ;

➤ Lascours (Roquevaire) :

- Hameau de grande qualité patrimoniale reconnu : extension du hameau, principe de construction dans la pente, opérations paysagères exemplaires ;

- Approche architecturale patrimoniale pour les futures opérations ;

- Création d'espaces publics et de stationnement.

➤ Le Charrel (Aubagne) :

- Cohérence urbanisme-transport, valorisation du terminus du tramway ;

- Intégration d'un secteur d'habitat social au fonctionnement urbain ;

- Réflexions paysagères, choix des formes urbaines, constructions dans la pente ;

- enfin, il est question d'une mission d'assistante à maîtrise d'ouvrage environnementale sur la définition des prestations à confier à de futurs prestataires

L'expérience de l'AGAM sur les questions d'analyse et de critique de production des évaluations environnementales, des documents d'urbanisme, permettra d'apporter une expertise au territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile sur la définition des missions à confier et leur pilotage.

L'ensemble de ces éléments conduit à **augmenter de 60 000 €** la part de la subvention versée par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne à l'AGAM pour l'année 2019 et à la porter à 310 000 €.

Le montant total de la subvention versée à l'AGAM pour l'année 2019 est ainsi porté à 4 018 147 €.

Il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n°HN- 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser l'augmentation de la subvention proposée par paiements échelonnés avant le 31 décembre 2019 eu égard à son objet particulier.

Il convient d'approuver l'avenant n°1 à la convention ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Code de l'Urbanisme ;
- Code de l'environnement ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 00/057/CC du 15 décembre 2000 relative à l'adhésion de la Communauté Urbaine à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) ;
- La délibération URB 6/567/CC du 10 octobre 2003, approuvant la modification des statuts de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) ;
- La délibération URB 024-4779/18/BM du 13 décembre 2018 approuvant la convention entre Marseille Provence Métropole et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) pour l'année 2019 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les missions confiées à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Qu'il convient d'acter, dans le cadre d'un avenant à la convention initiale, l'augmentation de la subvention 2019 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « l'approbation de l'avenant n°1 à la convention conclue avec l'Agence de l'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise relative à l'attribution d'une subvention pour l'exercice 2019 ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 013-261/19/CT

■ Institution d'un périmètre de Projet Urbain Partenarial dit Bleu Capelette - 13010 Marseille - Approbation de la convention financière prévoyant les modalités de financement du groupe scolaire - Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la SCI Marseille Capelette 10, la Ville de Marseille et la SOLEAM

**Avis du Conseil de Territoire
DUFVS 19/17357/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Institution d'un périmètre de Projet Urbain Partenarial dit "Bleu Capelette" – 13010 Marseille - Approbation de la convention financière prévoyant les modalités de financement du groupe scolaire – Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la SCI Marseille Capelette 10 la Ville de Marseille et la SOLEAM satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Un ensemble d'opérations de requalification urbaine autour du projet « Marseille Grand Est » qui s'étend de la ZAC du Rouet jusqu'à la ZAC de Vallon Régny ont été menées à l'Est du centre-ville de Marseille ces dernières années et contribuent à engager le renouvellement urbain d'un secteur anciennement constitué d'activités industrielles.

Ainsi, dans le cadre de la convention de concession d'aménagement de la Capelette confiée à SOLEAM dès 1996, l'opération Cap Est et la réalisation du Palais Omnisports Marseille Grand Est ont permis de créer une mixité des fonctions et de raccrocher ce territoire d'entrée de ville au centre-ville.

Dans cette dynamique, les emprises foncières situées entre le Palais Omnisport Marseille Grand Est et le boulevard Rabatau ont, ces dernières années, fait l'objet d'une intention de projet pour la réalisation d'un centre commercial baptisé « Bleu Capelette » et porté par la SCI Cap Est loisirs. Ce projet n'a pas été mis en œuvre.

En cohérence avec la poursuite du renouvellement urbain de ce territoire, le constructeur s'est rapproché de la collectivité pour substituer à son projet initial la réalisation d'une opération mixte sur ce site. Le nouveau projet développerait sur une emprise de 19 936 m² de foncier un nouveau quartier composé en surface de plancher d'environ 38 000 m² de logements (environ 600 logements et une résidence senior gérée), environ 10 000 m² de commerces, 23 000 m² affectés à de l'activité (bureaux, hôtel...), pour une surface totale estimée à environ 71 000 m².

Au regard de son importance, l'opération nécessite de créer ou adapter différents équipements publics afin

de répondre aux besoins des futurs habitants et usagers.

En application des articles L 332.11-3 et 332.11-4 et R 332.25-1 et R.332.25-3 du Code de l'urbanisme, la SCI Marseille Capelette 10 et la Métropole compétente en la matière se sont rapprochées afin de définir les conditions de mise en œuvre d'un Projet Urbain Partenarial (PUP) permettant d'adapter le calendrier et les modalités de financement des travaux d'équipements publics nécessaires au projet. En effet, le PUP, convention signée entre un ou plusieurs acteurs privés et une collectivité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme permet de définir les modalités de participations financières des constructeurs à la réalisation des équipements publics rendus nécessaires par l'opération.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'instituer un périmètre de PUP dénommé « Bleu Capelette », lequel porte sur les parcelles cadastrées n°210855 R0076, 210855 R0081, 210855 R0082 pour une emprise de 19 936m². Ce périmètre figure en annexe 1 de la convention jointe.

La mise en œuvre de cette opération est prévue en plusieurs phases avec différents opérateurs et fera l'objet de demandes d'autorisations d'urbanisme distinctes. Dès lors, les projets de construction compris dans le périmètre du « PUP Bleu Capelette » donneront lieu à plusieurs conventions de Projet Urbain Partenarial qui seront conclues avec les opérateurs portant un projet dans cette zone.

Conformément aux dispositions de l'article L 332-11-4 du Code de l'Urbanisme, il est proposé de fixer à dix ans la durée pendant laquelle les constructeurs signataires de chaque convention de PUP seront exonérés de de part intercommunale de taxe d'aménagement pour les constructions à établir au sein du périmètre de PUP en cause. Le point de départ de cette durée d'exonération s'entend de la date d'entrée en vigueur de la convention de PUP à laquelle la ou les constructions ou les aménagements en cause se rattachent.

Les équipements publics nécessaires au développement des opérations situées dans le périmètre du PUP sont constitués par :

- la réalisation d'un groupe scolaire dont l'implantation est prévue à proximité dans le périmètre de la ZAC de la Capelette sur les îlots 11 et 12,
- la reprise du projet de voie à l'ouest des parcelles, afin de desservir le nouveau projet urbain au gabarit adapté
- le réaménagement de la voirie au nord (fin de l'axe boulevard Rabatau)

- les connexions piétonnes entre le projet du constructeur et le boulevard Rabatau,

La localisation de ces équipements est jointe en annexes 2 et 2 bis.

Le coût prévisionnel du programme des équipements publics financé au moyen du PUP qu'il est proposé d'instituer est estimé à : 18 900 000 euros HT, dont 4 780 000 euros, soit 25,3%, seront financés par les participations des constructeurs prévues par les différentes conventions de PUP à conclure dans le périmètre institué selon le détail présenté en annexe 4 et 5.

Au titre du présent rapport, il est proposé d'approuver la conclusion d'une première convention PUP avec la SCI Marseille Capelette 10, jointe en annexe 6, portant sur la tranche 1 de l'opération « Bleu Capelette », relative à l'édification de constructions développant 22 000 m² de surface de plancher sur une partie du périmètre de PUP.

Compte tenu du fait que la convention de PUP à conclure avec la SCI Marseille Capelette 10 emporte participation au financement d'un groupe scolaire, équipement de compétence communale, la Ville de Marseille percevra les participations assises sur le coût total de cet équipement. Le montant de cette participation des constructeurs au groupe scolaire est fixé à 15% du coût prévisionnel de réalisation de l'équipement, à ce jour arrêté à 15 800 000 euros HT.

En effet, en application du dernier alinéa de l'article L 332-11-3 du Code de l'urbanisme, la convention de PUP peut prévoir que la contribution financière qu'elle institue est versée directement à la personne publique assurant la maîtrise d'ouvrage des équipements publics auxquels il est contribué.

C'est la raison pour laquelle la Ville de Marseille, bien que non compétente pour la conclusion d'une convention de Projet Urbain Partenarial, est partie à cette convention et est amenée à délibérer sur l'approbation des termes de celle-ci.

En outre, dans la mesure où le groupe scolaire en cause est inscrit au programme des équipements publics de la ZAC de la Capelette, celui-ci sera réalisé sous maîtrise d'ouvrage de la SOLEAM, concessionnaire de cette opération d'aménagement.

Dès lors, en application des dispositions de l'article R 311-7 a du Code de l'urbanisme, il convient donc de soumettre concomitamment à l'approbation du Conseil de la Métropole l'approbation d'une convention financière entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (autorité concédante), la SOLEAM (concessionnaire) et la Ville de Marseille fixant le montant global, incluant la participation des constructeurs issue du PUP, et l'échéancier de versement par la Ville de Marseille des sommes

destinées à la prise en charge des coûts de réalisation du groupe scolaire

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur à Institution d'un périmètre de Projet Urbain Partenarial dit Bleu Capelette – 13010 Marseille – Approbation de la convention financière prévoyant les modalités de financement du groupe scolaire – Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la SCI Marseille Capelette 10, la Ville de Marseille et la SOLEAM.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à Institution d'un périmètre de Projet Urbain Partenarial dit Bleu Capelette – 13010 Marseille – Approbation de la convention

financière prévoyant les modalités de financement du groupe scolaire – Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la SCI Marseille Capelette 10, la Ville de Marseille et la SOLEAM.

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur L'institution d'un périmètre de Projet Urbain Partenarial dit Bleu Capelette – 13010 Marseille – Approbation de la convention financière prévoyant les modalités de financement du groupe scolaire – Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la SCI Marseille Capelette 10 la Ville de Marseille de la SOLEAM.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 014-262/19/CT

■ Concession d'aménagement de la Capelette à Marseille 9ème et 10ème arrondissements passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 - Approbation de l'avenant 19 à la convention de concession

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 19/17066/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement de la Capelette à Marseille 9ème et 10ème arrondissements passée avec la SOLEAM – Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 – Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation de l'avenant 19 à la convention de concession » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Ville de Marseille a conduit un ensemble d'opérations de requalification urbaine autour du projet « Marseille Grand Est » qui s'étend de la ZAC du Rouet jusqu'à la ZAC de Vallon Régny.

Une des opérations concerne la requalification des friches industrielles de la Capelette.

Par délibération n°96/450/EUGE du 22 juillet 1996, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé la convention de concession de la Capelette consentie à Marseille Aménagement sur un secteur de 5,7 ha.

Par délibération n°97/719/EUGE du 27 octobre 1997, la Ville de Marseille a créé la ZAC Ferrié Capelette sur une partie de cette concession d'aménagement en vue de l'implantation d'activités tournées vers le secteur automobile. Le dossier de réalisation de cette ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°98/1006/EUGE du 21 décembre 1998 et un « village de l'automobile » est aujourd'hui en activité.

Le périmètre de la concession d'aménagement de la Capelette a été étendu une première fois en mars 1999 à 7,7 hectares (avenant n° 2 à la convention de concession approuvé par la délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°99/244/EUGE du 29 mars 1999) pour permettre des acquisitions d'opportunité, puis a été porté à 28,6 hectares en décembre 2000 par avenant n°3 pour tenir compte de l'implantation du parc du 26ème Centenaire et de l'impact de ce dernier sur les quartiers situés en bordure de cet équipement majeur.

Afin de se doter d'un outil adapté aux objectifs d'aménagement du secteur, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille par délibération n°02/1224/TUGE du 16 décembre 2002 a approuvé les objectifs et les principes d'aménagement d'une ZAC dite de la Capelette, et a défini les modalités d'organisation de la concertation préalable à sa création.

Le dossier de création de la ZAC de la Capelette, d'une superficie de 75 ha a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°04/1029/TUGE du 15 novembre 2004. Le programme des équipements publics a été validé au Conseil Municipal de la Ville de Marseille du 20 octobre 2006 et au Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole du 9 octobre 2006.

Par ailleurs, le site de la Capelette a été retenu pour accueillir :

- Le lotissement CAP-EST, aujourd'hui terminé, portant sur un programme de 14 lots de logements, bureaux et commerces avec la création d'un groupe scolaire réalisé dans le cadre de la concession et d'une crèche.

- Le Palais Omnisports Marseille Grand Est (POMGE) qui a été ouvert au public le 11 décembre 2009.

- Un pôle de loisirs, sur une parcelle voisine du POMGE et dont le programme est en cours d'évolution.

Historique des précédents Compte Rendus Annuels à la Collectivité :

L'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2003 par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°04/1028/TUGE du 15 novembre 2004 a permis d'étendre le périmètre de la Concession d'Aménagement compte tenu de la création de la ZAC de la Capelette, de proroger la durée de la concession jusqu'en 2011 et de préciser la participation financière de la Ville et son échéancier de versement.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2006, approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°07/1237/TUGE du 10 décembre 2007, a permis de proroger la concession jusqu'en 2016 et de faire acter la participation de la Ville pour un montant prévisionnel de 56,829 millions d'euros.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2010, approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°11/0867/DEVD du 17 Octobre 2011, a constaté la réduction de la participation de la Ville de Marseille à 51,971 millions d'euros, a modifié son échéancier, a validé le remboursement de l'avance versée en 2005 de 12,5 millions d'euros en 2016 et a complété la convention de concession en ce qui concerne la rémunération du concessionnaire pour les missions de commercialisation en conformité avec les principes relatifs à la rémunération pour l'ensemble des concessions d'aménagement.

La délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°12/0538/DEVD du 25 juin 2012 a approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2011 ; elle a validé un nouvel échéancier de la participation dont le montant reste inchangé à hauteur de 51 971 939 euros et instauré un sursis à statuer sur le périmètre de la concession.

Cette délibération a acté les nouvelles réflexions lancées sur l'entrée Est de Marseille, notamment en termes de développement des transports en commun et de création de voiries structurantes et le fait que le secteur de la Capelette nécessite d'être intégré dans cette dynamique.

Il est également apparu nécessaire de prendre en compte le maintien sur site du centre de transfert des ordures ménagères et des services associés de la Métropole, localisés sur le Boulevard Bonnefoy. Cette décision nécessite d'importants travaux d'intégration urbaine.

Ainsi, l'actuel projet urbain doit être recomposé en intégrant ces différentes contraintes, tout en améliorant son fonctionnement et son accroche au reste du territoire communal.

Le sursis à statuer précité a donc été institué sur le périmètre de la concession afin que les opérations sur le foncier non maîtrisé ne viennent pas compromettre l'évolution du projet urbain.

L'avenant n°12 notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013.

L'arrêté préfectoral n° 2014-36 du 1er juillet 2014 a modifié l'arrêté préfectoral n°2009-22 du 29 octobre 2009 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation de la ZAC de la Capelette, en ce qui concerne le bénéficiaire de la DUP (SOLEAM en lieu et place de Marseille Aménagement).

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2014 approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°15/1120/UAGP du 16 décembre 2015 a fait état des études et réflexions à mener pour améliorer l'urbanisation du secteur. Il présente en l'attente d'une définition plus précise des nouveaux objectifs du projet, des hypothèses d'investissements et de recettes clairement identifiées jusqu'en 2021. La Ville de Marseille a maintenu son engagement financier à hauteur de 51,972 millions d'Euros dont l'échéancier de versement a fait l'objet d'un avenant n°14, la ZAC Ferrié Capelette a été clôturée financièrement et n'apparaît plus dans les CRAC.

Cette délibération évoque également les conclusions d'une étude conduite par la Ville de Marseille en 2014-2015 : la finalisation des aménagements autour des îlots déjà construits conduit à absorber l'intégralité de la participation prévisionnelle de la Ville.

L'étude prescrit de mener l'opération sur le secteur de la Capelette en deux temps :

- une première phase de finalisation des aménagements autour des îlots déjà construits afin d'améliorer le cadre de vie en respectant l'engagement financier de la Ville de Marseille à savoir 51,97 millions d'euros.

- une deuxième phase de reprise des études de la concession et de mise en œuvre du parti d'aménagement qui sera alors acté.

Cette reprise du parti d'aménagement est également rendue nécessaire par les répercussions du futur Plan de Prévention du Risque Inondation sur l'opération de la Capelette présentées par le Porté à Connaissance du Préfet en date du 28 novembre 2014.

La Ville de Marseille a donc pris comme décision de demander à l'aménageur de concentrer ses missions sur le secteur déjà construit pour les cinq années à venir à engagement financier constant, et de lancer les études en intégrant la donnée inondabilité afin d'améliorer l'urbanité du secteur.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre, un avenant n° 15 à la concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 approuvé par délibération du Conseil métropolitain du 15 décembre 2016 n'a pas modifié la participation de la collectivité. L'avenant n°16 approuvé par délibération du Conseil métropolitain a modifié l'échéancier de versement de la participation des collectivités.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2016 approuvé par délibération du Conseil métropolitain du 13 juillet 2017 a acté l'augmentation de la participation d'équilibre de la Métropole Aix-Marseille-Provence de 47 630 869 Euros à 48 845 067 Euros. L'avenant n°17 approuvé par délibération du Conseil métropolitain a également modifié l'échéancier de versement de la participation d'équilibre.

Afin de tenir compte aux abords de la ZAC de nouveaux projets de logements significatifs non prévus initialement, le programme des équipements publics de la ZAC a été modifié par délibérations du conseil municipal du 1^{er} avril 2019 et du conseil métropolitain du 16 mai 2019 pour revoir le dimensionnement du groupe scolaire et la maîtrise d'ouvrage de cet équipement confiée à SOLEAM.

Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018

Le CRAC établi au 31 décembre 2017 n'ayant pas été approuvé, le présent rapport permettra d'approuver le bilan au 31 décembre 2018, mais examine les activités de l'aménageur sur les exercices 2017 et 2018.

Le présent rapport a pour objet de présenter, en vue de son approbation, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2018 présenté sous une forme consolidée comprenant :

- un sous bilan du lotissement Cap Est, et du Pôle de loisirs

- un sous-bilan de la ZAC de la Capelette.

En préambule, la note de conjoncture se réfère à la nécessité de reprendre le parti d'aménagement de l'opération, comme évoqué précédemment, et évoque les études et marchés lancés par le concédant et le concessionnaire :

- une étude de définition de programmation urbaine reposant sur un diagnostic partagé et la coproduction du programme avec les habitants et usagers du secteur débutera au premier trimestre 2019.

- un marché négocié ou un dialogue compétitif lancé par le concessionnaire pour la définition du projet.

La note de conjoncture dresse également l'état d'avancement des opérations en précisant les acquisitions et cessions de terrains à bâtir, les études et les travaux réalisés en 2017 (le CRAC au 31 décembre 2017 n'ayant pas été approuvé) et 2018, et les orientations prises pour les années à venir, à savoir :

- Le lotissement Cap Est, le Pôle de loisirs et sportif :

Les acquisitions et cessions dans le lotissement et pour le pôle de loisirs sont terminées.

En 2017, les dépenses de travaux ont concerné le solde des travaux engagés pour le groupe scolaire Cap Est. Les dépenses ont également concerné des frais d'avocats dans le cadre du contentieux avec RFF SNCF. Les recettes ont porté sur la participation de la Ville de Marseille correspondant au solde des travaux relatifs au groupe scolaire Cap Est.

En 2018, les dépenses de travaux sont liées à des soldes de marché de terrassement et dépollution du terrain du pôle de loisirs. Les recettes ont porté sur le solde du prix du foncier du pôle de loisirs.

Pour les années à venir, les dépenses concerneront des soldes de marchés et interventions sur VRD avant rétrocession à la Métropole. Les recettes concerneront le remboursement des frais de dépollution par RFF.

- La ZAC de la Capelette :

- L'avancement des acquisitions foncières :

En 2017, 2018 et sur les années à venir, SOLEAM poursuivra la maîtrise du foncier nécessaire :

- à la réalisation de VRD : prolongement rue Cousinou, redressement du boulevard des Acières, élargissement de la rue Curtel, au débouché de l'impasse Arnodin.

- à la réalisation du bassin de rétention (éviction commerciale et acquisition de 2 lots de copropriétés).

- au transfert d'une activité commerciale rue Gustave Eiffel libérant ainsi le cœur de la ZAC

- à la constitution d'un nouvel îlot à bâtir en cœur de ZAC

- Les dossiers en phase étude sur 2017 et 2018 ont concerné notamment :

- les études et diagnostics pollution

- les faisabilités pour différents projets (parking, relocalisation d'une association, mise en demeure d'acquies, construction d'un îlot, centre de transfert, desserte futur groupe scolaire).

Il est prévu de poursuivre les études liées à la desserte du futur groupe scolaire, au parking provisoire Cap Est – Fonderie, réaliser les études de maîtrise d'œuvre liées à la desserte de l'opération Bleu Capelette, les études d'AMO pour la rétrocession des équipements publics réalisés.

- Les travaux réalisés en 2017 et 2018 ont concerné :

- les travaux d'aménagement du parc public éphémère et de ses abords, de la place Rabatau - Argile.

- la réalisation de VRD correspondants à la rue Toussard d'Olbec, et la rue Cousinou.

- les démolitions nécessaires : à la réalisation de l'îlot 8, au parking provisoire Cap Est – Fonderie, au débouché de la rue Toussard d'Olbec sur le boulevard Lazer, à l'élargissement de la rue Curtel, à l'aménagement de la place Argile - Rabatau

- l'évacuation de terres polluées dans le cadre du réaménagement des berges de l'Huveaune

Pour les années à venir, les travaux concerneront au-delà de la finalisation des travaux précités :

- les travaux de desserte des îlots 16 et 8, du futur groupe scolaire, des abords de l'église et le prolongement de l'impasse Arnodin.

- les travaux du parking provisoire Cap Est.

- des réhabilitations pour des occupations transitoires de biens acquis.

- des travaux de dépollution relatifs à la parcelle M2 et à la réalisation des VRD.

- Le bilan consolidé :

- Les dépenses :

- Sur l'exercice 2018, le CRAC au 31/12/17 n'ayant pas été approuvé, les écarts entre prévisionnel et réalisé ne sont pas analysés.

Le montant total des dépenses s'élève à 3 691 951 euros, il comprend :

- les dépenses relatives à la ZAC Capelette qui s'élèvent à 3 489 674 euros.

- les dépenses relatives au pôle de loisirs qui s'élèvent à 202 277 euros.

- Le cumul des dépenses au 31 décembre 2018 :

Pour les dépenses totales : 128 136 882 Euros ce qui correspond à un taux d'avancement de 75 % du coût prévisionnel de l'opération.

- Pour la ZAC Capelette : 80 542 476 euros, soit un taux d'avancement de 66,4% du coût prévisionnel des dépenses.

- Pour le pôle Cap Est : 30 330 163 euros, soit un taux d'avancement de 99,5% du coût prévisionnel des dépenses.

- Pour le pôle de loisirs : 17 264 243 euros, soit un taux d'avancement de 91,1% du coût prévisionnel des dépenses.

- Le prix de revient total à terme est estimé à 170 761 367 euros, soit une augmentation de 18 000 774 euros par rapport au Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2016 liée notamment à l'imputation des dépenses liées à la construction du futur groupe scolaire. Cette dépense est compensée par une acquisition de l'équipement par la Ville de Marseille.

- Le prix de revient à terme de la ZAC Capelette est estimé à 121 353 099 euros, soit une hausse de 17 370 710 euros par rapport au dernier bilan. Cette hausse est la conséquence de l'imputation du futur groupe scolaire.

- Le prix de revient à terme du pôle Cap Est est estimé à 30 465 851 euros, soit une baisse de 54 119 euros par rapport au dernier bilan liée notamment à une diminution des frais de rémunération de l'aménageur.

- Le prix de revient à terme du pôle de loisirs est estimé à 18 942 417 euros, soit une augmentation de 105 399 euros par rapport au dernier bilan liée notamment à une augmentation des frais relatifs aux contentieux.

- Les recettes :

- Sur l'exercice 2018, le CRAC au 31/12/17 n'ayant pas été approuvé, les écarts entre prévisionnel et réalisé ne sont pas analysés.

Les recettes hors participations s'élèvent à 152 145 euros, il comprend :

- Les recettes de la ZAC Capelette qui s'élèvent à 799 365 euros.

- Les recettes du pôle de loisirs qui s'élèvent à – 647 220 euros (liées au contentieux RFF et aux sommes qui ont dû être remboursées).

- Le montant total des recettes cumulées au 31 décembre 2018 :

Pour les recettes totales (hors participations) : 68 578 043 euros, soit un taux d'avancement de 79,3 % des recettes prévisionnelles de l'opération.

- Pour la ZAC de la Capelette : 32 823 693 euros, soit un avancement de 74,4% des recettes prévisionnelles.
- Pour le pôle Cap Est : 27 881 163 euros, soit un avancement de 100% des recettes prévisionnelles.
- Pour le pôle de loisirs : 19 080 731 euros, soit un avancement de 89,8% des recettes prévisionnelles.

- Le chiffre d'affaire total à terme, hors participations, est estimé à 93 260 431 euros, en baisse de 10 655 096 euros par rapport au bilan précédent. Cette diminution significative s'explique notamment par une diminution des recettes de cession liée à la perte de recette sur :

-l'îlot 12 désormais affecté au groupe scolaire,

-l'îlot fonderie affecté à un parking public,

-la cession à la Ville de Marseille de l'emprise du parc Bonnefoy abandonnée suite au maintien du centre de transfert.

- Les participations constructeurs :

Le montant des participations constructeurs attendu et déjà perçu est de 20 586 311 euros.

- Les participations des collectivités aux équipements et à l'équilibre de l'opération :

Le montant global de la participation des collectivités est estimé à 75 894 549 euros en hausse de 26 049 482 euros au regard des estimations du précédent CRAC :

- 44 376 842 euros de participation à la charge de la Ville de Marseille, en augmentation de 19 000 000 euros au regard des prévisions précédentes du fait de l'intégration du futur groupe scolaire.

- 31 517 706 euros de participation à la charge de la Métropole, en hausse de 8 049 482 euros au regard des prévisions précédentes.

Au 31 décembre 2018, la participation Ville de Marseille déjà versée est de 25 376 842 euros, soit 21 076 007 euros de participation d'équilibre et 4 300 835 euros de participation d'équipement correspondant au groupe scolaire Cap Est. Il reste

donc à verser la participation correspondant au montant du futur groupe scolaire.

La part de la Métropole versée est de 11 000 000 d'euros. Il reste donc 20 517 706 euros à verser.

- Solde de trésorerie :

Au 31 décembre 2018, la trésorerie de l'opération se situe à 571 782 euros.

- Avenant n° 19 à la convention de concession d'aménagement :

Le présent avenant a pour objet de :

- proroger la durée de la concession de deux années

- modifier le montant de la participation de la Métropole à la hausse et l'échéancier de son versement comme suit :

- 2019 : 6 000 000 euros
- 2020 : 6 023 068 euros
- 2021 : 6 253 820 euros
- 2022 : 2 240 818 euros

- intégrer la réalisation du futur groupe scolaire par la SOLEAM conformément aux délibérations du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 1^{er} avril 2019 et du Conseil métropolitain du 16 mai 2019. Le coût de cet équipement sera mis à la charge de la Ville de Marseille. L'échelonnement de l'acquisition par la Ville de Marseille est prévu ainsi :

- 2020 : 907 020 euros
- 2021 : 7 259 150 euros
- 2022 : 6 753 319 euros
- 2023 : 4 080 511 euros

- prendre en compte une nouvelle forme de rémunération de l'aménageur sur les biens acquis à l'euro symbolique (voie Gustave Eiffel) sur la base de 5% de leur valeur vénale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la concession d'aménagement de la Capelette à Marseille 9ème et 10ème arrondissements passée avec la SOLEAM – Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 – Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation de l'avenant 19 à la convention de concession.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la concession d'aménagement de la Capelette à Marseille 9ème et 10ème arrondissements passée avec la SOLEAM – Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 – Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation de l'avenant 19 à la convention de concession.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession d'aménagement de la Capelette à

Marseille 9ème et 10ème arrondissements passée avec la SOLEAM – Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 – Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation de l'avenant 19 à la convention de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 015-263/19/CT

■ Concession d'aménagement de la ZAC de Vallon de Regny à Marseille 9ème arrondissement conclue avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 - Approbation de l'avenant 14 à la convention de concession - Approbation de l'avenant 1 à la convention financière entre la Ville de Marseille, la SOLEAM et la Métropole

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17298/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement de la ZAC de Vallon de Regny passée avec la SOLEAM à Marseille 9ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation du coût des équipements publics pris en charge par la Métropole - Approbation de l'avenant 14 à la convention de concession – Approbation de la modification du programme des équipements publics - Approbation de l'avenant 1 à la convention financière entre la Ville

de Marseille, la SOLEAM et la Métropole » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Située dans le 9ème arrondissement en limite avec le 10ème et entre les trois grands équipements que constituent le Parc de Maison Blanche, l'hôpital Salvator et le collège Gyptis, la ZAC du Vallon Régnys couvre un territoire d'environ 34 hectares.

Le projet urbain porté par la ZAC est centré sur quatre objectifs principaux :

- créer un nouveau quartier d'habitat mixte en y intégrant une fonction économique,
- constituer un cœur de quartier regroupant l'ensemble des fonctions propres à une centralité de proximité (commerces, équipements scolaires, maison de quartier),
- s'appuyer sur les axes structurants que constituent le boulevard Urbain Sud et la traverse Régnys pour organiser une trame viaire classique (rues, places, mails),
- laisser une place importante au végétal dans un site très fortement marqué par la présence de grands espaces paysagers : le parc de Maison Blanche et le parc de l'hôpital Salvator.

Ce projet d'une constructibilité globale de 96 600 m² de plancher permettra notamment de développer environ un millier de logements.

Par délibération 05/0564/TUGE du 20 juin 2005, le Conseil Municipal a approuvé le bilan de la concertation et la création de la Zone d'Aménagement Concertée dite «du Vallon Régnys».

Par délibération 05/0840/TUGE du 18 juillet 2005, le Conseil Municipal a décidé de sélectionner un aménageur, après consultation, en vue de concéder l'aménagement de la ZAC.

A l'issue de cette consultation, l'offre de Marseille Aménagement a été retenue et le Conseil Municipal a approuvé la convention de concession par délibération 06/0205/TUGE du 27 mars 2006, avec un budget d'aménagement de 40 113 292 euros.

Le dossier de réalisation de la ZAC du Vallon Régnys a été approuvé par délibération 07/0243/TUGE du Conseil Municipal du 19 mars 2007.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole par délibération VOI/3/079/CC du 12 février 2007 a approuvé le Programme des Équipements Publics relevant de sa compétence dont

le Boulevard Urbain Sud (BUS).

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre, un avenant n° 9 à la concession d'aménagement en date du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant. Cette concession d'aménagement porte le n° T1600916C0.

Avancement global de l'opération :

Depuis sa création, le développement de la ZAC du Vallon Régnys a été largement freiné par différents recours de la part des riverains envers les documents d'urbanisme, le dossier de réalisation ou certains permis de construire.

Par ailleurs, il a été décidé de décaler la commercialisation et la mise en œuvre des travaux d'aménagement en l'attente d'une planification des travaux relatifs à la réalisation du Boulevard Urbain Sud permettant d'ouvrir ce futur quartier sur le reste de l'agglomération.

Seuls quelques aménagements de voiries et espaces publics ont été réalisés par l'aménageur comme l'élargissement de l'avenue Grand Pré et d'une partie de l'ancien chemin de Cassis ainsi que les espaces publics situés à proximité du nouveau Collège Gyptis (place Didier Garnier). Des aménagements visant à mieux relier la nouvelle entrée du Collège aux voies existantes ont été récemment engagés. De même, une nouvelle voie entre l'Avenue de la Grande Bastide et la Traverse Régnys a été mise en service en 2016 pour permettre la desserte du nouveau centre de gérontologie.

Afin de fluidifier la circulation du secteur, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a décidé de réaliser de manière anticipée les prolongements des contre-allées entre le chemin du Vallon de Toulouse et le boulevard Paul Claudel. La réalisation de ces voiries et la maîtrise foncière ont été confiées à la Soleam par une convention de mandat lors du Conseil Communautaire du 28 juin 2013. Cette convention de mandat a été réévaluée. A la demande de la Métropole, la SOLEAM a engagé les études de conception jusqu'au stade avant-projet. La poursuite de la conception et de la mise en œuvre des travaux étant réalisée directement par la collectivité. La totalité des acquisitions foncières a cependant été réalisée par SOLEAM. Ce mandat sera clôturé en 2019.

Enfin, une refonte du projet initial, qui ne correspondait plus aux ambitions de la collectivité a été envisagée dès 2015. Dans ce contexte, la Soleam

a lancé fin 2015 une consultation visant à désigner un urbaniste-conseil pour réinterroger tout le projet en intégrant les opérations en cours de développement.

C'est le groupement formé par l'Agence Nicolas Michelin et Associés, Florence Mercier et Inddigo qui a été retenu en 2016.

Au regard de ce contexte il a été acté lors de l'approbation du CRAC établi au 31 décembre 2014 de proroger de cinq années la durée de cette concession d'aménagement et de fixer son échéance au 22 mai 2023.

Par ailleurs, il est apparu nécessaire de mettre à jour le Programme des Équipements Publics de la ZAC afin de tenir compte notamment :

- des changements de maîtrise d'ouvrage liés au transfert de la concession d'aménagement à la Métropole,
- de l'ajustement de l'estimation du coût des équipements en fonction des études de maîtrise d'œuvre et des travaux menés à ce jour,
- de la modification de la répartition de la prise en charge du coût des différents équipements entre la Ville de Marseille, la Soleam et la Métropole,
- des besoins en équipements publics suscités par l'évolution prévisible de l'urbanisation du quartier aux franges de la ZAC.

Ce Programme des Équipements Publics modifié a été approuvé par le Conseil de Métropole du 17 octobre 2016.

Il convient aujourd'hui que la Métropole approuve une modification de ce programme pour intégrer la réalisation d'un équipement sportif municipal à réaliser par l'aménageur, constitué de 5 courts de tennis et d'un club house, qui viendra pérenniser cette offre sportive pour le quartier ; en effet, les 4 courts de tennis actuels sont situés sur l'emprise du futur groupe scolaire à réaliser par SOLEAM sur l'ilot T1 du nouveau plan d'aménagement de la ZAC.

D'autre part, au regard de la nouvelle dynamique immobilière constatée aux abords de la ZAC, le Conseil de la Métropole a approuvé le 17 octobre 2016, un Projet Urbain Partenarial et une première convention à signer avec les sociétés VINCI Immobilier et COFFIM Méditerranée.

Cette première convention étant devenue caduque en 2018, une nouvelle convention a été approuvée lors du Conseil de Métropole du 28 juin 2018 afin de prendre en compte les modifications apportées par les promoteurs à l'opération immobilière, celles liées aux évolutions récentes du projet urbain et de ses abords ainsi que les nouvelles échéances du Projet Urbain Partenarial.

Approbation des Comptes Rendus Annuels à la Collectivité (CRAC) successifs par la Ville de Marseille alors concédant de l'opération :

Le CRAC, arrêté au 31 décembre 2006, a été approuvé par délibération 07/0720/TUGE du 16 juillet 2007 avec un prix de revient total de 45 058 883 euros.

Les CRAC arrêtés au 31 décembre 2007 et au 31 décembre 2008 n'ont pas enregistré de variations budgétaires notables.

Le CRAC, établi au 31 décembre 2009, a été approuvé par délibération 10/1062/DEVD du 25 octobre 2010, avec une prorogation de cinq ans de la durée de la concession.

Le CRAC, arrêté au 31 décembre 2010, a été approuvé par délibération 11/0868/DEVD du 17 octobre 2011, avec un prix de revient total de 45 849 821 euros en baisse de 256 574 euros par rapport à l'année précédente, et un montant prévisionnel des recettes à 45 024 597 euros. Cette baisse de recettes due à la diminution du prix de cession des logements sociaux a déterminé une participation de la Ville à l'équilibre du bilan de 825 224 euros. Par ailleurs, une avance financière de la Ville à l'opération d'un montant de 4,5 millions d'euros a été consentie à l'opération avec un premier versement prévue en 2014.

Le CRAC établi au 31 décembre 2011 a été approuvé par délibération 12/0547/DEVD du 25 juin 2012. Des surcoûts ont été enregistrés par l'opération, liés aux frais de portage des dépenses en l'absence de recettes de cession. La participation de la Ville a été portée à 1 512 647 euros. Par ailleurs le versement de l'avance financière de la Ville à l'opération d'un montant de 4,5 millions d'euros a été avancé à 2012 et son remboursement a été planifié en fin de concession.

Le CRAC arrêté au 31 décembre 2012 a été approuvé par délibération 13/0474/DEVD du 17 juin 2013. La participation financière de la Ville à l'équilibre du bilan est restée inchangée au regard du bilan précédent. L'échéancier du versement de la participation a été modifié.

L'avenant 6 notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL Soleam suite à la fusion-absorption de Marseille Aménagement en date du 28 novembre 2013.

Le CRAC établi au 31 décembre 2013 a été approuvé par délibération 14/803/UAGP du 10 octobre 2014 avec un prix de revient total de 46 174 282 euros, en hausse de 859 116 euros par rapport au CRAC précédent et une participation financière de la Ville à l'équilibre du bilan d'un montant de 1 512 647 euros inchangée au regard du bilan précédent. Un

échancier de versement de la rémunération sur dépenses de l'aménageur, prise en partie par anticipation, a fait l'objet d'un avenant n°7.

Le CRAC établi au 31 décembre 2014 a été approuvé par la délibération 15/0471/UAGP avec un prix de revient total de 53 606 857 euros. Il a été approuvé la réalisation par l'aménageur du groupe scolaire prévu au Programme des Équipements Publics et la participation de la Ville à cet équipement d'un montant de 6 300 000 euros. Ont été approuvés également :

- l'avenant 8 à la convention de concession portant sur la prorogation de cinq ans de la durée de la concession, la réalisation par l'aménageur du groupe scolaire et la participation de la Ville au coût de cet équipement

- l'avenant 1 à la convention d'avance de trésorerie portant sur le report de la date du remboursement en 2020 au lieu de 2018.

Par délibération 15/1016/UAGP du 26 octobre 2015, l'avenant 2 à la convention d'avance de trésorerie portant l'avance consentie de 4 500 000 euros à 9 500 000 euros a été approuvé.

Cette opération a été transférée à la Communauté Urbaine à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substitue à cette dernière pour la poursuite de l'opération. Un avenant n° 9 en date du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence en qualité de concédant. Cette concession d'aménagement porte le n° T1600916C0.

Egalement, un avenant 3 à la convention d'avance de trésorerie signé le 17 juin 2016 a substitué la Métropole à la Ville. Cette convention porte le n°T1600915C0.

Le CRAC établi au 31 décembre 2015 a été approuvé par délibération n°URB 019-1423/16/CM du 15 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le prix de revient total était de 68 991 851 euros en augmentation de 15 384 995 euros. La participation d'équilibre était de 1 512 647 euros, inchangée et déjà versée en 2015 par la Ville de Marseille. La participation de la Métropole à certains équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur a été approuvée pour un montant de 4 124 906 euros. L'avenant n°10 a approuvé ces modifications ainsi que le nouvel échancier de versement des rémunérations du concessionnaire sur dépenses prises par anticipation.

Le CRAC établi au 31 décembre 2016 a été approuvé par délibération n°URB 010-2349/17/CM du 13 juillet

2017 par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le prix de revient total était de 70 176 133 euros TTC en augmentation de 1 184 282 euros. La participation d'équilibre était de 1 512 647 euros, inchangée et déjà versée en 2015 par la Ville de Marseille. La participation de la Métropole à certains équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur a été inchangée pour un montant de 4 124 906 euros. L'avenant n°11 a approuvé la modification de l'échancier de versement de la participation du concédant aux équipements publics ainsi que le nouvel échancier de versement des rémunérations du concessionnaire sur dépenses prises par anticipation.

Par délibération du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'avenant n°12 à la convention de concession ayant pour objet :

- de modifier les conditions de rémunération de l'aménageur pour les missions de commercialisation, de gestion locative et de liquidation pour les mettre en conformité avec la grille tarifaire de la SOLEAM.
- de préciser l'échancier de prise de rémunération pour la réalisation des équipements scolaires

Le CRAC établi au 31 décembre 2017 a été approuvé par délibération n°URB 047-5178/118/CM du 13 décembre 2018 par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le prix de revient total était de 73 051 693 euros TTC en augmentation de 2 875 560 euros TTC. La participation d'équilibre était de 1 512 647 euros, inchangée et déjà versée en 2015 par la Ville de Marseille. La participation de la Métropole à certains équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur était de 5 007 761 euros soit une augmentation de 882 855 euros. L'avenant n°13 a approuvé l'augmentation de la participation de la Métropole au coût des équipements publics et les échanciers de versement de cette participation et des rémunérations sur dépenses prises par anticipation.

L'objet du présent rapport est de soumettre au Bureau de la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité concernant la ZAC du Vallon Regny établi au 31 décembre 2018 ainsi que l'avenant n°14 à la convention de concession d'aménagement passée avec SOLEAM

Activité de la concession sur l'année 2018 et perspective pour les années à venir :

En ce qui concerne les acquisitions foncières : en 2018, l'aménageur a acquis la Bastide des Trembles appartenant à HMP en limite extérieure de la ZAC, en vue de sa restauration et de sa revente pour un usage qui sera défini en lien avec le nouveau projet urbain.

En ce qui concerne les études :

L'année 2018 a été consacrée à la poursuite des études urbaines, paysagères et environnementales en vue de l'approbation d'un nouveau plan d'aménagement de ZAC.

La mission confiée au groupement formé par l'Agence Nicolas Michelin et Associés, Florence Mercier et Inddigo ANMA a été soldée. Le plan guide d'aménagement a été traduit réglementairement dans une Orientation d'Aménagement et de Programmation afin d'être intégré dans le futur Plan Local d'Urbanisme Intercommunal. De même le marché d'architecte conseil avec l'Agence Nicolas Michelin et Associés relatif à l'analyse des demandes de permis de construire en frange de la ZAC a été entièrement consommé.

De plus, l'agence Depoizier-Crest associée à l'Agence Battesti a été retenue en 2018 pour concevoir le nouveau groupe scolaire (6 maternelles et 10 élémentaires) dont la livraison est prévue pour la rentrée scolaire 2021.

En ce qui concerne les travaux :

Il n'y a pas eu de travaux réalisés en 2018.

En ce qui concerne la commercialisation : 5 compromis ont été signés sur les ilots nouvellement définis dont 4 n'ont pas encore fait l'objet d'un agrément du concédant.

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2018 s'établit comme suit :

Dépenses :

Sur l'exercice 2018, les dépenses engagées s'élèvent à 1 200 616 euros TTC en baisse de 79 082 euros TTC par rapport aux prévisions. Cet écart se justifie notamment par :

- une provision trop importante au niveau des frais d'acquisitions avec un écart de -55 518 euros qui ne sera pas reporté dans les dépenses à venir,
- un écart de -72 368 euros au niveau des études préalables lié au décalage au second trimestre 2019 de la mission relative à l'animation des ateliers de co-conception, la définition des fiches de lot et du cahier des prescriptions architecturales paysagères et urbaines
- un écart de -65 241 euros au niveau des études techniques qui ont donné lieu à un décalage de la facturation
- un écart de -51 490 euros des dépenses

annexes lié notamment au report en 2019 de l'appel d'offres pour la mission de maîtrise d'œuvre urbaine, de coordonnateur urbain et d'AMO concertation/communication

- un écart de +161 930 euros au niveau de la rémunération du concessionnaire essentiellement lié à la rémunération sur recettes très supérieure à celle escomptée du fait de la signature en 2018 de 5 compromis de vente avec des promoteurs et d'un protocole avec la Métropole concernant la cession du foncier d'emprise du Boulevard Urbain Sud.
- Une augmentation de 3 609 euros des frais financiers par rapport au montant prévu en 2018.

En ce qui concerne les dépenses relatives au groupe scolaire, elles s'élèvent à 207 169 euros TTC en augmentation de 44 513 euros TTC par rapport aux prévisions. Cet écart s'explique notamment par la réalisation d'une étude de faisabilité complémentaire et d'une fiche de lot et par le versement anticipé sur 2018 d'une partie des indemnités de concours.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 :

Le montant des dépenses réalisées s'élève à 22 461 966 euros soit 30,61% du budget prévisionnel à terme. Il se répartit sur les postes suivants :

- budget études : 516 299 euros soit 44,50% de réalisation par rapport au budget prévisionnel à terme
- budget acquisition (dont U522) : 12 876 520 euros soit 74,16% de réalisation
- budget travaux : 5 248 152 euros soit 18,51% de réalisation
- budget dépenses annexes: 621 602 euros soit 44,50% de réalisation
- budget frais financiers : 879 794 euros soit 92,19% de réalisation
- Rémunération de l'aménageur : 1 696 811 euros soit 33,46% de réalisation
- Groupe scolaire : 213 001 euros soit 1,50% de réalisation
- TVA reversée 409 787 euros soit 11,16% de réalisation

Le montant total des dépenses envisagées, au terme de l'opération s'élève à 73 520 374 euros TTC.

Il se répartit selon les postes suivants :

- Études : 1 159 966 euros soit 1,6% du coût de l'opération

- Acquisitions (dont U522) : 17 361 097 euros soit 23,6% du coût de l'opération

- Travaux : 28 345 874 euros soit 38,6% du coût de l'opération

- Dépenses annexes : 1 396 829 euros soit 1,9% du coût de l'opération

- Frais financiers : 954 259 euros soit 1,3% du coût de l'opération

- rémunération aménageur : 5 070 498 euros soit 6,9% du coût de l'opération

- Groupe scolaire : 15 412 484 euros soit 21% du coût de l'opération

- TVA reversée : 3 819 367 euros soit 5% du coût de l'opération

Le montant total des dépenses à terme est en hausse de 320 572 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé.

Cet écart se justifie essentiellement par :

- une baisse de 778 euros du budget études, non significative,

- une baisse de 46 939 euros du budget acquisitions du fait du réajustement à la baisse des frais d'acquisition,

- une hausse de 677 758 euros du budget travaux d'aménagement essentiellement liée à la réévaluation des travaux notamment sur la U522 en raison de la nécessité de reprendre les études de conception relatives à la gestion des eaux pluviales par rapport au nouveau schéma directeur. Du fait de l'augmentation du montant des travaux, les honoraires et aléas sont également en hausse,

- une baisse de 393 euros du poste Dépenses annexes, non significative,

- une baisse de 7 671 euros du poste Frais Financiers qui suit l'évolution du niveau de trésorerie de l'opération,

- une hausse de 49 313 euros du poste Rémunérations lié à l'évolution des dépenses et recettes de l'opération,

- une baisse de 350 747 euros du poste TVA reversée.

Recettes :

Sur l'exercice écoulé, le montant des recettes perçues

s'élève à 249 249 euros avec un écart de 52 774 euros par rapport aux prévisions. Les recettes perçues correspondent au remboursement d'un dépôt de garantie relatif à un compromis de vente d'un terrain, à la perception de loyers et de la participation du concédant pour la U522 programmée en 2018.

Concernant le Groupe Scolaire, il était prévu une participation de 209 758 euros en 2018. Le montant de la participation de la Ville de Marseille a été appelé à hauteur de 116 867 euros en novembre 2018, correspondant aux dépenses déjà engagées, mais ne sera versé qu'en 2019.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 :

Au 31 décembre 2018, le montant des recettes cumulées hors participations des collectivités à l'équilibre du bilan et aux équipements, s'élève à 4 567 123 euros soit un taux d'avancement de 8,93% au regard des recettes prévisionnelles envisagées au terme de l'opération. Ce montant se répartit essentiellement entre les postes suivants :

- Cession de charges foncières 4 438 205 euros soit 8,88% du budget prévisionnel à terme

- Produits divers : 128 918 euros soit 10,98% du budget prévisionnel à terme

Le montant total des recettes envisagées au terme de l'opération s'élève à 51 112 181 euros TTC hors participation des collectivités à l'équilibre du bilan et aux équipements, en baisse de 6 621 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé.

Participation du concédant à l'équilibre du bilan :

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération s'élève à 1 512 647 euros, inchangée par rapport au dernier CRAC approuvé au 31 décembre 2017. Le paiement de cette participation a fait l'objet d'un versement par la Ville de Marseille, précédent concédant, en février 2015.

Participations des collectivités affectées aux équipements publics :

- Participation de la Ville de Marseille aux équipements scolaires : 15 560 622 euros

Lors de l'approbation par le Conseil Municipal du 29 juin 2015 du CRAC, arrêté au 31 décembre 2014, il a été acté de faire réaliser par l'aménageur deux groupes scolaires dans le cadre de la concession.

En effet, la prise en compte des besoins générés par les opérations de logements aux abords de la ZAC nécessite de renforcer les équipements scolaires et d'envisager une première école primaire composée de 6 maternelles et 10 élémentaires pour la rentrée scolaire 2021 ainsi qu'une deuxième école composée de 3 maternelles et 5 élémentaires à plus long terme.

Au vu de l'avancement des études et des chiffrages relatifs à la première école, il est constaté que la participation globale budgétisée par la Ville de Marseille d'un montant de 15 560 622 euros affectée pour la réalisation des deux écoles ne permettra de couvrir que le coût du premier équipement scolaire ainsi que le coût de relocalisation des terrains de tennis situés sur le terrain d'assiette de la future école.

Les modalités de versement de cette participation ont fait l'objet d'une convention financière entre la Ville de Marseille, la SOLEAM et la Métropole approuvée au Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 et au Conseil Municipal du 3 octobre 2016.

Il convient aujourd'hui d'approuver un avenant n°1 à cette convention pour acter que le montant de la participation de la Ville de Marseille inchangé, sera affecté uniquement à la réalisation du premier groupe scolaire ainsi qu'au coût de relocalisation des terrains de tennis situés actuellement sur le terrain d'assiette de la future école. L'avenant prévoit également de modifier le calendrier et le montant des différents versements. Cet avenant devra être soumis au Conseil Municipal de Marseille du 17 juin 2019 en même temps que la modification du programme des équipements publics correspondante.

Il conviendra que la Ville augmente sa participation si la réalisation du deuxième groupe scolaire se révèle nécessaire.

Le versement de la participation de la Ville est envisagé de la manière suivante :

2019 :	1 416 867 euros dont 116 867 euros au titre de l'exercice 2018 déjà appelés
2020 :	5 534 000 euros
2021 :	8 000 000 euros
2022 :	609 755 euros

- Participation de la Métropole à certains équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur :

Elle s'élève à 5 334 924 euros TTC soit une augmentation de 327 163 euros TTC par rapport au dernier bilan, du fait d'une réévaluation des coûts des travaux d'aménagement de la U522 au regard des nouvelles préconisations relatives à la gestion des eaux pluviales.

325 979 euros ont été versés par la Métropole en 2018. Le solde des versements est envisagé de la manière suivante :

2019 :	325 806 euros
2020 :	819 343 euros
2021 :	1 404 588 euros
2022 :	1 404 588 euros
2023 :	1 054 620 euros

Avance :

Afin de financer un déficit de trésorerie provisoire, une première avance d'un montant de 4 500 000 euros a été versée par la Ville de Marseille en 2012. Une augmentation de cette avance d'un montant de 5 000 000 euros actée par délibération de la Ville de Marseille du 26 octobre 2015 a été versée en 2016. Selon les principes approuvés lors du transfert de l'opération, le remboursement de cette avance sera effectué par l'aménageur à la Métropole. Ce remboursement en un seul versement prévu en 2021 a été reporté en 2023 lors de l'approbation du bilan au 31 décembre 2016 et a fait l'objet de l'approbation d'un avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie n°T1600915CO.

Rémunération sur dépenses, prise par anticipation :

La ZAC Régnys a été freinée dans sa réalisation. Ceci génère une incohérence entre la prestation fournie et le niveau de rémunération pour l'aménageur. Ainsi, il a été acté lors de l'approbation du CRAC au 31 décembre 2013 de payer par anticipation une part de la rémunération sur dépenses.

La rémunération sur dépenses représente 1 548 170 euros selon le montant des dépenses prévisionnelles. Au 31 décembre 2018, l'aménageur a déjà perçu 317 352 euros de rémunération sur dépenses effectuées et 528 187 euros d'avance sur rémunération.

Un nouvel échéancier de versement des rémunérations sur dépenses prises par anticipation est envisagé de la manière suivante :

2021 : 247 447 euros

2022 : 179 588 euros

2023 : 116 600 euros

2022 : 127 200 euros

2023 : 31 796 euros

Avenant n°14 à la convention de concession d'aménagement :

Il a pour objet de :

- proroger de 4 ans l'opération du 22 mai 2023 au 22 mai 2027 compte tenu du phasage de la commercialisation des terrains entre 2021 et 2025.
- modifier le montant de la participation de la Métropole aux équipements publics d'un montant de 5 007 761 euros à 5 334 924 euros
- d'approuver le nouvel échéancier de versement des rémunérations sur dépenses

prises par anticipation

Solde de Trésorerie :

Il est négatif au 31 décembre 2018 pour un montant de -528 448 euros.

Emprunts :

Les emprunts contractés au 31 décembre 2018 s'élèvent à 18 000 000 euros dont 12 562 500 euros ont déjà été remboursés. Le solde des remboursements s'étalera entre 2019 et 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la concession d'aménagement de la ZAC de Vallon de Regny passée avec la SOLEAM à Marseille 9ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation du coût des équipements publics pris en charge par la Métropole -

Approbation de l'avenant 14 à la convention de concession – Approbation de la modification du programme des équipements publics _ Approbation de l'avenant 1 à la convention financière entre la Ville de Marseille, la SOLEAM et la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la concession d'aménagement de la ZAC de Vallon de Regny passée avec la SOLEAM à Marseille 9ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation du coût des équipements publics pris en charge par la Métropole - Approbation de l'avenant 14 à la convention de concession – Approbation de la modification du programme des équipements publics _ Approbation de l'avenant 1 à la convention financière entre la Ville de Marseille, la SOLEAM et la Métropole ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession d'aménagement de la ZAC de Vallon de Regny passée avec la SOLEAM à Marseille 9ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation du coût des équipements publics pris en charge par la Métropole - Approbation de l'avenant 14 à la convention de concession – Approbation de la modification du programme des équipements publics _ Approbation de l'avenant 1 à la convention financière entre la Ville de Marseille, la SOLEAM et la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 016-264/19/CT

■ **Concession d'aménagement de la Zone d'aménagement concerté de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement conclue avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 -Approbation de l'avenant 22 à la convention de concession**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17300/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement passée avec la SOLEAM de la Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 22 à la convention de concession » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Située dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille, aux portes du Parc National des Calanques, la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de la Jarre s'étend sur un territoire de 22 hectares.

Le dossier de création de cette opération d'aménagement a été approuvé par le Conseil Municipal de Marseille le 29 avril 1994 par délibération n°94/253/U. L'objectif initial de cette ZAC était d'accueillir des activités économiques dans le

Sud de la Ville en lien avec la dynamique des ZAC de Bonneveine et de la Soude. La Ville de Marseille avait préalablement confié à Marseille Aménagement la conduite de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par le Conseil Municipal du 24 février 1992.

Le dossier de réalisation comportant le plan d'aménagement de la zone, le Programme des Equipements Publics (PEP) et les modalités prévisionnelles de financement a été approuvé par le Conseil Municipal en date du 27 janvier 1995 par délibération n°95/40/U.

Le Conseil Municipal du 27 octobre 1997 a ensuite approuvé par délibération n°97/724/EUGE un nouveau Plan d'Aménagement de la Zone (PAZ) qui atténue la prépondérance des terrains destinés à l'activité au bénéfice de l'habitat.

Par délibération n°00/365/EUGE du 28 avril 2000, le Conseil Municipal a approuvé le bilan de la concertation préalable au projet de modification de l'acte de création de la ZAC.

Par délibération n°03/0180/TUGE du 24 mars 2003, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de création modificatif de la ZAC établi sur la base de ces nouveaux objectifs de développement.

La ZAC de la Jarre se situe également dans le secteur Soude Hauts de Mazargues sur lequel un programme de rénovation urbaine (PRU) a été contractualisé avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) sur un projet global le 10 octobre 2011.

Ce programme prévoit dans le périmètre de la ZAC de la Jarre la réalisation d'un parc urbain d'environ 3 hectares ainsi que la réalisation d'une liaison favorisant les modes doux traversant le périmètre de l'opération du Nord au Sud et dénommée l'Allée des Calanques.

Une nouvelle étude d'impact a été réalisée en 2014 et le programme a été traduit dans les documents d'urbanisme. La modification n°2 du PLU approuvée le 21 décembre 2015 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a permis d'inscrire un emplacement réservé sur une portion de l'avenue de la Jarre pour la réalisation de l'Allée des Calanques, ainsi qu'un emplacement réservé visant à élargir la traverse Valette.

Une convention tripartite n°15/1885 pour le versement d'une participation au bilan par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au coût de certains équipements publics de voiries, Allée des Calanques, portion de voie entre V6 et V7, parachèvement d'une partie de l'avenue de la Jarre, a été approuvée par la Communauté Urbaine Marseille

Provence Métropole par délibération du 23 octobre 2015.

Par délibération n°15/0843/UAGP du 26 octobre 2015, le Conseil Municipal a approuvé la modification du dossier de réalisation, le programme des équipements publics approuvé pour ce qui le concerne par le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 3 juillet 2015, la convention de financement tripartite ci-dessus mentionnée.

Par ailleurs, la Ville de Marseille s'est vue décerner en décembre 2015 le diplôme « engagé dans la labellisation » par le Ministère du Logement, de l'Egalité des Territoires et de la Ruralité pour l'Écoquartier du Parc des Calanques qui regroupe les quartiers en rénovation urbaine du « Secteur Hauts de Mazargues » dont la ZAC de la Jarre. Ce diplôme constitue une première étape pour créer des leviers vers la Ville durable à l'échelle de ce territoire. En décembre 2018, l'étape 3 du label « Ecoquartier livré » a été décernée à la Ville de Marseille et à la Métropole.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre, un avenant n° 18 à la concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant. Cette concession d'aménagement porte le n°T1600903CO.

Au regard de cette substitution, la convention tripartite n°15/1885 concernant la participation de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au coût de certains équipements publics, ci-dessus mentionnée a été abrogée par le Conseil de Métropole du 13 juillet 2017.

Par ailleurs, le Conseil de la Métropole a approuvé le 18 mai 2017 le projet de maîtriser plusieurs emprises foncières afin de terminer la réalisation des équipements publics de la ZAC de la Jarre. Il a également habilité le Président de la Métropole à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire conjointe au profit de

SOLEAM. Le dossier a été déposé en Préfecture le 29 novembre 2017.

Le Conseil de la Métropole a approuvé le 18 octobre 2018 une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement avec la Ville de Marseille en vue du versement d'une participation financière pour la réalisation de la portion de l'Allée des Calanques située sur l'Avenue de la Jarre en bordure du futur Parc. Cette participation correspond au coût des travaux relatifs aux compétences de la Métropole.

Avancement global de l'opération :

L'aménagement est à ce jour très largement avancé.

La ZAC prévoit dans son programme global de construction la création de 500 logements individuels et collectifs dont environ 400 ont été réalisés.

L'aménageur a commercialisé 22 460 m² de surface de plancher pour la réalisation de logements ce qui représente 88,7 % de la surface de plancher de logements à céder. Le reste de cette production s'inscrit sur des terrains privés maîtrisés par les promoteurs. L'aménageur a également commercialisé environ 8 000 m² de surface de plancher pour la réalisation d'activités ce qui représente 100 % de la surface de plancher d'activité à céder.

Au 31 décembre 2018, la plupart des équipements inscrits au programme des équipements publics de 1995 ont été réalisés. Les derniers aménagements achevés correspondent aux voies U545 (rue Irène Calmettes) et U590 (rue Yann de l'Ecotais). La voie U590, non prévue au PEP de 1995 a été inscrite en 2007 au document d'urbanisme pour améliorer le maillage viaire. Elle a été achevée en 2016.

Approbation des récents Comptes Rendus Annuels à la Collectivité (CRAC) :

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC), établi au 31 décembre 2011, a été approuvé par délibération de la Ville de Marseille n°12/0719/DEVD du 9 juillet 2012. Le montant de la participation de la Ville s'élevait à 4 336 000 euros en diminution de 533 000 euros par rapport à l'année précédente.

Le CRAC établi au 31 décembre 2012, a été approuvé par délibération de la Ville de Marseille n°13/0475/DEVD du 17 juin 2013. Le montant de la participation de la Ville restant inchangé par rapport au CRAC précédent. L'avenant n°15 à la convention de concession, notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 novembre 2013.

Le CRAC établi au 31 décembre 2013 a été approuvé par délibération du Conseil Municipal

n°14/0582/UAGP du 10 octobre 2014. La participation de la Ville à l'équilibre de l'opération était en augmentation de 503 372 euros par rapport au dernier CRAC approuvé due principalement à des dépenses à engager pour assurer la desserte d'opérations immobilières en cours de réalisation ainsi que pour compenser l'augmentation du poste «mise en état des sols».

Le CRAC établi au 31 décembre 2014 a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n°15/0472/UAGP du 29 juin 2015. La participation de la Ville à l'équilibre de l'opération d'un montant de 4 839 739 Euros était inchangée par rapport au CRAC précédent.

Le CRAC établi au 31 décembre 2015 a été approuvé par la délibération du Conseil de Métropole n°16/1647/CM du 17 octobre 2016. La participation à l'équilibre du bilan était en augmentation de 211 208 euros par rapport au dernier CRAC approuvé due principalement à l'actualisation du montant de certains travaux.

Le CRAC établi au 31 décembre 2016 a été approuvé par délibération du Conseil de Métropole n° 17/3923/CM du 13 juillet 2017. La participation à l'équilibre du bilan d'un montant de 5 597 960 euros TTC était en augmentation de 547 013 euros TTC au regard du précédent bilan du fait de l'ajustement du coût des travaux, de la modification du programme d'intervention sur la voie V3 et d'une augmentation du poste imprévus et aléas. La participation du concédant au coût de certains équipements publics de voirie s'élevait à 1 928 518 euros TTC. Cette participation s'est substituée à celle prévue dans la convention tripartite n°15/1885 abrogée. Elle était en augmentation de 698 496 euros TTC par rapport au dernier CRAC du fait d'un ajustement du coût des travaux estimés par le maître d'œuvre concernant les ouvrages de l'Allée des Calanques et du parachèvement de l'Avenue de la Jarre ainsi que de l'intégration du coût des acquisitions nécessaires pour la réalisation de ces ouvrages.

Le CRAC établi au 31 décembre 2017 a été approuvé par délibération du Conseil de Métropole n°18/7400/CM du 28 juin 2018. La participation à l'équilibre du bilan d'un montant de 4 848 041 euros était en baisse de 749 919 euros par rapport au bilan précédent du fait de la valorisation du foncier nécessaire au Parc de la Jarre à céder à la Ville de Marseille. La participation du concédant au coût de certains équipements publics de voiries d'un montant de 1 966 857 euros TTC était en hausse de 38 339 euros TTC par rapport au précédent bilan. La durée de la concession a été prorogée de deux ans et une rémunération forfaitaire supplémentaire du concessionnaire liée au foncier d'un montant de 5 000 euros par dossier d'acquisition à l'euro symbolique a été actée.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 et l'avenant n°22 à la convention de concession d'aménagement passée avec la SOLEAM.

Activité de la concession sur l'année 2018 et perspective pour les années à venir :

Afin de maîtriser les terrains nécessaires à la réalisation des derniers équipements publics de la ZAC un dossier d'enquête préalable à la DUP a été déposé en Préfecture fin 2017. Un retour des avis et des demandes complémentaires de l'ensemble des services de l'Etat ont été reçus par l'aménageur en août 2018. Une seconde version prenant en compte les remarques de la Préfecture a été transmise en décembre 2018. L'arrêté de DUP pourrait être pris en 2019 et les arrêtés de cessibilités obtenus en 2020, permettant d'envisager l'obtention des ordonnances d'expropriation.

Des négociations foncières amiables ont été engagées et permettent d'envisager l'acquisition en 2019 : des reliquats fonciers auprès des copropriétés Trio Sud et la Madrague, d'une partie de la parcelle C19 et parcelle 20 auprès de la famille Roche-Conterno pour les besoins du parc de la Jarre, d'une emprise auprès de la copropriété Castel Arenas.

Les études pour le parachèvement de l'Avenue de la Jarre se sont terminées au 4^{ème} trimestre 2018. Les travaux débiteront au 2^{ème} trimestre 2019. En ce qui concerne la section en ZAC de l'Allée des Calanques, les études de niveau PRO se termineront mi-2019, les travaux débiteront selon l'avancée des négociations d'acquisitions foncières amiables et selon l'avancement de la procédure de DUP.

La conception du parc de stationnement à l'Est de la ZAC est finalisée fin 2018. L'achèvement des travaux est prévu au 1^{er} semestre 2019. Il permettra de répondre aux différents besoins du secteur dont ceux du Parc de la Jarre et des habitants.

Par ailleurs le bassin de rétention fera l'objet d'un aménagement paysager, les études de maîtrise d'œuvre seront lancées en 2019 et les travaux réalisés en 2020.

L'ilot UzjC6, à l'angle de la rue Yann de l'Ecotais et de la rue Irène Calmettes, dernier ilot à commercialiser, a fait l'objet en 2018 d'une consultation ouverte auprès de promoteurs par la SOLEAM. Le promoteur PITCH accompagné du cabinet d'architecture OH !SOM ont été retenus. Le programme développe 2 940 m2 de surface de plancher, soit 43 logements en accession libre. Il est recherché une labellisation Bâtiment Durable Méditerranéen niveau Or ainsi qu'une certification NF Habitat HQE 9 étoiles afin de s'inscrire dans la démarche Ecoquartier à laquelle la

ZAC se rattache.

Des travaux de mise hors d'eau et hors d'air de la Serre, propriété de SOLEAM située dans l'enceinte du futur Parc, ont été effectués en 2017. Parallèlement, Marseille Rénovation Urbaine en charge de la conduite du PRU a engagé un processus d'association des acteurs du quartier afin d'imaginer le devenir de ce lieu et faire émerger des propositions au plus proche des attentes de la population. Des propositions ont été remises par 14 équipes début 2017 autour de plusieurs axes qui s'inscrivent dans la démarche Ecoquartier et du renouvellement urbain du territoire : vivre ensemble, culture, économie sociale et solidaire, nature en ville.

Ce processus va se poursuivre par le lancement d'un appel à projet ouvert en 2019. La Ville de Marseille envisage de récupérer la propriété de ce bâtiment mais étudie la possibilité d'en confier l'exploitation à un opérateur sur la base d'un projet économiquement équilibré. Il est envisagé que SOLEAM formalise la rédaction d'un cahier des charges et pilote la conduite de l'appel à projet afin de sélectionner un opérateur. Dans ce cas, SOLEAM percevra une rémunération forfaitaire de 10 000 euros. Cette mission sera réalisée en étroite coordination avec les services de la Ville de Marseille.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 s'établit comme suit :

Dépenses :

Sur l'exercice 2018, les dépenses s'élèvent à 278 280 euros TTC, en baisse de 624 351 euros par rapport aux prévisions. Cet écart se justifie notamment par :

- Un report des acquisitions prévues en 2018 sur l'année 2019 avec un écart à la baisse de 545 320 euros. Ces acquisitions sont relatives à des surfaces complémentaires pour les besoins du Parc de la Jarre ainsi que pour les emprises de voiries nécessaires au projet urbain
- Un écart à la hausse de 19 000 euros au niveau des études préalables lié aux études engagées par l'aménageur pour la réhabilitation sommaire de la Serre de la Jarre, la réalisation d'une étude AMO confiée à SOCOTEC concernant le projet de Permis sur UzjC6 à l'angle de la rue Irene Calmettes et la rue Yann de l'Ecotais ; la mise à jour de diagnostics amiante relatifs au foncier du parc de la Jarre, la réalisation de documents d'arpentage et de divisions cadastrales
- Un écart à la baisse de 14 987 euros sur le poste études techniques lié au report des facturations des honoraires techniques du

maître d'œuvre des travaux de voiries de la ZAC en 2019

- Un report des travaux de retournement de l'accès à la Copropriété Castel l'Arenas en 2019 générant un écart de -115 098 euros
- Une augmentation de 13 248 euros sur le poste démolitions liés à la découverte d'amiante et de terres polluées sur le terrain de l'ilot UzjC6.

Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 :

Le montant des dépenses réalisées s'élève à 19 593 788 euros TTC soit 70 % du budget prévisionnel à terme. Il se répartit selon les postes suivants :

- dépenses foncières : 8 612 932 euros soit 87% du budget prévisionnel à terme,
- dépenses Etudes : 761 020 euros soit 93% du budget prévisionnel à terme,
- dépenses travaux : 5 864 633 euros soit 48% du budget prévisionnel à terme,
- dépenses démolitions : 750 938 euros soit 94% du budget prévisionnel à terme,
- dépenses annexes : 542 387 euros soit 82% du budget prévisionnel à terme,
- dépenses rémunération : 1 748 035 euros soit 73% du budget prévisionnel à terme,
- frais financiers : 674 556 euros soit 100% du budget prévisionnel à terme,
- TVA 639 287 euros

Le montant total des dépenses envisagées au terme de l'opération s'élève à 27 908 261 euros TTC. Il se répartit entre :

- budget foncier : 9 946 699 euros soit 36% du coût de l'opération ;
- budget Etudes : 817 818 euros soit 3% du coût de l'opération ;
- budget travaux : 12 329 668 euros soit 44% du coût de l'opération ;
- budget démolitions : 795 545 euros soit 3% du coût de l'opération ;
- dépenses annexes : 660 761 euros représentant 2% du coût de l'opération ;
- rémunération : 2 371 955 euros représentant 9% du coût de l'opération ;
- frais financiers : 674 557 euros soit 2% du coût de l'opération ;
- TVA : 311 259 euros soit 1% du coût de l'opération.

Le montant des dépenses à terme est en augmentation de 1 325 208 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé. Cet écart se justifie notamment par :

- une augmentation de 50 999 euros du budget études générales,
- une augmentation de 817 741 euros du budget

travaux, qui résulte essentiellement d'une augmentation du poste Imprévus et Aléas permettant de provisionner des fonds sans réduire la participation d'équilibre dans le cas d'une éventuelle évolution du programme, des travaux,

- une augmentation de 57 852 euros du budget démolition liée à la découverte d'amiante et de sols pollués sur l'ilot UzjC6,

- une augmentation de 61 080 euros du budget dépenses annexes qui a été réévalué,

- une augmentation de 117 697 euros du budget rémunération qui suit l'évolution des dépenses et recettes de l'opération. Il est inclus dans cette augmentation une rémunération forfaitaire de 10 000 euros pour le lancement et le suivi d'un appel à projet relatif à la mise en valeur des bâtiments de la Serre de la Jarre.

- une augmentation de TVA de 219 839 euros

Recettes :

Sur l'exercice écoulé, le montant des recettes perçues s'élève à 674 000 euros TTC avec un écart à la baisse de 748 763 euros par rapport aux prévisions 2018, essentiellement dues au report des différentes cessions en 2019.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 :

Le montant des recettes cumulées hors participation de la Ville ou de la Métropole s'élève à 16 619 909 euros TTC et laisse apparaître un taux d'avancement de 79% au regard des recettes prévisionnelles envisagées au terme de l'opération.

Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- cession de terrains aux constructeurs : 9 113 672 euros soit 100% du budget prévisionnel à terme,

- cession à la Ville de l'emprise du parc : 2 960 000 euros soit 73 % du budget prévisionnel à terme,

- les participations des constructeurs aux équipements publics et produits divers : 4 546 237 euros soit 100% du budget prévisionnel à terme étant donné qu'il n'est plus attendu de mise en œuvre d'opérations sur les terrains privés non maîtrisés par l'aménageur.

Le montant total des recettes envisagées au terme de l'opération s'élève à 21 093 362 euros TTC hors participation du concédant, en augmentation de 1 325 208 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé.

Cette augmentation résulte de la réévaluation :

- *d'un montant de 119 208 euros TTC de la cession de la Serre de la Jarre à la Ville pour tenir compte des travaux déjà réalisés,

- *d'un montant de 1 268 400 euros TTC de la cession de l'ilot UzjC6 au regard du compromis signé avec un opérateur en 2018.

Le montant total des recettes envisagées au terme de l'opération se décompose de la manière suivante :

- les cessions de terrains aux constructeurs et cessions diverses: 12 499 498 euros TTC (59% des recettes de l'opération),

- la cession à la Ville de Marseille de l'emprise du parc de la Jarre : 4 047 628 euros (19% des recettes de l'opération),

- les participations des constructeurs aux équipements publics, produits financiers et divers : 4 546 236 euros (21% des recettes de l'opération).

Participations constructeurs :

Le montant cumulé au 31 décembre 2018 s'élève à 4 342 308 euros TTC dont 28 129 euros TTC reversés à l'opération par la Ville et 4 314 179 euros TTC perçus directement par l'aménageur auprès des constructeurs. Il n'est pas attendu de recettes supplémentaires jusqu'au terme de l'opération.

Participation du concédant à l'équilibre du bilan :

Cette participation s'élève à 4 848 041 euros TTC inchangée au regard du précédent bilan dont 1 744 634 euros sous forme d'apport en foncier et 1 553 366 euros en numéraire versés par la Ville de Marseille.

1 550 041 euros à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont 674 000 euros déjà versés et 876 041 euros à verser en 2021.

Participation du concédant au coût de certains équipements publics de voiries :

Cette participation s'élève à 1 966 858 euros TTC inchangée par rapport au dernier bilan.

L'échéancier de versement de la Métropole Aix-Marseille-Provence au coût de ces équipements publics s'établit comme suit :

Exercice 2019 : 757 161 euros

Exercice 2020 : 1 209 697 euros

Solde de Trésorerie :

Le solde est positif au 31 décembre 2018 pour un montant de 998 121 euros. Il reste positif sur les années suivantes.

Un avenant n°22 est soumis à approbation, pour acter une rémunération du concessionnaire complémentaire de 10 000 euros lié à la conduite d'un appel à projet sur la Serre de la Jarre et l'échéancier de la participation d'équilibre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la concession d'aménagement passée avec la SOLEAM de la Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 22.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la concession d'aménagement passée avec la SOLEAM de la Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 22.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession d'aménagement passée avec la SOLEAM de la Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 22 à la convention de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 017-265/19/CT

■ Concession d'aménagement passée avec la SOLEAM de la Zone d'Aménagement Concerté du Rouet à Marseille 8ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 21 à la convention de concession

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17299/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis

des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement passée avec la SOLEAM de la Zone d'Aménagement Concerté du Rouet à Marseille 8ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 21 à la convention de concession

Avis du Conseil de Territoire» satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Depuis la création du parc du 26^{ème} Centenaire en 2001, la Ville de Marseille a poursuivi la requalification urbaine et la revitalisation du territoire Est marseillais et a souhaité afficher son ambition en créant le projet "Marseille Grand Est".

Le projet de ZAC du Rouet est basé sur la préservation du noyau villageois et sur la création à proximité du parc, principalement d'environ 1 100 logements, soit une quinzaine de programmes immobiliers.

Cette opération constitue un des projets de mise en œuvre de l'Engagement Municipal pour le Logement approuvé en 2006 par le Conseil Municipal de Marseille.

La ZAC du Rouet, qui couvre une superficie d'environ 9,5 hectares, a pour vocation principale la construction de logements dont 20% à coût maîtrisé, avec la possibilité d'implanter des activités commerciales ou de services au rez-de-chaussée de certains immeubles.

Par délibération du 20 juillet 1998, la ville de Marseille a approuvé les objectifs d'aménagement de la ZAC du Rouet, et a défini les modalités d'organisation de la concertation préalable à la création de cette ZAC.

Le bilan de la concertation préalable a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 1^{er} mars 1999.

La convention de concession à Marseille Aménagement (SOLEAM aujourd'hui) ainsi que le dossier de création de la ZAC ont été approuvés en séance du Conseil Municipal de la Ville de Marseille le 19 juillet 1999.

Le dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 17 juillet 2000.

Conformément à l'article 19 du cahier des charges de la concession n°99/410, le concessionnaire adresse chaque année un compte rendu financier au concédant (CRAC) pour approbation.

- Historique des principaux Comptes Rendus Annuels à la Collectivité :

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité initial, établi au 31 décembre 1999, a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille le 27 octobre 2000, avec un montant prévisionnel des dépenses à terme de 39,25 millions d'euros et des recettes s'élevant à 30,10 millions d'euros déterminant ainsi une participation de la Ville de Marseille d'un montant de 9,15 millions d'euros.

L'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2000 a permis d'étendre la mission de l'aménageur en matière de logement aux propriétaires occupants, d'explicitier sa mission de logement des locataires de porter la participation d'équilibre du bilan à hauteur de 10,74 millions d'euros, de décider d'une rémunération forfaitaire de l'aménageur pour la mission de logement d'un montant de 297 256 euros actée par avenant n°1 à la convention de concession.

Un avenant n°4 à la convention d'aménagement a permis d'étendre aux habitants de la rue Louis Rège le dispositif particulier du logement déjà en place pour les locataires du reste de la ZAC et d'acter l'augmentation consécutive de la participation de la Ville de Marseille à l'équilibre de l'opération (+ 718 000 euros) portant ainsi cette participation à 11,458 millions d'euros.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2004 a augmenté la participation de la Ville de Marseille de 2,849 millions d'euros la portant à hauteur de 14,307 millions d'euros tenant compte de la hausse de l'immobilier.

Les Comptes Rendus Annuels à la Collectivité établis au 31 décembre 2005 et 31 décembre 2006 ainsi que l'avenant n°7 à la convention d'aménagement ont été approuvés par délibération du Conseil municipal de la

Ville de Marseille du 16 juillet 2007, avec un montant prévisionnel des dépenses porté à 70,363 millions d'euros, soit + 14,891 millions d'euros en raison notamment de l'actualisation du poste foncier. Les recettes, qui s'élèvent à 49,664 millions d'euros (+ 8,5 millions d'euros) déterminent une participation d'équilibre de la Ville de Marseille de 20,699 millions d'euros, soit + 6,392 millions d'euros par rapport au bilan précédent.

L'avenant n°8 à la convention d'aménagement a permis notamment de proroger jusqu'au 13 août 2012 la convention d'aménagement.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2008 ainsi que l'avenant n°9 à la convention d'aménagement ont été approuvés par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 5 octobre 2009 portant la participation de la Ville de Marseille à un montant de 21,55 millions d'euros en raison notamment de la hausse du poste foncier et des dépenses annexes (charges de gestion).

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2011 ainsi que l'avenant n°12 à la convention d'aménagement ont été approuvés par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille le 25 juin 2012 prorogeant d'une année supplémentaire la concession et maintenant la participation de la Ville de Marseille à 21,55 millions d'euros.

Le Compte Rendu Annuel à la collectivité au 31 décembre 2013 ainsi que l'avenant n°15 ont été approuvés par délibération du 10 octobre 2014 augmentant la participation de la Ville de 328 894 euros en raison d'une augmentation du montant prévisionnel des travaux et des engagements pris par SOLEAM dans la promesse de vente d'un terrain à dépolluer.

Le Compte Rendu Annuel à la collectivité au 31 décembre 2014 approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille en date du 29 juin 2015 n'a pas modifié la participation de la Ville. L'avenant n°16 approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 26 octobre 2015 a prorogé d'une année supplémentaire la durée de la concession portant son terme au 13 août 2017.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se

substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n°17 à la concession d'aménagement n° T1600904 CO (ex n°99/410) en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Les Comptes Rendus Annuels à la collectivité au 31 décembre 2015 approuvé par délibération du Conseil Métropolitain en date du 17 octobre 2016 et au 31 décembre 2016 approuvé le 13 juillet 2017 ont augmenté la participation d'équilibre respectivement de 271 637 euros en raison de la modification du programme de l'ilot 3.1, 3.4 et 3.5 et de 109 424 euros en raison d'une augmentation plus importante des dépenses par rapport aux recettes (création entre autres d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la rétrocession des ouvrages). Dans ce cadre les avenants n°18 et n°19 à la concession d'aménagement ont eu pour objet de modifier l'échéancier de la participation et de proroger la concession jusqu'en 2021. La convention d'avance conclue entre la Ville de Marseille et la SOLEAM pour un montant de 3 000 000 d'euros transférée à la Métropole a fait l'objet d'avenants prévoyant le remboursement de l'avance en 2018.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 a augmenté la participation d'équilibre de 405 335 euros, soit 22 665 270 euros au total. Dans ce cadre un avenant n°20 à la concession d'aménagement a eu pour objet de modifier l'échéancier de la participation et un avenant n°3 de la convention d'avance a été conclu pour un remboursement de l'avance en 2019.

Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 :

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018.

Cette opération est proche de son terme avec une activité réduite du concessionnaire.

L'année 2018 a vu démarrer la mission d'AMO relative à la rétrocession des ouvrages qui a permis la prise en gestion par les services de l'éclairage, des espaces verts et des réseaux. Elle a également permis la signature de l'acte de vente du dernier terrain à bâtir à un prix supérieur au prévisionnel du fait de l'indexation (3 615 253 euros au lieu des 3 444 660 euros prévisionnels).

Pour les années à venir, il est prévu de :

- Finaliser la rétrocession des voies à la Métropole, ainsi que de réaliser la requalification de la rue Rège suite à la réalisation du dernier programme immobilier.

- Réaliser la cession du bien situé 9 rue Blanche.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2018, se présente de la façon suivante :

Dépenses :

Sur l'exercice 2018 :

Au regard des prévisions du dernier bilan approuvé :

- Le montant total des dépenses sur l'exercice 2018 s'élève à 137 859 euros, en diminution de 32 349 euros correspondant notamment au report des travaux de requalification de la rue Rège réalisés en fonction de l'avancement du programme sur les îlots 3.1, 3.4 et 3.5.

- Les dépenses foncières / études générales s'élèvent à 4 969 euros en augmentation de 4 729 euros correspondant notamment à des frais d'acquisitions supplémentaires lors de la fusion absorption Marseille aménagement / SOLEAM.

- Aucune dépense de travaux n'a été engagée en 2018.

- Les dépenses annexes s'élèvent à 21 408 euros, en diminution de 9 652 euros en raison notamment d'un report de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la rétrocession des voies.

- La rémunération s'élève à 111 482 euros, en hausse de 6 686 euros.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 :

Le montant total des dépenses réalisées cumulées au 31 décembre 2018 s'élève à 67 774 513 euros ce qui correspond à un taux d'avancement de 98,8% du coût prévisionnel de l'opération.

Les dépenses pour le foncier au 31 décembre 2018 s'élèvent à 45 031 447 euros, ce qui correspond à un taux d'avancement proche de 100% du coût prévisionnel des dépenses relatives au foncier.

Les dépenses de travaux réalisées au 31 décembre 2018 s'élèvent à 10 926 465 euros, soit un taux d'avancement de 95,6% du coût prévisionnel des dépenses de travaux.

Les dépenses annexes y compris la rémunération et les frais financiers au 31 décembre 2018 s'élèvent à 11 816 601 euros, soit un taux d'avancement d'environ 97,2% du coût prévisionnel des dépenses annexes.

Le montant prévisionnel total des dépenses à terme est évalué à 74 317 316 euros. Il se répartit selon les postes suivants :

- Foncier : 45 031 442 euros, soit 60,6 % du coût de l'opération

- Travaux : 11 422 569 euros, soit 15,4 % du coût de l'opération

- Dépenses annexes y compris rémunération, et TVA : 15 346 653 euros, soit 20,6 % du coût de l'opération

- Frais Financiers : 2 516 653 euros, soit 3,4 % du coût de l'opération

Le montant prévisionnel total des dépenses à terme est en hausse de 71 155 euros en regard du dernier bilan approuvé. Cet écart se justifie par :

- l'ajout d'une provision dans le cadre des travaux de voirie qui seront réalisés autour de l'îlot restant à construire.
- La variation de la TVA sur le montant payé de la cession

Recettes :

Sur l'exercice 2018, les recettes totales (hors participation) s'élèvent à 3 622 453 euros en hausse de 170 593 Euros par rapport aux prévisions du dernier bilan approuvé. Il s'agit de recettes liées à la cession de l'îlot restant à construire et notamment à l'actualisation du prix de cette cession.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 :

Le montant total des recettes cumulées au 31 décembre 2018 s'élève à 51 561 486 euros (hors participation d'équilibre), soit un taux d'avancement de 99,7% des recettes prévisionnelles de l'opération.

Les recettes relatives aux cessions au 31 décembre 2018 s'élèvent à 48 789 738 euros, soit 99,7% des recettes totales prévisionnelles.

Les recettes relatives aux participations constructeurs au 31 décembre 2018 s'élèvent à 740 960 euros, soit 100% des recettes prévisionnelles.

Les recettes en matière de produits de gestion et financiers au 31 décembre 2018 s'élèvent à 1 407 118 euros, soit 100% des recettes prévisionnelles.

Le montant prévisionnel total des recettes à terme, hors participation d'équilibre, s'élève à 51 711 486 euros, en hausse de 130 593 euros par rapport au CRAC arrêté au 31 décembre 2017.

Les recettes à terme relatives aux cessions, s'élèvent à 48 939 738 euros, soit 94,6% des recettes totales, hors participation. Ce montant augmente de 130 593 euros par rapport au CRAC arrêté au 31 décembre 2017 en raison d'une actualisation du prix de cession de l'îlot restant à construire.

Le montant prévisionnel des recettes à terme relatif aux produits de gestion et financier, s'élève à 1 407 118 euros, soit 2,7% des recettes totales, hors participation. Ce montant est maintenu par rapport au CRAC précédent.

Le solde des recettes, déjà réalisées, correspond au remboursement par le promoteur de la concertation pour le projet de l'îlot 3.1, 3.4 et 3.5 pour un montant de 7 200 euros, les produits divers pour un montant de 616 470 euros et aux participations constructeurs pour un montant de 740 960 euros.

Participation des collectivités à l'équilibre du bilan :

La participation des collectivités à l'équilibre de l'opération correspond à l'écart entre dépenses et recettes à terme ; elle s'élève à 22 605 830 euros, en baisse de 59 441 euros.

La participation déjà versée par la Ville de Marseille est de 21 549 981 euros, celle déjà versée par la Métropole Aix – Marseille Provence, désormais concédant, est de 709 955 euros dont 209 123 euros ont été versés en 2018.

Le solde de la participation à la charge de la Métropole est porté à 345 895 euros qui seront versés en 2021,

Solde de trésorerie :

Au 31 décembre 2018, la trésorerie de l'opération se situe à 3 244 590 euros.

Le solde de trésorerie prévisionnel au 31 décembre 2019 est fixé à 231 616 euros.

Avance:

Au vu de la trésorerie, il est prévu de rembourser l'avance de 3 millions d'euros à la Métropole fin 2019.

Emprunts:

Le montant des emprunts contractés est de 18 897 961 euros. Ces emprunts ont à ce jour été remboursés.

Avenant n°21 :

Le présent rapport a également pour objet de soumettre à l'approbation du Conseil de la Métropole un avenant au traité de concession en vue de baisser le montant de la participation et de modifier l'échéancier du versement du solde comme suit :

2021 : 345 895 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la Concession d'aménagement passée avec la SOLEAM de la Zone d'Aménagement Concerté du Rouet à Marseille 8^{ème} arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 21 à la convention de concession.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la concession d'aménagement passée avec la SOLEAM de la Zone d'Aménagement Concerté du Rouet à Marseille 8^{ème} arrondissement – Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 – Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation de l'avenant 21 à la convention de concession.

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession d'aménagement passée avec la SOLEAM de la Zone d'Aménagement Concerté du Rouet à Marseille 8^{ème} arrondissement – Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 – Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation de l'avenant 21 à la convention de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 018-266/19/CT

■ **Concession d'aménagement de la Valentine passée avec la SOLEAM à Marseille 11ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 - Approbation de l'avenant 19 à la concession**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17310/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement de la Valentine passée avec la SOLEAM à Marseille 11ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu

Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 – Approbation de l'avenant 19 à la convention de concession » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La ZAC de la Valentine a été créée, à l'initiative de la Ville de Marseille, par arrêté préfectoral du 12 mars 1974.

Son dossier de réalisation a été adopté par délibération du Conseil Municipal n° 78/261/U du 19 mai 1978.

Son PAZ (Plan d'Aménagement de Zone) a été approuvé par arrêté préfectoral du 30 juin 1980.

Son programme des équipements publics a été approuvé par arrêté préfectoral du 26 mai 1981.

Par convention de concession d'aménagement adoptée par délibération du Conseil Municipal 79/645/U du 28 janvier 1980 et approuvée par arrêté préfectoral du 24 juin 1981, la Ville de Marseille a confié à la SOMICA (Société Mixte Communale d'Aménagement et d'équipement), devenue par la suite Marseille Aménagement puis SOLEAM, la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC de la Valentine.

L'avenant n°14 à cette convention notifiée le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession d'aménagement de la ZAC de la Valentine à la SPL SOLEAM, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la suite de l'opération. Dans ce cadre un avenant à la convention de concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de la Valentine qui s'étend sur 229 ha dans les quartiers Est de Marseille (11ème arrondissement) avait pour objectif de créer une zone d'accueil d'activités économiques d'envergure afin de proposer une offre d'emplois conséquente dans un secteur géographique où celle-ci était peu développée. Le choix de cette zone a été guidé par la qualité de la desserte viaire, dans un couloir entre Marseille et Aubagne. Sa vocation était

initialement à dominante industrielle et artisanale. Elle a ensuite été diversifiée en s'ouvrant aux commerces et aux bureaux.

Les objectifs en terme de production de surfaces de locaux à vocations diverses ayant été atteints, le programme de travaux quasi réalisé et les terrains propriété de l'Aménageur totalement commercialisés ou pré-commercialisés, la ZAC de la Valentine a été supprimée par délibération du conseil de Métropole du 17 octobre 2016 n°URB 019-1099/16/CM. Cette suppression est entrée en vigueur le 6 décembre 2016 à l'issue des formalités légales de publicité et d'affichage.

L'opération d'aménagement de la Valentine est quant à elle maintenue. Sa réalisation est poursuivie par le Concessionnaire en ayant recours aux procédures de droit commun prévues dans le Code de l'Urbanisme. Un avenant 17 à la convention de concession d'aménagement en date du 22 mars 2017 est venu prendre en compte les modifications intervenues et préciser les missions d'aménagement à poursuivre par SOLEAM, correspondant notamment à l'achèvement des études et travaux engagés et à réaliser les remises d'ouvrages.

AVANCEMENT DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT DE LA VALENTINE :

- Maîtrise foncière :

Les emprises foncières appartenant encore à l'aménageur correspondent principalement :

- aux terrains d'assiette des voies publiques qui ont été aménagées par la SOLEAM dans le cadre du programme des équipements publics de la ZAC mais n'ont pas encore été rétrocédées à la Métropole.

- aux terrains que la SOLEAM a acquis pour l'aménagement des derniers ouvrages d'infrastructure.

- Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire :

Tous les terrains constructibles et valorisables de la SOLEAM ont été commercialisés pour une surface de plancher (SDP) autorisée d'environ 70 000 m² exclusivement dédiée à l'Activité.

Plus de 80% (la majorité) des programmes immobiliers (Activité et Logement confondus) sont issus d'initiatives privées, sur du foncier non maîtrisé par l'Aménageur.

Le cumul des commercialisations engagées (surfaces de planchers autorisées dans le cadre des cessions et des conventions de participations constructeurs) représente environ 378 000 m² de surface de plancher.

- Aménagement des équipements publics :

Quasiment toutes les voies publiques (y compris les réseaux) nécessaires à la desserte de la ZAC ont été aménagées et sont ouvertes à la circulation publique.

Parmi les dernières réalisations figurent la voie de desserte du "château St Antoine" et du parc d'activité "Redman" mitoyen qui a été réalisée en 2016 ainsi que la dernière phase des travaux de prolongement Est de la Montée du Commandant de Robien jusqu'à la rue de la Vallée Verte qui a été ouverte à la circulation en décembre 2017.

Il reste à réaliser des travaux ponctuels de requalification d'ouvrages existants ne répondant plus aux critères qualitatifs actuels de l'espace public, et portant sur le chemin de St-Menet aux Accates et la voie de desserte du parc d'activité de la Valentine.

-Réflexions en cours :

La SOLEAM a lancé une étude de déplacement / trafic / circulation, confiée à la société SCE, portant sur le périmètre de la ZAC de la Valentine élargi aux axes routiers traversant ou jouxtant la ZAC et aux connexions avec les échangeurs les plus proches de l'autoroute A50. Cette étude devrait permettre de proposer un programme d'interventions pour améliorer la trame viaire existante et ses connexions avec les axes de communication les plus proches. Les modalités de réalisation de ces travaux (concession d'aménagement actuelle, nouvelle opération, maîtrise d'ouvrage Métropole), seront précisées selon le calendrier des interventions restant à valider par la Métropole.

Pour mémoire, cette étude de déplacement / trafic / circulation a été engagée pour compléter et nourrir une étude urbaine et paysagère réalisée en 2013 par le groupement NSL Architectes / Atelier Lefevre Petri, pour la SOLEAM. Cette étude urbaine avait débouché sur un diagnostic du secteur de la Valentine. Les aménagements de l'espace public qu'elle préconisait sont restés en attente de validation faute d'une connaissance suffisante du trafic traversant la ZAC.

Le dernier CRAC (Compte Rendu Annuel à la Collectivité) approuvé par le Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 est celui arrêté au 31 décembre 2017.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018.

ACTIVITÉ DE LA CONCESSION SUR L'EXERCICE ÉCOULÉ :

- Maîtrise foncière :

Les acquisitions foncières ont été achevées en 2017.

- Commercialisation des terrains :

La commercialisation du foncier avec autorisation de SDP est achevée depuis 2015 et aucune nouvelle commercialisation de terrain à bâtir n'est programmée jusqu'à la clôture de la concession d'aménagement.

Il reste uniquement à effectuer des cessions de terrains liées à des ouvrages hors des compétences de la Métropole (privé ou SNCF).

- Études :

Poursuite de l'étude de déplacement trafic.

En 2018, réalisation des études de maîtrise d'œuvre pour les travaux de requalification du chemin de St Menet aux Accates entre la route des Camoins et la traverse de la Buzine (tronçon central aménagé en liaison dédiée aux modes de déplacements doux).

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

Reconnaissance des réseaux du projet de réaménagement de St-Menet aux Accates.

ACTIVITÉ DE LA CONCESSION PRÉVUE SUR LES PROCHAINES ANNÉES:

- Maîtrise foncière :

De nouvelles acquisitions foncières pourraient être budgétisées en prévision des aménagements de la desserte du terrain SBM.

- Commercialisation de terrains :

Cession des emprises et des ouvrages de la voie "Ouest", à Yvan Gouchon Investissement. Cette voie, aménagée par la SOLEAM, n'a plus vocation à être intégrée au domaine public routier de la Métropole, suite à l'évolution du tracé de la voie de bouclage de la Montée du Commandant de Robien à la rue de la Vallée Verte. Cette cession a fait l'objet d'un acte et le paiement est échelonné sur les années 2018 et 2019.

Cession à la SNCF des emprises foncières utilisées pour la réalisation de la 3^{ème} voie de la ligne Marseille-Aubagne

- Etudes :

En 2019, finalisation de l'étude de Déplacement – Trafic - Circulation (SCE) en vue d'identifier les voies et aménagements devant favoriser le désengorgement du secteur et le développement de modes de déplacements alternatifs, dont la desserte du site SBM.

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

En 2019 finalisation des études de maîtrise d'œuvre et réalisation des travaux de requalification du chemin de St Menet aux Accates.

A l'horizon 2019-2020, en fonction de la décision de la Métropole et du calendrier retenu, étude de maîtrise d'œuvre et travaux de prolongement Sud de la voie de desserte du secteur du château St Antoine jusqu'à la rive droite de l'Huveaune et aménagement d'un ouvrage de franchissement de l'Huveaune entre le parc d'activités de la Valentine et le secteur du château St-Antoine.

En 2020, des travaux de requalification de la voie de desserte du parc d'activité de la Valentine (secteur Métro) en prévision de sa rétrocession et en coordination avec les décisions qui seront prises sur la desserte du château St-Antoine (phase2-franchissement de l'Huveaune).

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 est analysé ci-après :

DEPENSES :

• sur l'exercice 2018 écoulé :

Les dépenses réalisées s'élèvent à 453 861 euros, soit une diminution de 483 901 euros par rapport aux prévisions, due principalement au report d'un an des travaux de requalification du chemin de Saint-Menet aux Accates.

• état d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 :

Le montant total des dépenses s'élève à 44 393 289 euros hors coût de la TVA résiduelle, soit un taux d'avancement de 91 % par rapport au budget prévisionnel actualisé.

Les dépenses réalisées se répartissent de la manière suivante :

- dépenses foncières : 10 250 598 euros, soit 100 % du budget foncier à terme,

- études : 1 823 104 euros soit 95 % du budget à terme,

- dépenses de travaux d'aménagement : 24 197 828 euros, soit 85 % du budget travaux à terme,

- dépenses annexes : 2 072 359 euros, soit 95 % du budget à terme,

- rémunération de l'aménageur : 3 102 899 euros, soit 90% de réalisation par rapport au budget à terme,

- frais financiers à court et long termes : 2 946 501 euros, soit 100 % du budget Frais Financiers à terme.

Pour mémoire, l'intégralité des emprunts à long terme est à ce jour remboursée.

• Au terme de l'opération :

Le montant total des dépenses envisagées, au terme de l'opération s'élève à 48 706 546 euros TTC hors coût de la TVA résiduelle dont le montant prévisionnel s'élève à 1 706 338 euros.

Il se répartit selon les postes suivants :

- Foncier : 10 250 599 euros, soit 21% du coût de l'opération
- Études : 1 924 180 euros, soit 4% du coût de l'opération
- Travaux : 27 960 111 euros, soit 58% du coût de l'opération
- Dépenses annexes : 2 180 836 euros, soit 4% du coût de l'opération
- Rémunérations : 3 444 319 euros, soit 7% du coût de l'opération
- Frais financiers : 2 946 501 euros, soit 6% du coût de l'opération

Le montant total des dépenses à terme est en augmentation de 2 887 euros TTC. Mais on peut constater quelques évolutions différentes par poste :

- une augmentation de 48 723 euros du budget études s'expliquant par la provision de frais d'études de géomètre jusqu'à la fin de l'opération ainsi que l'augmentation du coût de l'étude de trafic et déplacement (+15 683 euros).
- une diminution de 72 595 euros du budget des travaux comprenant une diminution du montant des aléas (-85 943 euros) et une augmentation du coût des travaux sur les réseaux extérieurs (+10 943 euros) liés aux études nécessaires sur les réseaux du chemin de Saint-Menet aux Accates.
- une diminution de 18 676 euros de rémunérations de l'aménageur, liés aux ajustements des calculs
- une augmentation de 45 800 euros des dépenses annexes due à l'ajustement des dépenses de charges de gestion futures sur la base des dépenses constatées des dernières années.
- une stabilité des frais financiers.

RECETTES:

• Sur l'exercice 2018 écoulé :

Le montant des recettes perçues s'élève à 200 014 euros, soit une diminution de 274 614 euros par rapport aux prévisions. Cet écart s'explique principalement par l'allongement de l'échéancier de remboursement de la voie dite « ouest » consécutif aux actes de cession signés avec Yvan Gouchon Investissement ainsi que par le report de la signature des actes de cession de terrain à céder à la SNCF dans le cadre de l'aménagement de la 3^{ème} voie.

• Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 :

Le montant cumulé des recettes (hors participations à l'équilibre du bilan) s'élève à 42 689 805 euros, soit 99 % du montant des recettes figurant au bilan prévisionnel de l'opération. Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- 21 534 916 euros de cessions de terrains, soit 99 % du budget prévisionnel à terme.
- 18 943 334 euros de participations constructeurs, soit 100% du budget prévisionnel à terme.
- 2 211 555 euros de produits financiers et recettes diverses soit 100% du budget prévisionnel à terme.

• Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des recettes (hors participations à l'équilibre du bilan) s'élève à 42 964 428 euros.

Il se répartit principalement entre participations constructeurs (soit 44%), cessions de foncier (51%) et le cumul de divers postes tels que produits financiers, produits et remboursements divers (5%).

Le montant prévisionnel total des recettes est stable par rapport au bilan prévisionnel arrêté au 31 décembre 2017.

PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS

La suppression de la ZAC par délibération du 17 octobre 2016 a pour effet la suppression du régime de participations constructeurs et le rétablissement de la taxe d'aménagement.

Les dernières participations constructeurs ont été versées en 2017.

PARTICIPATION A L'ÉQUILIBRE DE L'OPÉRATION :

La participation d'équilibre correspondant à l'écart entre dépenses et recettes à terme est inchangée, soit 7 448 455 euros.

5 440 297 euros ayant déjà été versés par la Ville de Marseille, précédent concédant.

Le versement du solde de participation à la charge de la Métropole d'un montant de 2 008 158 euros est décalé en 2020 (1 500 000 euros) et 2021 (508 158 euros).

SOLDE DE TRESORERIE :

Au 31 décembre 2018, le solde cumulé de trésorerie est positif et s'élève à 1 193 695 euros.

EMPRUNTS :

4 573 471 euros d'emprunts ont été contractés pour financer la ZAC. Ces emprunts ont été intégralement remboursés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la concession d'aménagement de la Valentine passée avec la SOLEAM à Marseille 11ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 – Approbation de l'avenant 19 à la convention de concession.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la concession d'aménagement de la Valentine passée avec la SOLEAM à Marseille 11ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 – Approbation de l'avenant 19 à la convention de concession.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession d'aménagement de la Valentine passée avec la SOLEAM à Marseille 11ème arrondissement - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 – Approbation de l'avenant 19 à la convention de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 019-267/19/CT

■ Concession d'aménagement de la ZAC de Saint Just à Marseille 4ème et 13ème arrondissements passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 24 à la convention de concession

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17303/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement de la ZAC de Saint Just à Marseille 4ème et 13ème arrondissements passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 24 à la convention de concession » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°90/62/U du 2 février 1990, le Conseil Municipal de Marseille a approuvé le schéma d'organisation du site de Saint Just, un programme immobilier prévisionnel, ainsi que la convention de concession d'aménagement n° 90/108 au profit de la Somica, devenue Marseille Aménagement puis Soleam.

Par délibération n°91/481/U du 22 juillet 1991, le Conseil Municipal a approuvé l'extension du périmètre de l'opération d'aménagement, notamment sur les terrains propriétés de la Ville anciennement occupés par le Bataillon de Marins-Pompiers au sud du Boulevard Fleming.

Le Conseil Municipal, par délibération n°94/366/U du 30 mai 1994 a créé la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Just, dont le Plan d'Aménagement de Zone a été approuvé par délibération n°95/55/U du 19 mai 1995.

Par délibération n°98/0575/EUGE du 20 juillet 1998, le Conseil Municipal a approuvé la modification du PAZ ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC sur la base d'un nouveau programme global de constructions de 50 000m² de planchers à usage de logements, bureaux et commerces.

La concession d'aménagement a pour objectif d'aménager les abords des grands équipements que sont le Dôme et l'Hôtel du Département, et assurer au sud du boulevard Fleming une couture urbaine avec le quartier des Chartreux.

Par délibération du Conseil Communautaire du 14 décembre 2012 le Plan d'Aménagement de la ZAC a été modifié afin de relancer la mutation des terrains

au sud du boulevard Fleming et permettre la construction de l'ensemble de logements «la Calanque» sur l'îlot Sainte Adélaïde conçu par les Ateliers Jean Nouvel.

Le PLU révisé par la délibération de MPM du 28 Juin 2013 a intégré la ZAC de Saint Just.

Les évolutions de la programmation initiale ont conduit à modifier le programme des équipements publics de la ZAC qui a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire du 13 décembre 2013 puis par délibération du conseil municipal du 28 avril 2014.

La convention d'aménagement a fait l'objet de plusieurs avenants en vue d'adapter la concession sur les dispositions législatives, sur la participation de la Ville au coût de l'opération, sur la durée de la convention et sur le transfert de la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement.

Cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n° 20 à la convention de concession d'aménagement N° T1600913CO (ex n°90/108) notifié à la Ville le 3 Juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Les avenants suivants n°21, n°22 et n°23 ont permis de proroger la durée de la concession portant son échéance au 12 Mars 2021, et d'ajuster le montant et l'échéancier de versement de la participation de la Métropole.

L'objet du présent rapport est de présenter au Bureau de la Métropole le CRAC établi au 31 décembre 2018 et l'avenant n°24 à la concession.

Le CRAC présente un bilan consolidé des opérations de la concession situées dans la ZAC de Saint Just et en dehors de celle-ci (îlot Meyer).

Avancement de l'opération :

L'aménagement de la ZAC a démarré par la réalisation du parvis de la salle de spectacle du Dôme et de l'hôtel du Département, de la gare d'échanges Bus/métro qui sont achevés depuis plusieurs années.

Sur les îlots Sainte Adélaïde et Meyer les travaux de

requalification des voies existantes engagés en 2016 sont partiellement différés jusqu'à mi 2019 en lien avec le déroulé des chantiers de constructions. La voie nouvelle d'insertion à la ZAC qui se connecte au boulevard du Maréchal Juin est en service depuis janvier 2017.

L'activité sur l'exercice 2018

La Soleam a fait réaliser les études préalables aux travaux de confortement du mur de la Poste au 42 avenue de St Just des locaux suite à la démolition de la construction mitoyenne ainsi que les relevés de géomètre liés aux travaux de parachèvement des voiries de la ZAC.

Le programme «la Calanque» à dominante de logements (28 682 m²SDP et 546 logements) de la société AMETIS conçu par l'architecte Jean Nouvel est en cours de construction pour une livraison prévue en 2020.

La construction des programmes de logements « le Patio des Chartreux » (7137m² SDP) de l'architecte André Stern et d'Hôtel « le Décisium » (5430m²SDP) de l'architecte JM. Wilmotte à réaliser par la société PROGEREAL se poursuit pour une livraison prévue en Juin 2019.

Les perspectives 2019 et suivantes

Suite à l'avis défavorable de la direction départementale de la sûreté publique, la réalisation du cheminement piétonnier pour relier directement le boulevard St Bruno et le métro au travers de la Calanque est suspendue. La liaison piétonne vers le métro sera améliorée par une requalification des cheminements le long des voies existantes.

Les études de maîtrise d'œuvre et les travaux à venir concernent :

- la réalisation d'un parking public sur le terrain sis au 42 avenue de St Just et la requalification des trottoirs rue Ste Adélaïde, et avenue de St Just,

- les travaux de la rue Sainte Adélaïde et de parachèvement du boulevard Meyer et du Boulevard ST Bruno,

- les derniers travaux liés à la zone logistique du Dôme avec la construction d'une salle de restauration et l'aménagement du local acquis par la Ville dans l'opération AMETIS,

- le renforcement du mur du centre de tri de la poste suite à la démolition de la construction mitoyenne.

Le bilan consolidé arrêté au 31 décembre 2018

Les dépenses :

- **sur l'exercice écoulé** les dépenses s'élèvent à 117 637 euros TTC en diminution de 57 517 euros par rapport au CRAC précédent, et se répartissent ainsi :

12 480 euros TTC d'études générales, en augmentation de 1 750 euros par rapport au prévisionnel en lien avec les relevés de géomètre et les reconnaissances géotechniques pour les travaux de parachèvement des voies et de confortement d'ouvrages,

77 574 euros TTC pour les travaux et honoraires en diminution de 56 990 euros par rapport au prévisionnel en raison de travaux de salle de restauration du Dôme et de réseaux reportés en 2019,

22 015 euros TTC pour les dépenses annexes en augmentation (+4 607 euros) principalement sur les charges de gestion en raison de dégradations importantes sur la clôture du terrain au 42 avenue de St Just,

5 568 euros TTC de rémunérations en diminution (- 3 274 euros) en lien avec la diminution des dépenses de travaux,

Aucun frais financiers n'a été généré par l'opération, soit une diminution de 3 610 euros sur ce poste, la trésorerie étant devenue positive.

- **Sur l'état d'avancement** cumulé au 31 décembre 2018, les dépenses réalisées (y compris la TVA de 974 817 euros) s'élèvent à 22 446 641 euros TTC, soit 92% du montant total des dépenses prévisionnelles et se répartissent ainsi :

9 789 351 euros TTC pour le foncier soit 100% du budget foncier total prévisionnel,

1 225 097 euros TTC pour les études soit 97,5% du budget études total prévisionnel,

8 022 441 euros TTC pour les travaux soit 79% du budget travaux total prévisionnel,

892 235 euros TTC pour les dépenses annexes soit 96 % du budget dépenses annexes total prévisionnel,

1 423 482 euros TTC de rémunérations soit 90,5 % du budget rémunération total prévisionnel,

119 218 euros TTC pour les frais financiers soit 100% du montant total prévisionnel des frais financiers.

- **Au terme de la concession**, le montant global des dépenses estimées à 24 402 620 euros TTC (y compris

la TVA de 599 717 euros) est stable par rapport au bilan précédent, et se répartit ainsi :

9 789 352 euros TTC pour le budget foncier (40% du total des dépenses) inchangé,

1 257 135 euros TTC pour le budget études générales (5,2 % du total des dépenses) en diminution (-18 798 euros) tenant compte des études restant à mener,

10 140 318 euros TTC pour le budget travaux et honoraires techniques (42 % du total des dépenses) en légère augmentation de 15 652 euros TTC après ajustement des travaux restant à réaliser et du poste aléas,

1 572 332 euros TTC de rémunérations (6,4% du total des dépenses) en diminution de 548 euros liée à l'évolution des dépenses et des recettes,

924 552 euros TTC pour le budget des dépenses annexes (3,7 % du total des dépenses) qui est en augmentation de 13 154 euros sur notamment le poste des taxes foncières ajusté à l'échéance de la concession,

Et 119 219 euros pour les frais financiers à court terme (0,5% du total des dépenses) qui demeurent stables.

Les recettes :

- **Sur l'exercice écoulé**, les recettes d'un montant de 1 458 320 euros TTC correspondent au versement de la participation de la Métropole pour 458 320 euros au titre des équipements publics et 1 000 000 euros au titre de l'équilibre du bilan.

- **Sur l'état d'avancement** cumulé au 31 décembre 2018, les recettes s'élèvent à 23 622 890 euros TTC dont :

18 871 241 euros TTC pour les cessions, soit un taux d'avancement des cessions de 100 %,

678 941 euros TTC pour les produits divers et financiers, soit 100% de ces postes,

et 4 072 708 euros TTC de participations des Collectivités soit 84% des participations totales.

- **Au terme de la concession**, les recettes globales prévisionnelles s'élèvent à 24 402 620 euros TTC inchangées par rapport au CRAC précédent et comprennent :

- les produits divers et financiers d'un montant de 678 941 euros TTC (2,7% des recettes totales) qui sont inchangés,

- les recettes de cessions d'un montant de 18 871 241 euros TTC (77,3% des recettes totales) inchangées par

rapport au précédent CRAC,

- la participation des collectivités d'un montant de 4 852 438 euros TTC (20% des recettes totales) inchangée par rapport au précédent CRAC qui est répartie de la manière suivante :

1 390 388 euros versés par la Ville de Marseille avant le transfert de l'opération à la Métropole,

1 779 730 euros à verser par la Métropole au titre de la participation à l'équilibre du bilan dont 1 000 000 euros qui ont été versés en 2018, le solde restant à verser en 2019 pour 250 000 euros et en 2020 pour 529 730 euros,

1 682 320 euros déjà versés par la Métropole au titre de la prise en charge de voiries nouvelles.

La trésorerie et la TVA

La trésorerie de l'opération s'élève à 1 176 249 euros au 31 décembre 2018 en lien avec l'évolution des dépenses et des recettes.

La TVA reversée au terme de la concession s'élèvera à 599 717 euros, en diminution de 3 674 euros par rapport au précédent CRAC.

Avenant à la concession

L'avenant 24 à la concession d'aménagement T1600913CO (ex 90/108) soumis à notre assemblée a pour objet d'acter le nouvel échéancier de versement de la participation par la Métropole en 2019 et 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la concession d'aménagement de la ZAC de Saint Just à Marseille 4ème et 13ème arrondissements passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 24 à la convention de concession.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la concession d'aménagement de la ZAC de Saint Just à Marseille 4ème et 13ème arrondissements passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 24 à la convention de concession.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession d'aménagement de la ZAC de Saint Just à Marseille 4ème et 13ème arrondissements passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2018 -

Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 24 à la convention de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 020-268/19/CT

■ Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté du Technopole de Château Gombert à Marseille 13ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 - participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 23 à la convention de concession

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17306/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté du Technopole de Château Gombert à Marseille 13ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 - participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 23 à la convention de concession » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Zone d'Aménagement Concerté du Technopôle de Château-Gombert a été créée par délibération du Conseil Municipal du 28 avril 1986 et son dossier de réalisation approuvé le 31 mars 1988. Cette ZAC a été créée à l'initiative du Syndicat Mixte d'Équipement du Technopôle de Château-Gombert de Marseille Provence, dénommé SME, qui a confié l'aménagement de la zone à la Société d'Économie Mixte Marseille Aménagement (anciennement SOMICA).

L'avenant n°17 à la convention notifié le 14 Mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement le 28 novembre 2013.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. À compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 20 à la convention de concession d'aménagement N° T1600900CO en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le Plan d'Aménagement de Zone a été modifié à 5 reprises par délibérations du Conseil Municipal n°97/690/EUGE du 29 septembre 1997, n° 99/0797/EUGE du 04 octobre 1999 et n° 01/0066/EUGE du 19 janvier 2001 et par délibérations du Conseil de Communauté Marseille Provence Métropole n°URB/009-1162/07/CC du 17 décembre 2012 et n°AEC/012-401/12/CC du 29 juin 2012 pour adapter les règles aux évolutions du contexte.

La dernière modification du PAZ a principalement permis de clarifier la nature des constructions autorisées dans les différents zonages et les règles relatives au stationnement et d'ajuster les limites des réservations pour voiries.

La ZAC de Château Gombert a été intégrée au PLU dont la révision a été approuvée par délibération n°AEC001-377/13/CC du Conseil de Communauté Marseille Provence Métropole en date du 28 juin 2013. Les règlements des différents secteurs ainsi que le document graphique du PLU ont globalement conservé les dispositions du PAZ qui était en vigueur jusqu'alors.

La modification n°2 du PLU, approuvée par délibération du Conseil de la Communauté Urbaine

Marseille Provence Métropole n°AEC 012-1597/15/CC du 21 décembre 2015, a principalement permis d'harmoniser les règles de stationnement avec les autres secteurs du PLU, d'encadrer la surface de plancher des commerces en zonage UzcgE et de corriger des erreurs d'affectation d'emplacements réservés au niveau des ruisseaux de la Grave et de la Fumade.

PRESENTATION DE L'OPERATION :

La ZAC du Technopôle de Château-Gombert a été créée avec pour objectif d'aménager un technopôle et un quartier d'habitat, sur un secteur de 180 hectares se situant entre les noyaux villageois de la Rose et de Château Gombert, dans les quartiers Nord-Est de la Ville.

Le Technopôle accueille sur un même site des universités et grandes écoles, des laboratoires de recherche, des centres de formation et des entreprises, complétés par une offre de logements pour les étudiants. Le Technopôle a généré plus de 4 000 emplois privés et publics dont environ 1 160 enseignants et chercheurs et 2856 employés dans les entreprises et services, grâce à l'implantation de plus de 170 entreprises, avec 2 636 étudiants de 3 grandes écoles d'ingénieurs (Ecole Centrale Marseille, Polytech Marseille et ISBA TP), de 2 départements UFR Sciences d'AMU (département de Mécanique et département d'Informatique), de 2 écoles d'informatique privées (Institut G4 et SUP INFO), d'une école doctorale AMU et de 8 laboratoires de recherche publique. Il est aujourd'hui doté de 708 logements dédiés aux étudiants. L'objectif est de constituer sur le Technopôle la base d'un « arc de la connaissance » qui doit permettre de développer l'accueil et la mise en réseau des activités de recherche et de formation du territoire marseillais.

La ZAC accueille plus de 1 600 logements et des équipements publics majeurs essentiellement localisés dans le secteur du plateau de la Croix-Rouge (collège André Malraux, groupe scolaire Athéna et parc Athéna).

La réussite de ce nouveau quartier a conduit à modifier en décembre 2007 l'affectation de quelques terrains qui sont passés de l'activité économique au logement. Ce sont ainsi environ 30 000 m² de surface de plancher supplémentaires qui ont permis de compléter l'offre de logements et ont concouru à la mise en œuvre de l'Engagement Municipal pour le Logement.

AVANCEMENT DE L'OPERATION :

- Maîtrise foncière : SOLEAM doit encore acquérir 16 200 m² de terrains non bâtis appartenant au Conseil Départemental 13 et répartis sur le Technopôle. Le Conseil Départemental, qui a été saisi dès juillet 2014

à ce sujet, semble favorable à la cession de ces fonciers mais n'a pas encore délibéré pour approuver un protocole foncier.

- Commercialisation des droits à construire :

Au 31 décembre 2018, le cumul des constructions autorisées représente 413 000 m² sdp (soit 66 % de l'objectif de 625 300 m² sdp de la ZAC inscrit au programme global de construction).

Ils sont répartis en 208 000 m² pour de l'activité/enseignement supérieur/recherche (soit 53,5 % de l'objectif de 389 646 m² sdp activité de la ZAC) et 205 000 m² pour le logement (soit 87 % de l'objectif de 235 654 m² sdp logement de la ZAC).

-Activité : déduction faite des terrains déjà affectés à des entreprises identifiées ou en attente de signature de compromis de vente ou d'agrément et de ceux dont la cession est conditionnée par la réalisation de la voie LINEA, la ZAC ne dispose plus que d'un foncier commercialisable d'environ 32 200 m² à vocation d'activité , dont 16 000 m² (soit 49,5 %) appartiennent à la SOLEAM et 16 200 m² (soit 50,5 %) appartiennent au Conseil Départemental 13.

Ces 32 200 m² de foncier à vocation d'activité portent un potentiel constructible d'environ 14 000 m² SDP pour l'activité qui devraient permettre d'atteindre à terme 223 000 m² SDP, soit 57 % de l'objectif annoncé pour la ZAC.

-Logement : il ne reste plus qu'un terrain d'environ 1 500 m² (îlot 6 – à l'angle de la rue Robert de Roux et ch des Amphoux) portant une constructibilité estimée à 540 m² SDP, ce qui devrait permettre d'atteindre à terme 205 340 m² SDP de logement, soit 87% de l'objectif annoncé pour la ZAC.

Au global, la surface de plancher produite devrait ainsi atteindre à terme 428 340 m² SDP (activité et logement confondus), soit 68,5 % des objectifs de la ZAC.

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

Ils sont avancés à 75 %.

Il reste principalement à :

- requalifier les espaces publics existants du cœur du Technopôle (continuités des modes doux, mobilité, mobilier, signalétique, éclairage public, etc...),
- requalifier la rue Paul Langevin (avec création d'espaces dédiés aux modes de déplacement doux, reprise du réseau pluvial, sécurisation des abords de la crèche

associative, etc...),

- réaliser les derniers travaux de VRD pour finaliser la desserte interne de la ZAC (requalification du carrefour Max Planck/allée des Cytises et de l'allée des Maraîchers),
- étudier et réaliser les cheminements piétonniers en bordure des ruisseaux de la Grave et de la Fumade,
- poursuivre les travaux de parachèvement préalables aux remises d'ouvrages.

La construction d'un nouveau groupe scolaire de 16 classes (6 maternelles et 10 élémentaires) est également prévue avec une perspective de livraison pour la rentrée scolaire 2022. Une décision de la Ville de Marseille est attendue en 2019 pour définir les conditions dans lesquelles cet équipement sera réalisé. A cette fin, l'aménageur a gelé un foncier en accord avec les services de la Ville de Marseille.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018.

ACTIVITE DE LA CONCESSION SUR L'EXERCICE ECOULE (2018) :

- Acquisitions :

La SOLEAM a poursuivi sa démarche d'acquisitions, auprès de la Ville, du tronçon de la traverse Belin (désaffectée) en vue de son remembrement avec les fonciers mitoyens. La signature de l'acte authentique, initialement prévue en 2018 a du être reportée en 2019.

La démarche d'acquisition des 16 200 m² de terrains du Conseil Départemental 13 n'a pas pu aboutir en 2018, car ce dernier n'a pas encore statué.

- Commercialisation des droits à construire :

Sur l'année 2018, les sdp autorisées (signatures de compromis de vente et agréments du Concédant) représentent 5 450m² dont :

- 1 590 m² sdp d'activité :

*Société La Bastide Blanche – compromis de vente signé et agrément donné en 2018 pour une sdp de 240 m² d'activités médicales dans le volume de la bastide existante au n°25 rue Max Planck (parcelle quartier Château-Gombert section E-n°0179)

*Restaurant à cuisson solaire « le Présage » - compromis de vente signé et agrément donné en 2018 pour une sdp de 1 350 m² d'activité/commerce (

dont, en première tranche, un restaurant à énergie solaire avec jardin démonstratif) sur une parcelle de 2 700 m² localisée à l'angle des rues Enrico Fermi et Louis Néel

- 3 860 m² sdp de logement :

*SNI - compromis de vente signé et agrément donné en 2018 pour une sdp de 3 860 m² de logements collectifs sur les 8 000 m² de terrains « arrière SERETE » rue Augustin Fresnel

- Autres commercialisations :

*Cession gratuite à l'Etat des 4 Ha de terrains « Becquerel » pour extension du campus de l'Ecole Centrale Marseille : l'acte authentique a été signé en 2018.

*Cession au CD13 des emprises nécessaires à la sécurisation du parvis du collège André Malraux : la signature du compromis de vente et sa réitération par acte authentique sont intervenues fin 2018

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

En 2018 la SOLEAM n'a pas réalisé de travaux d'aménagement d'équipements publics

- Permis de Construire : (annexe ci-jointe)

ACTIVITE DE LA CONCESSION PREVUE SUR LES 3 PROCHAINES ANNEES :

- Maîtrise foncière :

En 2019 est prévue la finalisation de l'acquisition auprès de la Ville de Marseille (approbation du protocole foncier et signature de l'acte authentique) du tronçon désaffecté de l'ancienne traverse Belin.

En 2020 est prévue l'acquisition auprès du Conseil Départemental 13 de 16 200 m² de foncier constitués de la parcelle 213879 K0010 (nécessaire au remembrement de terrains SOLEAM mitoyens, rue Néel) et de plusieurs parcelles en friche localisées dans le Technopôle.

- Prévision de commercialisation des terrains :

- Fives Pillard : en 2019 est prévue la signature d'un compromis de vente pour la cession d'un foncier d'environ 13 000 m² pour un programme d'activité d'environ 4 300 m² SDP (surfaces et programme à préciser en 2019 par Fives Pillard). La signature de l'acte authentique est prévue en 2021. L'aménagement de ces terrains, englobant le versant Ouest de la colline boisée occupée par le parc "champêtre" du Technopôle, devra respecter l'unité paysagère et la valeur patrimoniale de la colline ainsi

que les usages qui y sont liés.

- Viaxoft : en 2019 est prévue la signature d'un compromis de vente portant sur environ 2 700 m² de foncier à détacher de la parcelle D 0247 (secteur « Baronne » - terrain « ex EFS »), pour une SDP autorisée d'environ 1 300 m² de bureaux

- Restaurant à cuisson solaire « le Présage » : la signature de l'acte authentique est prévue en 2020

- Les terrasses du Midi (projet extension) : un terrain de 2 100 m² (constitué des parcelles 879 K 0088 et 0089 - lot 5 – rue Max Planck) mitoyen du restaurant « les terrasses du midi » est gelé depuis plusieurs années dans la perspective d'une requalification du restaurant avec création de places de stationnement privatives. La signature d'un compromis de vente est prévue en 2019, Si ce projet n'aboutit pas, ce foncier sera remis sur le marché après remembrement éventuel avec la parcelle 879 K 0086 - lot 4 mitoyenne.

- Provepharm (projet extension) : cette société, déjà présente sur le secteur de « la Baronne » avait demandé que les parcelles mitoyennes D 0247 et 0302 (ex EFS) lui soit réservées pour permettre un projet de développement portant sur la construction d'environ 3 000 m² SDP d'activités supplémentaires. La signature d'un compromis de vente est prévue en 2020 pour la cession de ce foncier après détachement des emprises affectées à Viaxoft (environ 2 700 m²) et de celles impactées par l'emplacement réservé pour la voie LINEA.

- Sociétés KASSIOPE et Bastide Aluminium : un compromis de vente doit être signé en 2019 avec ces deux sociétés pour la vente des 1 708 m² de foncier de la parcelle H159 p1 pour des sdp de respectivement 500 m² (400 m² d'entrepôts et 100 m² de bureaux) et 250 m² (150 m² d'entrepôt et 100 m² de bureaux)

- RTM : la signature d'un compromis de vente avec la RTM portant sur la cession du solde de la parcelle E0161, rue Paul Langevin, est prévue en 2019 sous réserve d'un accord avec Mr Ercolano sur une régularisation foncière des 1 400 m² de terrain faisant partie de cette parcelle qu'il occupe sans droit ni titre.

- Ville de Marseille : la cession des emprises nécessaires à la construction d'un nouveau groupe scolaire - 180 rue Albert Einstein (environ 2800 m² - surface à confirmer) est prévue en 2020-2021.

- Etat : la cession des emprises du parvis du LMA (Laboratoire de Mécanique et d'Acoustique) constituant un délaissé d'aménagement de la place « Haute » est reportée en 2020.

- En 2019, Les 1 500 m² de foncier de l'îlot 6, sis n°26

Chemin des Amphoux feront l'objet d'un appel à projet pour la construction d'un programme de logements d'environ 542 m2 sdg

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

- Amélioration des espaces publics du Technopôle :

Face au constat de difficultés de déplacements en modes actifs au sein du Technopôle (interruptions des continuités résultant d'une approche insuffisante de la topographie du site) et de l'insuffisance de l'attractivité, de la lisibilité et de la sécurité des espaces publics, le service Innovation/Enseignement Supérieur/Recherche - Direction Compétitivité du Territoire – a piloté en 2017 une étude pré-opérationnelle (confiée à un groupement de maîtrise d'œuvre représenté par le paysagiste Gilles BRUSSET, mandataire).

Cette étude a permis d'établir un diagnostic des espaces publics partagé par les usagers du Technopôle et de définir les bases d'un programme d'interventions devant permettre de requalifier plusieurs points stratégiques ciblés en prenant en compte les contraintes topographiques, la nécessité de rétablir les continuités des modes de déplacement actifs (piétons et cycles), de diversifier les modes de déplacements (introduction de véhicules électriques) et de moderniser le mobilier urbain, la signalétique directionnelle et le dispositif d'éclairage public, dans le cadre d'une démarche innovante participant à la mise en valeur du Technopôle. Un poste spécifique « équipement innovant – requalification du Technopôle » a été introduit au CRAC au 31 décembre 2018 pour un montant prévisionnel de 1 440 000 euros TTC.

La Métropole a également demandé à la SOLEAM d'assurer la maîtrise d'ouvrage d'un projet de requalification de la rue Paul Langevin afin d'y créer des espaces sécurisés dédiés aux modes de déplacement actif (piétons et cycles), d'améliorer le réseau pluvial et de sécuriser les accès de la crèche associative « Sauvegarde 13 » ainsi que les carrefours avec les rues Max Planck et John Maynard Keynes. Ce nouveau projet sera construit sur la base de la démarche innovante engagée en 2018 pour la requalification des espaces publics du cœur du Technopôle.

Une consultation pour une mission d'AMO « innovation » a été lancée par la SOLEAM en 2018 afin de préciser le programme d'interventions à mettre en œuvre et d'en vérifier la faisabilité.

Une consultation pour désigner une AMO « BIM » (Building Information Modeling, processus intelligent basé sur un modèle 3D qui offre aux professionnels de l'architecture, de l'ingénierie et de la construction les informations et les outils nécessaires pour

planifier, concevoir, construire et gérer) a également été lancée par la SOLEAM en 2018.

Sur la base de ces études préalables et après validation des principes d'aménagement par les futurs services gestionnaires de la Ville et de la Métropole AMP, les études de maîtrise d'œuvre et les travaux de requalification des espaces publics du Technopôle et de la rue Paul Langevin seront réalisés de 2019 à 2022 :

- Cheminements piétonniers en bordure des ruisseaux de la Grave et de la Fumade : le démarrage des études de maîtrise d'œuvre a été reporté en 2020 dans l'attente d'un arbitrage sur la mise en œuvre de la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et de la Protection contre les Inondations) et sur la compétence relative aux modes de déplacements actifs en dehors des emprises des voies publiques. Les travaux sont programmés de 2020 à 2021.

- Réaménagement du carrefour au niveau du 14 rue Max Planck: les études ont été réalisées en 2017. Les travaux initialement prévus en 2018 sont reportés en 2019.

-Travaux de parachèvement préalables à la remise des ouvrages : les derniers travaux de parachèvement (autres que ceux programmés dans le cadre de l'opération d'amélioration des espaces publics du Technopôle) sont prévus en 2019 et 2020 pour un montant prévisionnel de 120 000 € TTC.

- Construction d'un groupe scolaire de 16 classes au niveau du n°180 rue A. Einstein : les études et travaux relatifs à cet équipement public seront inscrits au CRAC au 31 décembre 2019 sous réserve que la Ville de Marseille approuve son intégration dans le programme des équipements publics de la ZAC. Les études pourraient démarrer en 2020 dans la perspective d'une livraison pour la rentrée scolaire 2022.

Le Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 s'établit comme suit :

DEPENSES :

Les principaux postes retenus pour apprécier l'évolution des dépenses sont :

- le budget Foncier (acquisitions + études)

- le budget Travaux et Honoraires Techniques

- le budget Dépenses Annexes (Charges de Gestion + Taxes foncières et autres taxes + Assurances + Promotion et Animation du Technopôle)

- le budget Rémunérations (rémunération sur dépenses, sur recettes et sur Liquidation)

- le budget Frais Financiers

- La TVA reversée (ou résiduelle)

- les remboursements de Financement (remboursement Emprunts + remboursement Avances)

• Sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2018, les dépenses s'élèvent à 595 388 euros TTC, soit une baisse de 216 865 euros (-26,5 %) par rapport aux prévisions du bilan précédent.

Cet écart résulte principalement :

- d'une baisse de 126 972 euros du budget travaux s'expliquant essentiellement par un report en 2019 des dépenses de réaménagement du carrefour entre la rue Max Planck et la voie privée des Cytises (-240 005 euros) et la non utilisation du poste « imprévus » (-16 822 euros). Ces baisses sont partiellement compensées par une hausse du poste « raccordements programmes constructeurs » (+134 742 euros) due à la réalisation anticipée des travaux de raccordement aux réseaux des programmes d'activité Héliopolis 3 et Eurolinks.

- d'une baisse de 45 352 euros du budget Dépenses Annexes provenant essentiellement d'un niveau de charges de gestions nettement inférieur à ce qui avait été provisionné (-49 760 euros).

- d'une baisse de 43 700 euros du budget Rémunération provenant principalement de la diminution du poste « rémunération sur recettes » (-97 911 euros) en raison de reports de signatures de compromis de vente (activité) en 2019 et de la diminution du poste « rémunération sur dépenses » (-15 433 euros) proportionnel à la baisse constatée des dépenses. Ces diminutions sont partiellement compensées par une hausse du poste « rémunération sur recettes particulières » (+68 355 euros) consécutive à la signature anticipée, en 2018, de l'acte authentique relatif à la cession gratuite à l'Etat des emprises nécessaires à l'extension du campus de l'Ecole Centrale Marseille.

• Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 (en TTC):

Au 31 décembre 2018 le montant cumulé des dépenses, TVA résiduelle comprise, s'élève à 77 940 388 euros TTC, soit 83,5 % du montant des dépenses à terme figurant au bilan prévisionnel de la ZAC. Ce montant se répartit entre les budgets suivants:

- Foncier (incluant les études générales et particulières) : 20 655 648 euros TTC, soit 89,5 % du budget foncier à terme, les 10,5 % restants correspondant essentiellement à l'achat des 16 200 m² de foncier du Conseil Départemental 13 et aux études restant à réaliser.

- Travaux (postes Travaux + Aménagements de sols + Honoraires Techniques) : 32 445 446 euros TTC, soit 73,5 % du budget travaux à terme. Il reste principalement à réaliser les travaux d'amélioration des espaces publics du cœur du Technopôle, la requalification de la rue Paul Langevin, l'aménagement des cheminements piétonniers en bordure des ruisseaux de la Grave et de la Fumade, les interventions de parachèvement des ouvrages de VRD devant être définitivement remis aux collectivités et la viabilisation des derniers terrains à commercialiser.

- Dépenses Annexes (Charges de gestion + Impôts fonciers + Assurances + Dépenses non rémunérables + Promotion et Animation du Technopole + TVA non récupérable) : 8 476 825 euros TTC, soit 95 % du budget dépenses annexes à terme.

- Rémunération du concessionnaire (Forfaitaire, sur Dépenses, sur Recettes, sur Participations constructeurs et sur Liquidations): 6 545 255 euros, soit 82 % du budget dépenses de rémunération à terme.

- Frais financiers à court et long terme : 5 915 519 euros, soit 100 % du budget Frais Financiers à terme, l'intégralité des emprunts étant à ce jour remboursée.

- TVA résiduelle : 3 901 695 euros, soit 111 % de la TVA reversée à terme

• Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des dépenses, TVA résiduelle comprise, s'élève à 93 536 976 euros TTC. Il se répartit entre budget "Foncier" (24,5%), budget "Travaux" (47%), budget "Dépenses Annexes" (9,5 %), les "Rémunérations" du concessionnaire (8,5%), les "Frais Financiers" (6,5%) et la « TVA résiduelle » (4 %).

Ce montant prévisionnel de dépenses augmente de 6 316 755 euros TTC (+7%) par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2017 (87 220 221 euros). Cette hausse des dépenses résulte essentiellement :

- d'une forte hausse du budget «Travaux» (+5 306 243 euros) s'expliquant principalement par l'introduction des nouveaux postes « reprise de la rue Paul Langevin » (+3 700 000 euros) et « équipement innovant - requalification du Technopôle » (+1 440 000 euros TTC) correspondant aux équipements

innovants à mettre en œuvre dans le cadre des travaux de requalification des espaces publics du cœur du Technopôle, ainsi que par l'augmentation corollaire des honoraires techniques (+414 377 euros TTC).

- d'une hausse du budget « Foncier » (+1 489 294 euros) consécutive à une réévaluation du prix d'achat des 16 200 m2 de terrains du Conseil départemental 13 (+1 167 600 euros), à l'augmentation consécutive du poste « frais d'acquisition Notaire et avocat » (+278 197 euros) et à l'augmentation du poste « études générales et particulières » (+38 496 euros) prenant notamment en compte le nouveau marché d'urbaniste conseil passé avec Conseil Urbain .

- d'une hausse du budget « Rémunération » (+339 824 euros) qui découle essentiellement de l'augmentation du poste Rémunération sur Dépenses (+299 332 euros) en lien avec la forte augmentation du budget travaux. Par ailleurs, Il est à noter l'introduction d'un poste de rémunération forfaitaire pour la mise au point et le suivi de la convention avec la RTM relative à l'occupation temporaire des emprises du parking-relai provisoire de la rue Louis Néel (+10 000 euros) .

- d'une hausse modérée du budget « Dépenses Annexes » (+11 626 euros) résultant essentiellement d'une augmentation du poste impôts fonciers consécutif au report de plusieurs cessions.

. Ces hausses de budgets sont partiellement compensées par une baisse de la TVA reversée (-830 232 euros).

RECETTES :

• Sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2018 les recettes totales, y compris les participations du concédant à l'équilibre du bilan, s'élèvent à 1 341 421 euros, en baisse de 238 370 euros (-15 %) par rapport aux prévisions .Cet écart s'explique principalement par :

- une diminution de 201 448 euros des recettes de cessions résultant principalement des reports de signatures des compromis de vente avec notamment Fives Pillard (-66 036 euros) et Provepharm (-46 560 euros), des reports de signatures des actes authentiques avec notamment Provepharm (-10 808 euros),Eurolinks (-630 190 euros), le CNRS pour régularisation foncière du parvis du Laboratoire d'Acoustique et de Mécanique (-21 960 euros) et la SCI Bastide Blanche (-329 500 euros). Par ailleurs, la cession de la parcelle H197 - rue Charpak (-307 200 euros) n' a pu intervenir faute de prospect et le compromis de vente signé avec Mr Bourely pour la cession de la parcelle H210 – rue Charpak - n'a pas été réitéré (-22 834 euros). Les baisses de ces postes

sont partiellement compensées par la cession anticipée à la SOGIMA du foncier Allée des Maraîchers destiné à la construction de 40 logements collectifs (+1 131 731 euros). L'acompte versé par ADIM pour l'acquisition des terrains « Arrière SERETE » a été conservé, les conditions de la promesse n'ayant pas été respectées du fait de l'acquéreur (+134 755 euros).

- une diminution de 42 102 euros des recettes de Participations Constructeurs résultant principalement du non-paiement en 2018 de la participation due par M&D PRO pour la construction de locaux d'activité - procédure judiciaire en cours - (-41 917 euros) et par Mr Canicatti – permis de construire non mis en œuvre – (-17 574 euros), ces baisses étant partiellement compensées par le versement non prévue de participations constructeurs par Mrs Giacalone et Guendouzi pour la construction de 2 maisons individuelles sur le secteur Miège (+18 408 euros).

• Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 (en TTC) :

Au 31 décembre 2018 le montant cumulé des recettes, y compris les participations (en numéraire et en apport foncier) du concédant à l'équilibre du bilan, s'élève à 70 489 195 euros TTC, soit 75,5 % des recettes figurant au bilan prévisionnel de la ZAC .Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- Cessions secteurs Logement: 31 442 943 euros, soit 95 % du budget cessions logement à terme,

- Cessions secteurs Activité: 16 979 428 euros, soit 71 % du budget cessions Activité à terme,

- Cessions secteurs Centre Urbain: 14 746 009 euros, soit 92,5 % du budget cessions Centre Urbain à terme.

- Participations constructeurs: 3 411 292 euros, soit 92,5 % du budget participations constructeurs à terme,

- Divers (produits de gestion locative + produits divers + produits financiers): 1 210 145 euros, soit 87,5 % du budget Divers à terme,

- Subventions : 1 325 377 euros, soit 46 % du poste à terme,

- Participations du Concédant à l'équilibre de l'opération : 1 374 000 euros versés par la Ville sous forme d'apport foncier, soit 10,5 % du budget Participations à terme qui représente 12 839 008 euros dont 1 374 000 euros en apport foncier par la Ville et 11 465 008 euros en numéraire par la Métropole.

• Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 93 536 975 euros. Il se répartit entre cessions de charges foncières (78%), participations du Concédant à l'équilibre du bilan de l'opération (13,5%) participations constructeurs (4%), subventions (3%) et produits divers dont produits de gestion locative et produits financiers (1,5 %).

Il est à noter que, depuis l'approbation du CRAC au 31 décembre 2016, le poste Cessions d'Activités prévoit la cession à la Métropole d'environ 42 000 m² de terrains compris dans les emprises de la future voie LINEA, pour un montant estimé de 1 235 160 euros TTC (soit 25 euros TTC / m² de terrain), anticipant ainsi l'hypothèse d'une maîtrise d'ouvrage métropolitaine de cette voie.

Le montant prévisionnel total des recettes augmente de 6 316 755 euros (soit +7 %), par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2017 (87 220 220 euros). Cette augmentation s'explique principalement par :

- une hausse de la participation en numéraire du Concédant à l'équilibre du bilan de 4 223 927 euros (+58,5%) permettant de compenser les augmentations des budgets « Travaux / honoraires Techniques » et « Foncier » telles que précédemment développées dans le chapitre Dépenses.
- l'introduction d'une subvention « CRET » de 1 500 000 euros sollicitée auprès de la Région pour participer au financement du volet innovation et reproductibilité de l'opération de requalification des espaces extérieurs du cœur du Technopôle.

PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS :

Il est prévu de laisser aux propriétaires en place, qui n'auraient pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière.

Les constructeurs concernés, non redevables de la part métropolitaine de la taxe d'aménagement, participent au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention de participation passée avec le Concédant et ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L311.4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge une part du coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

A l'origine de cette décision, ces participations étaient recouvrées par la Ville de Marseille pour les reverser ensuite à l'Aménageur qui assure les dépenses d'équipement. Une convention cadre n°08/554 entre la Ville et l'Aménageur, du 16 mai 2008, a permis à

l'Aménageur de percevoir directement ces participations.

Le montant total prévisionnel des participations constructeurs s'élève à 3 686 973 euros.

Au 31 décembre 2018 l'Aménageur a encaissé 3 411 292 euros, soit 92,5 % des participations constructeurs prévues au bilan de la ZAC. Une partie du montant des participations constructeurs encore dues au 31/12/2017 a fait l'objet d'une provision pour abandon de créances qui a été intégrée dans le budget « Dépenses annexes » sous le poste Dépenses non Rémunérables.

Il est rappelé que le programme de logements sociaux pour étudiants et les équipements sportifs et lieux de vie pour étudiants projetés dans le cadre de la mise en œuvre du campus de l'Ecole Centrale Marseille, sur les 40 000 m² environ de foncier que la SOLEAM a cédé gratuitement à l'Etat en 2018, sont exonérés du paiement des participations constructeurs aux équipements publics.

PARTICIPATION DE LA METROPOLE A L'EQUILIBRE DE L'OPERATION :

La participation d'équilibre correspondant à l'écart entre dépenses et recettes à terme représente 12 839 008 euros, en augmentation de 4 223 927 euros (+49 %) par rapport au CRAC au 31 décembre 2017 et décomposée comme suit :

- la participation en numéraire de la Métropole qui s'élève à 11 465 008 euros et augmente ainsi de 4 223 927 euros. Elle doit être versée en totalité en 2022,
- la participation en apport foncier de la Ville qui s'élève à 1 374 000 euros. La Ville a apporté gratuitement à la SOLEAM le foncier dont elle était propriétaire sur la ZAC. Cette participation, inchangée, a été versée dans son intégralité.

SUBVENTIONS :

L'opération doit bénéficier de 2 825 377 euros de subventions dont 1 325 378 euros ont déjà été versés par le FEDER.

Par délibération du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé le CRET (Contrat Régional d'Equilibre Territorial) 2018 - 2020 passé avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le CRET a retenu l'opération de requalification du cœur du Technopôle pour un montant de subvention de 1 500 000 euros sur la base d'un montant prévisionnel de dépenses de 4 200 000 euros HT. Cette subvention a été intégrée en 2018 au bilan de la ZAC.

Une nouvelle demande de subvention au titre du CRET sera déposée en 2019 pour participer au financement du volet innovation et reproductibilité de l'opération de requalification de la rue Paul Langevin.

AVANCE :

Une avance de trésorerie de 21 602 026 euros a été versée à l'Aménageur aux débuts de la concession sur la base d'un déficit prévisionnel qui ressortait alors du bilan d'aménagement. Il est prévu que l'Aménageur rembourse cette avance au Concédant, les versements se faisant quand la trésorerie de l'opération le permet.

Sur l'exercice 2018, la SOLEAM a effectué un remboursement de 1 000 000 euros à la Métropole, conformément au CRAC au 31 décembre 2017.

Au 31 décembre 2018 le montant cumulé des remboursements de l'avance à la Ville, précédant concédant, puis à la Métropole s'élève à 13 708 000 euros. Le solde de l'avance restant à rembourser à la Métropole s'élève donc à 7 894 026 euros.

La SOLEAM propose de modifier l'échéancier de remboursement de l'avance à la Métropole approuvé avec le CRAC établi au 31 décembre 2017 par délibération du Conseil de la Métropole AMP du 28 juin 2018, comme suit :

- 7 894 026 euros en 2022

Ce nouvel échéancier pourra être ajusté selon l'évolution de la trésorerie de l'opération.

SOLDE DE TRESORERIE :

Au 31 décembre 2018 le solde cumulé de trésorerie est positif et s'élève à 442 833 euros. Ce niveau de trésorerie est assez proche de celui prévu au CRAC au 31 décembre 2017 (563 229 euros).

Le solde de trésorerie cumulée prévisionnel restera positif en 2019.

EMPRUNTS:

L'aménageur a remboursé l'ensemble des emprunts à court et long terme.

Il n'est pas prévu de nouvel emprunt.

AVENANT A LA CONCESSION D'AMENAGEMENT :

L'avenant n°23 à la concession d'aménagement permettra d'acter l'augmentation de 4 223 927 euros de la participation en numéraire de la Métropole, le nouvel échéancier de remboursement à la Métropole

de l'avance versée par anticipation par la Ville de Marseille et l'introduction d'une nouvelle rémunération forfaitaire de 10 000 euros pour la mise.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté du Technopole de Château Gombert à Marseille 13ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 - participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 23 à la convention de concession » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté du Technopole de Château Gombert à Marseille 13ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 - participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 23 à la convention de concession » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté du Technopole de Château Gombert à Marseille 13ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 - participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 23 à la convention de concession satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 021-269/19/CT

■ Concession d'aménagement du Vallon de Malpassé à Marseille 13ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - approbation de l'avenant 9 à la convention de concession

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17301/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de

l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement du Vallon de Malpassé à Marseille 13ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - approbation de l'avenant 9 à la convention de concession » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La convention pluriannuelle de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine (PRU) du Vallon de Malpassé dans le 13ème arrondissement a été signée le 28 juin 2010 par l'ANRU, la Ville de Marseille, Marseille Provence Métropole et les partenaires locaux.

Ce projet de renouvellement urbain doit permettre la mutation d'un quartier déconnecté des pôles d'attractivité, comptant un vaste patrimoine foncier public ou parapublic non exploité, constituant presque exclusivement un secteur d'habitat social vétuste.

Par délibération n°12/1164/DEVD du 10 décembre 2012, la Ville de Marseille a confié l'aménagement du site des Cèdres à la SOLEAM par la concession d'aménagement n°13/00019 d'une durée de 4 ans qui a été prorogée à 3 reprises par avenants portant son échéance au 31 janvier 2023.

Par avenant n°5 à la convention de concession d'aménagement n°T1600908CO notifié à la Soléam le 7 juin 2016 à la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le PRU a pour objectif d'accompagner la mutation d'un quartier presque exclusivement constitué d'habitat social vétuste en accélérant la réhabilitation ou la rénovation du bâti, en apportant une offre diversifiée de logements et d'activités, en rénovant les espaces publics et privés et en créant des connexions vers les pôles d'attractivité de l'agglomération.

Dans ce cadre, la concession du Vallon de Malpassé

visé, sur une surface d'environ 3 hectares, à reconstruire des logements neufs dans toute une gamme résidentielle et à réaliser des aménagements publics.

L'objet du présent rapport est de présenter au Conseil de la Métropole le compte rendu annuel de cette concession à la collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2018.

Le CRAC établi au 31 décembre 2018

L'année 2018 est la sixième année de la concession d'aménagement.

Depuis 2013 ont été précisées les études urbaines d'aménagement, et engagées les études techniques et foncières. Les premières opérations ont été lancées, ce qui a permis en particulier de livrer à la Collectivité les jardins partagés des Lauriers, le square et la descente des collèges.

L'activité de la SOLEAM sur l'exercice 2018 et pour les années suivantes porte principalement sur :

- les acquisitions foncières et la commercialisation des lots à bâtir :

La cession du lot 3 destiné à une crèche a dû être abandonnée du fait du retrait de l'opérateur Alterna qui portait ce projet. Un nouvel opérateur ou une nouvelle destination doivent être trouvés pour ce lot.

L'acquisition à HMP et la cession du lot 2 à l'AFL doit intervenir en 2019, il s'agit d'une vente à l'euro symbolique conformément à la convention ANRU.

La négociation en vue de la pré-commercialisation des lots 4 et 6 a été plus longue qu'envisagée, elle est désormais prévue pour 2019. Cette vente sera réalisée à un coût inférieur au prévisionnel. Une renégociation avec HMP est engagée pour diminuer le prix d'achat du terrain.

La commercialisation du lot 10 sera engagée après l'acquisition des murs et fonds du centre commercial, un dossier de déclaration d'utilité publique a été établi pour permettre l'expropriation, il sera déposé au 2ème trimestre 2019.

La commercialisation du lot 22 est conditionnée par la libération par HMP des terrains du groupe des « Cèdres sud ». Cette libération a été repoussée à 2019 par le bailleur. Cette opération fera l'objet d'un appel à projet.

- les études et les travaux

Des études de sol ont été réalisées en vue de la cession du lot 2 à l'association foncière logement pour

un programme mixte d'habitations et de commerces. La cession à l'euro symbolique, conformément à la règle ANRU, est prévue pour 2019.

Les études préliminaires à la réalisation de l'ouvrage complexe de la « descente des Cèdres » ont été poursuivies, et un appel d'offre devrait être lancé en 2019 pour les travaux.

Une faisabilité a été réalisée pour la mission de parachèvement de l'esplanade des Cèdres, dont la réalisation est dépendante de l'achèvement des travaux du lot 4/6 par le promoteur. La surface de ce lot a dû être réduite pour permettre la reconstruction de l'école Bouge et l'élargissement de la rue Marathon.

Début 2018, une maîtrise d'œuvre a été désignée en vue de la réalisation de la traverse des Cypres et du square des Cèdres, en vue d'une consultation d'entreprise en 2019.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2018

Le bilan financier de référence est le bilan établi au 31 décembre 2017 approuvé au Conseil Métropolitain du 13 décembre 2018.

Les dépenses :

Sur l'exercice écoulé, les dépenses réalisées s'élèvent à 823 523 euros TTC au regard des 1 887 062 euros prévus, et se décomposent-en :

- 65 301 euros TTC d'acquisitions foncières, 52 355 euros TTC d'honoraires techniques, 37 517 euros TTC d'études, 557 140 euros TTC de travaux VRD et 27 454 euros TTC de dépenses annexes.

Ces postes sont globalement en diminution par rapport au budget prévisionnel principalement en raison du décalage en 2019 de paiements prévus en 2018 et de postes provisionnés non consommés.

- 83 756 euros TTC de rémunération forfaitaire sur dépenses, en concordance avec le budget prévisionnel.

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2018,

Les dépenses réalisées, hors TVA reversée, s'élèvent à 3 334 242 euros TTC (23,6 % du montant total des dépenses prévisionnelles) dont :

- 116 624 euros TTC pour les études soit 98,1 % du budget total prévisionnel des études,

- 1 155 300 euros TTC pour le foncier soit 27,8 % du

budget total prévisionnel du foncier,

- 1 381 476 euros TTC pour les travaux et honoraires techniques, soit 20,5 % du budget total de ces postes,

- 96 478 euros TTC pour les dépenses annexes soit 37 % du budget total prévisionnel des dépenses annexes,

- 909 euros de frais financiers soit 100 % du budget prévisionnel en frais financier,

- 583 455 euros de rémunération soit 54,2% du montant total du budget global de ce poste.

Au terme de la concession, les dépenses totales de l'opération d'aménagement s'élèveront, à 14 104 450 euros TTC en augmentation de 38 265 euros par rapport au bilan arrêté au 31 décembre 2017.

Ce montant global des dépenses prévisionnelles se décompose ainsi :

- 185 850 euros TTC pour le budget études (1,32 % des dépenses totales) qui est en augmentation de 8 452 euros par rapport au CRAC précédent du fait des besoins supplémentaires en études géotechniques,

- 4 975 961 euros TTC pour le foncier (34,5 % des dépenses totales), en diminution de 16 864 euros du fait de la réduction de l'emprise du lot 4 au bénéfice de l'élargissement de la voie publique mitoyenne,

- 7 610 379 euros TTC de travaux d'aménagement (démolitions, VRD, dépollution) et d'honoraires techniques (53% des dépenses totales) ; ce montant est en augmentation de 108 810 euros par rapport aux prévisions du CRAC précédent pour répondre notamment à une redéfinition des ouvrages de la descente des Cèdres, du fait de l'abandon du projet de crèche mitoyen qui devait la conforter, et de la nécessité de prendre en compte la création d'une voie publique à l'intérieur du lot 10,

- 255 358 euros pour les dépenses annexes et les frais de commercialisation (1,81 % des dépenses totales), en augmentation de 24 677 euros, du fait principalement de l'accroissement des taxes foncières relatives au portage foncier,

- 909 euros TTC de frais financiers,

- 1 075 993 euros TTC de rémunérations (7,62 % des dépenses totales), marquée par la diminution des rémunérations sur recettes : non cession du lot 3 et reports de la commercialisation des lots 2, 4 et 6.

Les recettes

Sur l'exercice écoulé, les recettes perçues en 2018

s'élèvent à 1 389 188 euros TTC, au regard des 1 896 149 euros TTC attendus.

Elles sont en diminution de 506 961 euros TTC par rapport au prévisionnel en raison principalement du décalage à 2019 du règlement de la subvention de la Ville de Marseille au titre du PRU (482 417 euros) et de l'abandon de l'acquisition du projet d'acquisition du lot 3 par Alterna du fait du retrait du projet de crèche (13 000 euros).

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2018, les recettes s'élèvent à 4 056 907 euros TTC, soit 30 % des recettes globales, et correspondent :

- aux cessions constructeurs encaissées pour 209 880 euros TTC soit un taux d'avancement des cessions de 15,2 %,

- à la subvention de l'ANRU pour 600 160 euros, à la subvention Région pour 73 214 euros soit un taux d'avancement de 38,9 % des subventions attendues de l'ANRU et des collectivités partenaires,

- aux participations de la Ville de Marseille pour 210 331 euros d'apport foncier et de la Métropole pour 2 117 583 euros d'équilibre et 360 000 euros au titre de la convention ANRU, soit un taux d'avancement du versement des participations de 36 %,

- à des produits financiers et divers pour 3 312 euros.

Au terme de la concession, les recettes (hors participations du concédant) s'élèvent à un montant global de 5 402 281 euros, en baisse de 2 566 753 euros en regard du bilan approuvé l'an dernier. Ceci provient principalement des pertes de recettes attendues sur plusieurs projets immobiliers à commercialiser et de la baisse du montant attendu de la subvention ANRU du fait des retards des opérations. Elles comprennent principalement :

- les cessions de charges foncières à hauteur de 2 701 825 euros TTC, (en baisse de 1 493 760 euros)

- la participation financière des différents partenaires de la convention ANRU :

- la contribution financière de la Ville à la réalisation d'équipements publics d'un montant de 964 834 euros TTC qui a fait l'objet d'une convention de financement tripartite n°16/077 entre la Métropole, la Ville et la Soleam, signée le 23 novembre 2016. Cette participation devait être versée en deux règlements égaux de 482 417 euros TTC en 2017 et 2018, a été effectivement inscrite dans les comptes de la Soleam en 2018 pour le premier versement et le sera en 2019 pour le second.

- l'ANRU estimée à 1 000 160 euros TTC, (en baisse de 1 072 993 euros)

- la Région pour 732 139 euros TTC.

La participation de la Ville alors concédante

La Ville a contribué à l'équilibre du bilan par le biais d'un apport foncier en nature à la SOLEAM d'un montant de 210 332 euros.

La participation de la Métropole

• La Métropole versera à la Soleam une participation en numéraire à l'équilibre du bilan pour un montant prévisionnel de 7 543 160 euros, en augmentation de 2 341 037 euros par rapport au précédent CRAC. 2 117 583 euros TTC ont déjà été versés, les autres règlements seront versés selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- 2019 : 622 819 euros TTC

- 2020 : 1 000 000 euros TTC

- 2021 : 1 000 000 euros TTC

- 2022 : 1 729 765 euros TTC

- 2023 : 1 072 993 euros TTC

• La participation liée au conventionnement ANRU prévue dans la convention tripartite passée entre la Métropole/Ville/Soleam n°16/077 d'un montant de 392 147 euros TTC sera versée à l'opération en fonction de l'échéancier suivant :

- 360 000 euros TTC déjà versés en 2016

- 32 147 euros TTC en 2022

Avance

Le concessionnaire a bénéficié d'une avance de trésorerie de 400 000 euros TTC. Cette avance sera remboursée à la Métropole en 2023.

La TVA et la trésorerie

La TVA résiduelle de l'opération est estimée à 556 531 euros.

La trésorerie cumulée de l'opération est positive à hauteur de 1 161 613 euros fin 2018, en lien avec le différentiel des dépenses et recettes réalisées.

Avenant à la concession

L'avenant 9 à la concession d'aménagement du

Vallon de Malpassé T1600908CO soumis à votre approbation a pour objet d'acter :

- l'augmentation de la participation du concédant à l'équilibre de l'opération, ainsi que l'échéancier de versement des sommes dues par la Métropole à la SOLEAM au titre de cette participation et au titre du conventionnement avec l'ANRU,

- les modalités d'imputation de la rémunération sur dépenses, qui diminue de 549 821 euros à 544 644 euros, dont 261 454 euros déjà pris fin 2018, 43 262 euros à prendre en 2019, et 249 928 euros de 2020 à 2023. Cette rémunération sera prise mensuellement et recalculée chaque année en fonction de l'évolution des dépenses.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la concession d'aménagement du Vallon de Malpassé à Marseille 13ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - approbation

de l'avenant 9 à la convention de concession.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la concession d'aménagement du Vallon de Malpassé à Marseille 13ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - approbation de l'avenant 9 à la convention de concession.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession d'aménagement du Vallon de Malpassé à Marseille 13ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - approbation de l'avenant 9 à la convention de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 022-270/19/CT

■ **Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte Marthe à Marseille 13è et 14ème arrondissements passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 13 à la convention de concession - Approbation de l'avenant 1 à la convention financière tripartite Ville/Soleam/Métropole**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 19/17308/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte Marthe à Marseille 13è et 14ème arrondissements passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 13 à la convention de concession - Approbation de l'avenant 1 à la convention financière tripartite Ville/Soleam/Métropole » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°04/1150/TUGE du 13 décembre 2004, la Ville de Marseille a approuvé la création de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe dans les 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements.

Par délibération n°06/1064/TUGE du 13 novembre 2006, la Ville de Marseille a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe.

Par délibération n°06/0893/TUGE du 2 octobre 2006, le Conseil Municipal a approuvé la concession d'aménagement liant la Ville de Marseille et Marseille Aménagement pour une durée de dix ans. L'avenant 7 à la concession d'aménagement 06/1306 « les hauts de sainte Marthe » notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013. L'avenant n°8 du 7 novembre 2014 a autorisé l'aménageur à réaliser les travaux de réfection des façades et de mise hors d'eau et hors d'air de la bastide Montgolfier et a modifié l'échéancier de versement de la participation de la Ville à l'équilibre du bilan.

L'arrêté déclarant d'utilité publique au bénéfice de Marseille Aménagement les travaux nécessaires à la réalisation de la zone d'aménagement concertée et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme a été délivré le 28 mars 2013. Cet arrêté a été modifié le 1^{er} juillet 2014 pour transférer le bénéfice de la DUP de Marseille Aménagement à la SPL SOLEAM.

Par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, puis, suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21 décembre 2015 n° FCT 030-1585/15/CC approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 décembre 2015. Par conséquent, un avenant n°10 à la concession d'aménagement 06/1306 « les hauts de sainte Marthe » en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix Marseille Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Selon le programme global de construction du dossier de réalisation approuvé en 2006, le quartier devait accueillir 325 700 m² de constructions dont :

- 283 000 m² de surface de plancher (SDP) pour des opérations de logements,
- 23 700 m² de programmes tertiaires et de commerces,
- 19 000 m² d'équipements et services publics.
- 224 000 m² d'espaces verts publics qui seront créés pour accompagner les centralités.

L'opération est située sur un site remarquable aux qualités environnementales et patrimoniales indéniables. Le secteur des hauts de sainte Marthe accueille un patrimoine bâti et paysager protégé au titre du PLU ainsi que des servitudes de monuments historiques qui illustrent l'histoire de la campagne marseillaise et de ses bastides. Les domaines de la

Roserie, Tour Sainte et Montgolfier sont les témoins intacts de cette histoire et font l'objet d'une attention particulière de la Direction Régionale des Monuments Historiques (DRAC-MH) et de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF).

Les délibérations du conseil municipal des 17 juin 2013, 10 octobre 2014, 29 juin 2015, 15 décembre 2016 et 21 septembre 2017 approuvant respectivement les CRAC aux 31 décembre 2012 à 2016 actaient qu'une nouvelle stratégie d'aménagement devait être mise en œuvre sur les secteurs nord des Hauts de sainte Marthe dans l'objectif de mieux adapter le projet aux attentes citoyennes et aux qualités de ce territoire (paysagères et patrimoniales, agricole et hydrologique).

Pour mener à bien ces réflexions, il était apparu nécessaire de proroger la ZAC de cinq ans, jusqu'en 2025, par avenant n°9 à la convention de concession d'aménagement 06/1306.

La Collectivité a compilé les diverses analyses et diagnostics du patrimoine architectural, environnemental, écologique et agricole, dressant un état des lieux et évaluant les enjeux que présente le territoire restant à aménager. Il est entendu que les secteurs Nord de la ZAC, les Bessons et Santa Cruz, nécessitent une approche spécifique en lien avec le secteur hors ZAC de Besson Giraudy du fait du caractère agricole encore prégnant et de l'enjeu écologique dû à l'étendue de la zone et à la proximité immédiate du massif de l'étoile.

Il a été décidé de matérialiser les intentions de la collectivité dans les documents d'urbanisme métropolitain.

Ainsi le PADD du PLUi débattu en décembre 2016 repère ces secteurs afin d'y protéger les usages agricoles actuels et le potentiel valorisable : « préservation des espaces à potentiels agronomiques élevé », dont Sainte Marthe et Besson Giraudy. Il s'appuie sur le diagnostic agricole réalisé en 2016 dans le cadre de l'élaboration du PLUi qui identifiait sur ces secteurs un potentiel agricole de 40 ha soit le quart du potentiel de Marseille.

Le PADD vise également à conforter la trame verte et bleue et restaurer les espaces qui présentent une valeur paysagère et écologique (biodiversité notoire), notamment les corridors de liaison avec les grands massifs, dont sainte Marthe et Besson Giraudy.

Dans l'attente d'une définition précise d'un projet agricole et naturel sur ces secteurs, il a été décidé lors de l'arrêt du PLUi préalable à l'enquête publique de positionner un zonage AU fermé permettant d'annoncer clairement une volonté d'apaisement de l'urbanisation. En effet ce zonage ne permet pas la délivrance de permis de construire et requiert une modification pour autoriser les constructions, d'autant qu'il est assorti d'une trame verte et bleue nécessitant la réalisation d'études environnementales et d'une

OAP de composition urbaine.

Par la suite, le PLUi devra évoluer vers un classement de ce secteur en zonages naturels et agricole permettant de sécuriser le développement de l'agriculture et de protéger l'environnement fragile.

Conformément à l'état des lieux, aux délibérations approuvant les CRAC des années précédentes et au document d'urbanisme arrêté, l'aménagement de la ZAC des hauts de Sainte Marthe ne se fera pas tel que prévu au dossier de réalisation.

En attente d'une visibilité sur le parti d'aménagement à conférer aux secteurs nord, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 approuvé, a présenté un bilan prévisionnel avec le détail et l'échéancier des dépenses et recettes à réaliser sur la centralité Mirabilis et les secteurs pâquerettes et Dolet-Bessons dont le projet d'aménagement est maintenu conformément au dossier de réalisation de la ZAC.

L'ensemble des autres dépenses et recettes restant à réaliser, relatives aux secteurs nord (Santa Cruz et Besson, initialement centralités 2 et 3 de la ZAC) dont le devenir est à l'étude ont été maintenues sur la base des hypothèses d'aménagement du dossier de réalisation approuvé. Elles ont été regroupées sans détail dans un nouveau poste intitulé « restant à programmer ». Ces montants ont vocation à évoluer selon le nouveau projet qui sera arrêté.

Compte tenu du parti pris ci-dessus, l'analyse de l'avancement de l'opération est principalement effectuée sur la Centralité Mirabilis, les secteurs Dolet Bessons et pâquerettes dont les hypothèses d'aménagement sont maintenues en cohérence avec le dossier de réalisation de la ZAC.

Avancement de l'opération au 31 décembre 2018 :

- Maîtrise foncière

La SOLEAM a acquis 325 860 m² correspondant à 67 propriétés sur un total d'environ 350 000 m².

- Urbanisation

L'aménageur a commercialisé le foncier supportant 15 303 m² de surface de plancher dont 13 539 m² de logement (hors équipement et tenant compte des nouvelles orientations), correspondant aux îlots 25H1, 25H2, 25G et au foyer de vie ARI. L'ensemble de ces commercialisations a été réalisé dans la Centralité Mirabilis.

La surface de plancher totale délivrée au titre du projet de ZAC totalise 110 288 m² dont 94 437 m² pour du logement. La majorité s'est développée sur des terrains privés, non maîtrisés par SOLEAM qui ont fait l'objet de conventions de participations avec

les constructeurs.

- Permis de construire

Au 31 décembre 2018, les permis délivrés ont autorisé la construction de 1 430 logements, (486 logements sociaux et 944 logements Libres) dont 1 115 sur la centralité Mirabilis.

Un permis de construire a été déposé le 28 décembre : îlot 27sud (BDP Marignan) pour 4 862 m² de SDP pour 76 logements libres.

953 logements sont déjà construits sur cette Centralité et 315 le long de l'avenue du Merlan.

- Les chantiers de constructions

Au 31 décembre 2018, 4 programmes ont été livrés (BDP Marignan : îlot 26B « Naturéa » et îlot 26C « Colline Harmonie », avenue Gabriel Audisio ; Logirem : îlot 25H1 « Domaine de la Tarasque » rue E. Dolet/ avenue Gabriel Audisio et enfin Art Promotion : îlot 25 H2 « Terre de Jade » avenue Gabriel Audisio).

Au 31 décembre 2018, il n'y a plus de chantiers de construction en cours.

- Travaux d'aménagement

Entre 2009 et 2016 ont été entrepris les travaux suivants : viabilisation des premiers îlots constructibles par la réalisation d'une partie de la voie U236, dénommée Gabriel Audisio ; le raccordement au chemin du bassin, baptisé avenue Madeleine de Valmalète; la desserte des logements de BDP Marignan; l'élargissement d'une partie du chemin du four de Buze, l'aménagement du vallon du Bois Chenu, un bassin de rétention pour un volume de 12 000m³ et l'installation d'un transformateur électrique destiné à alimenter les nouveaux programmes de logements construits.

Entre 2012 et 2015 le développement opérationnel de Mirabilis a connu un ralentissement afin de mener à bien de nouvelles études permettant de répondre aux préconisations de l'ABF. Le nouveau plan masse de la Centralité a donné lieu à une évolution du document d'urbanisme intégré par mise en compatibilité dans le cadre de la procédure de DUP.

Depuis 2016, les travaux ont repris (viabilisation foyer de vie ARI, place Mirabilis et parvis école « Sainte Marthe Audisio », viabilisation de l'îlot 25 sud (en cours), aménagement des quais de bus, requalification des voies du secteur « Pâquerettes » pour la desserte du lycée « Simone Veil », aménagement de la voie U240 en limite du Parc Montgolfier).

Le montant total des travaux entrepris cumulé au 31/12/2018 s'élève à 18 135 990 euros TTC.

- Rétrocession et prise en gestion

Au 31 décembre 2018, aucun aménagement n'a été rétrocédé. Une nouvelle procédure est en cours entre la Métropole, la Ville et la Soleam pour procéder aux rétrocessions des ouvrages réalisés.

En 2014, des démarches ont été faites auprès de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement qui ont abouti à la reprise en gestion des réseaux créés dans le cadre de la première phase de développement de la Centralité Mirabilis.

En 2015, les premiers espaces verts créés dans la Centralité Mirabilis ont été repris en gestion par la Ville de Marseille.

En 2017, la Direction de la Propreté urbaine a repris en gestion le nettoyage des voiries nouvelles Gabriel Audisio.

En 2018, les nouveaux aménagements réalisés sur l'Avenue des Pâquerettes requalifiée ont été repris en gestion à l'exception de l'éclairage (qui avait subi un désordre après l'exécution des travaux), dont la procédure est toujours en cours au 31 décembre 2018.

L'activité de la concession sur l'année écoulée

L'année 2018 a été marquée par l'arrivée du bus, la relance des permis de construire puis des commercialisations sur l'îlot 25 en accord avec l'ensemble des partenaires, le démarrage des travaux de la voie U240.

- Maîtrise foncière

Au cours de l'année 2018, 2 actes authentiques ont été signés (HMP H109, CHARBONNIER E62).

- Commercialisation de terrains

Signature de l'acte authentique avec le promoteur « QUARTUS Résidentiel » sur l'îlot 25G.

- Les permis de construire

Aucun permis n'a été délivré en 2018.

- Travaux

Les travaux d'aménagements urbains en cours au 31/12/2018 concernent :

☐ Secteur Mirabilis

- la viabilisation de l'îlot 25 Sud comprenant l'école et deux îlots en construction, la place mirabilis et le parvis de l'école, (en cours d'achèvement)

- la finalisation des abords de l'îlot 26C avenue Gabriel Audisio.(tranche 4)
- l'aménagement des quais du bus rue Gabriel Audisio
- la création de la voie nouvelle U240

☐ Secteur Pâquerettes :

- Le réaménagement du tronçon Troènes/Pèbre d'ail (en cours de réception)

☐ Bastide Montgolfier :

- Réhabilitation du clos, couvert, façades et menuiseries réceptionnée en 2018.

- Études, assistance et communication

Les principales activités sur l'année 2018 sont :

- la mobilisation importante de l'Urbaniste Conseil pour l'aboutissement du travail de composition urbaine du Secteur Dolet Besson et sa traduction dans le PLUi (OAP) et la finalisation du travail de recomposition urbaine du cœur de quartier Mirabilis.

- en matière de qualité environnementale, le suivi des opérations de constructions des îlots 26 B, 25 H2 et 26 C.

L'activité de la concession dans les prochaines années :

Comme indiqué dans le préambule du rapport et dans le point 3 du chapitre 2 du compte rendu annuel d'activité proposé par SOLEAM, le principal objectif sera de terminer la Centralité Mirabilis : finaliser le cœur de quartier Mirabilis, améliorer sa desserte, grâce aux travaux de la voie U240 dans le parc Montgolfier (qui se terminent en 2019) et de la voie U236 par le secteur Dolet Besson.

L'année 2019 va voir se terminer également les travaux d'infrastructures de l'avenue des Pâquerettes et les travaux relatifs à l'îlot 25 sud (place de l'école et reprise des trottoirs sur Audisio). L'étude portant sur l'hydraulique et l'hydrologie devrait également être lancée.

L'année 2020 sera essentiellement consacrée aux travaux de viabilisation de l'îlot 25 Nord de la Centralité Mirabilis et aux études préalables à la mise en œuvre de la voie U236 d'Audisio au chemin des Bessons dont les travaux débuteraient en 2021 afin de desservir le secteur Dolet-Bessons, notamment en transport en commun).

Les dépenses prévisionnelles des honoraires et

travaux sur le secteur mirabilis et pâquerettes s'élèvent 6,4M d'euros en 2019, 5,2M d'euros en 2020.

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 s'établit comme suit :

Dépense :

Sur l'exercice écoulé, les dépenses de la ZAC se sont élevées à 6 111 297 euros TTC, réparties comme suit :

- foncier : 477 826 € TTC
- études (hors honoraires techniques) : 213 086 euros TTC
- travaux (dont honoraires techniques) : 4 899 832 euros
- dépenses annexes : 169 811 euros TTC
- rémunération société : 307 797 euros TTC
- frais financiers : 42 945 euros TTC

Les dépenses prévisionnelles 2018 étaient estimées à 6 240 356 euros, en baisse de 129 059 euros principalement due à un décalage de prise de rémunération.

Sur la bastide Montgolfier, les dépenses se sont élevées à 957 590 euros TTC dont la majeure partie correspond aux travaux (870 564 euros TTC). L'écart de 76 459 euros avec le montant de dépenses prévisionnelles 2018 est dû à un décalage de facturation des travaux.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 :

L'analyse de l'avancement du réalisé au regard des dépenses à terme ne serait pas objective dans la mesure où les dépenses prévisionnelles sur les deux secteurs Nord devraient évoluer en même temps que la définition du projet.

*Au 31 décembre 2018, le montant cumulé des dépenses, hors Bastide Montgolfier, s'élève à 62 388 464 euros TTC pour l'opération de la ZAC.

Le montant total TTC cumulé au 31 décembre 2018 est réparti comme suit :

- dépenses foncières : 33 065 453 euros TTC
- dépenses études (hors honoraires techniques) : 2 367 592 euros TTC

- dépenses travaux (dont honoraires techniques) : 20 056 799 euros TTC

- le budget dépenses « divers » ou annexes est relatif aux charges de gestion, assurances, taxes sur salaires, communication, médiation et gestion urbaine de proximité. Il s'élève à 2 006 032 euros TTC

- le budget comprenant la rémunération de la société s'élève à 3 992 845 euros TTC

- frais financiers : 899 743 euros TTC

*Au 31 décembre 2018, le montant cumulé des dépenses s'élève à 1 028 357 euros TTC pour l'opération Bastide Montgolfier.

A terme,

Le montant prévisionnel des dépenses de la concession d'aménagement s'élève à 157 233 766 euros TTC (TVA résiduelle comprise). Ce montant correspond aux dépenses TTC du bilan consolidé incluant les dépenses de la bastide Montgolfier détaillées dans un bilan spécifique, et les dépenses relatives aux secteurs Nord maintenues en attente de la modification des dossiers de création et réalisation de la ZAC.

Le montant total TTC se répartit entre les postes suivants :

*Concernant les dépenses de la ZAC, hors Bastide Montgolfier, le montant prévisionnel des dépenses à terme s'élève à 156 101 604 euros TTC et se répartit comme suit :

- dépenses d'acquisitions : 36 369 006 euros, soit 23,29% du budget global,

- dépenses études : 4 023 239 euros, soit 2,5 % du budget global

- dépenses travaux (dont honoraires techniques) : 49 911 557 euros soit 31,9% du budget global,

- dépenses annexes (comportant le reste à réaliser sur les secteurs nord, estimé à 57Meuros) : 61 476 944 euros TTC soit 39,3% du budget global

- rémunération société : 6 501 914 euros TTC soit 4,2 % du budget global

- frais financiers : 1 168 199 euros TTC soit 0,7% du budget global.

- La TVA résiduelle qui s'élève à 3 349 254 euros.

Au budget prévisionnel au 31 décembre 2018, la TVA déductible étant supérieure à la TVA collectée, la TVA

vient en déduction des dépenses (il y a un remboursement de TVA au bénéfice de l'opération).

Concernant les travaux de la bastide Montgolfier, le montant prévisionnel des dépenses à terme s'élève à 1 143 704 euros TTC et se répartit comme suit :

- dépenses études : 19 854 euros TTC, soit 1,75 % des dépenses liées à la bastide,
- dépenses travaux (dont honoraires): 1 067 440 euros TTC soit 94,8% des dépenses liées à la bastide,
- dépenses diverses : 14 132 euros TTC (26 032 euros en 2017) soit 2,3% des dépenses,
- rémunération du concessionnaire : 42 278 euros TTC soit 3,7% des dépenses liées à la bastide

Concernant les dépenses consolidées du bilan:

- dépenses d'acquisitions : 36 369 006 euros, soit 23,13% du budget global,
- dépenses études : 4 043 093 euros, soit 2,5 % du budget global,
- dépenses travaux (dont honoraires techniques) : 50 978 997 euros soit 32,4% du budget global,
- dépenses divers (comportant le reste à réaliser sur les secteurs nord : 61 491 076 euros TTC soit 39,1% du budget global,
- rémunération société : 6 544 192 euros TTC soit 4,1 % du budget global,
- frais financiers : 1 168 199 euros TTC soit 0,7% du budget global,
- la TVA résiduelle s'élève à 3 360 795 euros.

Au budget prévisionnel au 31 décembre 2018, la TVA déductible étant supérieure à la TVA collectée, la TVA vient en déduction des dépenses (il y a un remboursement de TVA au bénéfice de l'opération).

Le montant prévisionnel consolidé des dépenses déduction faite de la TVA résiduelle, passe de 155 947 792 euros au rapport prévisionnel au 31 décembre 2017 à 157 233 766 euros TTC au 31 décembre 2018, soit une augmentation de 1 285 974 euros TTC.

Cette variation résulte essentiellement de :

- l'augmentation du poste acquisitions (+1,5M d'euros TTC), liée au projet urbain de l'ilot 23 recomposé dont les terrains seront acquis en

totalité par l'aménageur,

- la baisse des dépenses d'aléas de 0,25M d'euros TTC pour ajustement,
- la baisse des dépenses de 12 872 euros TTC sur la bastide Montgolfier.

Recettes

Sur l'exercice écoulé, les recettes se sont élevées à 4 872 334 euros TTC, réparties comme suit :

- Cessions : 1 662 866 euros TTC
- participation métropole à l'équilibre du bilan : 3 M d'euros TTC
- divers produits (gestion, financiers) : 209 468 euros TTC

Les recettes étaient estimées à 3 267 338 euros au bilan approuvé l'an dernier. Elles sont en augmentation de 1 604 996 euros, en raison de la signature anticipée de la cession d'un ilot.

Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2018

L'analyse de l'avancement du réalisé au regard des recettes à terme ne serait pas objective dans la mesure où les recettes prévisionnelles sur les secteurs Nord évolueront en même temps que la définition du projet.

Au 31 décembre 2018, le montant cumulé des recettes TTC du bilan ZAC hors participations des collectivités à l'équilibre du bilan et participations aux équipements primaires s'élève à 17 269 461 euros TTC.

- les recettes liées aux cessions de foncier s'élèvent à 5 789 314 euros TTC,
- la recette liée à la perception des participations constructeurs s'élève à 10 668 543 d'euros TTC,
- le reste des recettes (produits divers, etc) totalise des montants peu significatifs soit 317 604 euros TTC.

Au 31 décembre 2018, le montant cumulé des recettes TTC du bilan pour la Bastide Montgolfier (hors participations des collectivités à l'équilibre du bilan et participations aux équipements primaires) s'élève à 100 000 euros TTC correspondant au versement de la subvention de l'Etat aux travaux (DRAC/ culture).

La trésorerie de la ZAC à fin 2018 est négative de 1 462 592 euros. La trésorerie de la bastide

Montgolfier à fin 2018 est négative de 128 482 euros.

A terme,

Le montant prévisionnel des recettes de la concession d'aménagement, hors participations publiques à l'équilibre du bilan et financements des équipements primaires des collectivités, s'élève à 102 227 488 euros TTC.

Ce montant correspond aux recettes TTC du bilan consolidé incluant les recettes de la bastide Montgolfier détaillées dans un bilan spécifique et les recettes relatives au secteur Nord maintenues et regroupées sous la rubrique « Reste à programmer » en attente de la modification des dossiers de création et réalisation de la ZAC.

Il se décompose comme suit :

- recettes de cession de charges foncières (comportant le reste à réaliser sur les secteurs nord estimé à 73M euros) : 89 394 477 euros TTC, soit 56,8%, du budget total à terme.

- participations constructeurs : 12 367 092 euros TTC, soit 7,8 %

- recettes diverses : 465 919 euros TTC soit 2,9 % du budget total à terme.

Le montant des recettes hors participations publiques augmente de 765 730 euros par rapport au CRAC précédent, soit 0,5 %. Cette augmentation est générée par la diminution du poste de cessions de charges foncière (-543 746 euros TTC) et l'augmentation du poste participations constructeurs (+ 1,2M d'euros TTC) en raison du changement de programmation d'un ilot (23) et de la prise en compte du nouveau scénario projeté d'un secteur de la Centralité Mirabilis impactant les participations constructeurs.

Participations constructeurs

Les constructeurs réalisant une opération sur des terrains qu'ils n'ont pas acquis de l'aménageur ne sont pas redevables de la part communautaire de la taxe d'aménagement. Ils participent au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention de participation passée avec la Métropole ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L.311.4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge une part du coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

Une convention cadre n°08/554 entre la Ville de Marseille et l'Aménageur, en date du 16 mai 2008, permet à l'aménageur de percevoir directement ces

participations.

Le montant des participations constructeurs est calculé sur l'assiette des dépenses engagées par l'opération mises à la charge des constructeurs proportionnellement à la surface développée par leur projet.

Au 31 décembre 2018, la participation des constructeurs au coût des équipements publics est fixée à 212 euros/m² de surface de plancher. Elle était à 208 euros/m² au bilan du 31 décembre 2017.

A terme, les participations des constructeurs totaliseront 12 367 092 euros TTC (11 086 542 euros TTC en 2017) en hausse de 1,3M euros.

10 668 573 euros ont été perçus entre 2007 et 2018, le reste devrait être perçu entre 2020 et 2022.

Participations à l'équilibre du bilan :

La participation à l'équilibre du bilan s'élève à 45 804 755 euros soit une augmentation de 558 404 euros par rapport au dernier bilan approuvé.

Une part a déjà été versée à l'aménageur par la Ville de Marseille alors concédante, à hauteur de 15,5 millions d'euros.

La participation à verser par la Métropole désormais concédante s'élève à 30 304 755 euros dont 9 000 000 euros déjà versés.

L'augmentation de la participation est expliquée par la variation des budgets suivants dans les secteurs Mirabilis et Pâquerettes :

- l'augmentation du poste acquisitions (+1,5M d'euros TTC) liée au projet urbain de l'ilot 23 recomposé dont les terrains seront acquis en totalité par l'aménageur,
- la baisse des dépenses d'aléas de 0,25M d'euros TTC pour ajustement, partiellement compensée par la diminution du poste de cessions de charges foncière (-543 746 euros TTC),
- l'augmentation du poste participations constructeurs (+1,2M d'euros TTC) en raison du changement de programmation d'un ilot (23) et de la prise en compte du nouveau scénario projeté d'un secteur de la Centralité Mirabilis impactant les participations constructeurs

L'échéancier de versement de la participation par la Métropole est fixé comme suit :

Déjà versé au 31 décembre 2018 : 9 000 000 euros

2019 : 3 000 000 euros

2020 : 5 000 000 euros

2021 et suivantes : 13 304 755 euros.

Financement des équipements publics

A la participation d'équilibre s'ajoute le financement des équipements dont la capacité excède les besoins de l'opération et dont une part est prise en charge par la collectivité destinataire.

Cette participation publique aux équipements primaires s'élève à 8 169 362 euros TTC et se répartit ainsi :

- 3 653 222 euros TTC pour la ville de Marseille, hors Bastide Montgolfier.

- 4 083 586 euros TTC pour la Métropole. Ce montant est inchangé.

- 432 554 euros pour la Métropole au titre du financement de la requalification de la voirie des Pâquerettes pour la partie située hors ZAC. Ce montant a été ajusté.

L'échéancier de versement de la participation aux équipements primaires pour la Ville est réparti comme suit :

2019 : 267 713 euros dans le cas de travaux d'espaces verts

2021 : 3 385 508 euros

L'échéancier de versement de la participation aux équipements primaires pour la Métropole est réparti comme suit :

2020 : 432 554 au titre du financement de la requalification de la voirie des Pâquerettes et 500 000 euros en cas d'autres travaux

2022 : 3 583 585 euros

Ces participations constituent un effort conséquent de la Collectivité pour équiper et aménager ce secteur au bénéfice de l'ensemble des Marseillais.

Participation de la ville de Marseille à la mise hors d'eau et hors d'air de la bastide Montgolfier :

Cette participation s'élève à 1 032 162 euros TTC. Elle baisse de 12 872 euros par rapport à celle de l'année dernière en raison de l'ajustement des dépenses.

L'échéancier de versement de la participation de la Ville de Marseille pour la bastide Montgolfier s'établit comme suit :

2018 : 799 875 euros

2019 : 232 287 euros

La DRAC apporte une contribution par une subvention de 100 000 euros.

Un avenant n°1 à la convention financière tripartite n°2018-80159 « versement par la ville de Marseille à la ZAC de Ste Marthe d'une participation aux équipements publics en vue de la réalisation de travaux primaires », approuvée lors du conseil municipal du 5 décembre 2016, est proposé à l'approbation du bureau et également soumis au Conseil Municipal de Marseille du mois de juin 2019.

Solde de trésorerie :

Le solde de trésorerie de l'opération en 2018 est négatif : -1 591 074 euros.

Emprunts:

Pour financer l'opération, il est prévu des emprunts à hauteur de 13,5 millions d'euros, déjà contractés.

Avance de trésorerie

Une avance de trésorerie a été consentie par le concédant à hauteur de 17.5M euros.

L'échéancier du remboursement de cette avance par SOLEAM à la Métropole est le suivant :

3M d'euros en 2023,

9M d'euros en 2024

5,5M d'euros en 2025.

Il est inchangé par rapport au précédent CRAC approuvé.

Avenant n°13 à la convention de concession d'aménagement

Le présent avenant proposé à l'approbation du bureau a pour objets :

- de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation à l'équilibre du bilan,

- de modifier l'échéancier de versement de la participation au coût des équipements primaires relevant de la compétence de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte Marthe à Marseille 13^è et 14^{ème} arrondissements passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 13 à la convention de concession - Approbation de l'avenant 1 à la convention financière tripartite Ville/Soleam/Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à Concession d'aménagement de la Zone

d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte Marthe à Marseille 13^è et 14^{ème} arrondissements passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 13 à la convention de concession - Approbation de l'avenant 1 à la convention financière tripartite Ville/Soleam/Métropole ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte Marthe à Marseille 13^è et 14^{ème} arrondissements passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 13 à la convention de concession - Approbation de l'avenant 1 à la convention financière tripartite Ville/Soleam/Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 023-271/19/CT

■ **Concession d'aménagement Mardirossian-Madrague-Plan à Marseille 15^{ème} arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 - Approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17305/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement Mardirossian-Madrague-Plan à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 – Approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre du renouvellement urbain impulsé en 2003 par la Ville de Marseille sur la « Façade Maritime Nord », les quartiers de la Cabucelle et de Saint-Louis ont fait l'objet d'études urbaines pour orienter la mutation de cette zone et d'une veille foncière dans le cadre de conventions passées avec l'Établissement Public Foncier PACA.

Sur la base de ces études et compte tenu de la maîtrise foncière d'un certain nombre de terrains par la collectivité, le Conseil municipal a approuvé la convention de concession d'aménagement « Mardirossian - Madrague Plan » entre la Ville de Marseille et la SOLEAM par délibération n°10/0978/DEVD du 25 octobre 2010.

Cette opération devait redonner au secteur un caractère attractif visant le développement de l'offre en logement et des activités économiques, permettant de développer environ 90 000 m² de surface de planchers.

La concession d'aménagement d'une durée initiale de 7 ans à compter de la notification en date du 7 janvier 2011 recouvre un périmètre de 9 hectares englobant trois secteurs : Mardirossian, Madrague-Plan et le terrain situé 211 chemin de la Madrague-Ville.

Cette concession a été prorogée de 5 ans, soit jusqu'au 7 janvier 2023 par avenant n°3 approuvé par le Conseil municipal de Marseille le 16 décembre 2015.

Cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n°4 à la convention de concession d'aménagement N° T1600910CO (n°Ville 11/0013) notifié le 3 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Par avenant 5 notifié en Janvier 2017 le périmètre d'intervention de la Soléam a été réduit au secteur de Mardirossian avec une modification de programme. Le bilan de l'opération a été profondément remanié et la participation du concédant à l'opération a été portée à 7 708 919 euros par avenant 7.

Par ailleurs la modification n°3 du PLU approuvée en juillet 2017 a permis d'instaurer sur ce site un zonage permettant d'implanter des activités dans un tissu urbain mixte.

L'objet du présent rapport est de présenter à la Métropole le compte rendu annuel de la concession établi au 31 décembre 2018.

L'opération initiale se développait sur trois sites :

- le terrain situé 211 chemin de la Madrague Ville a été acquis par la SOLEAM auprès de l'EPF PACA, puis à la demande de la Ville, a été cédé à titre gratuit en 2012 à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole afin de réaliser un pôle de création d'entreprises et un pôle artisanal dans le cadre du Plan local de redynamisation avec l'État. Sur ce secteur la SOLEAM est devenu l'opérateur de MPM et sa mission dans le cadre de la concession est terminée,

- sur le secteur Madrague Plan un appel à projet lancé en 2012 a été interrompu car le terrain principal nécessaire à l'opération, situé au 287 chemin de la Madrague Ville, n'a finalement pas été maîtrisé. En effet, la décision de préemption par la Ville de ce bien a été annulée par la juridiction administrative (jugement du TA de Marseille du 22 mars 2012, arrêt de la cour administrative d'appel du 29 novembre 2012, Conseil d'État du 27 août 2014) et la Ville a été condamnée à rétrocéder le bien à l'acquéreur évincé.

Aussi l'opération d'aménagement sur ce secteur est désormais conditionnée par l'acquisition du foncier à un tiers qui pourrait s'envisager par voie d'expropriation, option qui n'est pas retenue à ce jour.

Enfin l'éviction des entreprises occupant les bâtiments (ex Baccuet) appartenant à la Ville le long du chemin de la Madrague Ville a été menée à terme et la Ville a souhaité conserver ces locaux pour y reloger des services.

- le secteur Mardirossian prévu initialement pour de l'habitat est désormais positionné pour de l'activité économique en raison du marché de l'immobilier du logement qui n'est pas favorable dans cette zone pour de l'accession, et suite à des dispositions gouvernementales qui ne favorisent pas le logement social dans le quartier prioritaire dont fait partie le périmètre de l'opération.

La relocalisation de services municipaux et

l'implantation d'entreprises du secteur privé sont encore à l'étude côté Ville de Marseille, sur les terrains libres de ce secteur acquis auprès de l'EPF pour partie par la Ville de Marseille en 2016 et par la SOLEAM en 2017.

Enfin le service propreté de la Métropole occupe des bâtiments industriels implantés sur 13 150 m² de terrain. La perspective d'une relocalisation de cette activité reste à l'étude mais la date de libération du foncier n'est pas déterminée.

Pour l'ensemble de ces raisons l'intervention de la Soleam ne porte plus que sur le secteur de Mardirossian afin d'aménager les terrains maîtrisés (démolitions et travaux de viabilité des lots cessibles), de réaliser des travaux d'élargissement de la traverse Mardirossian, et d'assurer la commercialisation d'environ 8 200m² de terrains.

Les événements sur l'année 2018 écoulée :

Sur ce site, la Soleam a confié une étude urbaine à l'agence KERN en vue d'étudier la faisabilité de conjuguer l'implantation d'une station-service avec les bâtiments que la Ville de Marseille souhaiterait réaliser pour relocaliser les régies communales. Cette étude a été transmise à la Ville, en attente d'une décision de cette dernière.

La SOLEAM a engagé la démolition d'anciens bâtiments et entrepôts du site fin 2018.

Les orientations pour l'année 2019 et suivantes

Les études de maîtrise d'œuvre pour l'élargissement de la traverse Mardirossian ont été reportées à 2019 pour une réalisation des travaux en 2020 en lien avec le calendrier de la commercialisation des terrains à la Ville de Marseille.

Les éléments financiers du CRAC au 31 décembre 2018.

Les dépenses :

Sur l'exercice 2018,

Les dépenses s'élèvent à 150 519 euros TTC. Ce montant qui est en baisse par rapport au prévisionnel (-221 954 euros) se répartit ainsi :

12 030 euros TTC pour des études, en diminution de 61 457 euros TTC en raison des études pré-opérationnelles reportées en lien avec le différé de la commercialisation des terrains,

0 euros de travaux soit une diminution de ce poste de 57 645 euros en raison du paiement en 2019 du coût des travaux de démolitions réalisés en fin 2018,

76 288 euros TTC de charges de dépenses annexes en diminution de 26 629 euros TTC en raison des charges de gestion à la baisse en lien avec la

diminution des interventions sur le site,

20 001 euros TTC de rémunération en diminution de 25 874 euros TTC, les démarches pour la vente du terrain à Total n'ayant pas abouties,

42 200 euros TTC de frais financiers en diminution de 4 410 euros en lien avec la trésorerie plus favorable que prévue.

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2018,

Les dépenses réalisées (hors crédit de TVA) s'élèvent à 7 490 764 euros TTC soit 73 % du montant total des dépenses prévisionnelles et correspondent :

- aux études urbaines et acquisitions pour 6 324 808 euros TTC, soit 98 % du budget total études et foncier,

- aux honoraires techniques et travaux pour 23 430 euros TTC soit 1,1% du budget total honoraires et travaux,

- aux dépenses annexes pour 131 891 euros TTC soit 40 % du budget total correspondant,

- à la rémunération de la Soleam pour 233 826 euros TTC soit 52% du budget total correspondant,

- aux frais financiers de 776 809 euros TTC, soit 100 % du budget total correspondant.

Au terme de la concession,

Les dépenses prévisionnelles (hors la TVA restituée) qui s'élèvent à 10 183 720 euros TTC sont stables par rapport au bilan arrêté au 31 décembre 2017 et se répartissent ainsi :

6 476 656 euros TTC de budget d'études et de foncier en augmentation de 72 000 euros afin de tenir compte de la requalification du régime d'acquisition par les services fiscaux soit 63,5% du coût de l'opération,

2 144 981 euros TTC de budget travaux en diminution de 52 409 euros après ajustement du coût des démolitions, soit 21% du coût de l'opération,

335 145 euros TTC de budget dépenses annexes en diminution de 33 265 euros après ajustement des charges de gestion, soit 3,3% du coût de l'opération,

450 128 euros TTC de budget rémunération en augmentation de 18 018 euros en lien avec la rémunération plancher versée à l'opération en raison de l'activité faiblement rémunératrice en 2018, soit 4,4% du coût de l'opération,

et 776 810 euros de frais financiers en diminution de 4 410 euros par rapport au prévisionnel, soit 7,6% du coût de l'opération.

Les recettes :

Sur l'exercice écoulé,

Les recettes perçues d'un montant total de 1 000 000 euros TTC correspondent à la participation à l'équilibre du bilan versée par la Métropole.

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2018,

Les recettes perçues à fin 2018 s'élèvent à 7 196 183 euros TTC dont 27 383 euros TTC de produits financiers et divers, et 7 168 800 euros de participation du concédant (668 800 euros en apport foncier, et 6 500 000 euros à l'équilibre du bilan).

Au terme de la concession les recettes prévisionnelles de l'opération s'élèvent à 9 297 802 euros TTC qui sont stables par rapport au précédent CRAC et qui comprennent :

1 560 000 euros TTC de cession de charges foncières, montant inchangé par rapport au précédent CRAC,

28 883 euros TTC de produits financiers et divers en augmentation de 1 500 euros après ajustement des produits de gestion,

et 7 708 919 euros de participation du concédant, montant inchangé qui comprend :

- la participation à l'équilibre de l'opération en numéraire, pour un montant inchangé de 7 040 119 euros,

- et une participation en nature inchangée pour 668 800 euros correspondant à un apport foncier effectué par la Ville de Marseille en 2013.

Le versement par la Métropole de la participation numéraire est échelonné de la manière suivante :

6 500 000 euros versés à fin 2018,

540 119 euros en 2019.

Les emprunts, la trésorerie et la TVA reversée :

La SOLEAM a fait un emprunt de 4 000 000 euros en 2012 avec un remboursement échelonné jusqu'en 2018.

La trésorerie brute au 31 décembre 2018 est positive et s'élève à 91 632 euros.

A la fin 2018 le bilan financier présente un crédit de TVA de 386 213 euros et la TVA reversée à terme à l'opération s'élèvera à 885 918 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la concession d'aménagement Mardirossian-Madrague-Plan à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 – Approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDÉRANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la concession d'aménagement Mardirossian-Madrague-Plan à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 – Approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur Concession d'aménagement Mardirossian-Madrague-Plan à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 – Approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 024-272/19/CT

■ **Concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - approbation de l'avenant 8 au contrat de concession**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 19/17304/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 – Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - approbation de l'avenant 8 au contrat de concession »

satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La convention pluriannuelle n°755 de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine (PRU) de la Savine dans le 15ème arrondissement a été signée le 30 mars 2009 par l'ANRU, la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine MPM et les partenaires locaux.

L'objectif de ce PRU est de conduire un projet sur une quinzaine d'années afin de reconfigurer progressivement un quartier plus ouvert, mieux connecté à la Ville offrant une gamme diversifiée de logements et de services avec un volet social renforcé.

Par délibération du conseil municipal du 17 octobre 2011 la Ville de Marseille a confié l'aménagement du site bas de la Savine à la SOLEAM par la concession d'aménagement n°11/1342 d'une durée de sept ans qui a été prorogée en 2015 par avenant n°2 (+2ans) puis en 2017 par avenant n°6 (+2ans) portant son échéance au 15 décembre 2022.

Par avenant n° 3 à la convention de concession d'aménagement n°T1600909CO notifié à la SOLEAM le 3 juin 2016 la Métropole Aix-Marseille Provence s'est substituée à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Suite à la découverte d'amiante dans les logements qui a conduit à proposer une démolition massive des constructions, l'ensemble des partenaires ont validé un nouveau projet en 2015 et signé l'avenant 3 à la convention pluriannuelle n°755 avec l'ANRU pour mobiliser les financements de la première phase de réalisation du projet.

Cette première phase du projet à échéance de 2020 vise à assurer le relogement des habitants et à amorcer la transformation urbaine du territoire en créant une centralité au bas du Vallon des Tuves, en améliorant la desserte viaire entre le Vallon et la lisière haute du futur Parc du Canal où vont s'implanter de nouvelles constructions.

Le programme de rénovation du PNRU prévoit pour la phase 1 :

- la démolition de 172 logements supplémentaires sur le site haut de la Savine portant à 389 le nombre de logements démolis,
- la reconstruction de 389 logements sociaux répartie sur site et dans d'autres quartiers de Marseille, et la réhabilitation de la petite Savine,
- la création d'un centre urbain sur le site bas au

vallon des Tuves constitué de logements, de commerces et d'équipements publics (un centre social et une crèche) autour d'espaces et voiries requalifiés,

- le réaménagement des voiries, l'aménagement du parc du canal et la création d'une voie de maillage entre le Vallon des Tuves et le plateau de la Savine au Nord du site.

La seconde phase du projet à échéance de 2026 à mener dans le cadre du NPNRU permettra de renforcer et de diversifier l'offre en logements sur un périmètre élargi au plateau de la Savine et le long du boulevard du Bosphore.

Le protocole de préfiguration du NPNRU signé fin 2017 entre l'ANRU et les collectivités prévoit la cession par la LOGIREM à la collectivité ou à son aménageur des terrains nécessaires à la réalisation de cette seconde phase.

Ainsi le conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence du 14/12/2017 a approuvé l'avenant 6 à la concession portant sur l'extension du périmètre de la concession, sur la prorogation de la durée de la concession de 2 ans portant son échéance au 15 décembre 2022 et sur l'actualisation du bilan financier.

Enfin par avenant 7 à la convention de concession approuvé par le conseil de la Métropole du 28 Juin 2018 il a été acté le montant prévisionnel et l'échéancier de versement de la participation du concédant à l'opération, le montant prévisionnel des biens de retour et le montant de la rémunération sur dépenses prise mensuellement et recalculée chaque année en fonction de l'évolution des dépenses.

L'objet du présent rapport est de présenter au bureau de la Métropole le compte rendu annuel de cette concession (CRAC) établi au 31 décembre 2018 ainsi que l'avenant 8 à la convention de concession.

Le CRAC établi au 31 décembre 2018

En fin 2018 près de 75% des acquisitions de biens privés ont été réalisées et les acquisitions auprès des partenaires institutionnels (EPF, LOGIREM, concédant) sont réalisées à hauteur de 52%. Le solde est planifié en lien avec l'avancement des travaux et des commercialisations. Le budget « acquisitions » distingue les acquisitions au titre de la phase 1 du projet (PNRU) de celles prévues en phase 2 du projet (NPNRU).

Le projet d'aménagement de l'ensemble des voiries et espaces publics prévu dans la concession est finalisé en phase AVP ou en phase PRO et une première tranche de travaux de requalification du boulevard de la Savine est achevée. Les travaux engagés à fin

2018 représentent 55% du montant des travaux d'aménagement d'espaces publics.

Le bailleur social LOGIREM a livré 145 logements sociaux en lisière du parc (résidence « La Mûre » et « Couronne »).

Par ailleurs sur le site bas de la Savine la société d'HLM Immobilière Méditerranée doit engager la construction de 66 logements sociaux et de commerces au second semestre 2019. La Ville de Marseille a démarré la construction de la crèche et du centre social en octobre 2018 pour une livraison prévue en Janvier 2020.

L'activité de la SOLEAM sur l'exercice 2018 a porté principalement sur :

- la finalisation des dossiers de DUP et d'enquête parcellaire pour l'enquête conjointe DUP/parcellaire prévue en Avril 2019,

- les négociations foncières à l'amiable auprès des propriétaires privés, l'acquisition par voie de préemption d'un bien sis 9 traverse Merlin et l'acquisition d'un bien sis 2 rue de la Pagode,

- l'acquisition auprès de la Métropole de terrains situés rue de la Pagode et Bd du Vallon des Tuves,

- la poursuite des études de maîtrise d'œuvre sur le secteur du parc du canal et de la voie de maillage qui ont abouti à l'attribution d'un marché de travaux,

- les travaux d'aménagement du boulevard de la Savine (tranche 1 et 2) et la déviation de réseaux.

- Les perspectives 2019 et années suivantes vont porter sur :

- la poursuite des acquisitions des biens nécessaires à la phase 1 et à la phase 2 du PRU, notamment ceux du plateau de la Savine haute dont la libération s'échelonne jusqu'en 2022. Sur ce site, des études de recomposition urbaine sont à mener dans le cadre du NPNRU.

Les biens qui seront valorisés ultérieurement en fonction de leur destination finale, liée au programme du NPNRU qui n'est pas arrêté à ce jour, sont identifiés dans le bilan de l'aménageur comme biens rétrocédés intégralement à la Métropole au prix d'acquisition. Le montant restant concrètement à la charge de la Métropole sera budgétisé lorsque le programme du NPNRU permettra d'émettre des hypothèses de recettes sur ces terrains.

- la poursuite des travaux d'aménagement du boulevard et du mail de la Savine (tranche 3), de la voie de maillage et du Parc du Canal. La réception des travaux du mail et boulevard de la SAVINE est prévue en 2019 et celle de la voie de maillage et du Parc du Canal en 2020. Les travaux du chemin du

vallon des Tuves, de l'entrée « Tuves-Bosphore » et du boulevard circulaire vont s'échelonner entre 2019 et 2021 en lien avec le calendrier prévisionnel des opérations de démolitions et de constructions,

- la réitération des actes authentiques de cessions des lots TU01 et TU05 (I3F) et SHL07 (SEARIM) en début 2019,

- la commercialisation du lot TU02/TU03 sur le site bas destiné à un programme de logements. En 2019, la SOLEAM se rendra propriétaire de ces emprises et lancera un appel à projet,

- la recherche d'un nouveau financement ANRU dans le cadre de l'avenant au protocole NPNRU pour notamment l'aménagement du chemin du Vallon des Tuves programmé en 2020 qui pourrait bénéficier d'une subvention complémentaire à hauteur de 833 521 euros.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2018

Les dépenses :

Sur l'année écoulée, les dépenses réalisées qui s'élèvent à 1 939 919 euros TTC sont en diminution de 6 043 449 euros TTC par rapport au bilan approuvé et se décomposent ainsi :

60 186 euros TTC d'études, poste en diminution de 37 552 euros en raison d'études de pollution et géotechniques reportées en 2019 et d'études pré-opérationnelles surestimées,

555 150 euros TTC d'acquisitions, en diminution de 337 185 euros correspondant au report des négociations dans l'attente de la finalisation des projets (- 583 185 euros), en partie compensée par la préemption du 9 traverse Merlin (+246 000 euros),

1 101 832 euros TTC de travaux et honoraires techniques, en diminution de 5 608 266 euros par rapport au budget prévisionnel en raison d'un retard de facturation d'environ 6 mois du chantier du boulevard de la Savine et du report en 2019 du démarrage des autres chantiers,

29 223 euros TTC de dépenses annexes en diminution de 24 179 euros sur les frais de communication, de commercialisation et les charges de gestion,

193 528 euros TTC de rémunération en diminution de 35 763 euros principalement sur le poste de la rémunération sur les recettes de cessions, la rémunération sur dépenses étant versée de manière anticipée et forfaitaire.

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre

2018

Les dépenses réalisées s'élèvent à 6 691 340 euros TTC (19% du montant total des dépenses prévisionnelles) dont :

299 202 euros TTC pour les études soit 41% du budget total prévisionnel des études,

3 548 810 euros TTC pour le foncier soit 50% du budget total prévisionnel du foncier,

1 789 879 euros TTC pour les travaux et honoraires techniques, soit 7,3% du budget total de ces postes,

88 471 euros TTC pour les dépenses annexes soit 24% du budget total prévisionnel des dépenses annexes,

2 067 euros de frais financiers court terme soit 1,5% du budget prévisionnel en frais financier, et

962 911 euros de rémunération soit 51% du montant total du budget global de ce poste.

Au terme de la concession, les dépenses prévisionnelles totales de l'opération d'aménagement qui sont estimées à 32 625 377 euros TTC (y compris la TVA) sont en augmentation de 2 259 512 euros par rapport au dernier bilan approuvé.

Le montant des dépenses prévisionnelles se décompose ainsi :

- 736 506 euros TTC pour le budget études (2,1% des dépenses totales) qui est en augmentation (+122 059 euros) par rapport au CRAC précédent, en raison de besoins complémentaires d'études diverses (levés topographiques et détections de réseaux, géotechniques, expertise commerciale),

- 7 157 842 euros TTC pour le foncier (21% des dépenses totales) ; l'augmentation de ce budget de 391 659 euros résulte d'une acquisition d'opportunité liée à la phase 2 et à l'ajustement de la valeur des biens acquis en apport foncier auprès du concédant,

- 24 388 924 euros TTC de travaux d'aménagement (démolitions, VRD, dépollution) et d'honoraires techniques (70% des dépenses totales) en augmentation de 1 815 758 euros par rapport au CRAC précédent. Cette estimation tient compte du montant à la hausse des marchés notifiés en 2018, de la réévaluation des travaux définis en phase AVP, des travaux de dévoiements de réseaux supplémentaires et d'une actualisation de la provision sur aléas,

- 363 305 euros TTC (1% des dépenses totales) pour les dépenses annexes en légère augmentation (+48 249 euros) sur l'actualisation de la taxe sur

salaires et du poste assurance,

- 138 338 euros TTC de frais financiers inchangé par rapport au bilan précédent,
- 1 899 390 euros TTC de rémunération (5,5% des dépenses totales) en augmentation de 462 680 euros en lien avec l'augmentation des dépenses (+79 841 euros), l'augmentation du poste avance sur dépenses (+350 000 euros de rémunération forfaitaire), et l'actualisation de la rémunération de liquidation.

Les recettes

Sur l'exercice écoulé, les recettes perçues en 2018 d'un montant de 2 238 784 euros TTC sont en diminution de 4 089 015 euros par rapport au prévisionnel, pour les raisons suivantes :

- aucune recette de commercialisation, la réitération des actes authentiques de cession des lots TU01/TU05 et SHI07 ayant été décalée en 2019 (-944 680 euros), en raison d'une insuffisance de commercialisation du programme d'accession sociale par le promoteur, et du report en 2019 par le promoteur des mises en chantier des lots d'habitat social,
- 38 784 euros de produits de gestion locative, en légère diminution (-8 500 euros) par rapport au prévisionnel,
- 2 200 000 euros de participation concédant, en diminution de 159 030 euros d'apport foncier en nature décalé en 2019,
- le versement de la subvention de l'ANRU correspondant au 1^{er} acompte sollicité en novembre 2018 pour 2 584 038 euros est reporté en 2019 en raison des délais de paiements,
- la subvention de la Région d'un montant de 392 767 euros n'a pas été versée en 2018 comme prévu.

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2018, les recettes s'élèvent à 8 152 664 euros TTC, soit 25% des recettes globales, et correspondent :

- aux cessions encaissées pour 41 348 euros TTC soit un taux d'avancement des cessions de 18%, et aux produits de gestion locative et produits financiers pour 75 147 euros soit un taux d'avancement de 53%,
- aux participations des collectivités, la Ville de Marseille pour 500 000 euros, et la Métropole pour 4 930 000 euros dont 330 000 euros d'apport foncier, 3 099 098 euros pour équipements publics, et 1 500 902 euros à l'équilibre du bilan, soit un total de 5 430 000 euros correspondant à un taux de versement de 39,3%,

- à la subvention de l'ANRU pour 1 292 019 euros (15% des subventions attendues de l'ANRU),

- à la subvention de la Ville de Marseille aux équipements PRU pour 1 314 150 euros (30% des subventions attendues de la Ville de Marseille),

- **Au terme de la concession** les recettes qui s'élèvent à un montant global de 32 625 377 euros TTC (en augmentation de 2 259 512 euros) reposent sur :

- les cessions à hauteur de 2 223 655 euros TTC, en diminution (-42 286 euros) par rapport au bilan précédent, établi suivant un programme de logements libres qui reste à confirmer en regard du marché,

- les cessions des biens de retour au concédant pour 2 600 844 euros TTC en 2022, en diminution (-30 480 euros) par rapport au bilan précédent. Le montant sera actualisé lors de l'élaboration de la phase 2 du projet de rénovation de la SAVINE au titre de la programmation attendue pour le NPNRU si ces biens sont commercialisés,

- les produits financiers, produits de gestion locative et divers pour un montant de 142 618 euros TTC, montant en augmentation de 58 970 euros en raison de la prolongation de l'occupation des commerces,

- la participation des différentes collectivités et de l'ANRU, à savoir :

- la Ville de Marseille, au titre de la participation d'équilibre, pour 500 000 euros versée avant le transfert de l'opération à la Métropole,

- la Métropole, pour 13 319 349 euros TTC en augmentation de 2 273 308 euros et comprenant :

9 056 109 euros TTC de participation aux équipements publics, montant inchangé,

3 646 590 euros TTC de participation à l'équilibre du bilan, en augmentation de 2 145 688 euros TTC, en raison de la hausse des dépenses de l'opération non compensée par des recettes de commercialisation ou par une augmentation de la participation de l'ANRU ou autres partenaires,

616 650 euros par apport foncier en augmentation de 127 620 euros d'ajustement de biens cédés par le concédant,

- l'ANRU pour 8 613 461 euros TTC, montant prévu dans l'avenant n°3 à la convention ANRU,

- la Ville de Marseille pour 3 942 450 euros TTC au titre du financement du programme des équipements publics y compris le parc du canal (montant inchangé)

dont 1 314 150 euros déjà versés , 1 314 150 euros en 2019 et le solde en 2020.

- la Région pour 1 283 000 euros TTC au titre de l'aménagement et au titre de l'attractivité commerciale du Vallon des Tuves, montant inchangé.

La participation de la Métropole

La Métropole versera une participation de 9 056 109 euros TTC au titre des équipements publics de la manière suivante :

Déjà versé au 31 décembre 2018 : 3 099 098 euros TTC

2019 : 3 538 231 euros TTC

2020 : 2 418 780 euros TTC

La participation d'équilibre d'un montant prévisionnel de 3 646 590 euros a fait l'objet d'un premier versement de 1 500 902 euros TTC en 2018. Le solde d'un montant prévisionnel de 2 145 688 euros qui sera à ajuster en fonction de la nouvelle subvention demandée en fin 2018 à l'ANRU, est prévu d'être versé à l'opération suivant l'échéancier ci-après :

2021 : 842 989 euros,

2022 : 1 302 699 euros.

L'apport foncier en nature (gratuit) du concédant à la Soleam est estimé à 616 650 euros TTC et se répartit au CRAC pour 330 000 euros TTC en 2017 et 286 650 euros TTC en 2020.

Le recours à l'emprunt

La Soleam prévoit de mettre en place un emprunt en 2019 d'un montant de 3 500 000 euros.

La TVA et la trésorerie

La TVA reversée à l'opération est estimée à 2 058 928 euros.

La trésorerie brute de l'opération à fin 2018 est de 1 206 861 euros en lien avec le différentiel des dépenses, recettes.

Avenant à la concession

L'avenant 8 à la concession d'aménagement de la Savine T1600909CO (ex n°11/1342) soumis à votre approbation a pour objet :

- d'acter la participation du concédant à l'équilibre de l'opération, l'apport foncier en nature, la participation aux équipements publics, ainsi que l'échéancier de

versement des sommes dues par la Métropole à la SOLEAM,

- de fixer le montant prévisionnel des biens de retour au concédant en fin d'opération,

- de modifier la rémunération en actant de la prise d'une rémunération forfaitaire de 350 000 euros basée sur un montant de 50 000 euros par an de 2012 à 2018 pour tenir compte de la complexité des missions de l'aménageur en complément des autres types de rémunération.

- et de modifier l'échéancier de prise de rémunération pour anticipation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 – Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - approbation de l'avenant 8 au contrat de concession.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 – Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - approbation de l'avenant 8 au contrat de concession.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 – Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - approbation de l'avenant 8 au contrat de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 025-273/19/CT

■ **Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Louis à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 22 à la convention de concession**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17302/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement

économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Louis à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 22 à la convention de concession » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La ZAC de Saint-Louis qui a été créée par délibération n°97/391/EUGE du 30 juin 1997 est une opération d'aménagement d'une superficie de 14ha située sur le vaste territoire de renouvellement urbain représentant 1 000 hectares environ dénommé Façade Maritime Nord.

La Ville de Marseille, par délibération n°97/935/EUGE du 19 décembre 1997, a approuvé une convention de concession d'aménagement à Marseille Aménagement avec entre autres missions de conduire les études relatives au dossier de réalisation.

Cette convention a été notifiée sous le n°98/055 le 3 février 1998 et le dossier de réalisation a été approuvé par délibération n°99/298/EUGE du 29 avril 1999.

Par délibération n°06/0643/EUGE du 19 juin 2006, le Conseil Municipal a approuvé le principe d'une modification du Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) afin de lancer une première opération de logements de 12 500 m² de SHON, s'inscrivant dans les objectifs du Programme Local de l'Habitat, et de permettre la réalisation d'un équipement culturel.

Cette modification a été approuvée par délibération du Conseil Communautaire le 29 juin 2007 puis la ZAC a été intégrée au PLU révisé approuvé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en juin 2013.

La convention de concession a fait l'objet de 21

avenants portant notamment sur la prise en compte de nouvelles dispositions législatives, le transfert de la concession à la SPL SOLEAM en 2014, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement, la modification de la participation de la Ville au coût de l'opération et la prorogation de la durée de la convention de concession dont le terme est actuellement fixé au 3 Février 2020.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n°18 à la convention de concession d'aménagement N° T1600902CO (n° Ville 98/055) notifié le 3 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de Saint Louis a pour objectif initial de réaliser une opération de réhabilitation du site des anciens abattoirs de Marseille à vocation de logements, d'activités, d'établissements d'enseignements et d'un lieu culturel pour une constructibilité globale de 40 000m² SDP.

La Ville de Marseille ayant résilié le bail consenti à l'association culturelle de la mosquée de Marseille par décision du Conseil municipal du 3 octobre 2016 validée par le tribunal administratif en Février 2019, il est envisagé d'orienter l'affectation du terrain concerné pour des bureaux et pour de l'activité économique.

L'enjeu de cette opération est également d'ouvrir ce territoire à la population des quartiers environnants en le réintégrant dans le tissu urbain et en améliorant les conditions d'accessibilité viaire et piétonne du site.

Ainsi le programme des équipements publics initial de la ZAC prévoit notamment un ensemble de voies nouvelles à réaliser par l'aménageur et la requalification des places des abattoirs et de l'horloge, l'aménagement d'un parking public et la création de cheminements piétons à la charge de l'autorité concédante, la Ville de Marseille puis la Métropole depuis janvier 2016.

L'objet du présent rapport est de présenter au Bureau de la Métropole le compte rendu annuel de la concession établi au 31 décembre 2018 et l'avenant

22 à la concession d'aménagement.

L'avancement de l'opération :

Les implantations réalisées dans le périmètre de la ZAC comportent un ensemble immobilier de 148 logements sociaux et 19 logements en accession, un village d'entreprises, l'école de la deuxième chance, le conservatoire national des arts et métiers (CNAM), établissement d'enseignement supérieur de formation pour adultes, et une école privée catholique maternelle et élémentaire.

La Soleam a mené les études de l'ensemble des voies nouvelles de la ZAC et a réalisé la voie centrale reliant le boulevard Ledru Rollin et la place de l'horloge, qui est ouverte à la circulation depuis janvier 2017. Les tronçons de voiries et les réseaux divers qui desservent le village d'entreprises Urban Parc et l'ensemble des travaux de démolitions sont également achevés.

La Communauté Urbaine MPM a réalisé les travaux de requalification de la Place des abattoirs en 2012/2013.

L'activité sur l'exercice écoulé (2018) :

Le terrain réservé pour un parking public lié à un futur tramway est mis à la disposition temporaire du service de l'éclairage public de la Ville de Marseille dans le cadre d'un bail approuvé par la Métropole en décembre 2018 pour l'implantation d'un parc à poteaux.

Des études complémentaires ont été menées sur le programme d'aménagement du parc à poteaux et sur la pollution des terrains restant à construire. Le budget alloué pour les travaux d'évacuation des terres non inertes a été ré-évalué d'environ 40 000 euros.

Les études de maîtrise d'œuvre des travaux de voiries et réseaux divers menées en 2018 ont abouti à la passation d'un marché de travaux début 2019.

L'acte authentique de vente du terrain à ENEDIS portant sur la construction d'un poste source a été signé en novembre 2018.

Les prévisions d'activité 2019 et années suivantes :

Les signatures des actes authentiques de vente concernant les terrains destinés à la plateforme d'insertion innovante professionnelle et à un programme de bureaux et restauration ont été reportées en 2019.

Les études de pollution se poursuivront sur les terrains restant à commercialiser et une servitude

d'utilité publique de la zone polluée sous la place de l'horloge sera instaurée en lien avec la DREAL.

Un diagnostic sur l'état structurel des passerelles au-dessus du bd Ledru Rollin et une étude de faisabilité d'un cheminement piétonnier entre la passerelle Nord et le jardin de la Calade seront menés.

La Soleam réalisera début 2019 les travaux d'aménagement du terrain destiné au stockage des poteaux d'éclairage public dans le cadre du marché travaux des voiries et réseaux divers attribué au groupement SATR/GIL TP.

Les travaux de voiries et réseaux divers se poursuivront durant les années 2019 à 2021 en coordination avec les opérations de constructions afin d'achever la réalisation des voiries de la ZAC et permettre l'ouverture totale de ce site sur le quartier.

Le CRAC au 31 décembre 2018

Les dépenses :

Sur l'exercice écoulé, les dépenses (hors crédit de TVA de 68 864 euros) s'élèvent à 256 517 euros TTC, en baisse par rapport au prévisionnel de 331 489 euros, et se répartissent ainsi :

- 173 022 euros TTC pour des études, travaux, démolitions, honoraires techniques en diminution de 317 753 euros TTC, en raison principalement d'un décalage de travaux de voiries en 2019,
- 47 708 euros pour les dépenses annexes en augmentation de 29 662 euros par rapport au prévisionnel sous-estimé pour des interventions d'enlèvements de dépôts sauvages et de vidéo surveillance,
- 35 787 euros TTC de rémunération sur dépenses et sur recettes en diminution de 43 398 euros en lien avec la diminution des postes cessions et travaux.

L'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 :

Les dépenses réalisées (hors la dépense de TVA de 162 585 euros) qui s'élèvent à 7 888 629 euros TTC soit 80% du montant total des dépenses prévisionnelles se répartissent ainsi :

- 2 243 288 euros TTC pour le foncier soit 100% du budget total de ce poste,
- 4 369 384 euros TTC pour les études, les démolitions, les travaux VRD et honoraires techniques soit 71% du budget total de ce poste,
- 567 607 euros TTC pour les dépenses annexes soit 91% du budget total de ce poste,

- 695 991 euros TTC de rémunération soit 81% du budget total de ce poste,

- 12 359 euros TTC pour les frais financiers soit 100% du budget total de ce poste.

Au terme de la concession, les dépenses (hors crédit de TVA de 9 361 euros) s'élèvent à 9 876 131 euros TTC. Elles sont en augmentation de 148 127 euros (+1,5%) par rapport au bilan arrêté au 31 décembre 2017 et se répartissent ainsi :

- 2 243 288 euros TTC pour le budget foncier inchangé par rapport au CRAC précédent,
- 6 145 888 euros TTC pour le budget études et travaux qui présente une augmentation de 63 645 euros TTC (+1%) par rapport au prévisionnel en lien avec les études complémentaires liées à la pollution des terres et avec un ajustement du montant des travaux de VRD,
- 621 466 euros TTC pour le budget des dépenses annexes, en augmentation de 72 678 euros TTC par rapport au prévisionnel afin d'intégrer les dépenses récurrentes d'évacuation de dépôts sauvages,
- 853 129 euros TTC pour le budget des rémunérations en augmentation de 11 804 euros TTC suivant l'évolution des dépenses et recettes,
- et 12 360 euros TTC pour le budget des frais financiers inchangé.

La part de chacun des budgets ci-dessus représente respectivement 23%, 62%, 6,3%, 8,6%, et 0,1% du montant total des dépenses de l'opération.

Les recettes :

Sur l'exercice écoulé, les recettes perçues d'un montant de 815 732 euros TTC qui sont en diminution de 937 167 euros par rapport au prévisionnel comprennent :

- les recettes de cessions de 815 732 euros en diminution de 936 880 euros TTC par rapport au précédent CRAC en raison du décalage en 2019 de la signature des actes de vente, et en 2020 de la cession des deux derniers terrains commercialisables.

L'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 : les recettes s'élèvent à 8 102 801 euros TTC et se répartissent ainsi :

- 4 870 353 euros TTC pour les cessions, soit un taux d'avancement des cessions de 78%,
- 86 237 euros TTC de produits de gestion locative et de produits financiers, soit 36% du poste,

- 2 209 829 euros de participation concédant en apport foncier, soit 100% du poste,
- 936 382 euros de la participation Ville de Marseille versée avant décembre 2015, soit 100% du poste.

Au terme de la concession les recettes de l'opération (hors la participation Ville et Métropole) s'élèvent à 6 510 841 euros TTC. Elles sont en hausse de 149 723 euros et se répartissent de la manière suivante :

- 6 272 072 euros TTC de cessions en augmentation de 54 332 euros TTC par rapport au précédent CRAC en lien avec la révision de prix lors de la passation de l'acte authentique avec ENEDIS.
- 238 769 euros TTC de produits de gestion locative et de produits financiers, en augmentation de 95 391 euros TTC par rapport au précédent CRAC en lien avec le loyer que versera la Ville de Marseille pour la location du terrain aménagé pour accueillir le parc à poteaux du service de l'éclairage public.

La participation du concédant :

Elle s'élève à 3 355 929 euros, montant inchangé par rapport au CRAC précédent qui comprend :

2 209 829 euros en apport foncier de la Ville de Marseille entre 2007 et 2013,

936 382 euros en numéraire versés par la Ville en tant que collectivité concédante avant le 31 décembre 2015,

et 209 718 euros en numéraire restant à verser par la Métropole en 2019.

La TVA et la trésorerie :

Au terme de l'opération le Trésorier Payeur restituera de la TVA à la Soleam. Ainsi le montant total prévisionnel de TVA en fin d'opération est estimé à 9 361 euros contre 10 959 euros au CRAC précédent.

Le solde cumulé de la trésorerie de cette opération à fin 2018 qui s'élève à +51 587 euros est plus favorable que prévu en lien avec le report de travaux en 2019.

L'avenant 22 à la convention de concession,

Le présent avenant soumis à notre approbation prévoit de proroger de deux ans la durée de la concession portant son échéance au 3 février 2022 pour permettre à la SOLEAM de parachever les travaux de voiries en coordination avec les chantiers de construction, et de commercialiser les deux derniers terrains à bâtir.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Louis à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 22 à la convention de concession.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Louis à Marseille 15ème arrondissement passée

avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 22 à la convention de concession.

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Louis à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 22 à la convention de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 026-274/19/CT

■ **Concession d'aménagement de la ZAC de Saumaty Séon à Marseille 16ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17307/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Concession d'aménagement de la ZAC de Saumaty Séon à Marseille 16ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La ZAC de Saumaty Séon a été créée par délibération du Conseil Municipal de Marseille n°87/398/UCV du 10 juillet 1987 et son dossier de réalisation approuvé le 11 mars 1988 par délibération n°88/114/UCV.

La réalisation de l'opération a été confiée par la Ville de Marseille en concession à Marseille Aménagement (anciennement SOMICA), devenue depuis SOLEAM, par délibération n°88/598/UCV du 8 novembre 1988 approuvant la convention (traité et cahier des cessions) n°89/017 notifiée le 13 janvier 1989.

L'avenant n°15 à cette convention notifiée le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 déc. 2015 par arrêté préfectoral du 28 déc. 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 18 à la convention de concession d'aménagement N° T1600905CO en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de Saumaty -Séon, qui s'étend sur 60 ha dans les quartiers Nord de Marseille (13016) a pour objectif de promouvoir le développement d'activités industrielles, artisanales et tertiaires sur les friches des tuileries de Marseille localisées aux abords des noyaux villageois de St André, St Henri et l'Estaque, tout en permettant la production limitée de logements en frange immédiate de ces noyaux villageois.

Le Plan d'Aménagement de Zone a été modifié à trois reprises, par délibérations du Conseil Municipal de

Marseille n°91/519/U du 30 septembre 1991 et n°98/272/DUC du 20 juillet 1998 et par délibération du Conseil de Communauté Marseille Provence Métropole n°AEC 003-482/11/CC du 8 juillet 2011.

La dernière modification du PAZ a principalement permis d'adapter ou supprimer des emplacements réservés pour espaces publics (voiries, places et cheminements piétonniers) et pour équipements publics (école, jardin, etc.) dont la réalisation n'était plus nécessaire et de modifier les zonages de plusieurs terrains pour adapter leur constructibilité à leur environnement urbain.

La ZAC de Saumaty-Séon a été intégrée au PLU dont la révision n°3 a été approuvée par délibération n° URB 021-2360/17/CM du Conseil de la Métropole Aix Marseille Provence en date du 13 juillet 2017. Les zonages spécifiques de la ZAC ont été remplacés par des zonages de droit commun du PLU en maintenant la répartition entre secteurs dédiés à l'activité et aux logements.

Les objectifs du programme de construction sont de 200 000 m² SDP dont 140 000 m² de locaux d'activité et 60 000 m² de logement

La convention de concession a fait l'objet de plusieurs prorogations de durée. L'avenant n°20, approuvé par délibération du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 a prorogé la durée de la concession de deux années, jusqu'au 13 janvier 2021.

AVANCEMENT DE L'OPERATION :

Les objectifs de la ZAC sont quasiment atteints.

Les équipements publics sont réalisés à 95%.

- Maîtrise foncière :

La SOLEAM doit encore acquérir à titre gratuit environ 1700 m² de foncier auprès de la Métropole en vue de leur commercialisation.

Les emprises foncières appartenant encore à la SOLEAM correspondent aux terrains d'assiette de voies publiques qu'elle a aménagées au titre du programme des équipements publics de la ZAC et qui n'ont pas encore pu être rétrocédées à la Métropole et à 4 terrains restant à commercialiser.

- Procédures en contentieux en cours :

Résolution judiciaire de la vente à la SCI AWAL - immeuble n° 63-65 rue Condorcet : La SOLEAM doit mener à son terme la procédure, la SCI AWAL ayant fait appel du jugement du TGI du 14 mars 2017 prononçant la résolution de la vente.

Expulsion de l'association « Tapis Vert » occupant sans

droit ni titre le n°1 impasse Guichard : la procédure d'expulsion engagée par la SOLEAM en 2018 n'a pu aboutir faute pour la SOLEAM d'être propriétaire du n°1 impasse Guichard. Une nouvelle procédure sera lancée en 2019, SOLEAM étant propriétaire depuis mars 2019.

- Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire :

La SOLEAM détient encore 3 400 m² de terrains à bâtir répartis entre 4 tènements fonciers de petite taille. La constructibilité de ces terrains est estimée à 2 700 m² sdp.

Le cumul des commercialisations engagées a permis la construction d'environ 167 900 m² de surface de plancher (soit 84% de l'objectif de 200 000 m² sdp), dont 112 900 m² pour de l'activité (soit 81% de l'objectif de 140 000 m² sdp) et 57 628 m² pour du logement (soit 96% de l'objectif de 60 000 m² sdp).

- Aménagement des équipements publics :

95% des équipements publics de la ZAC ont été réalisés, avec notamment les voies de desserte et réseaux de la zone, un stade, un parc public, une Maison pour Tous, des parkings et places publics.

Il reste à réaliser les derniers travaux de parachèvement des voies et d'aménagement nécessaires à l'amélioration de la trame circulatoire du secteur et permettant de poursuivre les remises d'ouvrages à la Métropole AMP.

Le dernier CRAC (Compte Rendu Annuel à la Collectivité), approuvé par le Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018, est celui arrêté au 31 décembre 2017.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil de la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018.

ACTIVITE DE LA CONCESSION SUR L'EXERCICE ECOULE:

- Maîtrise foncière :

Les acquisitions prévues, à titre gratuit, auprès de la Métropole, des terrains à bâtir du n°1 impasse Guichard et du Mail des écoles de St Henri n'ont pu aboutir en 2018.

- Commercialisation de terrains:

La signature de l'acte authentique relatif à la cession à la LOGIREM du terrain "Rouvière" (devant accueillir le projet d'habitat participatif porté par l'association Corail) n'a pas pu intervenir en 2018 car le permis n'était pas purgé.

- Etudes:

Les études de maîtrise d'œuvre relatives aux travaux de parachèvement des voies publiques du secteur « Séon » ont été poursuivies en 2018.

- Aménagement des équipements publics :

Les travaux de parachèvement des voies publiques du secteur « Saumaty » (traverse du Cerisier, traverse Va à la Mer, cheminement piétonnier prolongeant la traverse Saumaty et voie de liaison entre traverse du Cerisier et rue J.J.Vernazza) ont été terminés en 2018. Cependant des réserves émises lors de la réception demeurent et doivent être levées en 2019.

- Permis de Construire : (annexe ci-jointe)

ACTIVITE DE LA CONCESSION PREVUE SUR LES DEUX PROCHAINES ANNEES:

- Maîtrise foncière:

La SOLEAM prévoit :

- en 2019 : les acquisitions auprès de la Métropole du n°1 impasse Guichard (500 m2) et de la bande de terrain de 86 m2 à céder au propriétaire des terrains mitoyens (parcelle I112) vendus en 2012, ainsi que l'acquisition du 63/65 rue Condorcet auprès de la SCI AWAL (au terme de la procédure de résolution judiciaire de la vente),

- en 2020 : l'acquisition auprès de la Métropole du terrain à bâtir du Mail des écoles de St Henri (1 130 m2).

- Commercialisation de terrains :

La SOLEAM projette de commercialiser en 2019 les derniers terrains à bâtir de la ZAC, d'une contenance globale de 3 400 m2 et portant une sdp potentielle de 2 700 m2 :

- signature d'un compromis de vente pour le terrain à bâtir du n°1 impasse Guichard (440 m2)

- signature d'un compromis de vente pour le terrain à bâtir de la rue Henri et Antoine Maurras (907 m2)

- signature d'un compromis de vente pour le terrain à bâtir du n°42 traverse Bruno Razzoli (932 m2)

- signature d'un compromis de vente pour le terrain à bâtir du Mail des écoles de St Henri (1 130 m2)

- Etudes:

Les études de maîtrise d'œuvre relatives aux travaux de parachèvement de la rue Henri et Antoine Maurras et de maillage de cette voie avec la contre-allée de l'Av André Roussin (secteur « Séon »), seront finalisées en 2019.

Les études relatives aux travaux d'élargissement du trottoir au niveau du carrefour Rabelais / Pelas (au droit du 1 impasse Guichard) seront réalisées en 2019.

- Aménagement des équipements publics :

La SOLEAM va réaliser en 2020 les derniers travaux de VRD et de parachèvement des voies de la ZAC :

- secteur « Saumaty » - levée des réserves relatives aux travaux de requalification de la traverse Va à la Mer / aménagement d'un cheminement piétonnier dans le prolongement de la traverse Saumaty / réfection des revêtements de chaussée et trottoirs de la voie sans nom entre la traverse du Cerisier et la rue J.J. Vernazza,

- secteur « Séon »: réfection du revêtement des trottoirs de la rue Henri et Antoine Maurras et maillage de cette rue avec la contre-allée André Roussin, élargissement du trottoir au niveau du carrefour Rabelais / Pelas (au droit du n°1 impasse Guichard)

- Travaux de démolition :

La SOLEAM va réaliser en 2020 les démolitions des constructions existantes des n°1 impasse Guichard et 63/65 rue Condorcet (après résolution judiciaire de la vente à la SCI AWAL)

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 s'établit comme suit :

DEPENSES:

* Sur l'exercice écoulé:

Sur l'exercice 2018, les dépenses s'élèvent à 442 493 euros TTC, inférieures de 348 538 euros aux prévisions du bilan précédent.

Cet écart résulte principalement :

- d'une baisse des dépenses de travaux et honoraires techniques (- 223 981 euros) consécutive :

- ↑ au report des honoraires techniques relatifs aux démolitions de constructions et à une surestimation du montant du marché de maîtrise d'œuvre ARTELIA arrivé à son terme (-21 514 euros)

- à la non utilisation de la provision pour aménagements de sols et démolitions (-20 000 euros)

- au report des travaux d'aménagement de voiries et la non utilisation des provisions pour travaux de parachèvement avant rétrocession des ouvrages des secteurs « Saumaty » et « Séon » (-182 467

euros)

- d'une baisse du budget foncier (- 87 930 euros) en raison du report en 2019 de l'acquisition du n°1 impasse Guichard auprès de la Métropole (-80 000 euros) et du report consécutif de la provision pour frais d'acquisition correspondante (-7 740 euros)

- d'une baisse des dépenses annexes (-6 841 euros) résultant essentiellement d'une réduction des charges de gestion et d'un report d'une partie des frais de commercialisation lié au report des cessions des derniers terrains à bâtir,

- d'une baisse des rémunérations de la SOLEAM (-29 786 euros) résultant de la baisse des dépenses et des recettes par rapport aux prévisions.

* Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 (en TTC):

Au 31 décembre 2018 le montant cumulé des dépenses, TVA résiduelle comprise, s'élève à 39 532 913 euros TTC, soit 96% du montant des dépenses figurant au bilan prévisionnel de la ZAC.

Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- dépenses foncières : 10 003 513 euros, soit 96,5% du budget foncier à terme figurant au bilan prévisionnel de la ZAC,

- dépenses travaux (honoraires techniques + mise en état des sols + Travaux): 18 338 601 euros, soit 94,5% du budget travaux figurant au bilan prévisionnel de la ZAC,

- dépenses annexes (Charges de gestion + Impôts fonciers + Dépenses non rémunérables + Frais de commercialisation + TVA non récupérable) : 2 661 309 euros, soit 98% du budget des dépenses annexes figurant au bilan prévisionnel de la ZAC,

- rémunérations de la SOLEAM : 2 557 443 euros, soit 91,5% du budget des rémunérations figurant au bilan prévisionnel de la ZAC,

- frais financiers : 4 263 112 euros, soit 100 % du budget des frais financiers figurant au bilan prévisionnel de la ZAC, l'intégralité des emprunts étant à ce jour remboursée,

- TVA Résiduelle: 1 708 935 euros, soit 100% de la TVA Résiduelle à terme figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (euros).

* Au terme de l'opération:

Le montant prévisionnel total des dépenses, TVA résiduelle comprise, s'élève à 41 295 755 euros. Il se répartit principalement entre :

- budget foncier et études générales : 10 383 866

euros (soit 25%),

- budget travaux et honoraires : 19 425 202 euros (soit 47%),

- budget dépenses annexes comprenant les charges de gestion, les impôts fonciers, les dépenses non rémunérables, les frais de commercialisation et la TVA non récupérable : 2 716 168 euros (soit 6,5%),

- budget "rémunérations de l'aménageur" : 2 801 026 euros (soit 7%),

- budget "Frais financiers" : 4 263 112 euros (soit 10,5%),

- et TVA résiduelle : 1 706 381 euros (soit 4%)

Cette répartition reste très proche de celle du bilan prévisionnel précédemment approuvé.

Les dépenses prévisionnelles augmentent de +113 999 euros, soit + 0,02%. Cette faible augmentation s'explique principalement par:

- une hausse de la TVA résiduelle (+108 106 euros)

- une hausse du budget travaux (+17 117 euros TTC) essentiellement due à l'augmentation du poste aléas mise en état des sols. Il est à noter que le montant des postes "parachèvement des ouvrages avant rétrocession" a été fixé à 306 444 euros, à un niveau proche du bilan prévisionnel du CRAC au 31 décembre 2017 (305 184 euros TTC) pour le cas où des interventions de remise en état seraient demandées par les services métropolitains gestionnaires de la voirie publique.

- une hausse du budget foncier (+2 227 euros TTC) consécutive à une augmentation du poste études générales pour prendre en compte les études à venir (faisabilité, pollution, etc...),

Ces hausses de budgets étant partiellement compensées par une baisse du budget Dépenses Annexes (-12 012 euros) en raison principalement d'une diminution du poste Taxes Foncières (-11 895 euros) et dans une moindre mesure du budget Rémunérations (-1 439 euros) en fonction de l'évolution des dépenses et des recettes.

RECETTES :

Sur l'exercice écoulé

Sur l'exercice 2018 le chiffre d'affaire s'élève à 9 720 euros, inférieur de 412 245 euros aux prévisions du bilan précédent.

Cet écart s'explique principalement par :

- une réduction du budget Cessions Logement (-215 358 euros) due au report en 2019 des signatures des actes authentiques relatifs à la cession à la LOGIREM du terrain « Rouvière » (-190 608 euros) et à la cession de « la bande de terrain Rouvière » (-24 750 euros)

- une réduction du budget Cessions Activité (-116 887 euros) due au report de la commercialisation des terrains à bâtir traverse Razzoli, rue Maurras et n°1 impasse Guichard (-36 480 euros) et au report de la cession du lot UE25- rue Maurras à la société Vivian (-80 407 euros)

- le report en 2019 de la participation en apport foncier de la Métropole correspondant à la cession du n°1 impasse Guichard (-80 000 euros)

Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 (en TTC):

Au 31 décembre 2018, le montant cumulé des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 39 856 021 euros, soit 96,5 % du montant total des recettes figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (41 295 755 euros). Ce montant se répartit essentiellement entre les postes suivants :

- cessions de terrains pour créer de l'activité : 17 611 979 euros, soit 97,5 % de ce poste à terme,

- cessions de terrains pour construire de logements : 5 080 032 euros, soit 80% de ce poste à terme,

- subventions FEDER: 121 319 euros, soit 100% de ce poste à terme,

- participations constructeurs aux équipements: 169 015 euros, soit 100% de ce poste à terme,

- produits de gestion : 1 404 516 euros, soit 100 % de ce poste à terme,

- produits financiers: 303 872 euros, soit 100% de ce poste à terme,

- participations du Concédant (initialement la Ville puis la Métropole) à l'équilibre du bilan, en apport foncier et en numéraire: 14 518 544 euros, soit 102% de ce poste à terme.

Au terme de l'opération:

Le montant prévisionnel total des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 41 295 755 euros. Il se répartit principalement entre :

- cessions pour activités : 18 057 186 euros, soit 43,5% du montant total des recettes,

- cessions pour logements : 6 351 390 euros, soit 15,5% du montant total des recettes,

- recettes diverses : 2 170 890 euros, soit 5,5% du montant total des recettes. Les recettes diverses comprennent les participations constructeurs (0,5%), les participations autres et autres taxables (0,5%), les produits de gestion (3,5%) et les produits financiers (0,5%),

- participations de la Ville de Marseille et de la Métropole à l'équilibre du bilan de l'opération : 14 228 513 euros, soit 34,5% du montant total des recettes,

- le solde de 487 776 euros correspondant à des cessions autres déjà encaissées et à la subvention versée par le FEDER.

Cette répartition est très proche de celle du bilan prévisionnel précédent.

Les recettes prévisionnelles augmentent de + 114 000 euros, soit + 0,03%, Cette faible augmentation s'explique principalement par une hausse du budget « cession Logements » consécutive à un ajustement du montant de la convention afférente à la passation d'un avenant au CCCT avec AMETIS pour le PC n° 18 00037 – boulevard Jean Labro (+100 800 euros) et à une nouvelle convention de participation signée avec la Poste (+13 199 euros).

PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS :

Il est prévu de laisser aux propriétaires en place, qui n'auraient pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière.

Les constructeurs concernés, non redevables de la part communautaire de la taxe d'aménagement, participent au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention de participation passée avec le Concédant ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L.311.4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge une part du coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

Au 31 décembre 2018, l'aménageur a perçu auprès des constructeurs un montant cumulé de participations de 169 015 euros.

L'aménageur attend un versement de participations constructeurs de 13 200 euros en 2019

PARTICIPATIONS DU CONCEDEANT:

La participation du Concédant, correspondant à l'écart entre dépenses et recettes, s'élève à 14 228 513 euros. Elle est inchangée par rapport aux prévisions

du dernier CRAC approuvé et se répartit comme suit:

- En numéraire : 10 700 969 euros

Au 31 décembre 2018 la Ville de Marseille (autorité concédante jusqu'au 31/12/2015) a déjà versé à la SOLEAM 11 251 000 euros.

Le CRAC au 31 décembre 2018 prévoit le reversement par la SOLEAM à la Métropole d'un trop-perçu de 550 031 euros de participations.

- En apport foncier : 3 527 544 euros

L'opération étant déficitaire, la Ville de Marseille a apporté gratuitement son foncier. La participation en apport foncier de la Ville à l'équilibre de l'opération s'élève à 3 267 544 euros.

Le CRAC au 31 décembre 2018 prévoit en 2019 et 2020 un apport foncier par la Métropole estimé à 260 000 euros, inchangé par rapport au CRAC précédent.

CONVENTION D'AVANCE :

Il n'est pas prévu d'avance financière sur cette opération.

SOLDE DE TRESORERIE :

Au 31 décembre 2018, le solde cumulé de trésorerie est positif et s'élève à 323 108 euros. Ce niveau de trésorerie est inférieur à celui qui était prévu au CRAC au 31 décembre 2017 (415 742 euros).

EMPRUNTS :

L'aménageur a remboursé l'ensemble des emprunts à long et court terme et il n'est pas prévu de nouvel emprunt.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la concession d'aménagement de la ZAC de Saumaty Séon à Marseille 16ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 – Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la concession d'aménagement de la ZAC de Saumaty Séon à Marseille 16ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 – Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la concession d'aménagement de la ZAC de Saumaty Séon à Marseille 16ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 – Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 027-275/19/CT

■ Concession d'aménagement opération de restauration immobilière du Centre-Ville de la Ciotat conclue avec la SOLEAM - Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018. Approbation de l'avenant N°17 à la concession d'aménagement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17294/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement opération de restauration immobilière du Centre-Ville de la Ciotat avec la SOLEAM. Approbation de l'avenant N°17 à la concession d'aménagement conclue avec la SOLEAM.» satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Ville de la Ciotat s'est engagée depuis 1997 dans une politique de réhabilitation et de requalification de son Centre ancien par la mise en œuvre d'une OPAH complexe qui associe la Commune, l'Etat et l'ANAH. En 2001, la Ville de la Ciotat a souhaité associer à cette OPAH un nouveau dispositif de nature à dynamiser le processus de réhabilitation. A cet effet, par délibération n° 02 du 25 février 2002, le Conseil Municipal a confié à Marseille Aménagement la mise en œuvre et le suivi de l'opération de restauration immobilière du centre-Ville de La Ciotat, dans le cadre d'une convention publique d'aménagement telle que prévue aux articles L.300-1 et le L.300-4 du code de l'Urbanisme.

Par délibération du 26 Juin 2006 et 23 Octobre 2015 n° FAG 5/5/19/CC et FCT008-1420/15CC, le Conseil de la communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, et compte-tenu des évolutions législatives liées aux lois n° 2014-58 du 27 Janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, l'objet de la concession d'aménagement – opération de restauration immobilière du centre-Ville de La Ciotat relevait dès lors de la compétence exclusive de la Communauté urbaine.

Aussi, par délibération n°10 du 6 Juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de La Ciotat a approuvé en application de l'article L 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevant de la compétence de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et, suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 Novembre 2015, le conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21/12/2015 n° FCT 030-1585/15/CC en approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 Décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 Décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} Janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 Décembre 2015.

Dans ce cadre, un avenant n°11 à la concession d'aménagement en date du 3 Juillet 2015 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix Marseille Provence à la Ville de La Ciotat en qualité de concédant.

Par avenant n°15 approuvé le 19 octobre 2017, la concession d'aménagement avec la SOLEAM a été prorogé jusqu'au 31 Décembre 2021.

L'évolution de l'opération :

Les missions initiales confiées à la SOLEAM ont été complétées dès 2002 en matière d'animation et de suivi d'OPAH ainsi que la réalisation d'études pré-opérationnelles.

A la suite, une OPAH RU I a été mise en place en 2004.

Les missions de la SOLEAM ont été étendues une nouvelle fois avec l'avenant n°6 de 2007 afin de

permettre le recensement et le suivi des locaux commerciaux vacants à l'intérieur du périmètre du PRI en vue de leur remise sur le marché dans le cadre des actions de la collectivité pour l'attractivité commerciale du centre-ville.

Une seconde opération d'OPAH RU II pour la période 2009/2014 a été instituée. Cette convention est arrivée à échéance le 19 Mai 2015.

L'avenant n°9 de 2014 intègre une augmentation de 135 000 Euros de la participation de la Ville de La Ciotat ainsi que la modification de la rémunération du concessionnaire.

L'avenant n°10 a quant à lui intégré de nouvelles orientations et l'augmentation de la participation publique ainsi que le versement d'une subvention d'équilibre de 9 792 600 Euros.

La durée de la concession a été prolongée de 2 ans, soit jusqu'au 31 Décembre 2017.

L'avenant n°11 a approuvé le transfert du contrat à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

L'avenant n°13, approuvé par délibération n°URB 027-642/16/CM, a redéfini les missions de la SOLEAM jusqu'à la fin de la concession :

- Contrôle de la réalisation et de la conformité des travaux effectués par les propriétaires subventionnés par la Ville, l'ANAH et la Région lors des dernières années de l'OPAH RU 2; constitution des dossiers de demande de paiement auprès des organismes financeurs ;
- Commercialisation des biens ne présentant pas un intérêt stratégique pour la poursuite de l'opération: recherche de prospects, démarches commerciales, rédaction des compromis de vente, exécution de toutes démarches préalables aux réitérations par actes authentiques ;
- Poursuite de la maîtrise foncière des îlots dégradés et de leurs abords (hors procédures de DUP) ;
- Mise en sécurité des biens acquis ;
- Suivi des actes de gestion courante du patrimoine ainsi qu'une rémunération forfaitaire annuelle de 35 000 Euros afin de lui permettre de compenser ses charges que 2 ans.

L'avenant n°14 a approuvé l'augmentation de la participation financière de la Métropole Aix Marseille Provence à l'équilibre du bilan d'un montant de 413 721 Euros.

L'avenant n°15 à la concession d'aménagement et de restauration immobilière du Centre ancien de la Ciotat approuvé par délibération du 19 octobre 2017 a

redéfini les missions jusqu'à la fin de la concession fixée au 31 décembre 2021 à savoir :

- **Sur le plan opérationnel** d'assurer la sortie opérationnelle sur les îlots :

. CASTEL : Démolition de l'îlot et cession à un opérateur pour la réalisation d'un programme de 14 logements

RENAN et Porte des temps : Créer une nouvelle perméabilité entre le vieux Port, le quartier à damier et la rue des Poilus. Recomposition des îlots avec réhabilitation de bâtis et construction neuves qui sera confiée à un opérateur désigné suite à un appel à projets. Réalisation par la SOLEAM des démolitions, de l'aménagement de la place publique sur une partie de l'îlot RENAN et de l'aménagement du passage sous porche sur l'îlot Portes des Temps.

- **Modifier le montant et le versement de la subvention d'équilibre**

Compte tenu de ces nouvelles opérations dans le périmètre du centre ancien de la Ciotat, le montant de la participation à l'équilibre de la Métropole, collectivité concédant, est porté à 2 953 194 Euros. Les dépenses relatives aux interventions d'aménagement sur les îlots RENAN et Portes du temps sont compensées par une participation de la Métropole aux équipements d'un montant de 1 102 000 Euros HT repartit sur la durée de la concession

L'avenant n°16 à la concession d'aménagement et de restauration immobilière du Centre ancien de la Ciotat approuvé par délibération du 18 octobre 2018 a :

- Modifié le montant de la subvention d'équilibre d'un montant global de 2 733 646 Euros et précisé l'échéancier du versement 409 986 Euros versé en 2017 et le solde qui sera perçu en 2018 pour 1 400 000 Euros et 2019 pour 923 660 Euros.

Modifié le montant de la participation aux équipements publics d'un montant de 2 195 386 Euros et précisé l'échéancier du versement qui sera versé en 2019 pour 332 655 Euros en 2020 pour 1 397 046 Euros et 2021 pour 465 685 Euros.

- Ajusté de la rémunération prévue pour la réalisation des équipements publics sur la base de 5% du montant HT des dépenses pour les missions de réalisation de l'équipement public, du fait de l'ajout de l'aménagement du passage sous porche de l'îlot portes du Temps.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018.

Les éléments financiers du CRAC au 31 Décembre 2018:

1/ Les Dépenses

A / Les dépenses sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2018, les dépenses réalisées de 460 579 Euros sont inférieures de 33 379 Euros au montant prévu.

Les dépenses sur le budget **acquisition y compris pour les îlots opérationnels** sont nulles : les acquisitions seront réalisées en 2019.

Les dépenses sur le budget « **Etudes** » s'élèvent à 12 891 Euros TTC et concernent les diagnostics avant démolition ou cession, et les relevés des immeubles et topographiques, des îlots opérationnels.

Les dépenses « Travaux » hors îlots opérationnels s'élèvent à 11 223 Euros TTC, elles correspondent à des charges de gestion sur des copropriétés (appel de fond et assurances) et des travaux d'entretien pour sécuriser les accès aux locaux, avant de les céder à la Ville. Ces dépenses inférieures aux prévisions de 7 049 Euros, en raison de cessions de propriétés à la Ville en juin 2018, occasionnant mécaniquement une baisse des frais de portage.

En ce qui concerne le budget sur les **îlots opérationnels (Espaces publics)**, les dépenses s'élèvent à 356 895 Euros, correspondant à l'éviction commerciale réalisée par la SOLEAM au local du rez-de-chaussée du 16 rue Arnoux. (parcelle AD 248) pour 50 000 Euros. Le poste le plus important de 305 529 Euros concerne la démolition des bâtiments de l'îlot opérationnel Castel, incluant les confortements provisoires. Les confortements définitifs sont reportés à 2019, et feront l'objet d'un marché de travaux.

Pour le budget « **dépenses annexes** », le réalisé est de 41 750 Euros, constitué par les postes divers et imprévus, qui ont occasionnés des dépenses supplémentaires à ce qui était prévu en raison du coût des référés préventifs avant démolition de l'îlot Castel, (30 385€). Le poste assurance est supérieur au prévisionnel en raison de l'acquisition de la salle Pelloutier en 2017. Le montant des impôts foncier est stable avec 10 308 Euros.

Le budget « **Rémunération du Concessionnaire** » de 37 820 Euros est comparable à celle de 2017, mais change de structure. Le poste fixe est de 25 000€ et la partie variable (5% des dépenses HT) est inférieure au prévisionnel de 3780 Euros, du fait d'un montant dépensé inférieur au prévisionnel. Elle s'élève à 12 820 Euros.

Les dépenses de « **frais financiers** » sont nulles en 2018. Cela résulte d'une amélioration de la trésorerie sur 2017 et 2018.

Ainsi, la somme des dépenses pour l'exercice 2018 représente 460 579 Euros TTC, supérieures aux dépenses précisées dans le CRACL 2017, qui s'élevaient à 129 905 Euros TTC. La différence s'explique par la réalisation de la démolition des immeubles de l'îlot Castel avant la cession à l'opérateur qui aura lieu en 2019.

B / Dépenses cumulées sur l'opération au 31 décembre 2018

. Concernant le budget Foncier hors îlots opérationnel (4.6 M d'euros), les dépenses cumulées atteignent les 100%. Pour le budget Travaux hors îlots opérationnels (2.3 M d'euros), les dépenses cumulées sont à 88% par rapport aux dépenses à terme de l'opération.

. Concernant les acquisitions et travaux sur les îlots opérationnels (Espaces publics), les dépenses réalisées au 31 décembre 2018 soit la somme de 1,7M d'euros représente 33 % du montant des dépenses prévisionnelles de l'opération.

. Concernant les dépenses annexes, rémunérations et frais financiers, elles représentent la somme globale de 5 140 585 Euros soit plus de 96 % du montant à terme de l'opération.

C / Evolution des dépenses à terme

La variation des dépenses concernent essentiellement le poste travaux sur les îlots opérationnels qui augmentent de 684 713 Euros HT. Cette variation est dû essentiellement à l'augmentation du poste des acquisitions foncières des propriétés de l'EPF, par la prise en compte du prix de revient et des acquisitions à venir par DUP sur l'îlot Renan (près de 334 000 Euros HT), des démolitions et confortements définitifs sur les îlots opérationnels (130 000 Euros HT), et des travaux d'entretiens plus élevés, sur les locaux acquis (213 000 Euros HT).

2/ Les Recettes:

A / Les recettes hors participation sur l'exercice écoulé :

Les recettes hors participation des collectivités représentent la somme de 5 342 Euros inférieure de 272 494 Euros par rapport aux recettes prévues. Elles correspondent à uniquement à des recettes de gestion locative. Les deux cessions prévues ont été réalisées, mais le paiement est différé à 2019. Cela concerne la cession à la Ville de divers biens en marge des îlots opérationnels et la cession de charge foncière au promoteur de l'îlot Castel, dont l'acte

définitif sera signé après la réalisation de confortements définitifs, suite à la démolition.

B /Recettes cumulées hors participation sur l'opération au 31 décembre 2018

A la fin de l'exercice 2018, le montant des cessions réalisées représentent la somme de 5.729 Millions d'Euros soit 94 % des recettes prévisionnelles à terme de l'opération.

Les recettes diverses, notamment liées aux produits de gestion locative représentent une somme de 465 366 Euros soit près de 100 % des recettes attendues.

C / Evolution des recettes à terme hors participation

Les recettes prévisionnelles à terme de l'opération baissent de 236 500 euros TTC par rapport à 2017, car les recettes de charges foncière aux opérateurs ont été réévaluées à la baisse au regard des équilibres des opérations et à l'avancement de la réalisation l'opération Porte des Temps en 2018. Cependant la subvention fond SRU de 180 000 Euros compense en partie cette baisse de recette, on peut envisager en 2019 une renégociation de charge foncière, notamment sur l'ilot opérationnel Renan.

3/ Perspectives 2019 et années suivantes:

Sur l'ilot CASTEL, la SOLEAM a procédé en 2018 à la démolition et a réalisé des confortements des mitoyens provisoires. La cession de charge foncière a été réalisée au prix de 115 920 Euros. L'acte définitif est conditionné à la réalisation de confortements définitifs prévus en 2019 pour 145 000 Euros.

La SOLEAM a signé une promesse de vente en 2018 les biens en portage foncier de l'EPF pour l'ilot Porte des Temps, qui sera finalisé en 2019. En 2019, la négociation pour la vente de charge foncière se conclura avec la SAGEM, opérateur choisi lors de l'appel à projet lancé en 2017, qui réalisera 13 logements dont 4 logements sociaux. La SOLEAM réalisera l'aménagement du passage sous porche sur l'ilot porte des Temps.

En 2019 et 2020, après la finalisation de la maîtrise foncière, la SOLEAM procédera aux travaux de démolition sur l'ilot RENAN et cèdera une partie du foncier à la SAGEM, opérateur qui aura été choisi lors de l'appel à projet. La SOLEAM aménagera la place publique sur l'autre partie de cette ilot.

La négociation de la charge foncière sur ces deux ilots devra se poursuivre plus finement en 2019. Elle pourra être réactualisée en fonction de l'estimation réelle des coûts de construction.

Concernant l'opération programmée d'amélioration de l'habitat et renouvellement urbain (OPAH – RU II),

cette dernière est arrivée à échéance le 19 Mai 2015. En 2019, il n'est pas prévu d'instruire les demandes de paiements des aides notifiées pendant la durée de l'OPAH RU et qui restent à solder.

Ainsi le bilan global de la concession évolue comme suit :

Le montant total des dépenses passe de 17 184 727 Euros TTC en 2017 à 17 947 021 Euros TTC en 2018, résiduel de TVA compris.

Le montant total des recettes passe de 6 814 804 Euros TTC en 2017 à 6 754 956 Euros TTC en 2018.

Le montant des participations publiques à l'opération passe de 10 451 850 Euros en 2017 à 11 192 065 Euros TTC en 2018.

4 / Les participations à l'équilibre de l'opération :

Le montant global de ces participations se décompose comme suit :

Ville de La Ciotat :

5 522 818 Euros, inchangée

Le montant des participations publiques de la Ville de La Ciotat restant à verser au titre du Crac établi au 31 décembre 2018 s'élève à 97 872 Euros. Cette participation, due par la Ville avant le transfert de l'opération à la Métropole sera versée à la SOLEAM en 2019.

Métropole Aix-Marseille Provence :

Les participations sont de 5 669 247 Euros fin 2018, au lieu de 4 929 032 Euros soit une augmentation de 740 215 Euros

- La **participation à l'équilibre** passe de de 2 733 646 Euros en 2017 à **3 279 866 Euros en 2018**
- La **participation aux équipements publics** passe de 2 195 386 Euros en 2017 à **2 389 381 Euros en 2018**

Le montant des participations publiques de la Métropole Aix Marseille Provence restant à verser au titre du Crac établi au 31 décembre 2018 sont les suivantes :

- pour la subvention d'équilibre de l'opération : **le solde est d'un montant global de 1 559 894 Euros.** 1 719 972 Euros ont été versés en 2018.
- pour la participation aux équipements publics, **la somme globale de 2 389 381 Euros TTC reste à verser.**

L'Avenant N° 17 à la concession

L'avenant n° 17 à la concession d'aménagement et de restauration immobilière du Centre ancien de la Ciotat a pour objet :

- **La modification du montant de la subvention d'équilibre de 3 279 866 Euros** au lieu de 2 733 646 Euros, et la modification de l'échéancier du versement à 1 013 674 Euros en 2019 (dont 90 014 Euros au titre de l'année 2018), et 546 220 Euros en 2020.

- **La modification du montant de la participation aux équipements publics de 2 389 381 Euros TTC** au lieu de 2 195 386 Euros, et la modification de l'échéancier de versement de 332 655 Euros en 2019, 1 591 041 Euros en 2020 et 465 684 Euros en 2021.

Ainsi, le montant de la subvention d'équilibre est en augmentation de 546 220 Euros par rapport au précédent Crac de 2017.

Cette hausse se justifie du fait de l'augmentation des dépenses foncières liées à la réévaluation du prix de revient du foncier acquis à l'EPF pour les îlots Renan et Porte des Temps, ainsi qu'à l'augmentation des coûts de démolition et de confortement réalisés sur l'îlot Castel.

Le montant de la participation aux équipements publics est en augmentation de 193 995 Euros TTC par rapport au Crac de 2017.

L'estimation du prix des travaux d'aménagement et des honoraires reste inchangé à 385 000 Euros HT. La hausse est constituée par la réévaluation à la hausse du prix du foncier d'assiette des espaces publics.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement opération de restauration immobilière du Centre-Ville de la Ciotat avec la SOLEAM. Approbation de l'avenant N°17 à la concession d'aménagement conclue avec la SOLEAM. »

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Qu'il convient d'approuver délibération portant sur l'approbation du compte rendu annuel à la collectivité de la concession d'aménagement sur l'opération de restauration immobilière du centre-ville de la Ciotat établi au 31 décembre 2018.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à la demande d'approbation du compte rendu annuel à la collectivité de la concession d'aménagement sur l'opération de restauration immobilière du centre-ville de la Ciotat établi au 31 décembre 2018 et l'avenant n°17.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 028-276/19/CT

■ Aire d'accueil des gens du voyage de Saint Menet à Marseille 11ème arrondissement - Approbation du règlement intérieur

**Avis du conseil de Territoire
DUFSV 19/17317/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Aire d'accueil des gens du voyage de Saint-Menet à Marseille 11^{ème} arrondissement – Approbation du règlement intérieur. Avis du Conseil de Territoire.» satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM a conféré de nouvelles compétences obligatoires aux communautés urbaines dont la compétence « aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage » et a créé au 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence. Depuis cette date la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit cette compétence.

Une Délégation de Service publique (DSP) Métropolitaine pour la Gestion des Aires d'accueil des gens du voyage a été attribuée par délibération du 16 Mai 2019. Cette DSP a vocation en premier lieu à la Gestion des Aires suivantes :

- « La Garenne » : 25 places « famille » – Salon de Provence
- « Le Réaltor » : 80 Places « familles » Plateau de l'Arbois – Aix en Provence
- « La Malle » : 30 Places « famille » - Bouc Bel Air
- « Rives Hautes » : 23 Places « famille » - Fuveau

D'autre part cette DSP métropolitaine est de nature à pourvoir y inclure d'autres aires suivant les souhaits des territoires et sous réserve de leur compatibilité technique avec le contrat de DSP et son règlement intérieur.

La gestion des deux aires existantes sur le territoire de la ville de Marseille, sises à Saint-Menet et à Mazargues, a été transférée avec un contrat de Délégation de Service Public (DSP) attribué à la

société « Vago » en 2013 par la Ville de Marseille et qui s'est terminé le 31 mars 2019.

L'Aire de Saint-Menet (24 places « famille ») doit faire l'objet d'une réhabilitation et mise aux normes afin de pouvoir intégrer à terme la nouvelle DSP Métropolitaine. Le délai global de cette opération est estimé à 3 années, la phase travaux intervenant en fin de période.

Dans une optique d'harmonisation avec la Délégation de Service Public Métropolitaine et d'une meilleure gestion de l'aire d'accueil de Saint-Menet il est proposé d'approuver un nouveau règlement intérieur et de ses annexes compatible avec le règlement Métropolitain.

Ce règlement intérieur et ses annexes comprennent la tarification des places, des fluides, des dépôts de garantie ainsi que les tarifs des pénalités en cas dégradations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Aire d'accueil des gens du voyage de Saint-

Menet à Marseille 11^{ème} arrondissement –
Approbation du règlement intérieur. Avis du
Conseil de Territoire ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver le règlement intérieur de l'Aire d'Accueil des Gens du Voyage de Saint-Menet située dans le 11^{ème} arrondissement de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à la demande d'approbation du règlement intérieur de l'Aire d'Accueil des Gens du Voyage de Saint-Menet située dans le 11^{ème} arrondissement de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 029-277/19/CT

■ **Approbation d'une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et Rénovation Urbaine à volet copropriétés dégradées OPAH RU II Centre ancien de Marignane avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de Marignane. Approbation d'une convention financière avec la Région**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17293/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence

dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Approbation d'une convention d'Opération Programmée d'amélioration de l'Habitat et Rénovation Urbaine à volet copropriétés dégradées « OPAH RU II Centre ancien de Marignane » avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de Marignane. Approbation d'une convention financière avec la Région.» satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, à compter de sa création le 1er janvier 2016, les compétences de la Communauté Urbaine MPM.

Contexte :

La commune de Marignane s'est engagée depuis 2011 dans une restructuration majeure de son centre-ville, qui connaissait une dévalorisation importante de l'état des logements, une désaffectation des commerces et services. L'habitat ancien devenait un parc social de fait avec des poches d'indignité, ce qui soulignait une perte d'attractivité continue depuis 20 ans.

Le projet de Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD) engagé en 2012 est le projet structurant du centre historique : il permet un renouvellement des logements et des espaces publics. Cela concentre des financements publics exceptionnels de l'Etat, de l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU), de l'Agence Nationale de l'Amélioration de l'Habitat, du Département et de la Région.

Cette restructuration prend son impulsion à partir d'un important parc immobilier communal dans le cœur historique. Des projets de réhabilitation réalisés par 13 Habitat, un équipement public majeur, le Centre des Arts, ainsi que la réhabilitation et la reconstruction de près de 200 logements devraient raviver la fréquentation du centre de Marignane. Un programme général de requalification des espaces publics du centre historique est réalisé par la Métropole, sur l'ensemble des voiries et la création d'une grande place : la place de l'Olivier.

Les projets du PNRQAD s'accompagnent d'une OPAH RU traitant l'habitat privé d'avant 1949, et d'un

quartier labellisé Politique de la Ville, qui couvre les quartiers d'habitat collectif du centre. En effet, avec près de 6000 habitants, le centre-ville concentre une part importante de ménages pauvres, et une forte proportion de jeunes (40% de la population est en dessous du seuil de pauvreté, et 36% a moins de 25 ans).

Le centre ancien de Marignane comporte 1 362 logements et 2200 habitants. Les logements sont privés à 88%. Une grande majorité d'entre eux (532 logements) se trouvent dans le secteur sud de Jaurès, cible prioritaire de l'OPAH RU. Les tendances observées sont une désertion des propriétaires occupants, qui ne seraient plus que 150 sur l'ensemble du périmètre de l'OPAH.

Le type d'habitat dans le centre ancien est composé d'immeubles d'environ 2 étages maximum, avec une part importante de maisons de ville, qui peuvent devenir un moteur du renouveau, une fois réhabilitées, voire restructurées.

Une première OPAH RU a été menée de 2011 à 2016. Elle visait la réhabilitation de 235 logements. 129 logements ont été financés, dont 85 avec une aide de l'ANAH. L'activité s'est concentrée sur les 2 dernières années de l'OPAH puisque 55% des dossiers ont été déposés entre 2015 et 2016. Une hausse des ventes s'est révélée en 2016, avec des prix de 30% au-dessous des prix moyens de la commune. Les loyers du centre ancien à 11€/m², sont équivalents à ceux des logements plus récents, du fait d'une forte demande. Les locations comme les ventes dans le centre-ville se font par le bouche à oreilles, et échappent encore aux circuits des professionnels.

En 2019, l'effet répulsif du centre-ville a disparu, et la dynamique engagée en 2012 commence à être visible. Des enseignements ont été tirés de cette première OPAH RU, suite à l'évaluation réalisée par la SOLIHA en 2017 :

- La prise de conscience de l'importance de l'habitat indigne et des marchands de sommeil a entraîné une organisation des services de la Ville sur ce sujet. Un protocole de Lutte contre l'Habitat Indigne (LHI) est en cours de signature.
- L'importance de l'action en direction des propriétaires occupants a été réaffirmée, tout en maintenant une action pour améliorer la qualité des logements locatifs.
- Associer une action coercitive à une action incitative, s'est révélée nécessaire, en veillant à séparer les équipes qui se chargent de l'une et de l'autre.

Orientations stratégiques

L'objectif de cette « OPAH RU II Centre ancien de Marignane » pour les 5 ans à venir est de donner aux propriétaires du centre-ville la confiance, les moyens et l'envie de rénover leur patrimoine avec 3 enjeux :

1. Rendre plus efficace la lutte contre l'habitat indigne
2. Maintenir les propriétaires occupants présents et favoriser l'installation de nouveaux accédants en centre-ville
3. Encourager des réhabilitations de qualité par immeuble avec les propriétaires, occupants ou bailleurs

Les objectifs sont de :

- Mettre un terme à la « banalisation de l'habitat indigne » qui entraîne des conséquences graves sur la santé, le cadre de vie des habitants et l'attractivité du centre-ville
- Viser l'efficacité énergétique et lutter contre la précarité énergétique
- Promouvoir la modération des loyers et les dispositifs fiscaux pour sécuriser de nouveaux investisseurs
- Valoriser le patrimoine architectural et urbain du centre-ville
- Identifier les copropriétés non organisées et les accompagner dans leur mise en copropriétés
- Réhabiliter les parties communes des propriétaires bailleurs en mono-propriété
- Adapter les logements aux personnes en situation de perte d'autonomie

Objectifs quantitatifs

Les objectifs quantitatifs ont été estimés en regard de l'évaluation de la précédente OPAH RU, et de l'évaluation réalisée en 2017 par la SOLIHA. Les objectifs étaient de traiter un maximum de 200 logements financés par l'ANAH avec 150 logements locatifs et 50 logements occupés par leur propriétaire.

Les propositions ajustées en 2019 sont d'intervenir avec des fonds ANAH et les autres partenaires, sur 227 logements répartis comme suit :

- 72 logements occupés par leur propriétaire
- 114 logements appartenant à des bailleurs privés
- 11 copropriétés

Par ailleurs, la Ville, La Métropole, le Département et la Région pourront élargir l'action jusqu'à 300 logements, par le biais de « primes » pour la

rénovation énergétique, la rénovation de façades, l'adaptation des logements, la remise en location de l'accession pour 15 logements.

logements vacants. Enfin, plusieurs aides inciteront à

Objectifs par partenaires pour 5 ans

	ANAH	METROPOLE	VILLE	DEPARTEMENT	REGION
Propriétaires Occupants	72	78	72	110	39
Propriétaires Bailleurs	114	68	156	136	80
Copropriété	11	11	51		4
Accession		15			15
Bail à réhabilitation (pm)	10	10		10	10

La priorité d'intervention concerne les propriétaires occupants, dont le cumul des aides se situent le plus souvent entre 60% et 80%. 72 seront éligibles aux aides de l'ANAH et près de 156 seront aidés par des primes attribuées par la Métropole, le Département et la Région, notamment sur la transition énergétique.

L'objectif est en effet de maintenir les propriétaires occupants présents dans le centre-ville, en leur permettant d'améliorer leur habitat. Une action pour solvabiliser au mieux ces propriétaires sera engagée avec les SACICAP locales. Il est également recherché de favoriser l'implantation de nouveaux propriétaires occupants, notamment en mobilisant les maisons de ville, importantes dans le centre-ville, qui peuvent accueillir un garage en rez-de-chaussée.

La seconde priorité concerne les propriétaires bailleurs, qui selon les situations pourront obtenir entre 25% et 60% d'aides publiques, tous partenaires confondus. 114 seront éligibles aux aides de l'ANAH et près de 280 seront aidés pour améliorer les logements, voire les conventionner.

L'enjeu est d'obtenir des réhabilitations de qualité, et d'encourager à conventionner les logements réhabilités, pour améliorer les conditions d'habitat des locataires et maîtriser les prix des locations.

La Ville de Marignane mettra en place les procédures nécessaires pour lutter contre les logements indignes, et pourra poursuivre les marchands de sommeil. La Métropole pourra mettre en place des procédures plus coercitives à travers un périmètre de restauration immobilières pour obliger certains propriétaires à faire des travaux. Des secteurs d'aménagement sont également envisagés.

Enfin, dans la durée de l'OPAH, il pourra être envisagée la mise en place d'un permis de louer.

Enfin, l'intervention sur les copropriétés se compose d'une aide aux travaux pour 11 copropriétés dégradées ou concernées par une procédure spécifique (péril, insalubrité...) **et d'une aide à la constitution des copropriétés** qui sera mise en place par la Ville.

Action Logement dont l'objectif premier est de faciliter l'accès au logement des salariés sera signataire de la convention afin de mieux faire valoir ses aides, constituées par des prêts pour des travaux et de diversifier son offre locative en construisant une solution d'offre sociale privée, en complément de l'offre de logements conventionnés proposée par les bailleurs sociaux.

Par ailleurs, en dehors de la maquette financière de l'OPAH RU II, les partenaires signataires de l'OPAH pourront être sollicités pour les opérations de Bail à Réhabilitation, intéressantes pour aider les propriétaires qui ne peuvent pas investir à lisser les coûts de la réhabilitation, ou pour la mise en location de biens réhabilités par la Ville.

Le volume d'aide aux travaux prévu pour 5 ans est de 5 725 625 Euros. La Métropole assurera la maîtrise d'ouvrage de l'OPAH, et la Ville de Marignane assurera le suivi des dossiers en proximité.

La Métropole assurera la maîtrise d'ouvrage du marché de l'équipe d'animation et engagera la totalité de la somme du marché, en recherchant une aide auprès de l'ANAH.

De même, la Métropole réalisera les avances de subvention de travaux pour le compte du Département et de la Région, ce qui donne lieu à une convention financière avec cette dernière.

Enfin, le Département donnera un accord de principe sur la totalité de la somme, mais ne s'engagera que sur les sommes des deux premières années de l'OPAH.

D'autres partenaires seront sollicités comme Action Logement ou la SACICAP pour abonder cette action.

	ANAH	METROPOLE	VILLE	DEPARTEMENT	REGION	TOTAL
Total 5 ans _Aide aux travaux	3 285 275 €	651 500 €	1 080 150 €	464 850 €	243 850 €	5 725 625 €
Moyenne annuelle	657 055 €	130 300 €	216 030 €	92 970 €	48 770 €	1 145 125 €
Total Ingénierie	500 000 €	500 000 €				1 000 000 €
TOTAL PAR PARTENAIRE	3 785 275 €	1 151 500 €	1 080 150 €	464 850 €	243 850 €	6 725 625 €

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Approbation d'une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et Rénovation Urbaine à volet copropriétés dégradées « OPAH RU II Centre ancien de Marignane » avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de Marignane. Approbation d'une convention financière avec la Région.»

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et Rénovation Urbaine à volet copropriétés dégradées « OPAH RU II Centre ancien de Marignane » avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de Marignane ;
- Qu'il convient d'approuver la convention financière avec la Région.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention d'Opération Programmée d'amélioration de l'Habitat et Rénovation Urbaine à volet copropriétés dégradées « OPAH RU II Centre ancien de Marignane » avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de Marignane. Approbation d'une convention financière avec la Région.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 030-278/19/CT

■ Stratégie territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Concessions d'Éradication de l'Habitat Indigne - Approbation des avenants 23 et 22 aux conventions de concession passées avec Marseille Habitat et Urbanis Aménagement sur le territoire de Marseille

**Avis du Conseil deTerritoire
DUFSV 19/17311/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Stratégie territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé – Concessions d'Éradication de l'Habitat Indigne - Approbation des avenants 23 et 22 aux conventions de concession n° T1600918CO et n°T1600919CO passées avec Marseille Habitat et Urbanis Aménagement sur le territoire de Marseille » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé suite au drame de la rue d'Aubagne.

L'un des volets de l'action immédiate décidée pour Marseille est la maîtrise de 100 immeubles privés dans le délai le plus court pour contribuer à la transformation du parc « social de fait » en parc « social de droit ».

La mission a été confiée par la Métropole Aix-Marseille Provence, compétente en matière d'habitat, à deux aménageurs, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, déjà en activité dans le cadre de deux concessions d'Éradication de l'Habitat Indigne qui offrent la possibilité d'intervenir sur l'ensemble du territoire marseillais en maîtrisant le foncier privé dégradé à travers les procédures de droit.

Ainsi, par délibérations du 28 février 2019, approuvant respectivement les avenants n°21 et 22, ces concessions métropolitaines ont été prorogées

jusqu'en décembre 2021 et leurs champs d'intervention élargi à une liste d'immeubles dégradés supplémentaires parmi lesquels il s'agit pour chacun des concessionnaires de procéder à la maîtrise foncière de 50 d'entre eux par voie d'expropriation.

Afin de pouvoir engager toutes les procédures de droit nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne, il convient d'actualiser la liste des immeubles rentrant dans le champ de ces concessions d'aménagement. Aussi, il est proposé par le présent rapport d'approuver l'avenant n°23 à la convention de concession n° T1600918CO passée avec Marseille Habitat et l'avenant n°22 à la convention de concession n° T1600919CO passée avec Urbanis Aménagement.

La procédure de Déclaration d'Utilité Publique pour une première liste d'immeubles est engagée par rapport distinct au cours de la présente séance.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la Stratégie territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé – Concessions d'Éradication de l'Habitat Indigne -

Approbation des avenants 23 et 22 aux conventions de concession n° T1600918C0 et n°T1600919CO passées avec Marseille Habitat et Urbanis Aménagement sur le territoire de Marseille.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Stratégie territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé – Concessions d'Éradication de l'Habitat Indigne - Approbation des avenants 23 et 22 aux conventions de concession n° T1600918C0 et n°T1600919CO passées avec Marseille Habitat et Urbanis Aménagement sur le territoire de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Stratégie territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé – Concessions d'Éradication de l'Habitat Indigne - Approbation des avenants 23 et 22 aux conventions de concession n° T1600918C0 et n°T1600919CO passées avec Marseille Habitat et Urbanis Aménagement sur le territoire de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 031-279/19/CT

■ Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Approbation du bilan de la concertation préalable aux déclarations d'utilité publique nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne
Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 19/17449/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération

satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé – Approbation du bilan de la concertation préalable aux Déclarations d'Utilité Publique (DUP) nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé en décembre 2018 une stratégie durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne qui prévoit la mise en place d'un cadre d'intervention global avec pour objectif de traiter 10 000 logements en 10 ans sur Marseille. Sans attendre la mise en place effective de ce cadre opérationnel, la Métropole a décidé d'engager sur le territoire marseillais des mesures immédiates en vue d'acquiescer les immeubles les plus dégradés par le biais de Déclarations d'Utilité Publique (DUP) concernant des interventions d'intérêt général. L'objectif est multiple : rénover les immeubles les plus dégradés, produire du logement social dans les secteurs le nécessitant, remettre sur le marché des logements vacants, produire des équipements publics mais aussi constituer des réserves foncières pour des projets de renouvellement urbain et améliorer les conditions d'habitabilité d'îlots bâtis.

Compte tenu de cette stratégie d'intervention volontariste, et au regard du volume d'immeubles à maîtriser par le biais de procédures adaptées, une concertation publique réglementaire est nécessaire.

Par délibération n° DEVT 003-5509/19/CM en date du 28 février 2019, la Métropole Aix-Marseille Provence a défini les modalités de concertation publique conformément aux articles L. 103-2, L. 103-3 2° et L. 103-4 du code de l'urbanisme pour la production de logements sociaux et pour la constitution de réserve foncière à déclarer d'utilité publique.

Sur la base de cette délibération, des mesures de publicité ont annoncé aux administrés l'objet, les lieux, dates et modalités du déroulement de cette concertation.

La concertation s'est déroulée du mardi 26 mars au mardi 23 avril 2019 inclus, sous la forme d'une exposition publique dans les locaux de l'Espace Accompagnement Habitat sis 19, rue de la République (13002), avec mise à disposition d'un registre permettant au public de consigner remarques, questions et observations. Pendant ce mois de concertation, huit permanences techniques, organisées les lundis matin et vendredis après-midi, ont permis d'apporter des explications sur les projets et de répondre aux questions des visiteurs.

Huit personnes au total ont été accueillies dans le cadre de ces permanences et huit contributions écrites ont été consignées dans le registre.

Une réunion de présentation portant sur l'objet de cette concertation et sur la stratégie plus globale de lutte contre l'habitat indigne a été organisée au bénéfice des représentants des Conseils Citoyens des 1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème} et 6^{ème} arrondissements de Marseille, le lundi 13 mai 2019 au CCO Bernard Dubois (13001), animée par les techniciens de la Direction de l'Aménagement et de l'Habitat de la Métropole Aix Marseille Provence (Conseil de Territoire Marseille Provence).

Aujourd'hui, conformément aux articles L 103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, il est proposé d'approuver le bilan de cette concertation publique qui met particulièrement en avant l'attente des propriétaires, occupants, habitants et usagers sur les points suivants :

- demande générale des participants d'une communication plus régulière de la puissance publique sur les opérations et la stratégie menées dans le cadre de la lutte contre l'habitat indigne

- inquiétude des copropriétaires de « bonne foi », souvent occupants, pour faire face aux travaux d'entretien nécessaires dans des copropriétés qui manquent parfois de moyens. Ils souhaitent l'augmentation des aides publiques et la mise en place d'un accompagnement pour y parvenir.

- une crainte est également formulée par certains propriétaires de devoir mettre leur bien en vente par manque de moyens financiers pour réaliser les travaux d'entretien nécessaires et d'une potentielle « récupération » par des investisseurs qui pourraient remettre sur le marché des biens rénovés avec des montants de cession ou de loyers excessifs par rapport aux prix pratiqués actuellement.

- attention particulière à la lutte contre les marchands de sommeil demandée à la puissance publique ainsi qu'à l'ensemble des acteurs du logement et de l'habitat (ex : CAF, Etat, Justice, Anah, etc)

- souhait d'un renforcement du respect des droits et obligations de chacun des acteurs du logement et de l'habitat (puissance publique, syndicats, propriétaires, notaires, gestionnaires de biens, etc.)

Enfin, des réponses aux participants ont été apportées par les techniciens lors des permanences tenues dans le cadre de la concertation.

L'ensemble des observations formulées est annexé au bilan.

Le bilan de la concertation sera mis en ligne sur le site internet de la Métropole.

Les évolutions relatives à l'avancée des procédures seront publiées régulièrement sur le site internet de la Métropole et pourront donner lieu à l'organisation d'autres rendez-vous avec les propriétaires, habitants, syndicats, associations locales et autres personnes concernées dans le cadre de temps de concertation complémentaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé – Approbation du bilan de la concertation préalable aux Déclarations d'Utilité Publique (DUP) nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé – Approbation du bilan de la concertation préalable aux Déclarations d'Utilité Publique (DUP) nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé – Approbation du bilan de la concertation préalable aux Déclarations d'Utilité Publique (DUP) nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 032-280/19/CT

■ Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Concessions Eradication de l'Habitat Indigne - Engagement des procédures d'expropriation nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne concernant 41 immeubles sur le territoire Marseillais

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17450/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé – Concessions Eradication de l'Habitat Indigne – Engagement des procédures d'expropriation nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne concernant 41 immeubles sur le territoire Marseillais » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé suite au drame de la rue d'Aubagne. Cette stratégie nécessite d'intégrer les polices de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire en matière d'habitat et de renouvellement urbain : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier, et, lorsque l'intérêt général est avéré, pourvoir porter atteinte à la propriété privée. Cette politique nécessite une refonte de l'organisation locale des acteurs, un renforcement des moyens humains et financiers, et l'élaboration d'un cadre contractualisé avec l'Etat, qui sont en cours.

Sans attendre la mise en place du cadre opérationnel complet, la Métropole a décidé d'actions immédiates sur le territoire marseillais. Il s'agit de recourir aux prérogatives de puissance publique, notamment celle de l'Etat en matière d'expropriation, lorsque l'utilité publique justifie d'intervenir sur le patrimoine privé dégradé du fait de l'inaction des propriétaires ou du manque de moyens ne leur permettant pas d'assumer leur devoir.

Dans ce cas l'intervention publique vise à rénover les immeubles de manière complète et pérenne, à produire du logement social dans les secteurs le nécessitant, à remettre sur le marché des logements

vacants, à produire des équipements publics mais aussi constituer des réserves foncières pour des projets de renouvellement urbain et l'amélioration des conditions d'habitabilité d'îlots bâtis.

La Déclaration d'Utilité Publique (DUP) des projets poursuivis est un préalable à la maîtrise de ces immeubles privés. Elle autorise et motive le recours à l'expropriation.

Compte tenu de cette stratégie globale et au regard du volume d'immeubles à maîtriser qu'elle implique, une concertation publique, conformes aux articles L. 103-2, L. 103-3 2^e et L. 103-4 du code de l'urbanisme, s'est tenue du 26 mars au 23 avril 2019. Le bilan de cette concertation est soumis au vote de notre assemblée par rapport distinct.

L'un des volets de l'action immédiate décidée pour Marseille est la maîtrise de 100 immeubles privés dans le délai le plus court pour contribuer à la transformation du parc « social de fait » en parc « social de droit ».

La mission a été confiée par la Métropole Aix-Marseille Provence, compétente en matière d'habitat, à deux aménageurs, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, déjà en activité dans le cadre de deux concessions d'Eradication de l'Habitat Indigne qui offrent la possibilité d'intervenir sur l'ensemble du territoire marseillais en maîtrisant le foncier privé dégradé à travers les procédures de droit. Par délibérations du 28 février 2019, ces concessions métropolitaines ont été prorogées jusqu'en décembre 2021 et leurs objectifs augmentés : il s'agit pour chacun des concessionnaires de procéder à la maîtrise foncière de 50 immeubles dégradés supplémentaires.

La cible principale de leur action est constituée par des immeubles isolés, ou solidaires dans les désordres, objets d'actes de polices de l'habitat révélant la carence des propriétaires privés, dont le traitement ponctuel ne remet pas en cause une restructuration à l'îlot, ou dont les désordres ne découlent pas d'une pathologie, d'ores et déjà identifiée, liée à la stabilité des sols sur un périmètre plus large.

La revente des immeubles maîtrisés est destinée en priorité à des bailleurs sociaux, et, à la marge, selon la situation, à des opérateurs privés engagés à produire du logement locatif social ou de l'accession sociale.

Dans le cadre de leur mission, et pour atteindre l'objectif assigné, les deux aménageurs travaillent sur un volant de quelque deux cents immeubles. Pour établir le projet à déclarer d'utilité publique, chaque immeuble nécessite une mise au point technique, juridique et financière : état des lieux, élaboration des faisabilités financières et opérationnelles, vérification

des états de propriété, besoins en relogements, évaluation foncière par l'administration fiscale.

Aujourd'hui une première vague de 41 immeubles est présentée pour engager les procédures d'expropriation nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne. A cette fin il s'agit d'obtenir la Déclaration d'Utilité Publique des programmes de travaux suivant :

- 40 immeubles destinés à la production de logements sociaux,

- 1 immeuble en péril grave (sis 8, rue du Capitaine Galinat – 13005) qui du fait de sa proximité immédiate avec le groupe scolaire Sainte Cécile mitoyen sera démolé et destiné à l'extension de l'équipement.

La liste de ces immeubles à soumettre aux enquêtes préalables à Déclaration d'Utilité Publique et enquêtes parcellaires conjointes est annexée au présent rapport.

A cette fin, il est proposé d'habiliter Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture des enquêtes préalables aux Déclarations d'Utilité Publique et des enquêtes parcellaires conjointes au profit de ses concessionnaires, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, agissant au titre de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, en vue de maîtriser ces immeubles pour mettre en œuvre les opérations d'intérêt général.

Les dossiers d'enquêtes publiques et parcellaires seront transmis en Préfecture par Marseille Habitat et Urbanis Aménagement dès leur complétude.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé – Concessions Eradication de l'Habitat Indigne – Engagement des procédures d'expropriation nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne concernant 41 immeubles sur le territoire Marseillais.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé – Concessions Eradication de l'Habitat Indigne – Engagement des procédures d'expropriation nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne concernant 41 immeubles sur le territoire Marseillais ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé – Concessions Eradication de l'Habitat Indigne – Engagement des procédures d'expropriation nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne concernant 41 immeubles sur le territoire Marseillais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 033-281/19/CT

■ Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Mesures de l'ANAH pour le traitement en urgence des copropriétés dégradées

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17507/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Mesures de l'ANAH pour le traitement en urgence des copropriétés dégradées » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adopté sa nouvelle stratégie territoriale intégrée de lutte contre l'habitat indigne pour laquelle certaines actions opérationnelles sont mises en œuvre immédiatement. L'une des cibles de la lutte contre le mal logement est l'intervention dans les copropriétés privées dégradées pour aider à leur redressement pérenne.

Le 21 janvier 2017 la Métropole Aix Marseille Provence avait déjà signé avec l'État, l'Agence de la rénovation urbaine (ANRU) et l'Agence de l'habitat (ANAH) un accord partenarial pour une stratégie d'intervention dans les grandes copropriétés et un troisième protocole de lutte contre l'habitat indigne, constituant le volet « habitat privé » du protocole de préfiguration du nouveau programme national de rénovation urbaine.

Le 28 novembre 2018 le conseil d'administration de l'ANAH a délibéré la mise en œuvre du plan national Initiative Copropriétés, qui prévoit des dispositions exceptionnelles et des taux de subventions dérogatoires notamment jusqu'à 100 % du HT pour des travaux urgents, qui pourront bénéficier aux copropriétés inscrites dans un dispositif de type ORCOD, les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de Renouvellement Urbain à volet « copropriété dégradée », ou plan de sauvegarde.

Toutefois pour bénéficier de ces mesures, une instruction du 26 mars 2019 de la Directrice générale de l'ANAH impose aux collectivités et EPCI compétent en matière d'habitat un engagement formel à :

- participer financièrement aux travaux d'amélioration ou au déficit de recyclage de la copropriété ;
- mettre en place tous les outils disponibles d'ingénierie (y compris l'accompagnement au relogement des ménages).

Il n'est pas exigé un chiffrage du financement.

Une délibération du Bureau Métropolitain reprenant ces engagements est donc nécessaire pour majorer les subventions de l'ANAH pour les ensembles suivants :

- copropriété Les Facultés – Aix-en-Provence,
- copropriété La Mariélie – Berre l'Etang,
- copropriétés du Parc Bellevue – Marseille,
- copropriétés du Parc Corot – Marseille,
- copropriétés du Parc Kallisté – Marseille,
- copropriété La Maurelette – Marseille,
- copropriété Plombière – Marseille,
- les copropriétés incluses dans l'OPAH RU transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne Marseille-centre » dont les copropriétés Bel Horizon, dans l'OPAH RU multisites « Grand Centre Ville » à Marseille, dans l'OPAH RU « Centre ancien La Ciotat », dans l'OPAH RU II « Centre ancien de Marignane » en cours d'approbation.

L'engagement de la subvention est conditionné à la production de cette délibération mais il est toujours possible, voire souhaitable pour leur instruction, que les dossiers de demande nous soient déposés auparavant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Mesures de l'ANAH pour le traitement en urgence des copropriétés dégradées.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Mesures de l'ANAH pour le traitement en urgence des copropriétés dégradées ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Mesures de l'ANAH pour le traitement en urgence des copropriétés dégradées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 034-282/19/CT

■ Affectation de la révision de l'opération travaux sur copropriétés dégradées

Avis du Conseil de Territoire DGDU 19/17350/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compte 60 000 logements privés potentiellement indignes dont quelques 12 000 appellent un traitement prioritaire.

Parmi ces logements dégradés un certain nombre se concentre dans de grandes copropriétés des années 60-70, que ce soit à Aix, Marseille, Berre ou Marignane.

La lutte contre l'habitat indigne devient une des cibles majeures de la réhabilitation.

Du fait de leur configuration, les grandes copropriétés dégradées deviennent un enjeu urbain et social.

L'Etat ne cesse de renforcer l'arsenal réglementaire contre le mal logement.

A ses côtés l'Agence Nationale de Rénovation urbaine (ANRU) et l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) apportent d'une part des aides aux collectivités et aux bailleurs sociaux pour une intervention publique directe, d'autre part des subventions aux propriétaires privés pour la requalification de leur patrimoine ainsi qu'un aide à la gestion aux syndicats.

En 2018 l'Etat a décidé d'un plan national d'intervention le « Plan initiative copropriétés » pour soutenir et accélérer les interventions de l'ensemble des acteurs. L'Anah lors de son conseil d'administration du 28 novembre 2018 a adopté un dispositif d'aide dédié à ce plan national, notamment une aide simplifiée et majorée aux syndicats de copropriété pour les travaux urgents.

Cette politique volontariste entraîne la programmation d'interventions partenariales plus rapides et plus soutenues des collectivités.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'habitat, doit réévaluer l'enveloppe sur fonds propres qu'elle accorde à cette politique pour remplir pleinement son rôle.

L'opération d'investissement n°2016103800 inscrite au budget pour un montant de 5 000 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 161092BP du programme 09, a été révisée à hauteur

de 2 128 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 7 128 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'affectation de la révision de l'opération n°2016103800 « Travaux sur copropriétés dégradées ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le rapport portant sur « Affectation de la révision de l'opération n°2016103800 « Travaux sur copropriétés dégradées ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 035-283/19/CT

■ Approbation de six conventions relatives à des subventions pour le financement de travaux d'urgence pour les syndicats de copropriété du Parc Corot à Marseille 13^{ème} arrondissement

Avis du Conseil de territoire DUFSV 19/17184/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de six conventions relatives à des subventions pour le financement de travaux d'urgence pour les syndicats de copropriété du Parc Corot à Marseille 13^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le Parc Corot est un ensemble immobilier comprenant 376 logements, localisé dans le quartier prioritaire « Malpassé-Corot », 130 avenue Corot, dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille.

Cet ensemble est constitué de 7 bâtiments d'habitation, gérés par 1 syndicat principal et 7 syndicats secondaires, les immeubles A, C, D, E, F, G et H. L'emprise foncière de la résidence inclut également un petit centre commercial et des garages.

Le 22 janvier 2016, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté « portant création du plan de sauvegarde (PDS) sur la copropriété du Parc Corot », dont la 1^{ère} commission d'élaboration s'est tenue en novembre 2016.

Le 21 décembre 2017 a été signé par la Métropole le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU), qui prévoit des interventions sur le Parc Corot dans le cadre du plan de sauvegarde (PDS).

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du 30 Mars 2017, la Métropole a approuvé la signature d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Ce protocole recense notamment le Parc Corot comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire.

Par délibération n° DEVT 001-2082/17/CM du 18 mai 2017, la Métropole a approuvé le troisième protocole pour la mise en œuvre d'un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille 2017-2022, permettant notamment de saisir le Juge en vue de la désignation d'un administrateur judiciaire pour la gestion du Parc Corot.

Le 13 janvier 2017, par jugement du Tribunal de Grande Instance de Marseille, Vincent Gillibert de la SCCP Gillibert et associés, a été désigné administrateur judiciaire sur le syndicat principal et sur les syndicats secondaires des bâtiments C, D, E, F, G et H.

Le 30 août 2018, le Cabinet AJA a été désigné administrateur judiciaire sur le syndicat principal et sur les bâtiments C, D, E, F, G et H en remplacement de la SCCP Gillibert, démissionnaire. Par ordonnances du 19 février 2019 et du 7 mars 2019, les pouvoirs de l'administrateur provisoire ont été élargis à tous les pouvoirs de l'Assemblée Générale des copropriétaires à l'exception de ceux prévus aux a) et b) de l'article 26, et du conseil syndical, conformément aux dispositions de l'article 29-1 alinéa 2 de la loi du 10 juillet 1965.

Le Parc Corot est un des 14 sites bénéficiant d'un suivi national dans le cadre du plan « Initiative Copropriétés » engagé par l'Etat fin 2018 en fonction de l'urgence de leur situation. Dans ce contexte ils font l'objet d'un suivi particulier de la part de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU). Ce plan a fait l'objet d'une délibération du Conseil d'administration de l'ANAH du 28 novembre 2018, qui en a validé les modalités de mise en œuvre, notamment la majoration du taux des subventions pour les travaux urgents.

Suite au diagnostic technique élaboré par Citémétrie pour le compte du GIP Marseille Rénovation Urbaine, et compte tenu de l'état de dégradation des parties communes, il est nécessaire de prévoir un programme de travaux d'urgence sur l'ensemble du Parc Corot à l'exception de l'immeuble « A » frappé d'un arrêté

d'insécurité imminente des équipements communs en date du 23 novembre 2018 qui a entraîné son évacuation et sa neutralisation. Ces travaux à mener d'urgence ont pour objectif de répondre aux désordres les plus criants en matière de protection de la santé et de la sécurité des habitants.

Par délibération n° DEVT 004-4210/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole a approuvé la création d'une opération d'aménagement, au sens de l'article L-300-1 du Code de l'Urbanisme, afin d'intervenir pour remédier aux graves difficultés de la copropriété du Parc Corot.

L'atteinte des objectifs s'organise en deux temps :

- Tout d'abord, l'engagement de travaux d'urgence permettant d'assurer la sécurité des parties communes et des équipements communs des différents immeubles constitués en syndicats secondaires, ainsi que des travaux sur les parties communes générales gérées par le syndicat général, et ce, sur une durée de 18 à 30 mois. La Commission d'élaboration du Plan de Sauvegarde réunie sous l'égide de Madame la Préfète à l'Egalité des Chances en date du 19 mars 2019 a validé ce programme de travaux, son estimation financière et son mode de financement.

Ces travaux et leur financement font l'objet de chacune des conventions jointes en annexes, portant sur les bâtiments C, E, F, G et H, à

conclure avec les syndicats concernés. L'administrateur provisoire a adopté le programme de travaux, son enveloppe financière et son mode de financement.

- Ensuite, une opération d'aménagement portée par la Métropole sera mise en place pour permettre la mise en œuvre :
 - o d'une part, des travaux de conservation et de fonctionnement des équipements des parties communes, ainsi que la réalisation des travaux en parties privatives dans les immeubles qui peuvent être conservés sous le régime de la copropriété ;
 - o et, d'autre part d'assurer le recyclage des immeubles les plus dégradés.

Enfin, les travaux urgents relatifs au bâtiment D, géré par un syndic professionnel, seront proposés dans le cadre d'une prochaine délibération, après leur approbation par une Assemblée générale de copropriété.

Le montant des aides apportées par la Métropole en complément des subventions de l'Anah sont définies dans le tableau ci-après :

	Bât C	Bât E	Bât F	Bât G	Bât H	Synd. Princ.	TOTAL en euros
ANAH	389 700	124 600	212 600	490 800	184 300	26 600	1 428 600
MAMP	64 500	21 400	36 400	82 900	31 800	6 000	243 000
TOTAL en euros	454 200	146 000	249 000	573 700	216 100	32 600	1 671 600

Dans le cadre du plan « Initiative copropriétés », les travaux d'urgence pour le Parc Corot sont financés par l'ANAH à hauteur de 100 % du montant hors taxes des travaux et des honoraires techniques.

La participation de la Métropole complète le financement de l'ANAH en prenant en compte le coût total des travaux toutes taxes comprises, les honoraires techniques et l'assurance dommage ouvrage, à l'exception des honoraires de syndic.

Il convient de conclure six conventions entre la Métropole et les Syndicats des copropriétaires du « Parc Corot » bâtiments C, E, F, G, H, d'une part, et, d'autre part, avec le syndicat principal. Ces conventions ont pour objet le financement des travaux d'urgence sur les parties communes de ces bâtiments

ainsi que des parties communes générales du Parc Corot.

Les modalités de ces versements sont définies dans les conventions de financement citées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de six conventions relatives à des subventions pour le financement de travaux d'urgence pour les syndicats de copropriété du Parc Corot à Marseille 13^{ème} arrondissement.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de six conventions relatives à des subventions pour le financement de travaux d'urgence pour les syndicats de copropriété du Parc Corot à Marseille 13^{ème} arrondissement.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de six conventions relatives à des subventions pour le financement de travaux d'urgence pour les syndicats de copropriété du Parc Corot à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 036-284/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Logements d'urgence Giono

Avis du Conseil de Territoire DGDU 19/17352/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci après :

Dans le cadre de la suite des événements dramatiques de la rue d'Aubagne à Marseille et de la lutte contre l'habitat indigne, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été saisie pour réaliser la transformation du Collège GIONO en hébergements temporaires. Les personnes évacuées lors des procédures de péril imminent y seront logées, pour une durée courte (un mois maximum), dans l'attente d'une solution de relogement provisoire ou définitif.

Contexte de l'opération et programme

Le collège Jean Giono est actuellement désaffecté. Il est situé dans le quartier de La Rose à Marseille, au sein d'une zone pavillonnaire. Le collège est constitué d'un bâtiment ancien d'environ 1250 m² avec 3 ailes de 1 à 3 niveaux (salles de cours, réfectoire, bureaux, sanitaires) et un gymnase d'environ 150 m² dans un bâtiment préfabriqué. Le site comprend également une villa de 116m², à priori non prise en compte dans ce projet.

Le programme comprend :

- Un espace d'accueil : bureau d'enregistrement, infirmerie, psychologue, espace d'attente avec jeux pour enfants, stockage d'objet pour besoins immédiats, espace de collation, sanitaires publics et personnels pour les agents, bureaux et salle de réunion
- Un espace de restauration : une cuisine centrale (prestataire extérieur) et un réfectoire
- Un espace d'hébergement : une zone pour célibataires (séparés hommes et femmes) et une zone pour les familles ; des sanitaires et un espace confort pour la préparation des repas particuliers (nourrissons, en-cas rapide ou régimes alimentaires particuliers).

Les études de faisabilités ont permis de déterminer une capacité d'accueil de seize (16) familles et dix (30)

personnes célibataires ou couple, soit 124 personnes au maximum sur l'ensemble du bâtiment.

Contexte réglementaire

Le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH Art. L521-3-3) définit l'obligation par le représentant de l'Etat de reloger les personnes concernées, à titre temporaire dans l'attente d'un relogement définitif, dans un logement « décent », correspondant à l'un des quatre types de logements suivants :

- Une structure d'hébergement (type accueil d'urgence, des sans-abris ou des migrants)
- Un établissement ou un logement de transition (véritables logements)
- Un logement-foyer (EHPAD, foyers de travailleurs, résidences sociales, maisons-relais, etc.)
- Une Résidence Hôtelière à Vocation Sociale (RHVS ou « Logirelais »)

La loi ne prévoit pas aujourd'hui un type de structure prévue uniquement pour le relogement temporaire en cas de procédure de péril imminent. Le cadre réglementaire retenu pour ce projet, et correspondant a priori au mieux aux besoins, serait une structure d'hébergement.

Le projet correspond à une « création de locaux d'hébergement », la référence est donc celle du logement-foyer neuf ou acquis-amélioré. La réglementation impose des chambres individuelles de 12m², des chambres doubles de 18m², et des sanitaires et rangements individuels pour chaque unité de vie (*Circulaire du 5 mars 2009 pour la relance relative à l'hébergement, et Annexe III de l'arrêté du 10 juin 1996*). Les locaux doivent également suivre les normes d'accessibilité PMR dans les logements, ce qui contraint les possibilités d'aménagement.

Estimation du projet

Ces travaux de réaménagement et de mise aux normes sont estimés aujourd'hui à 2 000 000 euros TTC, coût opération y compris honoraires et désamiantage.

L'opération d'investissement n°2019003000, « Logements d'urgence Giono », d'un montant de 2 000 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 190011BP du programme 01, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Logements d'urgence Giono » ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au rapport portant sur « l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Logements d'urgence Giono" ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 037-285/19/CT

■ Approbation des modifications de l'avenant à la convention d'attribution de subventions à la Mission locale de La Ciotat pour le financement d'aides individuelles aux jeunes des quartiers prioritaires politique de la Ville pour une qualification dans les métiers de l'animation et du secourisme

DPV 19/17393/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° VU 035-421/18/CT du 11 décembre 2018, le Conseil de Territoire Marseille Provence a approuvé un avenant à la convention passée avec la Mission locale de La Ciotat relative au financement d'aides individuelles aux jeunes pour une qualification dans les métiers de l'animation et du secourisme.

A la date de signature de cette convention, les collectivités mettaient en effet en place les temps d'activités périscolaires (TAP) qui nécessitaient le recours à de nombreux animateurs disposant a minima d'un BAFA. En 2017, le dispositif des TAP, jusqu'ici obligatoire, est devenu facultatif pour les communes. Par ailleurs, la Mission locale a rencontré des difficultés pour atteindre le nombre de formations initialement prévues au regard du nombre de jeunes intéressés par ces formations.

Cependant, si le public visé n'est pas aussi important que prévu, le dispositif revêt un intérêt réel pour une part significative de jeunes, contribuant ainsi à leur insertion professionnelle et leur permettant souvent d'accéder à un premier emploi.

Compte-tenu de ces évolutions et de ces constats, il a été proposé par avenant à la convention initiale de modifier à la baisse le volume financier et de formation, prévu initialement et de prolonger la durée des conventions afin de financer les BAFA sur la totalité des modules, ceux-ci pouvant s'effectuer sur une durée maximale de trois ans.

Cependant, l'avenant comportant une erreur matérielle concernant le montant de la participation financière de la Métropole, celui-ci n'a pu être signé par les parties. Il convient donc d'approuver un nouvel avenant permettant la correction de cette erreur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération de la Communauté Urbaine n° HPV014-1279/15/CC du 25 septembre 2015
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° VU 035-421/18/CT du 11 décembre 2018.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'à la date de conclusion de la convention initiale, les communes mettaient en place les temps d'activités périscolaires (TAP) qui nécessitaient le recours à de nombreux animateurs disposant a minima d'un BAFA.
- Qu'en 2017, le dispositif des TAP, jusqu'ici obligatoire, est devenu facultatif pour les communes.
- Que le financement des formations visées revêt néanmoins un intérêt réel pour une part significative de jeunes des quartiers prioritaires et qu'il contribue ainsi à leur insertion professionnelle et à l'accès à un premier emploi.

- Que l'avenant approuvé par délibération n° VU 035-421/18/CT du 11 décembre 2018 comporte une erreur matérielle concernant la participation financière de la Métropole qu'il convient de rectifier.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-joint à la convention n°15/1900 conclue avec la Mission locale de La Ciotat qui annule et remplace l'avenant approuvé par délibération VU 035-421/18/CT du 11 décembre 2018.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer le présent avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 038-286/19/CT

■ Approbation des modifications de l'avenant à la convention d'attribution de subventions à la Mission locale de Marseille pour le financement d'aides individuelles aux jeunes des quartiers prioritaires politique de la Ville pour une qualification dans les métiers de l'animation et du secourisme
DPV 19/17394/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° VU 005- 364/18/CT du 13 novembre 2018, le Conseil de Territoire Marseille Provence a approuvé un avenant modificatif de la convention initiale conclue avec la Mission locale de Marseille relative au financement d'aides individuelles aux jeunes pour une qualification dans les métiers de l'animation et du secourisme.

A la date de signature de cette convention, les collectivités mettaient en effet en place les temps d'activités périscolaires (TAP) qui nécessitaient le recours à de nombreux animateurs disposant a minima d'un BAFA.

En 2017, le dispositif des TAP, jusqu'ici obligatoire, est devenu facultatif pour les communes. La Ville de Marseille a ainsi choisi de poursuivre les TAP jusqu'en juin 2018 puis de les supprimer à la rentrée scolaire de septembre 2018 comme un grand nombre de communes.

Par ailleurs, la Mission locale a rencontré des difficultés pour atteindre le nombre de formations initialement prévues au regard du nombre de jeunes intéressés par ces formations.

Cependant, si le public visé n'est pas aussi important que prévu, le dispositif revêt un intérêt réel pour une part significative de jeunes, contribuant ainsi à leur insertion professionnelle et leur permettant souvent d'accéder à un premier emploi.

Compte-tenu de ces évolutions et de ces constats, il a été proposé par avenant à la convention initiale de modifier à la baisse le volume financier et de formation, prévu initialement et de prolonger la durée de la convention jusqu'en 2020.

Cependant, l'avenant n'a pu être signé au regard de la nécessité de procéder à des modifications de celui-ci en raison de la présence d'une erreur relative à la participation financière versée à la Mission locale de Marseille et au souhait de celle-ci d'achever la convention fin 2019.

Aussi, il est proposé d'approuver un nouvel avenant permettant de procéder à ces ajustements.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération de la Communauté Urbaine n° HPV014-1279/15/CC du 25 septembre 2015
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° VU 005-364/18/CT du 13 novembre 2018

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'à la date de conclusion de la convention initiale, les communes mettaient en place les temps d'activités périscolaires (TAP) qui nécessitaient le recours à de nombreux animateurs disposant a minima d'un BAFA ;
- Que la Ville de Marseille a supprimé à compter de la rentrée scolaire de septembre 2018 ce dispositif ;
- Que le financement des formations visées revêt néanmoins un intérêt réel pour une part significative de jeunes des quartiers prioritaires et qu'il contribue ainsi à leur insertion professionnelle et à l'accès à un premier emploi ;
- Que l'avenant approuvé par délibération n° VU 005-364/18/CT du 13 novembre 2018, n'a pu être signé au regard de la nécessité de procéder à des modifications liées à une correction d'une erreur matérielle et à la limitation de la durée de la convention à fin 2019 ;

- Qu'il y a donc lieu d'approuver un nouvel avenant permettant de procéder à ces ajustements.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-joint à la convention n°15/1900 conclue avec la Mission locale de Marseille qui annule et remplace l'avenant approuvé par délibération n° VU 005-364/18/CT du 13 novembre 2018.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer le présent avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 039-287/19/CT

■ Approbation de l'engagement partenarial régional en faveur du logement et d'une attractivité durable des territoires en région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la charte y afférent

Avis du Conseil de Territoire DHCS 19/17504/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de l'engagement partenarial régional en faveur du logement et d'une

attractivité durable des territoires en région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la charte y afférent

Avis du Conseil de Territoire » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le 79^{ème} congrès HLM s'est réuni à Marseille du 9 au 11 octobre 2018.

Dans ce cadre, un certain nombre de partenaires, acteurs du logement et du foncier ont souhaité réaffirmer leur engagement en faveur du logement et d'une attractivité durable des territoires en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en signant une charte déclinant 6 objectifs majeurs :

- Construire une vision stratégique du territoire
- Soutenir une production de logements adaptés aux besoins
- Agir sur le parc existant et le renouvellement urbain
- Faciliter les parcours résidentiels et la mise en œuvre du Plan Logement d'Abord
- Poursuivre la mobilisation de tous au service du logement et du foncier
- Valoriser les savoir-faire de notre région et promouvoir l'innovation

Cette signature a eu lieu le 18 octobre 2018, sous le haut patronage du Secrétaire d'État auprès du Ministre de la Cohésion des territoires, Monsieur Julien Denormandie, et a réuni aux côtés du Préfet de région représentant l'État, la Banque des Territoires, l'Agence nationale de l'habitat, l'Association Régionale HLM Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse, l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Ce nouvel engagement fait suite à la « Charte d'engagement pour le Logement et de mobilisation du foncier en Provence-Alpes-Côte d'Azur » initié en 2014 par les partenaires ci-dessus énoncés.

Au vu des résultats opérationnels positifs obtenus sur la période 2014-2017, il a été jugé opportun de poursuivre et amplifier cette dynamique régionale vertueuse en y associant les acteurs majeurs à l'échelle de la Politique de l'Habitat, au rang desquels la Métropole Aix-Marseille-Provence, en charge de la compétence habitat à l'échelle des 92 communes et des 6 territoires qui la composent.

Cette sollicitation a été formellement exprimée par un courrier du Préfet de Région, Monsieur Pierre Dartout aux membres du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement le 15 novembre 2018.

Depuis cette date, 16 autres partenaires ont accepté de signer l'engagement partenarial.

Ainsi, il est proposé au Conseil de Territoire Marseille-Provence de se prononcer pour avis sur l'engagement partenarial régional en faveur du logement et d'une attractivité durable des territoires en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cette charte fait état du soutien à nombre de chantiers déjà engagés par la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses territoires aux côtés d'autres partenaires et collectivités, et notamment :

- Le soutien au développement du logement social et très social
- Le soutien au logement des jeunes et en direction des publics fragiles
- L'action sur le parc existant et le renouvellement urbain
- la mise en place de la Conférence Intercommunale du Logement
- la déclinaison du Plan Logement d'abord à l'échelle intercommunale
- l'action sur les copropriétés dégradées

Tous ces axes sont d'ores et déjà mis en œuvre ou inscrits dans le « Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain de Marseille Provence », « l'accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées » et signé le 21 décembre 2017 par la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence et les travaux engagés pour l'élaboration du Programme Local de l'Habitat à l'échelle métropolitaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'un certain nombre de partenaires, acteurs du logement et foncier ont souhaité réaffirmer leur engagement en faveur du logement et d'une attractivité durable des territoires en Région PACA, en signant une charte déclinant six objectifs majeurs ;
- Que la signature de la charte portant engagement partenarial régional en faveur du logement et d'une attractivité durable des territoires en région Provence-Alpes-Côte d'Azur par la Métropole est conforme aux objectifs de la politique de l'habitat conduite par celle-ci
- Qu'il convient d'approuver l'engagement partenarial régional en faveur du logement et d'une attractivité durable des territoires en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la charte y afférent ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « Approbation de l'engagement partenarial régional en faveur du logement et d'une attractivité durable des territoires en région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la charte y afférent
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'engagement partenarial régional en faveur du logement et d'une attractivité durable des territoires en région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la charte y afférent

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 040-288/19/CT

■ Approbation de la deuxième série de la programmation de l'appel à projets 2019 Fonctionnement du Contrat de Ville du Territoire Marseille Provence DPV 19/17351/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un contrat de ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2020, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique, ceux qui sont issus des engagements pris par la communauté urbaine dans le contrat de ville 2015-2020, auxquels s'ajoutent ceux qui sont transférés par la Ville de Marseille dans le cadre de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) fin 2015.

Un appel à projet commun aux quatre communes concernées a été lancé le 10 septembre 2018 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence, afin de faire émerger et de soutenir des actions au service des habitants des quartiers prioritaires.

Pour être éligibles à un financement par les crédits spécifiques Politique de la Ville, les projets proposés doivent :

- s'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville et dans les projets de territoire,
- concerner les habitants des quartiers prioritaires de la nouvelle géographie de la Politique de la Ville, - et venir en complément du droit commun des partenaires qui doit être mobilisé en priorité.

Enfin, les projets permettant l'accompagnement des Projets de Renouvellement Urbain ont été priorisés.

Les projets ont été instruits par les équipes Politique de la Ville de la Métropole et des communes concernées, en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat et le Conseil Départemental pour retenir les projets les plus pertinents.

Cette programmation a été validée lors d'un comité de pilotage du contrat de ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 08 février 2019 auquel participaient des représentants de la Métropole, des quatre communes concernées, de l'Etat, du Conseil Départemental, des représentants des conseils citoyens et des autres partenaires.

Une première programmation correspondant au vote de 513 actions a été approuvée par délibération du 26 mars 2019 pour un montant de 3 249 323 euros.

Concernant l'approbation de la deuxième série de la programmation de l'appel à projets 2019 Fonctionnement du Contrat de Ville du Territoire Marseille Provence :

Conformément aux engagements pris lors du comité de pilotage du 8 février dernier, il est proposé d'approuver le financement d'actions complémentaires, dont les dossiers n'ont pu être présentés lors du Conseil de Territoire du 26 mars 2019 pour un montant de 377 983 euros répartis comme suit :

- Les actions mises en œuvre par les gestionnaires de Maisons pour tous de Marseille :

La Ville de Marseille a renouvelé les délégations de service public pour la gestion des Maisons pour tous (MPT) pour une durée de six années.

L'approbation de certaines actions correspondant à des projets mis en œuvre par les gestionnaires de ces Maisons pour Tous a dû être décalée dans l'attente de l'attribution des nouvelles délégations de service public par la Ville de Marseille.

Le Conseil municipal du 4 février 2019 a approuvé l'attribution des Délégations de Services Public des Maisons Pour Tous aux associations suivantes pour une durée de 5 années, du 1^{er} avril au 31 mars 2024 :

- Léo Lagrange : MPT Belle de Mai

- FAIL 13 : MPT Kléber et MPT Vallée de l'Huveaune
- Association de Gestion et d'animation des Familles et des Associations : MPT Maison des familles et des associations 13/14.

Les 3 délégataires ont confirmé le maintien ou la reprise des 18 actions qui avaient reçu un avis favorable de principe au comité de pilotage du 8 février 2019 et ont transmis leurs dossiers administratifs aux services du conseil de territoire.

Ces 18 actions sont présentées au vote du Conseil de territoire pour un montant de 75 550 euros.

- Les actions en attente d'informations complémentaires :

- La Maison de l'emploi :

La Métropole était en attente de la consolidation du plan de financement global des 2 actions intitulées « conseillères mobilité » qui est désormais effective. Le montant de la subvention de ces deux actions au titre du Contrat de ville est de 14 000 euros.

- La Maison de la Justice et du Droit :

En décembre 2015, la Ville de Marseille a validé la création d'une Maison de la Justice et du Droit (MJD) qui ouvrira au 46 avenue Capitaine Gèze 13014 Marseille.

La mise en place de la Maison de la Justice et du Droit est inscrite dans le programme d'action cadre du Contrat de ville 2015-2020 afin de renforcer et de diversifier l'offre de service à la population en matière d'accès aux droits.

La Métropole participe financièrement à l'action pour « Accueil et animation de la MJD de Marseille ».

Il est donc proposé à l'EPCI d'attribuer une subvention de 93 000 euros selon le tableau ci-annexé.

- Les actions dont les porteurs de projet ont régularisé leurs dossiers administratifs

Il est proposé d'approuver le financement d'actions aux porteurs suivants ayant régularisé leurs dossiers administratifs de demande de subvention :

- ACCES : 2 actions pour un montant de 5 000 euros
- Formation et Métier : 2 actions pour un montant de 17 000 euros
- SCOP Créa perspective : 1 action pour un montant de 4 400 euros
- La source : 1 action pour un montant de 5 000 euros
- Cours Galilée : 1 action pour un montant de 5 000 euros

- ACADEL : 2 actions pour un montant de 32 000 euros
- APIS : 5 actions pour un montant de 32 000 euros
- IFAC Provence : 11 actions pour un montant de 66 533 euros
- Association Loisir Sport Culturel du bassin de Séon : 1 action pour un montant de 2 500 euros
- COSENS : 1 action pour un montant de 5 000 euros
- Malezi Ya Lewo : 1 action pour un montant de 1 000 euros
- Infos à Gogo : 2 actions pour un montant de 18 000 euros
- Edusport : 1 action pour un montant de 2 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération

intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;

- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- Le comité de pilotage du contrat de ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 8 février 2019 ;
- La délibération du Conseil de territoire du 26 mars 2019 N° VU 026-104/19 portant sur l'approbation de la programmation 2019 du Contrat de ville du Conseil de territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose les financements de 52 projets émergeant de l'appel à projets 2019 du Contrat de Ville lancé par les partenaires du Contrat de Ville du Conseil de Territoire de Marseille Provence le 10 septembre 2018 pour un montant total de 377 983 euros ;
- Que la création d'une Maison de la Justice et du Droit et l'articulation de cette structure avec l'ensemble des espaces de proximité dédiés à la consultation et à l'accès aux droits est une action inscrite dans le contrat de ville ;
- Que cette participation financière aux différentes actions issues de la programmation annuelle Contrat de Ville permet le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants ;
- Que ces projets ont été approuvés par les partenaires du Contrat de ville ;
- Que ces projets ont été retenus par le comité de pilotage du Contrat de ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 8 février 2019 rassemblant l'ensemble des partenaires.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions pour la réalisation des actions décrites en annexe sur le tableau ci-joint et dont les montants figurent dans la colonne

« Montant subvention Métropole Aix Marseille Provence ».

Article 2 :

Est approuvée la liste des porteurs de projets ci-annexée pour lesquels une convention de financement devra être conclue.

Article 3 :

Est approuvé le modèle de convention ci-annexé, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 4 :

Est autorisé le paiement intégral pour les subventions inférieures à un montant de 5 000 euros.

Article 5 :

Est autorisé le mandatement d'un acompte de 35 % des subventions auprès des organismes bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Article 6 :

Les crédits nécessaires pour les actions de la programmation 2019, soit 377 983 euros TTC, sont inscrits au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Article 7 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 041-289/19/CT

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Yes We Camp pour le projet Foresta - Approbation d'une convention DPV 19/17347/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille, sous le plateau de la Viste, un terrain de 20 hectares, ancienne carrière d'extraction d'argile réhabilitée lors de l'aménagement de la ZAC Saint-André et du centre

commercial Grand Littoral, fait l'objet d'un projet de développement d'un parc urbain métropolitain nommé Foresta.

Ce site, rendu facilement repérable à l'échelle de la ville par les lettres MARSEILLE, recense aujourd'hui une multiplicité des usages spontanés : motocross, cueillette, promenade, running, jardinage...et présente un potentiel certain pour développer un véritable lieu de vie citoyen, mais aussi un espace de coopération et de développement local.

Dans le cadre d'une démarche participative initiée en 2015, l'association Yes We Camp a engagé un travail collectif sur la transformation de cet espace en parc Métropolitain. Ce projet fait l'objet d'un partenariat avec la société Résilience propriétaire du terrain et la coopérative Hôtel du Nord, mais également de contributions et participations :

- du Bureau des guides du GR2013,
- du collectif Safi et de la Gare Franche,
- des associations Ancrages, Images et Paroles Engagées, Arènes, Espigaou, Les jardins partagés du Belvédère,
- des CIQs riverains,
- des centres sociaux de Campagne Lévêque, Del Rio,
- du Collège Barnier,
- d'artistes et d'habitants des quartiers.

L'objectif de cette démarche est la création d'un espace ouvert, accessible, accueillant et non-discriminant lié à une dynamique territoriale et locale, avec comme objectifs le partage de savoir-faire, la production d'emplois, le développement personnel, l'innovation, le déploiement artistique et la lutte contre l'exclusion.

La méthode est itérative. La construction du projet se réalise par succession d'échanges, d'ateliers sur site, balades exploratoires, événements festifs, permettant en parallèle la définition des plans de construction d'une ferme, d'un hameau productif et d'installations ludiques sur la colline.

Les principaux objectifs du projet Foresta couvrent ainsi les domaines économiques, sociaux, environnementaux et artistiques avec :

- La création d'un espace structurant dans le territoire, encourageant l'économie locale et les liens entre les quartiers aujourd'hui fragmentés spatialement et socialement, incluant huit quartiers prioritaires de la Politique de la Ville : Saint Henri, Saint André, Consolat Ruisseau Mirabeau, La Calade / Campagne Lévêque, Les Aigalades, La Viste, La Castellane /La Bricarde Plan D'Aou /Saint-Antoine et La Savine.
- L'accueil sur site des porteurs de projets dans les domaines de l'innovation

environnementale, de l'agriculture urbaine, du pastoralisme, de l'art et du sport.

- La proposition d'outils d'accompagnement et de cohérence globale avec sur place une équipe technique, un atelier et des bureaux partagés.
- La création d'aménagements architecturaux et paysagers s'appuyant sur les ressources naturelles offertes par le site et favorisant les démarches participatives.
- Des constructions simples, supports d'activités culturelles, sportives, productives et pédagogiques.
- La contribution aux programmes de rénovation urbaine des quartiers alentours.
- La protection de la biodiversité et de la restauration des écosystèmes.

Inscrit sur plusieurs années, le projet FORESTA vise ainsi le déploiement sur site des fonctions suivantes :

- Parc : espace ouvert à la promenade, pique-niques, pratiques sportives.
- Incubateur de plein air : accueil de projets entrepreneuriaux mêlant art, éducation, sport, santé, tourisme, artisanat, agriculture.
- Infrastructure sociale : salle d'étude, douches et sanitaires, cantine.
- Implication citoyenne : mise en place d'une gouvernance ouverte avec un budget participatif.
- Destination touristique : programmation culturelle, accueil de groupes.

A cet effet, l'association Yes We Camp, intervenant comme opérateur du site et maître d'ouvrage, a signé avec la société MALL 95, société du groupe Résilience et propriétaire du site, une convention d'occupation à titre précaire de huit ans prenant effet à compter de juillet 2018. Un terrain d'une superficie d'environ 4,4 hectares est ainsi mis à disposition de l'association.

Elle a également sollicité des demandes de subvention auprès de divers fonds et partenaires institutionnels, dont le FEDER (Fonds Européen de Développement Régional), la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Au regard de la portée du projet de l'association et de sa contribution au développement local, à l'aménagement, au rayonnement et à l'attractivité du territoire métropolitain, le montant de la subvention de fonctionnement versée à l'association Yes We Camp est arrêté à 50 000 € pour l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la demande de subvention porte sur un projet contribuant au développement local, à l'aménagement, au rayonnement et à l'attractivité du territoire

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 50 000 € pour l'année 2019 à l'association Yes We Camp pour la mise en œuvre du projet FORESTA.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec l'association Yes We Camp.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont prévus au Budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence, Sous-Politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 042-290/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association Handitoit Provence - Approbation d'une convention annuelle d'objectifs

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 19/17355/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Attribution d'une subvention à l'association Handitoit Provence – Approbation d'une convention annuelle d'objectifs - Avis du Conseil de Territoire - Approbation d'une convention annuelle d'objectifs » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'association HandiToit Provence créée en 2002 a pour objet de promouvoir le droit au logement des personnes handicapées, en facilitant le libre choix du logement pour la personne handicapée de vivre seule ou en famille dans un logement ordinaire adapté à son besoin et favorisant l'autonomie. Elle agit en favorisant la concertation entre les différents organismes pour la conception, la mise en œuvre et l'attribution de logements adaptés.

HandiToit Provence a développé, sur les territoires de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Plateforme Régionale du Logement Adapté, qui constitue une interface entre l'offre et la demande de logements des personnes en situation de handicap moteur. Cette démarche vise à répondre aux difficultés des personnes handicapées moteur d'accéder à un logement adapté.

Depuis plusieurs années, dans le cadre de conventions de partenariat et de financement spécifiques, l'association intervient plus particulièrement sur les Conseils de Territoire de Marseille Provence et du Pays d'Aix.

Concernant le Conseil de Territoire de Marseille Provence : la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a signé dès 2010 une convention de partenariat et de financement avec l'association Handitoit Provence.

Dans son Programme Local de l'Habitat 2012-2018, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole entendait répondre aux besoins en logements et en structures d'accueil pour les personnes handicapées en favorisant une politique d'amélioration et de création de logements adaptés dans le secteur public et privé. Le partenariat engagé avec l'association Handitoit Provence a été un des leviers identifiés à cet effet.

Concernant le Conseil de Territoire du pays d'Aix : depuis 2002, la Communauté du Pays d'Aix a pris l'engagement d'une prise en compte globale de l'intégration des personnes à mobilité réduite pour mettre en œuvre une politique volontaire en faveur des personnes à mobilité réduite et des personnes handicapées. Dans sa délibération du 15 juillet 2002, la Communauté du Pays d'Aix indique que « les collectivités locales jouent un rôle essentiel pour garantir l'accès à ces droits fondamentaux. L'accessibilité du cadre de vie est une condition indispensable pour permettre l'autonomie des personnes handicapées en vue de leur intégration sociale et professionnelle. Les collectivités qui participent à l'aménagement de l'environnement doivent tout mettre en œuvre pour assurer à l'ensemble des citoyens et donc aux personnes handicapées, la possibilité de circuler librement et d'utiliser les services ouverts au public».

En mars 2012, la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité (CIAPH) a conduit au sein de son

groupe de travail Habitat une étude sur l'adaptation au handicap des logements du parc social de la Communauté du Pays d'Aix. Il ressortait de cette étude la nécessité de soutenir les bailleurs dans la production de logements adaptés et accessibles.

Dans son projet de deuxième Programme Local de l'Habitat, la Communauté du Pays d'Aix a notamment souhaité mieux répondre aux besoins spécifiques des personnes en situation de handicap :

- en favorisant le maintien des personnes à domicile,
- en augmentant les capacités d'accueil des établissements spécialisés,
- en développant l'offre de logements adaptés mais aussi en favorisant les mises en accessibilité d'entrées d'immeubles au sein du parc locatif social.

Pour contribuer à mettre en œuvre ces orientations, une convention a été signée entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association HandiToit Provence portant sur la période 2016-2018.

Dans la continuité de ces actions, par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la Charte Régionale d'engagement pour le logement des personnes en situation de handicap et de perte d'autonomie liée à l'âge en région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, qui vise notamment à développer l'offre de logements adaptés et à accompagner la prise en compte des besoins en logements des personnes en situation de handicap et de perte d'autonomie dans leur politique locales de l'habitat, de l'aménagement et du handicap.

Ainsi, en lien avec les acteurs institutionnels en charge de la politique en faveur des personnes handicapées, et notamment la Maison Départementale des Personnes Handicapées des Bouches du Rhône :

- la Métropole Aix-Marseille-Provence, délégataire des aides publiques en faveur de l'habitat, associe HandiToit Provence au repérage des programmes de logements sociaux neufs et à la concertation avec les bailleurs pour la création d'une offre locative adaptée, ainsi qu'à la sensibilisation des propriétaires bailleurs privés sur les aides disponibles auprès de l'Anah,
- L'association HandiToit Provence, quant à elle, s'engage, dans le cadre de la plateforme du logement adapté, à repérer la demande en logements émanant de personnes handicapées, la faire connaître et apporter son expérience technique pour la conception et la réalisation de logements adaptés.

Dans ce cadre, en 2018 le Conseil de Territoire Marseille Provence et le Conseil de Territoire du Pays

d'Aix ont contribué respectivement à hauteur de 10 000 € et 8 000 € à l'action d'HandiToit Provence.

En ce qui concerne le bilan de l'année écoulée, HandiToit a poursuivi le partenariat avec les bailleurs sociaux et a aujourd'hui signé des conventions avec 31 bailleurs présents sur le territoire de la Métropole, avec pour objectif de développer des logements accessibles et adaptés et garantir la bonne adéquation entre la demande et l'offre produite.

L'association mobilise les bailleurs pour introduire des logements adaptés dans les programmes de logements sociaux en cours de développement par les bailleurs dès la phase de conception des projets. Elle réalise un travail de conseil auprès des bailleurs sociaux notamment via la mise à disposition du cahier des charges du logement adapté HandiToit.

Au cours de l'année 2018, 56 logements accessibles et adaptés ont été livrés dans le département des Bouches-du-Rhône dont 39 sur le Territoire Marseille Provence et 9 sur le Territoire du Pays d'Aix.

L'association favorise également une mise en relation de l'offre et de la demande grâce à la sensibilisation et l'information auprès des institutions ainsi que la mise en relation lors des attributions : diffusion de l'offre, identification des demandeurs et lien avec les réservataires. En 2018 à l'échelle du département ce sont 71 ménages qui ont pu être accompagnés et accéder à un logement adapté : 56 ménages entrés dans les logements neufs livrés au cours de l'année et 15 dans des logements à la relocation.

L'identification de la demande se poursuit grâce au réseau que l'association HandiToit a construit et entretient avec différents partenaires tels que les centres de rééducation fonctionnelle, les centres hospitaliers, les Centres Communaux d'Action Sociale, les Maisons Départementales de la Solidarité, la Maison Départementale des Personnes Handicapées, les associations de personnes handicapées et d'aide à la personne.

L'association assure également un accueil téléphonique (4 593 appels reçus en 2018 en forte augmentation, en provenance en majorité de particuliers), et a mis en place depuis 2018 en expérimentation un accueil physique une demi-journée par semaine afin de développer un accompagnement plus personnalisé. La possibilité de réaliser et mettre à jour une demande de logement accessible et adaptée dématérialisée est également possible via le site logementadapté13.fr

L'association a conduit en 2018 un travail de mise à jour de la base de données des demandeurs d'un logement adapté afin d'actualiser le nombre de personnes réellement en recherche d'un logement et de mieux qualifier la demande (typologie recherchée, besoins spécifiques en fonction du handicap...) A

l'échelle de la région, 2010 ménages sont actuellement à la recherche d'un logement adapté dont 47% souhaitent vivre dans le département des Bouches-du-Rhône et en priorité dans la Métropole : cela représente donc 897 ménages en recherche d'un logement adapté dans la Métropole dont une part non négligeable de personnes vieillissantes (35% des demandeurs ont plus de 60 ans).

Enfin, assurer la traçabilité des logements adaptés est un enjeu prioritaire. L'association a engagé en lien avec les bailleurs sociaux un recensement des logements accessibles et adaptés afin de constituer une base de donnée dont la visibilité est assurée via le site [logementadapté13](#).

Ce partenariat n'est pas la seule action engagée par la Métropole Aix-Marseille-Provence vis-à-vis du logement des personnes handicapées et en perte d'autonomie. Au titre de la délégation des aides à la pierre métropolitaine, en 2018, 282 logements ont bénéficié d'aides aux travaux d'adaptation au titre du handicap ou du maintien à domicile subventionnés par l'Anah, la CARSAT et la Région.

Au vu de ce bilan, de la demande de l'association pour l'année 2019, et de l'enjeu d'assurer la continuité du partenariat engagé avec les Conseils de Territoire de Marseille Provence et du Pays d'Aix tout en accompagnement le développement de l'action d'Handitoit à l'échelle métropolitaine afin de mieux répondre aux besoins de logements accessibles et adaptés des personnes en situation de handicap ainsi que des personnes vieillissantes en perte d'autonomie, il est proposé au bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'accorder une subvention de 37 000 euros à l'association Handitoit Provence pour la conduite de son action de « plateforme régionale du logement adapté », et la signature d'une convention d'objectifs pour l'année 2019.

La subvention serait répartie de la manière suivante :

Dans la continuité des actions déjà engagées depuis 2010 :

- 10 000 € pour le Conseil de Territoire de Marseille Provence
- 8 000 € pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Afin de développer l'action et de l'étendre à l'ensemble des Conseil de Territoire de la Métropole, en lien notamment avec le Programme d'action du Programme Local de l'Habitat 2020/2026 :

- 19 000€ pour l'ensemble du territoire métropolitain

La dépense en résultant serait imputée sur l'état spécial de chaque territoire concerné et sur le budget de la Métropole qui présentent les disponibilités nécessaires.

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir :

La mise en œuvre des activités de la plate-forme du logement adapté

- Encourager la production de logements adaptés à forte qualité d'usage aux personnes handicapées et vieillissantes dans le neuf comme dans la réhabilitation :
 - o Poursuivre et renforcer la coopération avec les bailleurs sociaux pour produire des logements adaptés destinés aux personnes en perte d'autonomie, notamment via l'animation des conventions opérationnelles signées avec 31 bailleurs sociaux.
 - o Repérer les projets de construction de logements conventionnés publics ou privés susceptibles d'accueillir des logements adaptés et négocier avec le promoteur et/ou le bailleur pour apprécier dès la conception l'opportunité de la présence d'une part de logements adaptés.
 - o Proposer un appui pour la conception de logements adaptés dans le parc neuf et ancien en mettant à disposition un cahier des charges intégrant les obligations légales relatives aux logements accessibles et les éléments de « confort d'usage » non prévus par la loi, qui permettent de favoriser l'autonomie : douche adaptée, volets roulants motorisés, interrupteurs à la bonne hauteur, automatisation de la porte d'entrée...
- Organiser le recueil et le repérage des besoins et des demandes des personnes à mobilité réduite :
 - o Poursuivre l'accueil et l'information téléphonique des personnes et l'expérimentation du pôle d'accueil personnalisé.
 - o Poursuivre la mise à jour de la base de données de la demande pour recenser les personnes en recherche de logement et qualifier au plus près leurs besoins et souhaits en matière de logement.
- Participer au recensement de l'offre de logements adaptables, adaptés ou accessibles et assurer leur traçabilité :
 - o Recenser l'offre de logements adaptés existants et créés grâce à une grille d'évaluation basée sur le cahier des charges du logement

- adapté Handitoit et alimenter de manière dématérialisée la base de données des logements adaptés Handitoit.
 - Réaliser une nouvelle campagne de mobilisation auprès des bailleurs pour qu'ils participent au recensement des logements adaptés au sein de leur parc.
 - Poursuivre l'enrichissement du site <http://www.logementadapte13.org/>.
 - Diffuser et porter à connaissance le « Label Handitoit » basé sur le cahier des charge du logement adapté Handitoit.
 - Organiser la mise en relation entre l'offre et la demande :
 - Sensibiliser les communes et les partenaires du territoire.
 - Diffuser largement des offres (réseaux sociaux, mails, site du logement adapté).
 - Par un travail régulier avec les bailleurs sociaux et les réservataires concernés pour l'identification des candidatures et l'orientation lors de la libération d'un logement adapté.
 - Porter à la connaissance de la Métropole et des Conseils de Territoire la liste des logements adaptés produits sur leur territoire et la liste des équipements effectivement réalisés par le bailleur au moment de la livraison du programme.
 - Informer la Métropole et les Conseils de Territoire des offres de logement adaptés livrés qu'elle aura identifié sur les territoires.
 - Orienter les demandes d'adaptation vers les opérateurs des Programmes d'Intérêt Général et autres dispositifs programmés mis en place par la Métropole et les Conseils de Territoire afin de favoriser l'adéquation entre la demande et l'offre de logement du parc privé conventionné.
 - Développer le partenariat en direction des collectivités qui ont en charge les questions sur l'habitat, l'accessibilité et les politiques sociales en faveur des personnes handicapées, notamment dans le cadre de la Charte Régionale d'engagement en faveur du logement adapté.
- Pour sa part, la Métropole en lien avec les Conseils de Territoire s'engage à :
- Soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs et des activités de la plate-forme du logement adapté pour l'année 2019.

- Participer à la mise en œuvre des objectifs de la Charte Régionale d'engagement en faveur du logement adapté dont elle est signataire.
- Poursuivre le soutien au développement de l'offre de logements sociaux sur son territoire et en particulier le développement de logements adaptés, conformément aux objectifs qui seront validés dans le PLH.
- Sensibiliser les bailleurs et les communes à l'enjeu de produire du logement adapté et les informer de la possibilité de prendre appui sur l'action d'Handitoit Provence telle que précisée dans la présente convention.
- Porter à la connaissance d'Handitoit les demandes de logements adaptés qu'elle aura identifié sur son territoire.

Sur le territoire du Pays d'Aix, plus spécifiquement, dans la continuité des actions engagées dans le cadre de la précédente convention :

- Développer une production de logements adaptés avec un accompagnement minimum afin de favoriser l'autonomie des personnes dépendantes liées à l'âge ou au handicap.
- Inciter les constructeurs et gestionnaires spécialisés à s'orienter vers des produits moins coûteux avec moins de services obligatoires et mieux intégrés.
- Poursuivre l'effort de mise en accessibilité du parc social existant par des incitations financières en direction des bailleurs et des communes.
- Négocier une réservation de logements adaptés dans les programmes neufs qu'elle finance.
- Faciliter les mises en relation avec les partenaires : communes, État, Aatiko...

Cette subvention sera attribuée après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention à l'association Handitoit Provence – Approbation d'une convention annuelle d'objectifs.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'attribution d'une subvention à l'association Handitoit Provence – Approbation d'une convention annuelle d'objectifs ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention à l'association Handitoit Provence – Approbation d'une convention annuelle d'objectifs.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 043-291/19/CT

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de financement pluriannuelle d'attribution de subvention à la fondation des Apprentis d'Auteuil pour le projet Impact Jeunes

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 19/17431/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de l'avenant n°1 à la convention de financement pluriannuelle d'attribution de subvention à la fondation des Apprentis d'Auteuil pour le projet Impact Jeunes » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le Contrat de ville de Marseille Provence Métropole signé le 17 juillet 2015 par la communauté urbaine et ses partenaires, porte dans ses orientations prioritaires « l'enfance et la jeunesse ». La jeunesse est un enjeu déterminant de l'avenir de Marseille et de sa métropole alors que tous les indicateurs notamment sur l'emploi attestent de grandes difficultés dont l'aggravation frappe prioritairement les jeunes de 13 à 30 ans au sein des quartiers prioritaires de Marseille. Il convient donc de faire de l'investissement sur la jeunesse des territoires de la politique de la ville « une priorité absolue de son action dans les années à venir ».

En mai 2016, la Fondation des Apprentis d'Auteuil, en partenariat avec la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la Préfecture de Région, le Conseil Départemental, le Conseil Régional, la CAF, et l'UPE 13, a répondu à l'Appel à projet de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) lancé en février 2015 dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) « Projets innovants en faveur de la jeunesse » destiné à favoriser l'émergence de

politiques de jeunesse globales et intégrées sur un territoire donné.

L'objectif de ce projet sur 3 ans intitulé « Impact Jeunes » vise à créer une dynamique collective (public jeune-associations-monde économique) sur trois territoires pilotes, dont deux sur la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et un sur la commune de Tarascon, en rompant avec l'empilement des dispositifs et des politiques publiques sectorielles, en recherchant des synergies, et ce, afin de mieux coordonner les interventions à l'échelle d'un territoire et d'y associer pleinement les jeunes.

Le choix de ces territoires pilotes s'est effectué sur l'évaluation de plusieurs critères : un taux de jeunes important, de réelles difficultés sociales pour les jeunes, une masse critique d'acteurs associatifs et publics et une certaine densité d'acteurs économiques.

En juillet 2016, le Commissariat Général à l'Investissement a retenu le projet Impact Jeunes et une convention pluriannuelle entre l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et la Fondation D'Auteuil a été signée le 7 novembre 2016.

Par délibération n° DEVT 001-1686/17/BM du 30 mars 2017, le Bureau de la Métropole a accordé une participation totale prévisionnelle au projet Impact Jeunes de 300 000 euros répartie sur 2017, 2018 et 2019 et a approuvé la convention pluriannuelle afférente.

La convention pluriannuelle de financement signée avec la Fondation d'Auteuil a pris effet le 1^{er} juin 2017. Cette convention soumet l'octroi des subventions 2018 et 2019 au vote des budgets afférents par la métropole et, de fait, à une délibération annuelle validant les engagements financiers prévisionnels.

En 2018, en l'absence de délibération de la Métropole validant ses engagements financiers, les versements n'ont pu être effectués.

Au regard de la réalisation du projet sur l'année 2018 et des résultats présentés lors du Comité de pilotage de l'action du 11 janvier 2019, il convient donc, par avenant, de régulariser la situation sans remettre en question l'engagement financier prévisionnel de la Métropole fixé à 300 000 euros pour ce projet.

L'avenant a pour objet de :

- Modifier la répartition annuelle de la subvention totale de 300 000 euros en fixant la participation annuelle 2019 à hauteur de 200 000 euros,
- Modifier les modalités de versement de la subvention de l'année 2019 au regard des crédits inscrits sur l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération « Approbation de l'avenant n°1 à la convention de financement pluriannuelle d'attribution de subvention à la fondation des Apprentis d'Auteuil pour le projet Impact Jeunes ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération « Approbation de l'avenant n°1 à la convention de financement pluriannuelle d'attribution de subvention à la fondation des Apprentis d'Auteuil pour le projet Impact Jeunes » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de financement pluriannuelle d'attribution de subvention à la fondation des Apprentis d'Auteuil pour le projet Impact Jeunes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 044-292/19/CT

■ Approbation d'une convention annuelle d'objectifs avec l'Agence Départementale d'Information sur le Logement ADIL 13

Avis du Conseil de Territoire DGDU 19/17528/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention annuelle d'objectifs avec l'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) 13 » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) des Bouches-du-Rhône a été créée en 2002. Elle est affiliée à un réseau national (ANIL) et bénéficie d'un l'agrément délivré par le Ministère du logement.

Depuis l'adoption en 2005 de textes communautaires relatifs aux aides d'Etat, les règles encadrant les

relations financières entre les pouvoirs publics et les associations ont évolué. La réglementation actuelle en vigueur a été adoptée par décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011, dit « paquet Almunia », par le Règlement (UE) de la Commission du 25 avril 2012 relatif aux aides de minimis et le Règlement (UE) de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis.

Ainsi, au sens du droit communautaire, certaines activités exercées par les associations sont considérées comme étant de nature économique et relèvent du régime juridique des aides d'État imposant par conséquent un nouveau mode de conventionnement entre les collectivités et les associations.

Les textes européens indiquent qu'une association recevant plus de 200 000 euros de soutiens publics sur une période de 3 ans ou 500 000 euros sur une période de trois ans dès lors qu'elle exerce un service d'intérêt économique général (qui correspond à une compensation d'obligations de service public), ne relève pas du régime juridique des aides d'État conformément à la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations.

Dans le cadre de sa politique de l'habitat, la Métropole Aix-Marseille-Provence a construit un partenariat avec l'agence départementale d'information sur le logement des Bouches du Rhône (ADIL) dans le prolongement des relations avec les six intercommunalités fusionnées, par la signature d'une charte de partenariat en 2017.

Conformément à l'article L 366-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, l'ADIL des Bouches-du-Rhône conduit trois missions :

- Informer et conseiller gratuitement les habitants dans la conduite de leur projet liée au logement (accès au parc locatif privé et social, accession à la propriété, investissement locatif...) et dans la résolution de leurs difficultés liées au logement (habitat indigne, impayés de loyer, copropriétés fragiles et dégradées...). Cette mission d'information est assurée à partir du siège de l'ADIL sise 15, avenue Robert Schuman, 13002 Marseille et via un réseau de 36 permanences sur la Métropole ;
- Observer le fonctionnement des marchés du logement et de l'habitat, les pratiques des professionnels et le comportement des ménages ;
- D'informer et d'apporter une expertise aux acteurs de l'habitat des secteurs publics et privés.

Dans le cadre de sa compétence en matière d'habitat, la Métropole a décidé d'adhérer à l'ADIL 13. Afin d'aller plus loin sur le plan opérationnel, il convient désormais d'approuver une convention annuelle d'objectifs incluant un programme d'actions (en annexe) qui sera mis en œuvre sur la Métropole.

Il convient en outre au regard des seuils de soutien, d'adapter le formalisme conventionnel des relations avec cette association.

Le montant de la subvention pour 2019 s'élève à 550 000 euros.

Aussi, d'un commun accord, l'ADIL et la Métropole Aix-Marseille-Provence décident de mettre un terme à la charte de partenariat qui les lie depuis le 1^{er} janvier 2017.

Ainsi, il est proposé au Bureau de Territoire Marseille-Provence de se prononcer pour avis sur la convention venant prendre le relais de la charte de partenariat ainsi que le montant du soutien à octroyer pour l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;

- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention annuelle d'objectifs avec l'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) 13.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'afin de pouvoir mener ses missions en matière d'habitat, la Métropole souhaite s'appuyer sur l'expertise de l'ADIL 13 qui constitue un acteur incontournable dans ce domaine et qui a développé différentes actions tant à destination des habitants que des acteurs de l'habitat

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Approbation d'une convention annuelle d'objectifs avec l'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) 13 ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 045-293/19/CT

■ Approbation du Plan Partenarial d'Aménagement du Centre-Ville de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DGDU 19/17539/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La délibération « Approbation du Plan Partenarial d'Aménagement du Centre-Ville de Marseille

Avis du Conseil de Territoire » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le centre-ville de Marseille, un des cœurs majeurs de la Métropole, est confronté à des problèmes socio-urbains lourds, couplés à des problèmes d'aménité et de cadre de vie : une part importante de l'habitat privé ancien connaît des processus de dégradation multiples, remettant en cause les facteurs de cohésion et d'équilibre de la Ville.

Le centre-ville abrite une grande partie de ménages fragilisés et paupérisés, qui trouvent des habitations à des prix abordables, dans des conditions d'habitabilité souvent douteuses tout en bénéficiant des avantages de la centralité.

Pourtant, ce centre-ville a été le lieu de plusieurs décennies d'une politique volontaire de revitalisation urbaine des secteurs centraux. L'investissement engagé a été important en matière de restructuration urbaine, d'équipements publics, d'aménagements d'espaces urbains ainsi que la mise en œuvre de programmes d'actions en matière d'amélioration de l'habitat ont permis d'obtenir une amélioration significative mais encore insuffisante.

Les causes sont profondes et la mobilisation des acteurs et des moyens est donc plus que jamais indispensable. Ces problématiques d'habitat doivent être travaillées concomitamment à la revitalisation des activités commerciales, au renforcement de l'attractivité économique et touristique, à l'amélioration du système viaire, au développement des mobilités, à l'organisation efficace de la gestion urbaine de proximité, au développement des espaces publics et des espaces verts, à la remise à niveau en équipements publics, en offres de services pour les habitants, tout en préservant les équilibres sociaux existants.

Ainsi, la problématique du développement de ce centre ancien dégradé se présente comme récurrente à des degrés divers et se retrouve à plusieurs endroits du territoire métropolitain. Il constitue assurément un des axes prioritaires d'intervention de la politique de développement urbain projetée et de manière aigue sur le centre-ville de Marseille. Cinq objectifs lui sont attachés :

- lutter contre l'habitat indigne

- améliorer l'attractivité et la qualité résidentielle

- permettre aux habitants de se maintenir dans leurs quartiers

- restaurer le patrimoine bâti

- redynamiser la fonction économique

Suite au drame de la rue d'Aubagne, un courrier au Ministre Julien Denormandie daté du 27 novembre 2018 a signifié l'importance de consolider un partenariat avec l'Etat sur la politique à engager conjointement sur le centre-ville de Marseille afin que les actions soient renforcées avec la Métropole Aix Marseille Provence, compétente en matière d'aménagement et d'habitat depuis le 1er janvier 2018.

Le 13 décembre 2018, la Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvait une délibération précisant la stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé à mettre en œuvre.

Tout en sachant que la loi ELAN (loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite Loi ELAN) instaure le « Projet Partenarial d'Aménagement » (PPA) constituant une forme originale de contractualisation entre l'Etat, les collectivités et des partenaires identifiés, le 22 janvier 2019, un protocole de préfiguration du PPA a été signé entre l'Etat, la Métropole, la Ville de Marseille, et l'EPAEM signifiant l'engagement d'un projet commun et partenarial en faveur de la revitalisation du centre-ville de Marseille et notamment de la lutte contre l'habitat indigne.

C'est aujourd'hui l'approbation de ce « PPA Centre-ville de Marseille » qui est présenté au Conseil Métropolitain.

Au travers de ce projet, il s'agit de proposer un modèle de développement alliant lutte contre l'habitat indigne à des actions en matière de développement économique, d'équipements publics, d'espaces publics ou encore de mobilité. Ciblée sur le grand centre-ville, le contrat de PPA est le cadre qui établit le programme de travail et d'actions et l'accord des différentes parties prenantes pour le mener à bien de manière partenariale.

Le PPA affirme le projet de développement du centre-ville regroupant des actions déjà engagées comme par exemple Euroméditerranée, le projet urbain Quartiers Libres Saint Charles Belle de Mai, ou encore l'Opération Grand Centre-ville. Il précise également les actions à mettre en œuvre pour que le dessein du centre-ville prenne tout sa déclinaison.

Celui-ci précise :

- Le périmètre d'intervention : Il s'étend sur plus de 1000 hectares du centre-ville de Marseille, périmètre représentant le

- secteur d'extension du centre-ville allié aux préoccupations patrimoniales ;
- Les orientations d'aménagement et objectifs de développement ainsi que les déclinaisons opérationnelles existantes ou à mener ;
- 4 premiers îlots opérationnels répartis sur au sein du PPA ;
- Le pilotage et la gouvernance
- Les bilans et estimations financiers du projet avec engagement des parties
- Le calendrier d'exécution et de mise en œuvre opérationnel

1. Le périmètre d'intervention :

Le « PPA Centre-ville de Marseille » porte sur un périmètre de 1000 hectares, près de 200 000 habitants, représentant le centre-ville de Marseille élargi. Ce périmètre d'intervention inclut les principaux dispositifs préexistants attachés à des objectifs du projet, à savoir :

- Les périmètres de la lutte contre l'habitat dégradé et l'amélioration de la qualité résidentielle des quartiers (OPAH),
- Les périmètres des Quartiers Prioritaires centraux du Contrat de Ville,
- La valorisation du patrimoine bâti, avec le périmètre de l'AVAP.

La première ceinture de contournement du centre-ville, celui de l'OGCV/OPAH-RU et le périmètre de l'AVAP terrestre en définissent les limites, avec au Nord, le Boulevard Lesseps prolongé par le Boulevard Plombières, à l'Est le Boulevard Françoise Duparc et au Sud, le Boulevard Baille, la place Castellane, le cours Puget, puis alternativement l'extérieur des périmètres OGCV/AVAP jusqu'à la plage des Catalans.

2. Les orientations d'aménagement et objectifs de développement :

C'est à l'échelle du PPA qu'est élaborée la stratégie de développement du centre-ville, dans laquelle devront être ménagés les grands équilibres sociaux urbains, en s'articulant avec les objectifs thématiques.

Les premiers constats mettent en évidence plusieurs dynamiques de projet à l'œuvre depuis plusieurs années mais des résultats encore trop insuffisants, notamment en faveur de l'amélioration de l'habitat, du développement économique ou encore de l'amélioration du cadre de vie.

Ces diagnostics impliquent de traiter la question du mal logement de manière intégrée dans une démarche de projet urbain global.

Sa conception et sa gestion stratégique devront veiller aux équilibres, complémentarités et synergies à

promouvoir entre les différents secteurs du centre-ville (centre historique, Euroméditerranée, Quartiers Libres, quartiers périphériques, ...), notamment en termes d'attractivité résidentielle, de mobilité, de développement économique et commercial, et à la satisfaction simultanée des besoins des habitants et des grandes fonctions métropolitaines inhérentes au cœur d'une Métropole de 1,8 millions d'habitants.

La stratégie du PPA s'articule autour d'idées fortes permettant de répondre aux grands enjeux du Centre-ville :

- Un projet global et intégré, intégrateur des politiques publiques,
- Un projet d'aménagement et de développement à toutes les échelles, agissant en rattrapage de situations dégradées et en expérimentation de nouvelles solutions,
- Une gouvernance partagée entre les acteurs du projet et des financements croisés,
- Une concertation permanente des acteurs du territoire, institutions, habitants, entreprises, organismes professionnels, associations...

Après analyse des connaissances existantes, des projets engagés et des orientations choisies, il convient de disposer d'une part de données plus fines du contexte à toutes les échelles du projet et d'autre part d'engager le processus de concertation avec les parties prenantes du territoire.

Un programme d'études complémentaires doit être ainsi engagé rapidement afin d'étayer la déclinaison d'une stratégie opérationnelle et globale coordonnée à l'échelle du Centre-ville notamment en matière de stratégie foncière, de programmation habitat, d'équilibres résidentiels et de besoins en logement, d'équipements publics, de commerce, de mobilité et de concertation avec les parties prenantes du projet.

De manière opérationnelle, comme le prévoit la loi ELAN, il sera instauré, sur tout ou partie du périmètre du PPA, une Grande Opération d'Urbanisme (GOU) qui est un nouvel outil d'aménagement dont les dimensions et caractéristiques requièrent un engagement conjoint et spécifique de l'Etat aux côtés des collectivités. La GOU représente l'échelle d'action intermédiaire dans laquelle s'inscrit le projet urbain sectorisé.

3. Le choix de 4 îlots opérationnels de première phase

Il a été proposé de définir 4 îlots opérationnels de première phase intégrés au PPA, introduisant la notion de proximité. Ces secteurs doivent tester l'efficacité des actions et politiques publiques pour répondre au mieux aux attentes des habitants. Le choix s'est porté sur des îlots suivants :

- Ilot Noailles-Ventre

- Ilot Noailles-Delacroix
- Ilot Clovis Hugues-Belle de Mai
- Ilot Hoche-Versailles

L'objectif sur ces ilots est d'engager à court terme les études et actions opérationnelles visant le développement global multithématique.

4. Le pilotage et la gouvernance

Le « PPA du Centre-ville de Marseille » doit bénéficier d'un portage politique et technique fort qui garantit la réussite de la mise en œuvre dans la durée de cette opération complexe et étalée sur un temps long. Deux instances sont nécessaires au pilotage et à l'organisation de la mise en œuvre du PPA:

- un comité de pilotage politique, qui est une instance de validation composé des élus métropolitains et communaux, des représentants de l'Etat et des Partenaires signataires du présent protocole. Ce comité de pilotage est co-présidé par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Préfet de Région, Préfet du département des Bouches du Rhône ou leurs représentants et animé par la Métropole.
- un comité technique qui assure la bonne coordination et le suivi de l'ensemble des dispositifs constituant le PPA.

Aux côtés de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les partenaires signataires du PPA sont l'Etat, la Ville de Marseille, l'EPAEM, le Conseil Départemental 13, l'Etablissement Public Foncier PACA (EPF), l'ANAH, l'ANRU, l'ARHLM, la Banque des Territoires chacun prenant des engagements dans le cadre du contrat.

5. Les bilans et estimations financiers du projet avec engagement des parties

Les évaluations financières pour engager ces études qui restent à mener sur l'ensemble du périmètre des 1000 hectares du PPA sont estimées à 2 millions d'euros par an.

Les dépenses en investissement destinées à amorcer significativement le renouvellement urbain et la requalification de ces quartiers devront être précisées, dont l'action foncière qui constitue le levier indispensable à la mise en œuvre de la stratégie inscrite au PPA et des opérations qui y sont attachées.

Celles consacrées aux 4 îlots opérationnels de 1^{ère} phase ainsi qu'aux aménagements urbains et équipements publics associés s'élèvent en première estimation à 217 000 000 d'Euros.

6. Le calendrier d'exécution

Le Projet Partenarial d'Aménagement a pour objectif principal de mettre en œuvre durant 15 ans une stratégie d'intervention coordonnée et intégrée sur les 1000 hectares du Centre-ville de Marseille, de manière à articuler l'ensemble des réflexions, études et projets et à maximiser leur effet levier aux différentes échelles.

Les opérations devront être conçues et conduites de façon transversale, se coordonner avec l'intervention sociale et être construites avec les habitants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un favorable au projet de délibération, portant sur

l'approbation du Plan Partenarial d'Aménagement du Centre-ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Proximité"

PROX 001-294/19/CT

■ **Approbation de la révision d'opérations d'investissement de l'Espace Public, de la Voirie et de la Circulation destinées aux opérations de voirie sur les voies métropolitaines et leurs dépendances sur le Territoire Marseille-Provence**

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/17436/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément à la délibération HN 56-187/16/CM du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole a délégué au Conseil de Territoire Marseille-Provence, comprenant les communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, l'exercice de sa compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

Dans le cadre du Budget Supplémentaire de l'année 2019, sont inscrites trois opérations d'investissement qui nécessitent une révision de leurs autorisations de programme.

En effet, tout d'abord l'opération n°2011108700 intitulée « Marseille Quartier Noailles Rue Halles Charles Delacroix » doit être révisée à hauteur de 1 630 000 euros TTC. Compte tenu d'une part de l'intégration des velums dans les dépenses de la Métropole pour les forains de la place de Capucins, et d'autre part, d'un traitement qualitatif de cet espace avec aménagement de la rue Chateaudon, il ressort qu'une augmentation de +700 000 euros, du financement est nécessaire.

Ensuite, l'opération n°2015118400 intitulée « Marseille – Aménagement des voies aux abords de l'accès au lycée de Marseilleveyre » doit être révisée à hauteur de 1 200 000 euros TTC, ceci en raison des montants estimés par les entreprises en réponse aux consultations engagées par la Métropole en matière de maîtrise d'œuvre, d'études complémentaires, de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS) et de travaux. Cette augmentation

résultant d'un agrandissement du périmètre de l'opération (intégration de l'aménagement du parvis du lycée, soit une surface supplémentaire de 1 100m², en sus du giratoire et des parkings représentant 6 500m²). Le montant de l'autorisation de programme doit être en conséquence, réévalué à hauteur de + 350 000 euros.

Enfin, l'opération n°2019100900 intitulée « Marseille 13016 – Aménagement de la rue Rabelais » doit être révisée à hauteur de 1 000 000 euros TTC. Cette révision résulte de l'élargissement du périmètre de l'opération qui comprend désormais :

- le carrefour entre la rue Rabelais et le chemin de Saint Henri. L'intégration de ce carrefour est justifiée pour améliorer la fluidité du carrefour et éviter le stationnement anarchique.
- La fin de traitement des trottoirs et de chaussée de la rue Rabelais (sur environ 100 mètres de long) jusqu'au rondpoint avec l'avenue André Roussin du fait de tranchées présentes sur site.

Cet élargissement a pour conséquence d'augmenter les montants estimés par la Métropole de + 520 000 euros en ce qui concerne les marchés de travaux, de maîtrise d'œuvre et de CSPS nécessaires à la réalisation de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- Le projet de délibération « Approbation de la révision d'opérations d'investissement de l'Espace Public, de la Voirie et de la Circulation destinées aux opérations de voirie sur les voies métropolitaines et leurs dépendances sur le Territoire Marseille-Provence ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation de la révision d'opérations d'investissement de l'Espace Public, de la Voirie et de la Circulation destinées aux opérations de voirie sur les voies métropolitaines et leurs dépendances sur le Territoire Marseille-Provence ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 002-295/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Marseille ANRU - Aménagement de voies diverses dans le cadre de la rénovation urbaine

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17437/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Mise en place au 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille Provence est un vaste territoire de 3 150 km², constitué de 92 communes et regroupant 1,83 millions d'habitants. Elle a dans le cadre d'un protocole de préfiguration, définit ses futurs projets de renouvellement urbain.

Le bilan du premier programme national de rénovation urbaine mis en œuvre sur la période 2003-2015 ont conduit l'Etat et l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine à lancer un nouveau programme.

Sur Marseille, 14 quartiers ont été désignés prioritaires au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

La Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, votée en février 2019, pose le cadre et fixe les objectifs et les moyens du NPNRU. Un investissement de 5 milliards d'euros de l'ANRU, financé avec le concours d'Action Logement, sera ainsi réparti comme suit : 83% pour les sites d'intérêt national, et 17% pour les sites d'intérêt régional, dans le cadre des Contrats de plan État-région (CPER).

Les 14 quartiers désignés comme prioritaires sont replacés dans le fonctionnement urbain de 4 grands secteurs géographiques qui participent au projet de développement métropolitain en matière de centralité, d'activité économique et d'habitat. Ces secteurs sont les suivants :

Le secteur Cadran Nord-Est – L2 comprenant :

- Frais-Vallon, Le Clos, La Rose, Petit Séminaire
- Malpassé Corot
- Grand Saint-Barthélemy, Bon Secours, Les Rosiers, Marine Bleue, Saint-Jérôme
- La Maurelette
- Les Aygaldes
- La Visitation - Bassens

Le secteur Hôpital Nord – Saint Antoine – Mourepiane comprenant :

- Solidarité, Kallisté, La Granière
- La Savine
- Saint-Antoine, Plan d'Aou, La Bricarde, La Castellane
- Consolat, Ruisseau Mirabeau
- La Calade, Campagne Lévêque

Le secteur Sud – Vallée de l'Huveaune comprenant :

- Air-Bel

Le secteur Grand Centre Ville – Grand Port Maritime de Marseille comprenant :

- Le Centre Ville, Le Canet, les Arnavaux, et la Place Jean Jaurès
- La Cabucelle

Afin de rationaliser la gestion des crédits afférents à la rénovation urbaine et viaire de ces quartiers, il est proposé de créer une opération spécifique au NPNRU sur Marseille, ayant pour objet l'aménagement de diverses voies dans le cadre de la rénovation urbaine. Cette opération se déclinera en diverses opérations rattachées (« sous-opérations ») et énumérées de manière non exhaustive ci-après :

- Une opération relative à l'aménagement des voies dans le secteur du Cadran Nord-Est – L2
- Une opération relative à l'aménagement des voies dans le secteur de l'Hôpital Nord – Saint Antoine-Mourepiane
- Une opération relative à l'aménagement des voies dans le secteur Sud – Vallée de l'Huveaune

- Une opération relative à l'aménagement des voies dans le secteur Grand Centre Ville – Grand Port Maritime de Marseille

D'autres sous-opérations pourront être créées en fonction des aménagements viaires programmés au fur et à mesure de l'avancement du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain.

A cet effet, l'opération d'investissement intitulée « Marseille ANRU - Aménagement de voies diverses dans le cadre de la rénovation urbaine », pour un montant de 25 000 000 €, inscrite au budget supplémentaire 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Marseille ANRU - Aménagement de voies diverses dans le cadre de la rénovation urbaine ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Marseille ANRU - Aménagement de voies diverses dans le cadre de la rénovation urbaine ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 003-296/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Marseille 13^{ème} arrondissement - Aménagement de l'accès au centre de secours situé rue de la Crédence

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17442/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement du chemin d'accès au nouveau centre de secours qui sera situé au début de la rue de la Crédence. L'accès à ce centre se fera par la rue de la Maurelle, entre la rue Marius Briata et le prolongement de la rue de la Crédence sur la commune de Marseille (13013).

Actuellement, cette portion de la rue de la Maurelle, représente 477 mètres linéaires pour 4 800m² de surface à requalifier.

Cet aménagement est situé dans le périmètre du NPRU du petit Séminaire. Le projet consiste à matérialiser l'existence de trottoirs sur cette partie de la rue de la Maurelle et à recalibrer celle-ci, avec intégration de pistes cyclables, de stationnements, et d'espace verts.

A cet effet, l'opération d'investissement « Marseille 13^{ème} arrondissement - Aménagement de l'accès au centre de secours rue de la Crédence », pour un montant de 1 100 000 €, inscrite au budget supplémentaire de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Marseille 13^{ème} arrondissement - Aménagement de l'accès au centre de secours situé rue de la Crédence ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération «Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Marseille 13^{ème} arrondissement - Aménagement de l'accès au centre de secours situé rue de la Crédence ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 004-297/19/CT

■ **Approbation de la création et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à la réfection du revêtement du parking Mont-Fleuri à Carnoux en Provence**

**Avis du Conseil de Territoire
DIFRA 19/17383/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, L du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

Le parking Mont-Fleuri, situé à Carnoux-en-Provence, a été construit en 1975 par la SCI immobilier et cédé à titre gratuit par la Commune de Carnoux-en-Provence à la Communauté Urbaine Marseille-Provence Métropole qui est devenue propriétaire de la dalle supérieure.

Cette dalle de béton d'une surface de 2 800 m² servant d'aire de stationnement pour 70 véhicules recouvre un parking constitué de boxes privés.

Afin de ne pas dégrader les conditions d'accueil des utilisateurs et garantir l'accès au parking, cette structure a fait l'objet du revêtement de surface en résine circulaire par les services de la Communauté urbaine Marseille-Provence Métropole en 2003.

Seize années plus tard, l'état vétuste du revêtement nécessite d'être repris dans son intégralité.

Afin de mener à bien cette opération, la création de l'autorisation de programme correspondante d'un montant de 1 000 000 euros doit être approuvée, dans le cadre du vote du budget supplémentaire 2019.

Il convient dès lors d'affecter l'autorisation de programme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
 - La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
 - La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
 - Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 Mars 2019 portant délégation de

compétence du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il s'avère nécessaire de réaliser la réfection du revêtement du parking Mont-Fleuri à Carnoux-en-Provence ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération concernant l'approbation de la création et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à la réfection du revêtement du parking Mont-Fleuri à Carnoux en Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 005-298/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Rénovation du Mur d'images du PC Tunnels à Marseille

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17440/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a en charge la coordination, l'exploitation et la maintenance des tunnels, la gestion et la coordination de la signalisation lumineuse en site urbain (feux tricolores) ainsi que la régulation du trafic.

Elle s'engage au quotidien pour améliorer d'une part la circulation sur son territoire, par des investissements financiers particulièrement conséquents dans les tunnels, et d'autre part la coordination des feux de signalisation et l'information apportée aux usagers.

La Métropole a pour objectifs d'assurer un maximum de fluidité et de limiter les fermetures des 4 tunnels qu'elle exploite (tunnel Vieux-Port, Joliette, Major et

Saint Charles), en termes de durée d'intervention, de nombre d'opérations de maintenance et de sécurité programmée.

La densité de trafic s'avère très importante sur les axes autoroutiers marseillais en heure de pointe, dans lesquels les tunnels métropolitains sont intégrés. Le Poste de Commandement Tunnels surveille la circulation et la régule en temps réel. Il intervient sur tous les incidents et accidents, pour mettre en sécurité les usagers et les ouvrages tout en régulant le trafic.

Les études menées en interne et le développement de nouveaux outils technologiques permettent d'améliorer le service rendu d'année en année.

Une surveillance permanente par vidéo est effectuée dans ces tunnels grâce à l'installation de 122 caméras. Des gestions techniques centralisées (GTC) des 4 ouvrages sont intégrées sur des postes de travail banalisés. 7 postes de travail double écran (dont 3 de secours), commandés par deux opérateurs, permettent le contrôle des actions de maintenance et de paramétrage.

Un mur d'images central composé de 2 fois 4 écrans reçoit l'ensemble des vidéos et des synoptiques en temps réel, ainsi que la vidéo des incidents détectés par le système de détection automatisé des incidents (DAI).

Afin de moderniser cet équipement et d'y intégrer la surveillance de la tranchée couverte du Boulevard Urbain Sud à l'horizon 2020, l'opération d'investissement « Rénovation du Mur d'images du PC Tunnels », pour un montant de 500 000 euros, Insrite au budget supplémentaire de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Rénovation du Mur d'images du PC Tunnels ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Rénovation du Mur d'images du PC Tunnels ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 006-299/19/CT

■ Approbation d'une convention avec l'Etablissement Public d'Aménagement relative à la réalisation et au financement Euroméditerranée de l'axe Cap-Pinède Gèze

Avis du Conseil de Territoire. DIFRA 19/17382/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, L du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

L'avenue du Cap Pinède et le Boulevard du Capitaine Gèze constituent un important barreau de liaison

routière métropolitaine, entre les autoroutes A55 et A7 et permet d'accéder plus à l'Est de la rocade L2.

L'avenue du Cap Pinède constitue également une importante zone de circulation piétonne entre les quartiers de la Cabucelle, du Canet et du marché aux Pucés.

La requalification de cette voirie constitue, de fait, une étape fondamentale de mutation du secteur Euromed 2 et plus largement du fonctionnement de la mobilité métropolitaine.

Après étude, conduite en commun avec les services de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM), deux hypothèses de requalification ont été envisagées :

- Une hypothèse de dissociation du trafic de transit et du trafic local par la réalisation d'une trémie entre Cap Pinède et le pont SNCF de la gare du Canet.
- Une hypothèse, dite de mise à plat, en boulevard urbain multimodal.

Les études ont montré que la solution en trémie engendrerait des coupures urbaines très importantes, notamment au niveau de la rue des Aygalades ainsi que tout le long de l'avenue du Cap Pinède, où une trémie constituerait une véritable barrière infranchissable entre le nord et le sud.

Une solution en boulevard urbain présente des caractéristiques plus adaptées : voies réservées bus, pistes cyclables, plantations, traversées piétonnes, contre-allées, tout en garantissant l'écoulement de la circulation attendue.

Cet aménagement, résolument urbain, assure une véritable continuité du secteur Euromed 2 avec le quartier de la Cabucelle, au Nord. La solution de mise à plat, sans ouvrage souterrain lourd permet ainsi d'atteindre un niveau de qualité urbaine globalement bien supérieure, sur un périmètre plus étendu et ce dans des conditions techniques et financières moins complexes.

La comparaison des deux solutions concluant à un net avantage d'une requalification en boulevard urbain, nous proposons qu'une convention liant l'EPAEM et la Métropole soit rapidement conclue en vue de lancer sans tarder la consultation des études de maîtrise d'œuvre de ce projet. Dans un souci de cohérence et conformément aux dispositions en cours du protocole financier l'EPAEM conduirait cette action en maîtrise d'ouvrage directe.

Telles sont les termes du protocole cadre de partenariat approuvé par la Métropole par délibération URB 063-5194/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018.

L'EPAEM s'est également prononcé sur cette orientation au cours du Conseil d'Administration en date du 15 mars 2019.

Dans ces conditions, la convention relative à la réalisation et au financement avec l'EPAEM relative à la réalisation de l'axe Cap-Pinède - Capitaine Gèze à Marseille est soumise à l'approbation du Conseil de la Métropole.

Cette convention a pour objet d'arrêter les modalités techniques et financières de la maîtrise d'ouvrage des études dont le programme est défini dans son annexe.

Les études sous maîtrise d'ouvrage de l'EPAEM porteront sur un périmètre comprenant 4 secteurs d'aménagement :

- Secteur 1 : carrefour Cap Pinède
- Secteur 2 : avenue Cap Pinède et Boulevard Oddo
- Secteur 3 : carrefour rue de Lyon et place Gèze
- Secteur 4 : boulevard Capitaine Gèze

Les études comprenant les missions d'Etudes préalables (EPR) et d'Avant-Projet (AVP) sont évaluées à

1 932 000 euros TTC dont la présente convention définit les modalités de prise en charge financière de l'étude par la Métropole à hauteur de 1 440 000 euros TTC.

Un avenant à la convention entérinera l'engagement sur la poursuite du partenariat financier pour la suite des études de conception et les travaux d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération URB 063-5194/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 13 décembre 2018 approuvant le protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et du contrat de partenariat pluriannuel d'aménagement pour la phase 1 bis (2019-2030) ;
- La séance du conseil d'administration de l'EPAEM du 15 mars 2019 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 Mars 2019 portant délégation de compétence du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le caractère essentiel de l'opération Euroméditerranée pour le réaménagement de l'axe Cap-Pinède – Capitaine Gèze à Marseille.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Que le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de rapport concernant l'approbation d'une convention de partenariat et de financement avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée concernant les études de préfiguration du réaménagement de l'axe Cap-Pinède Gèze.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 007-300/19/CT

■ Demande de subvention relative à la 1ère phase de requalification des espaces publics du Centre-Ville de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17410/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés.

Parmi ces réalisations, la Métropole envisage de requalifier les espaces publics du centre-ville de Marseille dans la dynamique initiée par le projet Vieux-Port mis en œuvre à partir de 2012. Plusieurs axes commerciaux majeurs de l'hypercentre ont fait l'objet d'une profonde requalification : rue Saint-Ferréol, rue de Rome avec la mise en service de la ligne 3 du tramway, rue Francis Davso et la partie

basse de la rue Paradis entre la Canebière et la Place Estrangin.

Dans la continuité des aménagements ainsi réalisés, l'opération globale de redynamisation « Ambition Centre-Ville » vise à poursuivre la requalification du centre-ville de Marseille, afin d'améliorer le partage de l'espace public en faveur des piétons et de créer un vaste espace cohérent et lisible, propice à la déambulation.

Une partie des travaux à réaliser relevant de la compétence de la Commune, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de mettre en place une convention de maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux relevant de la compétence de chaque collectivité qui sera approuvée par le Bureau de la Métropole.

Ainsi, cette convention de maîtrise d'ouvrage unique permet d'estimer le montant de la première phase de travaux à 32 154 166,66 € HT et d'établir le plan de financement suivant pour la première phase :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANT SOLLICITES
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	67,20 %	21 607 600 € HT
Ville de Marseille	1,42 %	457 670 € HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	31,38 %	10 088 896,66 € HT
TOTAL	100 %	32 154 166,66 € HT

Dans le cadre de cette opération importante et afin de partager l'ambition du cœur de Métropole, un partenariat ambitieux avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône est mis en place une première délibération. La présente délibération vise ainsi à approuver une demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 004-3373/17/CM affectant l'opération n°2018102100 relative à la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétence du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que dans la continuité des aménagements déjà réalisés, l'opération globale de redynamisation « Ambition Centre-Ville » vise à poursuivre la requalification du centre-ville de Marseille, afin d'améliorer le partage de l'espace public en faveur des piétons et

de créer un vaste espace cohérent et lisible, propice à la déambulation ;

- Qu'il convient de procéder à la 1^{ère} phase de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille ;
- Que pour la réalisation de cette 1^{ère} phase de requalification, la Métropole souhaite solliciter une subvention du Département des Bouches-du-Rhône et de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération concernant l'opération relative à l'approbation d'une demande de subvention relative à l'opération "requalification des espaces publics du Centre-Ville de Marseille" phase 1.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 008-301/19/CT

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération - Marseille - Etude de stationnement avenue des Chutes Lavie du n°1 jusqu'à Guigou**

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17466/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération «Marseille – Etude de stationnement avenue des Chutes Lavie du n°1 jusqu'à Guigou », la Métropole a mis en œuvre la requalification de l'avenue des Chutes Lavie sur une

surface de 10 000 m², en deux tronçons : Au Nord de Flemming à Guigou et au Sud de Guigou à Camille Flammarion - à Marseille 13004.

Le but de cet aménagement est la réorganisation des stationnements, des cheminements piétons et la création de pistes cyclable de part et d'autre de l'avenue afin de sécuriser les usagers du site.

Le noyau villageois (partie Nord de Flemming à Guigou) recevra un aménagement plus qualitatif, mais réglementé en zone 30. L'Aménagement prévoit :

- Le repositionnement de l'axe de la chaussée
- La pose de bordures et contre- bordures basses
- La réalisation des caniveaux en béton
- La réfection des corps de chaussées et des revêtements
- Avec trottoirs en enrobé rouge et pistes cyclable en enrobé noir
- La confection des trottoirs en béton désactivé et avec bordures pierre dans le noyau villageois
- La création d'un plateau traversant au droit de l'église
- La mise en place de mobiliers urbains.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 1 197 000,00 euros HT.

L'opération visée est la n°2012113400, qui a été créée pour un montant initial de 30 000,00 euros TTC, par la délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, n°VOI 002-153/12/CC du 13 février 2012. Elle fut revalorisée à hauteur de 2 000 000,00 euros TTC par délibération du Conseil de Communauté urbaine n°VOI 003-1670/15/CC du 21 décembre 2015.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide : Fonds départemental pour la mise en œuvre du plan « Energie-climat »	23 %	270 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	77 %	927 000,00 euros
TOTAL HT		1 197 000,00 euros

relative à l'opération « Marseille – Etude de stationnement avenue des Chutes Lavie du n°1 jusqu'à Guigou » ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille – Etude de stationnement avenue des Chutes Lavie du n°1 jusqu'à Guigou ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 009-302/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Réfection du trottoir côté impair des boulevard de la Barasse et de la Milière, tronçon de la rue Léon Bancal au boulevard de la Solitude

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/17468/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération «Réfection du trottoir côté impair des boulevard de la Barasse et de la Milière, tronçon de la rue Léon Bancal au boulevard de la Solitude » la Métropole a validé l'aménagement du boulevard de la Barasse.

Cet aménagement comprend une surface à traiter de 8 000m² pour une longueur de 1 000m visant une réfection de tronçons des revêtements de trottoir côté impair. Cet aménagement comprendra la rénovation des cheminements piétons, l'organisation des stationnements et la création de piste cyclable

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 895 000,00 euros HT.

L'opération visée est la n°2012114400, qui a été créée pour un montant initial de 700 000,00 euros TTC, par la délibération du Conseil de la

Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, n°VOI 002-153/12/CC du 13 février 2012. Elle a été révisé à hauteur de 1 400 000 euros TTC par délibération du Conseil de la Communauté urbaine n°VOI 003-1670/15/CC en date du 21 décembre 2015. Enfin, par délibération n°VOI 005-5273/18CM, le Conseil de Métropole a validé une augmentation de l'autorisation de programme à hauteur de 1 461 000 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide : Fonds départemental pour la mise en œuvre du plan « Energie-climat »	50,30 %	450 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	49,70 %	445 000,00 euros
TOTAL HT		895 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Réfection du trottoir côté impair des boulevard de la Barasse et de la Milière, tronçon de la rue Léon Bancal au boulevard de la Solitude » ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Réfection du trottoir côté impair des boulevard de la Barasse et de la Milière, tronçon de la rue Léon Bancal au boulevard de la Solitude ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 010-303/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Marseille - Aménagement de l'avenue de la Fourragère 13012

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17469/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille – Aménagement de l'avenue de la Fourragère (13012) », la Métropole envisage une requalification l'avenue de la Fourragère, tronçon des Borromées jusqu'à l'avenue St Jean du Désert.

En effet les chaussées actuelles sont trop larges, favorisant les vitesses élevées et les stationnements illicites. La voie est très dégradée.

La surface de voie à aménager est de 12 500m². Cet aménagement comprend un recalibrage de la chaussée, la réalisation de pistes cyclables, le rescindement partiel des trottoirs et la mise en place de mobilier urbain. Les quais de bus seront repris aux normes PMR, un ilot central sera créé et le stationnement sera matérialisé.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 1 520 000,00 euros HT.

L'opération visée est la n°2012114700, qui a été créée pour un montant initial de 250 000,00 euros TTC, par la délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, n°VOI 002-153/12/CC du 13 février 2012. Elle fut revalorisée par deux fois, la première à hauteur de 1 100 000,00 euros TTC par délibération du Conseil de Communauté urbaine n°FCT 014-104/14/CC du 23 mai 2014 et la seconde fois à hauteur de 1 700 000 euros TTC par délibération du Conseil de la Métropole n°VOI 005-5273/18/CM du 13 décembre 2018.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide : Fonds départemental pour la mise en œuvre du plan « Energie-climat »	19 %	292 500,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	81 %	1 227 500,00 euros
TOTAL HT		1 520 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille – Aménagement de l'avenue de la Fourragère (13012) » ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable du projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille – Aménagement de l'avenue de la Fourragère (13012) ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 011-304/19/CT

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Marseille 13012 - Requalification de la rue Montaigne et de la Place de l'Eglise**

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17488/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille 13012 - Requalification de la rue Montaigne et de la Place de l'Eglise », la Métropole réalise l'aménagement d'une voie comprise entre le carrefour de la Croix de Saint Barnabé et le boulevard Gassendi. Il inclut la place Caire et la rue Meisserel.

Les travaux sont réalisés sur une surface de 7 100m², comprenant :

- la rue Meisserel : reprise des revêtements de surface en enrobé et report de stationnements ;
- la rue Montaigne : remplacement des bordures de trottoirs existantes par des bordures en pierres calcaires, avec reprise des revêtements de trottoirs en béton désactivé et chaussée en enrobé ;
- le remplacement du revêtement en pavés de la chaussée de la place de l'Eglise de Saint Barnabé par de l'enrobé scintillant.
- le remplacement du revêtement en pavés grès abîmés de la place de l'Eglise de Saint Barnabé par des pavés en calcaires

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 2 000 000,00 euros HT.

L'opération visée n°2019103500, a été créée par délibération n°VOI 010-5278/18/CM en date du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence, pour un montant de 2 000 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide :	70 %	1 400 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	600 000,00 euros
TOTAL HT		2 000 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille 13012 -

Requalification de la rue Montaigne et de la Place de l'Eglise » ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille 13012 - Requalification de la rue Montaigne et de la Place de l'Eglise ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 012-305/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Marseille - Aménagement du boulevard de la Blancarde

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/17489/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille - Aménagement du boulevard de la Blancarde », la Métropole réalise la requalification du boulevard de la Blancarde, tronçon compris entre le boulevard Rougier et l'Avenue de Saint Barnabé.

La surface à requalifier est de 6 000m², comprenant notamment : un recalibrage de la chaussée sur deux voies de 3,15m, un élargissement des trottoirs et la protection par du mobilier urbain, la modification des carrefours rue Jeanne de Chantal et boulevard Botinelly, la remise aux normes PMR pour les arrêts de bus, une meilleure organisation du stationnement, et enfin une zone 30 avec plateaux surélevés.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 1 400 000 euros HT.

L'opération visée n°2015107900, a été créée pour un montant initial de 1 300 000,00 TTC par délibération n°VOI 008-776/15/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence en date du 19 décembre 2015.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide :	70 %	980 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	420 000,00 euros
TOTAL HT		1 400 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,
Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille - Aménagement du boulevard de la Blancarde » ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille - Aménagement du boulevard de la Blancarde ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 013-306/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Marseille 13015 - Aménagement du chemin du Cap Janet

Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/17490/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille 13015 - Aménagement du chemin du Cap Janet », la Métropole réalise l'aménagement de la voie de liaison entre l'autoroute A55 et le chemin de la Madrague Ville, dans le 15ème arrondissement de Marseille.

Cette voie présente un enjeu de desserte important puisqu'elle permet l'accès notamment à plusieurs

équipements scolaires ainsi qu'à l'IRFSS (Institut Régional de Formation Sanitaire et Sociale) Houphouët Boigny.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 1 150 000 euros HT.

L'opération visée n°2018100300, a été créée pour un montant initial de 850 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 008-3377/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence en date du 14 décembre 2017. Elle a été révisée à hauteur de 1 150 000,00 euros TTC dans le cadre de la délibération n°VOI 005-5273/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 13 décembre 2018.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide :	70 %	805 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	345 000,00 euros
TOTAL HT		1 150 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille 13015 - Aménagement du chemin du Cap Janet » ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille 13015 - Aménagement du chemin du Cap Janet ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 014-307/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Marseille - Aménagement de la place Maletterre

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17491/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille - Aménagement de la place Maletterre », la Métropole réalise la rénovation et la requalification de manière qualitative de la place Maletterre avec une organisation des circulations, des stationnements et des cheminements piétonniers.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 500 000 euros HT.

L'opération visée n°2018100900, a été créée pour un montant initial de 450 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 013-3382/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence en date du 14 décembre 2017. Par délibération n°VOI 005-5273/18/CM en date du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a porté cette autorisation de programme à 500 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide :	70 %	350 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	150 000,00 euros
TOTAL HT		500 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille - Aménagement de la place Maletterre » ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille - Aménagement de la place Maletterre ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 015-308/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Marseille - Aménagement de la rue des Catalans

Avis du Conseil de Territoire, DRM 19/17492/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération «Marseille - Aménagement de la rue des Catalans », la Métropole réalise l'aménagement de la portion de voie située entre les carrefours du boulevard Charles Livon et de l'avenue de la Corse. Il implique la création d'une piste cyclable bidirectionnelle, la réorganisation des stationnements avec élargissement des trottoirs. Il est prévu d'aménager en complément, les rues de Suez, Papety, Aleman, Girardin et Charas (entre le boulevard Charles Livon et l'avenue de la Corse), avec un traitement très qualitatif de l'espace viaire.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 2 800 000 euros HT.

L'opération visée n°2018106400, a été créée pour un montant initial de 1 150 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 004-4244/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence en date du 14 décembre 2017. Par délibération n°VOI 005-5273/18/CM en date du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole, celle-ci a été révisée à hauteur de 2 800 000,00 euros TTC. Enfin, la délibération n°VOI 004-5458/19/BM en date du 28 février 2019 du Bureau de la Métropole est intervenue pour portée cette autorisation de programme à 4 000 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide :	70 %	1 960 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	840 000,00 euros
TOTAL HT		2 800 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille - Aménagement de la rue des Catalans » ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille - Aménagement de la rue des Catalans ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 016-309/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Marseille - Aménagement des abords du Centre Bourse au Cours Belsunce

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/17493/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille - Aménagement des abords du Centre Bourse au Cours Belsunce », la Métropole réalise l'aménagement des abords du Centre Bourse – Belsunce à Marseille (13001).

Cet aménagement s'étend sur une surface de 23 600m², comprenant 7500 m² pour les abords des tours Labourdette et toute la périphérie de l'ilot Centre Bourse : Belsunce - Labourdette, Fr Mireur, Neuve St Martin, Henri Barbusse, Bir Hakeim, Fiocca, Beausset .

L'aménagement consistera à un décapage des revêtements existants avec une réfection des bandes structurantes en pierre. Une mise en place d'un revêtement en résine colorée, avec zones de dalles en pierres et mobiliers urbains est en outre prévu.

Cette opération vise à restaurer la qualité de cet aménagement urbain qui jouxte des espaces réaménagés récemment dans le cadre du tramway (Rue de la République, La Canebière, Cours Belsunce et rue Sadi Carnot) afin de le rendre plus fonctionnel, attrayant et convivial.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 2 800 000 euros HT.

L'opération visée n°2015116200, a été créée pour un montant initial de 3 000 000,00 TTC par délibération n°VOI 002-1669/15/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence en date du 21 décembre 2015. Suite à la délibération du Conseil de la Métropole n°VOI 001-3370/17/CM en date du

14 décembre 2017, une révision a eu lieu portant son montant à 6 000 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme

susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide :	70 %	1 960 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	840 000,00 euros
TOTAL HT		2 800 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille - Aménagement des abords du Centre Bourse au Cours Belsunce » ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille - Aménagement des abords du Centre Bourse au Cours Belsunce ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 017-310/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Marseille Quartier Noailles Rue Halles Charles Delacroix

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/17494/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines

peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille Quartier Noailles Rue Halles Charles Delacroix », la Métropole envisage la reprise des revêtements de chaussée et de trottoirs sur l'îlot des feuillants, à Marseille (13001).

Cet îlot, datant du 19^{ème} siècle, était à l'abandon depuis plusieurs années. Il est bordé par la rue des feuillants et la rue Longue des Capucins. Cette situation en fait un élément « phare » dans le renouveau souhaité de ce quartier.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 300 000 euros HT.

L'opération visée n°2011108700, a été créée pour un montant initial de 830 000,00 TTC par délibération n°VOI 008-246/11/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence en date du 28 mars 2011. Suite à la délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n°VOI 001-3370/17/CM en date du 14 décembre 2017, une révision a eu lieu portant son montant à 930 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide :	70 %	210 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	90 000,00 euros
TOTAL HT		300 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille Quartier Noailles Rue Halles Charles Delacroix » ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille Quartier Noailles Rue Halles Charles Delacroix ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 018-311/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Marseille - Aménagement des voies aux abords de l'accès au lycée de Marseilleveyre

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/17496/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille - Aménagement des voies aux abords de l'accès au lycée de Marseilleveyre », la Métropole réalise l'aménagement d'un carrefour à l'entrée du lycée : Tiboulén-Parangon-Corail.

L'aménagement consiste à améliorer les accès au lycée, réorganiser les voies de circulation piétonnes et véhicules, et à rassembler les poches de stationnements

La surface concernée est de 6 500m².

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 420 000 euros HT.

L'opération visée n°2015118400, a été créée pour un montant initial de 850 000,00 TTC par délibération n°VOI 002-1669/15/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence en date du 21 décembre 2015.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide :	70 %	294 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	126 000,00 euros
TOTAL HT		300 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille - Aménagement des voies aux abords de l'accès au lycée de Marseilleveyre » ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille - Aménagement des voies aux abords de l'accès au lycée de Marseilleveyre ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 019-312/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Marseille - Aménagement de la Place Engalière

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17497/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille - Aménagement de la Place Engalière », la Métropole réalise une rénovation d'une place, sur une surface totale de 2000m². Cette place est située au droit de l'église de la Madrague de Montredon - Grotte Rolland. La surface du parvis, de 800m², et les deux voies au droit de l'emprise de ce parvis seront traités avec des bordures calcaires. Le parvis et les trottoirs seront en dallage de porphyre et de calcaire.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 625 000 euros HT.

L'opération visée n°2015116500, a été créée pour un montant initial de 750 000,00 TTC par délibération n°VOI 002-1669/15/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence en date du 21 décembre 2015.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide :	70 %	437 500,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	187 500,00 euros
TOTAL HT		625 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille - Aménagement de la Place Engalière » ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille - Aménagement de la Place Engalière ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 020-313/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Marseille 13013 - Aménagement parking Lafferage Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17498/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille 13013 - Aménagement parking Lafferage », la Métropole réalise l'aménagement d'un parking sur un délaissé de terrain du groupe scolaire se trouvant à proximité. La surface à traiter est de 1 830m². Le parking aura une capacité de 57 places dont 3 pour les Personnes à Mobilité Réduite, avec une aire de stationnement pour les deux roues.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 375 000 euros HT.

L'opération visée n°2018100600, a été créée pour un montant initial de 450 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 011-3380/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence en date du 14 décembre 2017. Par délibération n°VOI 004-5458/19/BM en date du 28 février 2019 du Bureau de la Métropole, celle-ci a été révisée à hauteur de 690 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide :	70 %	262 500,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	112 500,00 euros
TOTAL HT		375 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille 13013 - Aménagement parking Lafferage » ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille 13013 - Aménagement parking Lafferage ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 021-314/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Marseille - Aménagement de la Place Guy Durand

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17499/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille – Aménagement de la place Guy Durand », la Métropole réalise le réaménagement du parvis de l'église de Saint Loup, dénommée Place Guy Durand. Le périmètre comprend le parvis (830m²) et le trottoir et la chaussée du boulevard de Saint Loup au droit de la place et jusqu'à la rue Doize.

L'opération permettra de rénover et moderniser cet espace public avec un aménagement urbain de qualité, qui contribuera à redynamiser le quartier, sécuriser la circulation des usagers, et à augmenter et réorganiser les stationnements

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 850 000 euros HT.

L'opération visée n°2014104300, a été créée pour un montant initial de 620 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 003-602/14/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole

en date du 19 décembre 2014. Par délibération n°VOI 001-3370/17/CM en date du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence, celle-ci a été révisée à hauteur de 1 020 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide :	70 %	595 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	255 000,00 euros
TOTAL HT		850 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille – Aménagement de la place Guy Durand » ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille – Aménagement de la place Guy Durand ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 022-315/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Marseille - Aménagement Cours Gouffé

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/17506/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille - Aménagement Cours Gouffé », la Métropole envisage l'aménagement du Cours Gouffé avec une

organisation des circulations, des stationnements et des cheminements de piétons, et ce dans le cadre d'une sécurité accrue des usagers.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 1 650 000 euros HT.

L'opération visée n°2018100800, a été créée pour un montant initial de 2 000 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 006-3375/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence en date du 14 décembre 2017.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide :	70 %	1 155 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	495 000,00 euros
TOTAL HT		1 650 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille - Aménagement Cours Gouffé » ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention

d'investissement relative à l'opération « Marseille - Aménagement Cours Gouffé ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 023-316/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Marseille 13008 - Aménagement parking Bonne Brise

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/17508/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le

cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille 13008 - Aménagement parking Bonne Brise », la Métropole envisage l'aménagement d'un parking public d'une contenance de 100 places environ sur un terrain d'une superficie de 4 600 m².

Compte tenu de la localisation de ce site, l'aménagement nécessitera notamment la réalisation de murs de soutènement, de rampes d'accès, ainsi que d'un bassin de rétention enterré pour 4 600 m² de surfaces imperméabilisées en bordure de mer.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 1 100 000 euros HT.

L'opération visée n°2018100100, a été créée pour un montant initial de 1 300 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 007-3376/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence en date du 14 décembre 2017.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide :	70 %	770 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	330 000,00 euros
TOTAL HT		1 100 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille 13008 - Aménagement parking Bonne Brise » ;

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille 13008 - Aménagement parking Bonne Brise ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 024-317/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Marseille - Aménagement des rues du Panier

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17509/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille - Aménagement des rues du Panier », la Métropole envisage de rénover le quartier du Panier avec des matériaux de qualité, conformément à la charte du Panier.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 900 000 euros HT.

L'opération visée n°2011106800, a été créée pour un montant initial de 220 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 008-246/11/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole en date du 28 mars 2011. Elle a été révisée à hauteur de 300 000,00 euros TTC dans le cadre de la délibération n°VOI 003-154/12/CC du Conseil de la Communauté urbaine en date du 13 février 2012. Elle a été portée à 400 000,00 euros TTC par délibération n°FCT 014-104/14/CC du Conseil de la Communauté urbaine en date du 23 mai 2014. Par délibération n°VOI 003-1670/15/CC

du Conseil de la Communauté urbaine en date du 21 décembre 2015, l'Autorisation de Programme a été révisée à hauteur de 1 000 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide :	70 %	630 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	270 000,00 euros
TOTAL HT		900 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille - Aménagement des rues du Panier »;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille - Aménagement des rues du Panier ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 025-318/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Marseille - Création d'une voie de liaison entre le boulevard Bara et l'avenue Paul Dalbret à Château-Gombert
Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/17511/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille - Création d'une voie de liaison entre le boulevard Bara et l'avenue Paul Dalbret à Château-Gombert », la Métropole envisage d'aménager une voie de liaison entre le boulevard Bara et l'avenue Paul Dalbret.

L'aménagement s'étend sur une surface de 3400m², avec création d'une voie ayant une emprise de 10 m avec trottoirs de chaque côté et, reprise du boulevard Bara et de l'avenue Paul Dalbret au droit des raccordements.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 590 000 euros HT.

L'opération visée n°2010105300, a été créée pour un montant initial de 350 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 012-1897/10/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole en date du 25 mars 2010.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide :	70 %	413 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	177 000,00 euros
TOTAL HT		590 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille - Création

d'une voie de liaison entre le boulevard Bara et l'avenue Paul Dalbret à Château-Gombert » ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille - Création d'une voie de liaison entre le boulevard Bara et l'avenue Paul Dalbret à Château-Gombert ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 026-319/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Marseille - Aménagement de la Place Bavarel à Saint Anne et réorganisation du stationnement

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17517/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille - Aménagement de la Place Bavarel à Saint Anne et réorganisation du stationnement », la Métropole

envisage d'aménager cette place dont le revêtement en carreaux de grès terre-cuite est dégradé nécessite un traitement urbain qualitatif.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 340 000 euros HT.

L'opération visée n°2015108000, a été créée pour un montant initial de 400 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 009-777/15/CC du Conseil de la

Communauté urbaine Marseille Provence Métropole en date du 19 février 2015.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide :	70 %	238 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	102 000,00 euros
TOTAL HT		340 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille - Aménagement de la Place Bavarel à Saint Anne et réorganisation du stationnement » ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille - Aménagement de la Place Bavarel à Saint Anne et réorganisation du stationnement ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 027-320/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Marseille 13009 - Aménagement du parking du Fangas, boulevard du Redon

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/17518/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille 13009 - Aménagement du parking du Fangas, boulevard du Redon », la Métropole envisage la réalisation du parking du Fangas, au boulevard du Redon dans le 9ème arrondissement de la Ville de Marseille.

Le périmètre de l'opération comprend une superficie de 1 000m² à aménager. Actuellement sur site, existe un parking sauvage non réglementé. Le projet de voirie envisagé, consiste à aménager un parking de

49 places au coeur du noyau villageois du Redon (13009).

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 170 000 euros HT.

L'opération visée n°2017101700, a été créée pour un montant initial de 200 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 006-5460/19/BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence en date du 28 février 2019.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide :	70 %	119 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	51 000,00 euros
TOTAL HT		170 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-

187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille 13009 - Aménagement du parking du Fangas, boulevard du Redon » ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marseille 13009 - Aménagement du parking du Fangas, boulevard du Redon ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 028-321/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Châteauneuf-Les-Martigues - Aménagement du Chemin de la Bastide Neuve de l'avenue Maréchal Leclerc à l'avenue des Anciens Combattants

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/17480/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Châteauneuf-les-Martigues - Aménagement du Chemin de la Bastide Neuve de l'avenue Maréchal Leclerc à l'avenue des Anciens Combattants », la Métropole envisage d'aménager le chemin de la Bastide Neuve (520ml représentant 5 800m² de voirie)

L'aménagement consiste notamment à reprendre le trottoir sur une largeur de 1,50m, la chaussée sur 5,50m, et à créer une piste cyclable unilatérale sur trottoir de 1,50m. Il s'agira en outre de réaliser 3 plateaux traversants, de prévoir des places de stationnement lorsque l'emprise s'élargit, et d'enfourer les réseaux existants.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 105 000,00 euros HT.

L'opération visée n°2015115900, a été créée par délibération n°VOI 002-1669/15/CC en date du 21 décembre 2015 du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, pour un montant de 1 500 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide :	70 %	73 500,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	31 500,00 euros
TOTAL HT		105 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM

du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération «Châteauneuf-les-Martigues - Aménagement du Chemin de la Bastide Neuve de l'avenue Maréchal Leclerc à l'avenue des Anciens Combattants »

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Châteauneuf-les-Martigues - Aménagement du Chemin de la Bastide Neuve de l'avenue Maréchal Leclerc à l'avenue des Anciens Combattants »

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 029-322/19/CT

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Châteauneuf-Les-Martigues - Aménagement des boulevards Henri D'Attilio et du Château Moustier**

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17481/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou

privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Châteauneuf-les-Martigues - Aménagement des boulevards Henri D'Attilio et du Château Moustier », la Métropole envisage de créer une piste cyclable en continuité de l'aménagement qui sera réalisé sur les boulevards Attilio/Moustier pour rejoindre les équipements sportifs situés au-delà de la RD568.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 420 000 euros HT.

L'opération visée n°2011102500, a été créée pour un montant de 50 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 008-246/11/CC du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole en date du 28 mars 2011. Elle a été révisée à hauteur de 90 000,00 euros TTC par délibération du Conseil de Communauté urbaine n°FCT 014-104/14/CC en date du 23 mai 2014 Par délibération n°VOI 011-2418/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence, l'autorisation de programme a été portée à 3 000 000,00 euros TTC, le 13 juillet 2017.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette

opération est le suivant :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide :	70 %	294 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	126 000,00 euros
TOTAL HT		420 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Châteauneuf-les-Martigues - Aménagement des boulevards Henri D'Attilio et du Château Moustier ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Châteauneuf-les-Martigues - Aménagement des boulevards Henri D'Attilio et du Château Moustier ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 030-323/19/CT

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération - Gignac - avenue Jean Jaurès**

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17484/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales , le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Gignac – Avenue Jean Jaurès » la Métropole a souhaité aménager l'avenue Jean Jaurès, depuis la RD48C jusqu'à l'avenue Charles de Gaulle sur la commune de Gignac-La-Nerthe. Les travaux comprennent également le réaménagement des deux traverses encadrant le groupe scolaire Célestin Arigon.

Les objectifs de cet aménagement sont les suivants :

- Requalifier l'avenue en valorisant les espaces,
- Créer un cheminement cyclable,
- Organiser et sécuriser les itinéraires pour piétons, notamment au droit du groupe scolaire Célestin Arigon,
- Apaiser la circulation automobile par la réalisation des plateaux surélevés,

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 1 200 000,00 euros HT.

L'opération visée est la n°2009119500, qui a été créée pour un montant initial de 700 000,00 euros TTC, par la délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n°VOI 001-1240/09/CC, en date du 26 mars 2009. Elle fut revalorisée une première fois, à hauteur de 1 950 000,00 euros TTC par délibération du Conseil de Communauté urbaine n°VOI 009-247/11/CC en date du 28 mars 2011. Elle a été revalorisée une seconde fois, à hauteur de 2 300 000,00 euros TTC par délibération du Conseil de Communauté urbaine n°001-769/15/CC, le 19 février 2015.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Départemental des Bouches-du- Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide : Fonds départemental pour la mise en œuvre du plan « Energie- climat »	29 %	350 000,00 euros
Métropole Aix- Marseille-Provence	71 %	850 000,00 euros
TOTAL HT		1 200 000,00 euros

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération «Gignac – Avenue Jean Jaurès » ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération «Gignac – Avenue Jean Jaurès ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 031-324/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Ensus - voie de liaison salles des fêtes/école

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/17483/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération «Ensuès – voie liaison salle des fêtes/école » la Métropole envisage l'aménagement de la voie de liaison salle des fêtes-école implantée sur le chemin du Stade s'étend sur un linéaire d'environ 350 ml.

Les travaux concernent :

- La création de places de stationnement,
- La création d'une piste cyclable,
- L'aménagement des trottoirs,
- La mise en sens unique de la voie en direction du giratoire,

- L'aménagement d'un parking paysager en bordure Sud.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 516 000,00 euros HT.

L'opération visée est la n°2013100400, qui a été créée pour un montant initial de 50 000,00 euros TTC, par la délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n°VOI 001-154/13/CC, en date du 22 mars 2013. Elle fut revalorisée une première fois, à hauteur de 80 000,00 euros TTC par délibération du Conseil de Communauté urbaine n°FCT 014-104/14/CC en date du 23 mai 2014. Elle a été revalorisée une seconde fois, à hauteur de 550 000,00 euros TTC par délibération du Conseil de Communauté urbaine n°VOI 001-769/15/CC, le 19 février 2015. Enfin, une dernière révision a eu lieu à hauteur de 960 000,00 euros TTC par délibération du Conseil de la Métropole n°VOI 001-3370/17/CM, en date du 14 décembre 2017.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide : Fonds départemental pour la mise en œuvre du plan « Energie-climat »	28 %	144 375,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	72 %	371 625,00 euros
TOTAL HT		516 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Ensûes – voie liaison salle des fêtes/école » ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Ensûes – voie liaison salle des fêtes/école ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 032-325/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Ensûes-La-Redonne - Aménagement des voies du PAE Des Coullins

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17486/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui

traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Ensûes-La-Redonne - Aménagement des voies du PAE Des Coullins » la Métropole réalise l'aménagement des voies de desserte d'un programme de logement qui est mis en œuvre sur le secteur des Coullins et dont l'accès se fera depuis la RD5. Cet aménagement est réalisé en 2 tranches :

Tranche 1 :

- Aménagement d'une voie de desserte du groupe scolaire.
- Aménagement d'une zone de stationnement pour les bus, et d'un double abris bus.
- Création de trottoirs et d'une aire de retournement bus.
- Murs de soutènement.

Tranche 2 :

- Création d'un parking paysager et requalification des voies attenantes.
- Mise en valeur du parvis du gymnase.
- Raccordement à la voie d'accès au programme de logements du lotissement "Les Coullins".

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 170 000 euros HT.

L'opération visée n°2012111700, a été créée pour un montant initial de 3 000 000,00 TTC par délibération n°VOI 002-153/12/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence en date du 13 février 2012. Suite à la délibération du Conseil de la Communauté urbaine n°VOI 001-769/15/CC en date du 19 février 2015, une révision a eu lieu portant son montant à 3 050 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide :	70 %	119 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	51 000,00 euros
TOTAL HT		170 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Ensues-La-Redonne - Aménagement des voies du PAE Des Coullins » ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un acte favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Ensues-La-Redonne - Aménagement des voies du PAE Des Coullins ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 033-326/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Carry le Rouet - aménagement avenue et impasse Bocoumajour

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/17478/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Carry-le-Rouet – Aménagement avenue et impasse Bocoumajour », la Métropole souhaite aménager l'avenue Bocoumajour, l'impasse Bocoumajour et l'avenue de la Plaine (sur 610ml environ).

Les objectifs de cet aménagement sont notamment les suivants :

- créer des cheminements piétons sécurisés et accessibles à tous (réglementation PMR),
- sécuriser le déplacement des cyclistes en créant une piste cyclable unidirectionnelle dans le sens carrefour de la Tuilière - avenue Bocoumajour - avenue de la Plaine,
- apaiser la circulation avec la mise en sens unique de la voie et la création de deux plateaux traversant et la mise en place de coussins lyonnais,
- rénover la chaussée vieillissante,
- créer des places de stationnement afin de rationaliser l'utilisation de l'espace,
- dilater et prolonger le réseau pluvial.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 720 000,00 euros HT.

L'opération visée est la n°2009114000, qui a été créée pour un montant initial de 200 000,00 euros TTC, par la délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n°VOI 001-1240/09/CC, en date du 26 mars 2009. Elle fut revalorisée une première fois, à hauteur de 850

000,00 euros TTC par délibération du Conseil de la Métropole n°VOI-3370/17/CM en date du 14 décembre 2017. Par délibération n°VOI 005-5273/18/CM en date du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a porté son montant désormais à 2 300 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide : Fonds départemental pour la mise en œuvre du plan « Energie-climat »	14 %	101 250,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	86 %	618 750,00euros
TOTAL HT		720 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Carry-le-Rouet – Aménagement avenue et impasse Bocumajour ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Carry-le-Rouet – Aménagement avenue et impasse Bocumajour ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 034-327/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Sausset les Pins - Aménagement avenue Matraja

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17485/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Sausset-les-Pins – Aménagement Avenue Matraja », la Métropole a validé l'aménagement de l'avenue Pierre Matraja sur la commune de Sausset-les-Pins, sur une longueur de 1000m environ.

Les objectifs de cet aménagement sont les suivants :

- Créer des cheminements piétons accessibles à tous,
- Sécuriser les déplacements des cyclistes en créant des bandes ou pistes cyclables,
- Rénover une chaussée vieillissante,
- Apaiser la circulation avec la création de plateaux aux principales traversées piétonnes.
- Organiser le stationnement.
- Améliorer et optimiser le réseau de collecte des eaux pluviales.
- Rénover l'éclairage public
- Améliorer le cadre de vie en aménageant des zones de plantation sur îlots ou en alignement.

- Participation à la mise en discrétion des réseaux aériens par la réalisation du génie civil.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 1 430 000,00 euros HT.

L'opération visée est la n°2013101200, qui a été créée pour un montant initial de 50 000,00 euros TTC, par la délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n°001-154/13/CC, en date du 22 mars 2013. Elle fut revalorisée une première fois, à hauteur de 1 500 000,00 euros TTC par délibération du Conseil de Communauté urbaine n°VOI 001-769/15/CC en date du 19 février 2015. Elle a été revalorisée une seconde fois, à hauteur de 2 300 000,00 euros TTC par délibération du Conseil de Communauté urbaine n°VOI 003-1670/15/CC, le 21 décembre 2015. Enfin, une troisième fois, son montant a été porté à 2 900 000,00 euros TTC par délibération du Conseil de Métropole n°VOI 032-741/16/CM en date du 30 juin 2016.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide : Fonds départemental pour la mise en œuvre du plan « Energie-climat »	32 %	457 500,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	68 %	972 500,00 euros
TOTAL HT		1 430 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Sausset-les-Pins – Aménagement Avenue Matraja »;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Sausset-les-Pins – Aménagement Avenue Matraja ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 035-328/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération - Allauch - Aménagement accès du lycée Enco De Botte

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/17479/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein

de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Allauch – Aménagement accès du lycée Enco De Botte » la Métropole envisage de sécuriser les déplacements des piétons et des vélos sur l'avenue de Provence entre les giratoires des Aubagnens et celui d'Enco de Botte. Il convient d'aménager à l'entrée Nord du lycée un tourne à gauche pour accéder à la contre-allée du lycée, du parking professeurs et des livraisons. Un aménagement du giratoire à l'entrée sud du lycée pour accéder au parking élèves et pour sortir de la contre-allée est projeté avec création de deux arrêts de bus.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 1 500 000 euros HT.

L'opération visée n°2017106800, a été créée pour un montant initial de 50 000,00 TTC par délibération n°VOI 001-154/13/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence en date du 22 mars 2013. Elle a été affectée par délibération n°VOI 003-1880/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence, en date du 30 mars 2017 pour un montant de 3 500 000,00 euros TTC. Suite à la délibération du Bureau de la Métropole n°VOI 004-5458/19/BM en date du 28 février 2019, une révision a eu lieu portant son montant à 5 000 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide :	70 %	1 050 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	450 000,00 euros
TOTAL HT		1 500 000,00 euros

Vu

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Allauch – Aménagement accès du lycée Enco De Botte »

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Allauch – Aménagement accès du lycée Enco De Botte »

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 036-329/19/CT

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Création d'une voie de liaison entre avenue Pasteur et rue de la République à Plan-de-Cuques**

Avis du Conseil de Territoire

DRM 19/17515/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Création d'une voie de liaison entre avenue Pasteur et rue de la République à Plan-De-Cuques », la Métropole envisage de créer une chaussée en 2x1 voie, avec intégration de deux pistes cyclables et de deux trottoirs. Des espaces verts seront intégrés dans les surlargeurs disponibles. Le linéaire à traiter est d'environ 650 ml.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 850 000 euros HT.

L'opération visée n°2019101300, a été créée pour un montant initial de 6 000 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 018-5286/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence en date du 13 décembre 2018.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide :	70 %	595 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	255 000,00 euros
TOTAL HT		850 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Création d'une voie

de liaison entre avenue Pasteur et rue de la République à Plan-De-Cuques » ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Création d'une voie de liaison entre avenue Pasteur et rue de la République à Plan-De-Cuques ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 037-330/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Aménagement parking Baillet à Plan-de-Cuques

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17516/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Aménagement parking Baillet à Plan-De-Cuques », la Métropole envisage la création d'un parc public de stationnement de véhicules au droit du futur parc urbain communal de Plan-De-Cuques.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 500 000 euros HT.

L'opération visée n°2019100700, a été créée pour un montant initial de 500 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 017-5285/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence en date du 13 décembre 2018.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide :	70 %	350 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	150 000,00 euros
TOTAL HT		500 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Aménagement parking Bailet à Plan-De-Cuques » ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Aménagement parking Bailet à Plan-De-Cuques ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 038-331/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Ceyreste - Création d'un cheminement modes doux piétons/vélos le long du chemin des peupliers

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17482/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération «Ceyreste – Création d'un cheminement modes doux piétons / vélos le long du chemin des Peupliers », la Métropole envisage de réaliser un aménagement mode doux sécuritaire pour les usagers piétons et cycles

Le Chemin des Peupliers est situé au sud-ouest du centre-ville de Ceyreste, entre l'Impasse Chantemerle et le Chemin du Réservoir sur la commune de Ceyreste. Le Chemin des Peupliers surplombe l'autoroute A50 et constitue une route péri-urbaine supportant un important transit entre la ville de Ceyreste et la Zone Athélia ainsi que l'échangeur routier.

Cet aménagement s'inscrit dans le schéma directeur des « modes doux » de la ville de Ceyreste. L'objectif est de raccorder le quartier du Chemin du réservoir, nouvellement créé, au centre-ville. En effet, la voie actuelle est composée d'une chaussée de 5,5 m dépourvue de trottoir ne permettant pas un cheminement sécurisée des piétons et des vélos.

Le linéaire d'application est d'environ 600 ml. Le projet d'aménagement consiste à créer une voie douce piétons / vélos de 4 m de largeur côté Ouest en mortier bitumineux coloré ocre. Le tronçon Est

consiste à créer une voie piétonne de 2 m de largeur en mortier bitumineux noir.

Les enjeux généraux affichés sont de :

- créer un cheminement piétons / vélos entre le chemin du réservoir et l'impasse Chantemerle,
- créer deux quais bus,
- sécuriser le carrefour routier chemin de Val Tendre / chemin des Peupliers,
- réaliser les aménagements nécessaires pour les eaux pluviales,
- réaliser le génie civil pour l'éclairage public.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 500 000,00 euros HT

L'opération visée est la n°2015118300 qui a été créée pour un montant initial de 685 000,00 euros TTC, par la délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, n°VOI 002-1669/15/CC du 21 décembre 2015. Elle fut revalorisée à hauteur de 1 000 000,00 euros TTC par délibération du Conseil de la Métropole n°VOI 003-4699/18/CM du 18 octobre 2018.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide : Fonds départemental pour la mise en œuvre du plan « Energie-climat »	70 %	350 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	150 000,00 euros
TOTAL HT		500 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Ceyreste – Création d'un cheminement modes doux piétons / vélos le long du chemin des Peupliers »

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Ceyreste – Création d'un cheminement modes doux piétons / vélos le long du chemin des Peupliers ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 039-332/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Cassis - Aménagement de l'avenue Jules Ferry

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17500/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Cassis - Aménagement de l'avenue Jules Ferry », la Métropole envisage la requalification de l'avenue Jules Ferry à Cassis.

L'aménagement s'étend sur un linéaire de 350m et comprend la création de trottoirs aux normes PMR, et la rénovation d'une voie en sens unique en zone 30.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 2 000 000 euros HT.

L'opération visée n°2017101100, a été affectée pour un montant initial de 2 000 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 001-5772/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence en date du 28 mars 2019.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide :	70 %	1 400 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	600 000,00 euros
TOTAL HT		2 000 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement

relative à l'opération « Cassis - Aménagement de l'avenue Jules Ferry » ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Cassis - Aménagement de l'avenue Jules Ferry ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 040-333/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Gémenos - Aménagement du parking de surface des Granges

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/17487/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Gémenos - Aménagement du parking de surface des Granges » et d'une opération de requalification complète du bâtiment « Les Granges », la Métropole réalise un

parking public au dessus d'un parking privé sous-terrain.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 300 000 euros HT.

L'opération visée n°2015115000, a été créée pour un montant initial de 300 000,00 TTC par délibération n°VOI 002-1669/15/CC du Conseil de la Communauté

urbaine Marseille Provence en date du 21 décembre 2015.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide :	70 %	210 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	90 000,00 euros
TOTAL HT		300 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Gémenos - Aménagement du parking de surface des Granges » ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Gémenos - Aménagement du parking de surface des Granges ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 041-334/19/CT

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de remboursement avec la Ville de Marseille pour la requalification des espaces publics du Centre-Ville de Marseille - phase 1

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17368/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, L du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

Dans la continuité des aménagements réalisés depuis 2012 (Vieux-Port, rue Saint-Ferréol, rue de Rome, partie basse de la rue Paradis...), la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de poursuivre la requalification du centre-ville de Marseille. La redynamisation du cœur de ville représente l'une des clefs de la stratégie d'aménagement durable portée par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il s'agit d'améliorer le partage de l'espace public en faveur des piétons et de créer à court terme, un vaste espace cohérent et lisible, propice à la déambulation.

Par délibération du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le programme synthétique de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Les objectifs de la requalification sont les suivants :

- Améliorer le fonctionnement urbain dans une perspective de centre-ville apaisé en réorganisant le dispositif des transports en commun et en assurant une continuité piétonne,
- Poursuivre la requalification des espaces publics du cœur historique de Marseille,
- S'inscrire dans une démarche de développement durable,
- Définir une cohérence de traitement des espaces publics avec l'élaboration d'une charte de qualité urbaine du centre-ville de Marseille.

Ce projet se développe autour de 4 axes forts :

- Un meilleur partage de l'espace public au profit des piétons et des modes doux de déplacement ;
- La transformation de la Canebière, avec sa piétonisation ;
- La végétalisation et le développement de la nature en ville avec l'ambition de planter de 300 à 500 arbres ;
- L'harmonisation des espaces publics et la valorisation du patrimoine architectural.

La maîtrise d'œuvre de l'opération est assurée depuis février 2018 par le groupement INGEROP Conseil et

Ingénierie/Michel DESVIGNE Paysagiste/TANGRAM architectes.

Une partie des travaux à réaliser relevant de la compétence de la Commune, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de mettre en place une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux relevant de la compétence de chaque collectivité, dans un souci d'efficacité technique et financière.

Ainsi, la Métropole réalisera, pour le compte de la Ville de Marseille, les équipements qui relèvent d'une compétence communale : mobilier urbain (bancs), et vidéoprotection, soit une participation financière de la Ville de Marseille estimée à 549 204 euros TTC.

Il convient par conséquent de conclure une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de remboursement entre la Ville de Marseille et la Métropole afin de fixer les modalités de réalisation et de remboursement des travaux pour la première phase de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération VOI 004-3373/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole approuvant l'affectation de l'opération d'investissement relative à la requalification du Cours Lieutaud à Marseille et le programme synthétique de cette requalification ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 Mars 2019 portant délégation de compétence du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en raison de l'imbrication des compétences de la Ville et de la Métropole au sein d'une opération unique, la mise en œuvre d'une maîtrise d'ouvrage unique s'avère opportune ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante avec la Ville de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération concernant l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de remboursement avec la Ville de Marseille pour la requalification des espaces publics du Centre-Ville de Marseille - 1ère phase.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 042-335/19/CT

■ Approbation d'une convention de gestion entre la Ville du Rove et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune du Rove

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17512/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la Ville du Rove avaient délégué à la communauté la compétence relative à «la création, aménagement et entretien de voirie»

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : «la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie»

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la Ville du Rove qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la Ville du Rove qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, qu'il vous est demandé d'approuver, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la Ville du Rove sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de la commune du ROVE.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Approbation d'une convention de gestion entre la ville du Rove et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune du Rove.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 043-336/19/CT

■ Approbation de la convention de gestion relative à la compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire de la commune de Gémenos transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DUF 19/17495/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Bureau de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « approbation de la convention de gestion relative à la compétence "création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Gémenos transférée au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du

CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, depuis cette date, la Métropole exerce sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;

b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socioéducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ; b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ; c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ; d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ; e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts sont imputées sur les attributions de compensation ; elles sont établies dans le rapport définitif de la CLECT et font l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole. Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1er janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de

certaines équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 123-3142/17/CM du 14 décembre 2017 il était proposé de conclure avec les communes concernées des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Afin de régulariser la situation de Gémenos, pour laquelle la convention de gestion n'a pas été établie, il convient de délibérer pour que la commune puisse continuer à assumer la gestion et l'entretien des espaces verts sur le parc d'activité de la Plaine de Jouques.

La convention est proposée en annexe.

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune sont exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Le montant de la compensation correspond aux montants des transferts de charges relatif à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » sur le territoire de la commune ont fait l'objet d'une évaluation par la CLECT. Le remboursement à la Commune des charges liées uniquement aux espaces verts de la ZAE La Plaine de Jouques, interviendra annuellement après justification des sommes dépensées et selon les modalités prévues à la convention, pour un montant maximum de 75 948 euros conformément à l'évaluation de la CLECT.

La convention est conclue pour une durée de deux ans à compter du 1er janvier 2018 et pourra être modifiée dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La convention FAG 123-3142/17/CM du 14 décembre 2017.
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l’approbation de la convention de gestion relative à la compétence "création, aménagement et gestion des zones d’activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Gémenos transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu’il convient d’approuver la convention de gestion entre la métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Gémenos au titre de la compétence « création aménagement et gestion des zones d’activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l’approbation de la convention de gestion relative à la compétence "création, aménagement et gestion des zones d’activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Gémenos transférée au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 045-337/19/CT

■ Approbation d'une convention de mandat avec la SOLEAM concernant les études et les travaux d'élargissement et de requalification de la rue Caravelle et de la rue Edouard Crémieux à Marseille 3ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17439/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence envisage de requalifier et élargir la rue Caravelle et la rue Edouard Crémieux dans le quartier Saint Mauront, 3^{ème} arrondissement de Marseille.

Plusieurs projets à desservir par la rue Caravelle et la rue Edouard Crémieux sont en cours dans le quartier, le long de l’axe objet de cette opération :

- poursuite du programme Euroméditerranée,
- programme Nexity Docks Libres,
- groupe scolaire et parc Bougainville,
- école Ruffi.

La réalisation de ces projets d’intérêt général à l’horizon 2020-2022 impose de requalifier dès à présent l’axe Caravelle-Crémieux décrit précédemment pour :

- mettre à niveau la desserte inter et intra-quartier, en assurant notamment la continuité végétale du parc Bougainville jusqu’à la mer par la rue d’Anthoine,
- sortir la copropriété Bellevue de sa position d’oppidum,
- permettre la desserte correcte des programmes décrits précédemment.

Cette démarche de requalification est prévue au plan guide de l’extension d’Euroméditerranée.

A cet effet, un emplacement réservé au bénéfice de la MAMP a été instauré au PLU. Une DUP doit être lancée pour permettre cette requalification.

La rue Caravelle et la rue Edouard Crémieux constituent la limite Sud du programme Euroméditerranée. L'opération ne fait donc pas partie du périmètre d'intervention de celle-ci. Toutefois, la MAMP et la Ville de Marseille souhaitent mettre en évidence leur volonté de poursuivre cette démarche de reconquête et de revalorisation urbaine au-delà du seul programme porté par Euroméditerranée.

La résidence Parc Bellevue est aujourd'hui en situation d'oppidum, avec un seul accès majeur par la rue Félix Pyat. Cette opération, conformément aux recommandations de l'ANRU, vise à sortir la résidence de cette situation en créant ce nouvel accès valorisé par la rue Caravelle requalifiée.

Cette opération de requalification des espaces doit amener une plus-value tangible pour le quartier afin de jouer son rôle de rénovation urbaine.

Cette plus-value est conçue autour de 3 axes principaux :

- désenclaver et valoriser l'accès aux programmes en cours et à la résidence Parc Bellevue, dans le prolongement du parc Bougainville donc en accordant une large part aux modes de déplacements doux (piétons et cycles)
- réaliser des espaces publics de qualité cohérents avec les opérations en cours dans le quartier motivées elles aussi par l'objectif de rénovation urbaine
- réaliser des espaces publics conformes aux réglementations en vigueur à l'échelle nationale et métropolitaine (circulations des piétons, cycles et véhicules, gestion des eaux pluviales, défense incendie)

Le montant prévisionnel des dépenses est établi de la manière suivante :

- o Marchés de services :
370 000,00 € HT
- o Marchés de travaux :
4 360 000,00 € HT
- o Divers :
110 000,00 € HT

En raison des procédures d'acquisitions foncières, du dossier de DUP, et des coordinations nécessaires avec Euroméditerranée, le programme Nexity Docks Libres, le parc Bougainville et l'Ecole Ruffi, il est envisagé par la présente convention, de confier au Mandataire, la SOLEAM, le soin de réaliser cette opération au nom et pour le compte de la Métropole.

A ce titre, le Mandataire sera tenu à une obligation de moyens dans l'exercice de sa mission. Il n'est tenu envers la Métropole que de la bonne exécution des attributions dont il a personnellement été chargé par

celui-ci.

La convention de mandat annexée détaille les missions de la SOLEAM ainsi que les modalités de règlement des sommes dues au titre de l'exécution de l'opération d'élargissement et de requalification de la rue Caravelle et de la rue Edouard Crémieux à Marseille 3ème arrondissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Approbation d'une convention de mandat avec la SOLEAM concernant les études et les travaux d'élargissement et de requalification de la rue Caravelle et de la rue Edouard Crémieux à Marseille 3ème arrondissement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence envisage de requalifier et élargir la rue Caravelle et la rue Edouard Crémieux dans

le quartier Saint Mauront, 3^{ème} arrondissement de Marseille ;

- Qu'une convention de mandat est nécessaire afin de confier au mandataire, la SOLEAM, le soin de réaliser cette opération au nom et pour le compte de la Métropole.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur. « Approbation d'une convention de mandat avec la SOLEAM concernant les études et les travaux d'élargissement et de requalification de la rue Caravelle et de la rue Edouard Crémieux à Marseille 3^{ème} arrondissement ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 046-338/19/CT

■ **Déclassement du domaine public routier métropolitain de 5 emprises de voirie. Rénovation de l'ensemble d'habitations Saint Barthélémy-Picon-Busserine à Marseille - 14^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil Territoire DAEP 19/17369/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le secteur Saint-Barthélemy-Picon-Busserine fait l'objet d'un vaste programme de travaux pour améliorer l'habitat, la voirie et les équipements publics. Ce projet de rénovation urbaine s'inscrit dans le cadre d'une convention, signée le 10 octobre 2011, entre l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), l'Etat, les bailleurs sociaux (LOGIREM) et les collectivités locales.

La revalorisation projetée de l'espace urbain a conduit à des aménagements importants de la trame viaire comprenant la requalification de voies existantes.

Le statut et l'usage des espaces publics ayant été modifiés par les aménagements, notamment par la création de nouvelles voies ou la modification d'emprises des voies existantes, il y a lieu de procéder à la régularisation foncière des espaces relevant du domaine public routier métropolitain.

Les parcelles ou portion de parcelles concernées sont :

- 1-) Les parcelles 181 p2, 181 p4 et 181 p3 :

Le Projet de Rénovation Urbaine a permis la requalification de la rue de la Busserine (élargissement, création de pistes cyclables....) par la Métropole et la création de parkings résidentiels entre la voirie et les bâtiments par les bailleurs. Cette requalification a nécessité de modifier le tracé initial de la voirie et conduit donc à des échanges fonciers entre la Métropole et les bailleurs. Les parcelles identifiées ci-dessus sont ainsi cédées, dans le cadre de ces échanges fonciers, aux bailleurs Logirem et Habitat Marseille Provence pour la réalisation de leurs parkings résidentiels.

Cette cession nécessite un déclassement du domaine public des parcelles 181 p2, 181 p4 et 181 p3, pour des superficies respectives de 277 m², 81 m² et 27. m²

-2-) Les parcelles 136 p3 et 136 p4 :

Le PRU et le projet L2 permettent la création d'une rue nouvelle à l'intérieur du quartier Picon que va réaliser la Métropole sur du foncier Logirem. Les échanges fonciers entre Logirem et la Métropole pour la réalisation des voiries nouvelles et la résidentialisation des espaces en pied d'immeuble porte notamment sur les parcelles ci-dessus. Il est donc nécessaire d'opérer un déclassement du domaine public routier des 136 p3 et 136 p4 pour des superficies respectives de 11 m² et 4 m² avant échange.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

En conséquence, il convient de déclasser du domaine public routier métropolitain les emprises sises en pied d'immeubles, affectées au fonctionnement du bâti et qui ne sont plus accessibles à la circulation générale.

La superficie totale à déclasser est de 400 m² environ, portée sur les plans de déclassement joint.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les besoins de la Logirem et d'Habitat Marseille Provence pour l'aménagement d'espaces résidentiels en pied d'immeubles.
- Le Projet de Rénovation Urbaine

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le déclassement du domaine public routier métropolitain de 5 emprises de voirie. Rénovation de l'ensemble d'habitations Saint Barthélémy-Picon-Busserine à Marseille – 14^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 047-339/19/CT

■ **Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement EGIS Aménagement - devenue égis ville et transports - SMM/André Mascarelli/Ilex paysage urbanisme concernant le marché relatif à la maîtrise d'oeuvre pour la conception du Boulevard Urbain Sud**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17387/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans la cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil

de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

Le Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) à Marseille est un axe routier structurant qui relie le secteur de la Pointe-Rouge à l'autoroute A 50 et à la future rocade L2 au niveau de l'échangeur Florian. Une première section comprise entre la traverse Parangon et l'avenue De Lattre de Tassigny (3,1 km) avait fait l'objet en 2004/2005 d'études de détail (AVP et PRO), par le biais de deux marchés de maîtrise d'œuvre spécifiques.

Afin de disposer d'un niveau d'études équivalent sur la section comprise entre l'avenue De Lattre de Tassigny et l'échangeur de Florian (4,8km), le groupement EGIS AMENAGEMENT /SMM/MASCARELLI ARCHITECTE/ILEX PAYSAGE URBANISME a été désigné attributaire du marché de maîtrise d'œuvre, lors de la commission d'appel d'offres du 24 mars 2010.

Le marché n°10/051 a été notifié le 19 mai 2010, pour un montant global de 2 410 000 €HT, trois tranches confondues.

Après avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, un avenant n° 1 a été notifié au groupement de maîtrise d'œuvre en date du 24 juin 2013, ayant pour objet de rémunérer des prestations d'études complémentaires et d'augmenter le délai d'affermissement de la tranche conditionnelle n° 1, portant le montant global du marché à 2 618 206 €HT.

Après avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, un avenant n° 2, a été notifié au groupement de maîtrise d'œuvre en date du 4 août 2014, ayant pour objet de rémunérer des prestations d'études environnementales complémentaires, portant le montant global du marché à 2 799 181 €HT.

A l'issue des études d'AVP, le coût prévisionnel définitif des travaux a été déterminé, ainsi que le forfait définitif de rémunération de la maîtrise d'œuvre, conformément aux dispositions de l'article 19 III du Code des Marchés Publics et au décret n°93-1268 du 29 novembre 1993. Après avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres le forfait définitif de rémunération a été arrêté par avenant n°3 notifié le 11 juin 2015 au montant de 3 289 491 € HT.

Par courrier en date 06 août 2018, le groupement de maîtrise d'œuvre a adressé au Maître d'Ouvrage une demande de rémunération complémentaire, pour des prestations complémentaires et des reprises d'études réalisées depuis l'avenant n°3, jusqu'au 31 décembre 2017.

Le montant total de la réclamation présentée par le groupement s'élève à 119 393,40 €HT, dont 9 713,33 €HT de révisions de prix.

Après analyse de la demande, le maître d'ouvrage a proposé au groupement, dans un courrier en date du 26 avril 2019, de ramener ce montant à 99 180,37 €HT, dont 7 862,60 €HT de révisions de prix.

Le groupement a accepté cette proposition par courrier en date du 29 avril 2019, les parties au protocole, soucieuses de trouver une solution équitable à leur différend ont convenu de mettre fin dans le d'un protocole transactionnel, le montant de la demande d'indemnisation initiale 119 393,40 €HT à 99 180,37 €HT.

Il est précisé qu'Egis Aménagement a changé de dénomination sociale pour devenir EGIS VILLES ET TRANSPORTS. Ce changement est effectif depuis le 1^{er} Janvier 2019, et les autres mentions légales de la Société restent inchangées.

Ce protocole transactionnel est joint en annexe et soumis à l'approbation du Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétence du Conseil au Bureau de la Métropole.
- Le marché n° 10-051 relatif à la maîtrise d'oeuvre du Boulevard Urbain Sud à Marseille ;
- La demande de rémunération complémentaire présentée par le groupement EGIS AMENAGEMENT / SMM / ANDRE MASCARELLI / ILEX PAYSAGE URBANISME le 06 août 2018, concernant le marché susvisé ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du marché n°10-051, et entraîne que le groupement de maîtrise d'œuvre renonce à toute instance et action future devant les tribunaux, sur le fondement du même litige.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de rapport concernant l'opération relative à l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement EGIS Aménagement (devenue EGIS VILLES ET TRANSPORTS) SMM/André Mascarelli/Ilex Paysage Urbanisme concernant le marché n°010-051 relatif à la maîtrise d'œuvre pour la conception du Boulevard Urbain Sud.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 048-340/19/CT

■ Approbation d'un Protocole transactionnel avec Monsieur Gilbert Secchia - Commune de Saint-Victoret

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17432/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

M. Gilbert Secchia est propriétaire depuis 1977 de la parcelle cadastrée section AB n°206, située au n° 57 du Boulevard Ferrisse, sur le territoire de la commune de Saint-Victoret (Bouches-du-Rhône), sur laquelle est édifiée une maison à usage d'habitation.

En mai 2014, un parc public de stationnement a été réalisé par la communauté urbaine Marseille Provence Métropole (CUMPM) sur la parcelle cadastrée section AB n°353 contiguë de la propriété de M. Secchia.

Ce parc de stationnement étant partiellement implanté sur un passage intégré à la parcelle AB n°206 conduisant à son habitation, par une requête enregistrée le 27 juillet 2015, sous le n°1505750 devant le tribunal administratif de Marseille, Monsieur Gilbert Secchia a sollicité l'annulation de la décision implicite de rejet de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole suite à sa demande datée du 16 avril 2015 tendant, d'une part, au retrait de la signalisation horizontale implantée sur sa parcelle et, d'autre part, au bornage de sa propriété au droit du parking public contigu.

Par un jugement du 30 décembre 2017, le Tribunal a jugé que M. Secchia justifiait de sa qualité de propriétaire de la bande de terrain d'une largeur d'environ 1,40 mètres, reliant le boulevard Robert Ferrisse à sa maison d'habitation, sur laquelle ont été implantées irrégulièrement des places de stationnement ; ce dernier était "fondé à soutenir que le parc de stationnement en litige et sa signalisation sont constitutifs d'une emprise irrégulière sur sa propriété ; qu'il est également fondé à demander l'annulation de la décision implicite de rejet née du silence gardé par la MAMP sur sa demande du 16 avril 2015, en tant que cette décision refuse de reconnaître le caractère irrégulier de l'emprise".

Les juges du fond ont par ailleurs enjoint à la Métropole, qui s'est subrogée aux droits de la Communauté urbaine, de régulariser l'emprise dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent jugement, sous astreinte de 100 euros par jour de retard à compter de l'expiration de ce délai.

Le jugement est devenu définitif.

C'est dans ces circonstances que M. Secchia et la Métropole se sont rapprochés, par l'intermédiaire de leurs avocats, afin de rechercher une solution transactionnelle permettant de mettre fin à l'intégralité des points de leur contentieux.

Dans cette perspective, Monsieur Secchia renonce notamment à faire liquider la totalité de l'astreinte ordonnée par le jugement précité, s'élevant à 36 500 €.

En contrepartie, la Métropole s'engage notamment à supprimer le marquage des 11 places de parking situées sur la parcelle AB 206 de Monsieur Secchia et à verser une indemnité de 22 000 € au titre de l'exécution tardive du jugement.

Le protocole transactionnel établi, est soumis au Bureau de la Métropole pour approbation et permet de mettre définitivement fin au litige opposant les parties et de ramener la liquidation de l'astreinte par la voie transactionnelle de 36 500 € à 22 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'Approbation d'un Protocole transactionnel avec Monsieur Gilbert Secchia concernant l'emprise irrégulière de sa parcelle située sur la Commune de Saint-Victoret.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il y a lieu de prendre en compte le jugement du Tribunal Administratif en date 30 décembre 2017 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce sujet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec

M.Secchia concernant l'emprise irrégulière effectuée par la Métropole sur la parcelle cadastrée section AB n°206, située sur la Commune de Saint-Victoret.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 049-341/19/CT

■ **Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille Provence**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17384/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa réunion du 28 mai 2019, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

- 1) La recevabilité des 12 demandes d'indemnisation suite aux travaux de requalification du Port-Vieux La Ciotat et de la

Place Jean Jaurès à la limite des 1^{ers}, 5^{ème}, 6^{ème} arrondissements de Marseille ainsi que pour les travaux de réalisation d'une ligne à haut niveau de service (BHNS) l'AIXPRESS à Aix-en-Provence :

Ont été déclarés recevables, et à ce titre a fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :

- BHNS-2019/03/6-2 : OPTIQUE RICHARD du 01/09/2018 au 31/05/2019,
- PV La Ciotat-2019/05/09 : SNACK O PALOMA du 03/09/2018 au 31/05/2019,
- PV La Ciotat-2019/05/10 : LA TABLE DE JEANNE du 03/09/2018 au 31/05/2019,
- PV La Ciotat-2019/05/11 : LE SLOOP du 03/09/2018 au 31/05/2019,
- PV La Ciotat-2019/05/12 : BEST OF du 03/09/2018 au 31/05/2019,
- PV La Ciotat-2019/05/13 : OFFICE'IN du 03/09/2018 au 31/05/2019,
- PV La Ciotat-2019/05/14 : LES TOILES DU LARGE du 03/09/2018 au 31/05/2019,
- PV La Ciotat-2019/05/15 : RED SEA du 01/10/2018 au 31/05/2019,
- PV La Ciotat-2019/05/16 : SUTRIM du 01/10/2018 au 31/05/2019,
- PV La Ciotat-2019/05/17 : L'ATELIER GOURMAND du 03/09/2018 au 31/05/2019,
- PV La Ciotat-2019/05/18 : LE NAPOLEON du 03/09/2018 au 31/05/2019,
- PJJ La Plaine-2019/04/01 : MILLE ANS DE SAVEURS du 12/10/2018 au 31/05/2019.

- 2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants relatifs à la réalisation d'une ligne à haut niveau de service (BHNS) l'AIXPRESS à Aix-en-Provence et de la requalification de la rue Paradis à Marseille auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

BHNS
L'AIXPRESS

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
AIX-2018/08/02	LEONARD PARLI	35 Avenue Victor HUGO 13100 Aix-en-Provence	10/01/18 au 31/10/18	72 474,00 €	43 484,00 €	475,00 €	43 959,00 €
AIX-2019/01/09	LE TAJ NOOR	34 Avenue Robert SCHUMAN 13090 Aix-en-Provence	08/11/17 au 31/12/17	39 006,00 €	23 404,00 €	1 500,00 €	24 904,00 €
TOTAL				111 480,00€	68 888,00€	1 975,00€	68 863,00€

Montant des indemnisations déjà accordées	207 035,67€
Total général BHNS L'AIXPRESS	275 898,67 €

PORT-VIEUX LA CIOTAT

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
CIO-2019/03/08	LA GROTTTE	15 Quai Ganteaume 13600 La Ciotat	03/09/18 au 03/03/19	84 556,00 €	50 734,00 €	850,00 €	51 584,00 €
TOTAL				84 556,00 €	50 734,00 €	850,00 €	51 584,00 €

Montant des indemnisations déjà accordées	0,00€
Total général PORT-VIEUX LA CIOTAT	51 584,00 €

Par conséquent, il est proposé d'adopter l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des 12 demandes d'indemnisations précitées, ainsi que les montants d'indemnisation retenus pour les 03 dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 mai 2019 ;
- La lettre de saisine de la présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux de réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) L'AIXPRESS du Pays d'Aix-en-Provence ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la promenade du Port-Vieux de la Ciotat ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux d'aménagement sur la place Jean Jaurès située à la limite des 1^{er}, 5^e et 6^e arrondissements de Marseille ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Que la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est prononcée sur la recevabilité et l'indemnisation de dossiers relatifs à ces travaux.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur

l'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 050-342/19/CT

■ Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

Information du Conseil de Territoire DAJASV 19/17441/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Cinq dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 9 526.01 euros (Neuf mille cinq cent vingt-six euros et un centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- EDEN INNOVATION – sinistre du 13 juin 2018 – montant : 2 004.72 euros,
- M. Christophe MACE - sinistre du 7 octobre 2018 – montant : 1 110.88 euros,
- Mme Marie-Hélène BOISSEAU – sinistre du 10 novembre 2018 – montant : 504.36 euros,
- M. Philippe PECHON – sinistre du 02 janvier 2019 – montant : 4 893.25 euros,
- M. Yves CHENEVARD – sinistre du 9 février 2019 – montant : 1 012.80 euros,

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'indemnisation de tiers victimes de dommages matériels.

PROX 051-343/19/CT

■ **Approbation de la création et de l'affectation de l'opération - Surveillance réglementaire de la Crau**
-

**Information du Conseil de Territoire
DTD 19/17428/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Direction de la Valorisation des Déchets assure, sur le Territoire Marseille Provence, la gestion du Centre de Stockage des Déchets (CSD) de la Crau.

Ce site, qui ne reçoit plus de déchets depuis le 31 mars 2010, du fait de la mise en service du Centre de Traitement Multi-filières de Fos-sur-Mer, est soumis à une phase réglementaire trentenaire de post-exploitation (arrêté préfectoral n° 137/APC du 26.03.2010).

Pour cela, avait été créée l'opération 2015113002 « Surveillance réglementaire de la Crau » pour un montant de 1.473.005,04 euros TTC et ce afin d'assurer les travaux récurrents d'entretien et de surveillance du site tels que la maintenance des installations hydrauliques, des clôtures, des bâtiments, les travaux de voirie et réseaux divers, la réfection des fossés, le contrôle et la mise à niveau des dispositifs de sécurité...

Dans un souci de rationalisation et d'apurement du PPI tout en poursuivant les opérations d'investissement nécessaires à la surveillance du Centre de Stockage des Déchets de la Crau, il est proposé de clôturer l'opération citée ci-dessus et en approuver une nouvelle.

L'opération d'investissement 2019104500 « Surveillance réglementaire du CSD de La Crau », d'un montant de 1.500.000 euros TTC, inscrite au budget CTD, enregistrée dans l'autorisation de programme 191160CO du programme 16 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1.500.000 T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents .

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire prend acte de la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2019104500 « Surveillance réglementaire du CSD de La Crau » pour un montant de 1.500.000 T.T.C au budget CTD rattachée au programme 16 « Déchets » Code AP 191160CO.

PROX 052-344/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Réhabilitation du Centre de Stockage des Déchets du Mentaure

Information du Conseil de Territoire DTD 19/17430/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par convention n°05/1170 du 05/08/2005 signée entre la Communauté Urbaine Marseille Métropole et la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ont été fixées les modalités de dépôts et de

coopération des parties en vue de la réhabilitation du site du Mentaure et de sa post-exploitation.

Pour cela avait été créée l'opération 2015113003 relative à la réhabilitation du centre de stockage des déchets du Mentaure (1.600.558 euros TTC), qui devait comprendre l'aménagement paysager du site, l'installation d'équipement de surveillance et la mise en place du réseau de collecte et traitement des lixiviats.

Or, compte tenu des délais de réalisation de cette opération, et dans un souci de rationalisation et d'apurement du PPI, il apparaît aujourd'hui nécessaire de clôturer l'opération citée ci-dessus et d'en approuver une nouvelle.

L'opération d'investissement 2019104400 « Réhabilitation du Centre de Stockage des Déchets du Mentaure », d'un montant de 1.600.558 euros TTC, inscrite au budget CTD, enregistrée dans l'autorisation de programme 191160CO du programme 16 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1.600.558 T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement 2019104400 « Réhabilitation du Centre de Stockage des Déchets du Mentaure » pour un montant de 1.600.558 T.T.C au budget CTD rattachée au programme 16 « Déchets » Code AP 191160CO.

PROX 053-345/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Création d'un centre de transfert sur la zone Est - site Mentaure

**Information du Conseil de Territoire
DTD 19/17453/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par convention n°05/1170 du 05/08/2005 signée entre la Communauté Urbaine Marseille Métropole et la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ont été fixées les modalités de dépôts et de coopération des parties en vue de la réhabilitation du site du Mentaure et de sa post-exploitation.

Pour cela avait été créée l'opération 2008112800 relative à la création d'un centre de transfert sur la zone Est (5.275.000 euros TTC), dont l'objectif était de permettre le transfert des déchets résiduels de la zone Est du Territoire Marseille Provence.

Or, compte tenu des délais de réalisation de cette opération, et dans un souci de rationalisation et d'apurement du PPI, il apparaît aujourd'hui nécessaire de clôturer l'opération citée ci-dessus et d'en approuver une nouvelle.

L'opération d'investissement 2019104300 « Création d'un centre de transfert sur la zone Est (site Mentaure) », d'un montant de 5.275.000 euros TTC, inscrite au budget CTD, enregistrée dans l'autorisation de programme 191160CO du programme 16 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 5.275.000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire prend acte de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement 2019104300 « Création d'un centre de transfert sur la zone Est (site Mentaure) » pour un montant de 5.275.000 euros TTC au budget CTD rattachée au programme 16 « Déchets » Code AP 191160CO

PROX 054-346/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Création d'un centre de tri transfert de déchets sur le site de la Valbarelle

Information du Conseil de Territoire DTD 19/17429/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin d'optimiser la gestion des déchets au sein du Territoire de Marseille Provence et atteindre les objectifs réglementaires issus de la Loi de Transition Energétique, repris par le Schéma Métropolitain des Déchets, il apparaît opportun de créer un centre de tri transfert de déchets sur le site de la Valbarelle, pour lequel il existe une réserve foncière.

L'aménagement de ce terrain permettrait de créer :

- une plate-forme pour la réception et le tri des déchets des services techniques ;
- une alvéole pour transférer vers le futur centre de tri métropolitain les déchets propres et secs issus des collectes sélective de l'Est du territoire Marseille Provence ;
- un centre de tri transfert des déchets ménagers et assimilés (en complément du Centre de Transfert Sud qui atteint sa limite de capacité) ;

L'opération d'investissement 2019104600 « Création d'un centre de tri transfert de déchets sur le site de la Valbarelle », d'un montant de 8.000.000 euros TTC, inscrite au budget CTD, enregistrée dans l'autorisation de programme 191160CO du programme 16 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 8.000.000 T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire prend acte de la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à la création d'un centre de tri transfert de déchets sur le site de la Valbarelle.

PROX 055-347/19/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Réaménagement de la déchèterie de Château-Gombert

Information du Conseil de Territoire DTD 19/17438/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses actions au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence compte 17 déchèteries dont celle de Château-Gombert sise à Marseille dans le 13^e arrondissement.

Cette déchèterie, très fréquentée, présente des difficultés d'exploitation liées à l'implantation des quais de déchargement et un plan de circulation inadéquat rendant son usage difficile pour les usagers. De plus, son système de collecte et de traitement des eaux de ruissellement doit être impérativement modernisé.

Aussi une première délibération a été approuvée en date du 11 mai 2009 pour son réaménagement d'un montant de 1 012 000 €.

Cette opération n'ayant pu être menée à bien pour des raisons techniques, une nouvelle délibération en date du 14 décembre 2016 n° PGD 003-406/16/CT a été approuvée par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la revalorisation de l'opération « Réaménagement de la déchèterie de Château-Gombert ».

Le réaménagement de cette déchèterie sera possible du fait d'une zone mitoyenne annexée permettant la création de cinq quais de déchargement supplémentaires, une circulation élargie à sens unique ainsi que de nouveaux locaux plus fonctionnels pour les agents d'accueil.

Le coût total prévisionnel de cette opération est estimé à 1 964 231,13 € HT (un million neuf cent soixante-quatre mille deux cent trente et un euros et treize centimes HT) soit 2 357 077,35 € TTC (deux millions trois cent cinquante-sept mille soixante-dix-sept euros et trente-cinq centimes TTC).

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « Plan partenarial métropolitain »	67,10 %	1 318 000,00 euros
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse « 11 ^{ème} programme 2019-2024 »	2,88 %	56 600,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30,02 %	589 631,13 euros
TOTAL HT		1 964 231,13 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Réaménagement de la déchèterie de Château-Gombert »

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire prend acte de la demande de Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence, ou son représentant, à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

PROX 056-348/19/CT

■ Demande de subvention relative à l'opération-CT1- Acquisition de véhicules et d'engins électriques pour la propreté

Information du Conseil de Territoire DMT 19/17422/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses actions au sein de ses territoires. Certains des investissements, qui traduisent les politiques publiques métropolitaines, peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'objectif de ce projet est l'achat de véhicules électriques de collecte d'encombrants et de corbeilles, d'engins électriques comme des aspirateurs de trottoirs, et d'un robot nettoyeur pour le plan d'eau du Vieux-Port, silencieux, sans émission, efficaces, et adaptés au cœur de ville. Ils permettront de réduire les nuisances visuelles et les pollutions.

L'opération 201509400 «Acquisition de matériels et engins pour la propreté de la Communauté Urbaine Marseille 2015-2019» a été validée lors du Conseil Communautaire du 19 février 2015 par délibération n° PEDD 010-694/15/CC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 422 360,67 € HT soit 506 832,80 € TTC.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 « Plan Partenarial Métropolitain »	58,62 %	247 600,00 euros
Etat « Aides à des véhicules peu polluants »	11,37 %	48 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30,01 %	126 760,67 euros
TOTAL HT		422 360,67 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Demande de subvention relative à l'opération- CT1-Acquisition de véhicules et d'engins électriques pour la propreté

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du rapport relatif à la demande de subvention pour l'acquisition de véhicules et d'engins électriques pour la propreté.

PROX 057-349/19/CT

■ Approbation d'une convention de partenariat entre la Ville de Marseille et le Conseil de territoire Marseille Provence pour la mise à disposition du dispositif de video protection de la Ville de Marseille au profit du Conseil Territoire Marseille Provence
DGPROP 19/17443/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences, le Conseil de Territoire Marseille Provence organise et assure la collecte des déchets ménagers sur son territoire ainsi que la propreté des voies urbaines publiques. Pour améliorer la qualité du service rendu, la lutte contre le non-respect de l'utilisation de l'espace public et le respect des règles de civilité en matière de propreté est une priorité.

Des politiques de prévention et de sensibilisation ont ainsi été mises en place. Leur efficience est cependant conditionnée par une bonne appréhension et connaissance des « points noirs » de la carte de la propreté.

Egalement, ces politiques préventives s'avèrent souvent insuffisantes et doivent être complétées par la répression du non-respect des règles les plus élémentaires en matière de dépôts sauvages d'ordures ménagères placés en dehors des points de regroupements ou d'encombrants et cartons laissés sur l'espace public.

Pour répondre à ce double objectif de meilleure connaissance du terrain et de répression, le dispositif de vidéo protection de la Ville de Marseille est un outil efficace car il est un moyen d'investigation pour rechercher les auteurs d'infraction et d'observation pour mieux appréhender la réalité de la propreté.

C'est dans ce contexte, qu'une convention est nécessaire pour définir la collaboration entre la ville de Marseille et le Conseil de territoire Marseille Provence en fixant les conditions d'usage et de partenariat pour l'utilisation du dispositif de vidéo-protection.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- L'article L 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales;
- Les délibérations du Conseil Municipal approuvant la mise en œuvre de la vidéo
- Les autorisations préfectorales en vigueur

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver la convention de partenariat entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix Marseille Provence ayant pour objet de définir les modalités d'utilisation de la vidéo protection et en fixer les conditions d'usage.

DELIBERE

Article 1:

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, conclue entre la Ville de Marseille et le Conseil de territoire Marseille Provence.

Article 2:

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document nécessaire à son application.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 058-350/19/CT

■ Réforme d'engins de poids lourds de véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire DMT 19/17400/CT

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences dans les domaines variés de la propreté urbaine, de la voirie, de la circulation...

Compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et équipements il est nécessaire de les retirer de l'inventaire du patrimoine de Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est donc proposé de procéder à la réforme des véhicules, engins et équipements.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des engins, des poids lourds, des véhicules légers et des équipements dont la liste est ci-dessous, compte tenu de leur ancienneté et de leur kilométrage important,

DELIBERE

Article Unique:

Le Conseil de Territoire prend acte du rapport relatif à la réforme d'engins de poids lourds de véhicules et d'équipements.

PROX 059-351/19/CT

■ **Approbation d'une convention avec l'éco-organisme Eco-mobilier au titre de la Responsabilité Élargie du Producteur pour les Déchets d'Éléments d'Ameublement**

Information du Conseil de Territoire DTD 19/17261/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information.

Selon le principe de la responsabilité élargie des producteurs (REP), la gestion des Déchets d'Éléments d'Ameublement (DEA) doit être assurée par les metteurs sur le marché et les distributeurs d'éléments d'ameublement. Pour remplir leurs obligations, ces derniers doivent mettre en place un système individuel approuvé ou adhérer à un éco-organisme titulaire d'un agrément.

Ce dispositif a pour vocation d'optimiser la gestion de ces déchets, mais aussi de prévenir la production des déchets et, en amont de cette gestion, favoriser l'éco-conception des éléments d'ameublement.

L'État a agréé de nouveau le 26 décembre 2017 l'éco-organisme Eco-mobilier. Les enjeux du nouvel agrément s'inscrivent dans la continuité de Loi de Transition Énergétique (LTE) d'août 2015.

Eco-mobilier a proposé aux collectivités un contrat type d'adhésion spécifique pour l'année 2018 afin de permettre la poursuite du versement des soutiens. Ce dernier est ainsi arrivé à échéance le 31 décembre 2018.

A compter du 1^{er} janvier 2019 rentre en application le second cahier des charges de ce nouvel agrément relatif à la filière des DEA.

Ce contrat apportera à la Métropole Aix-Marseille-Provence la prise en charge opérationnelle des DEA collectés séparément, et le versement de soutiens financiers :

- pour les tonnages de DEA collectés séparément,
- pour les tonnages de DEA collectés non séparément (uniquement si la collecte séparée est impossible),
- pour une partie des tonnages d'encombrants collectés en porte à porte,
- pour certaines actions de communication.

Ces engagements couvrent la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2023.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

Qu'afin de bénéficier de la prise en charge opérationnelle et des soutiens financiers apportés par l'éco-organisme agréé, le contrat de gestion des DEA doit être signé

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire prend acte d'une convention avec l'éco-organisme Eco-mobilier au titre de la Responsabilité Élargie du Producteur (REP) pour les Déchets d'Éléments d'Ameublement (DEA)

PROX 060-352/19/CT

■ **Attribution d'une subvention pour l'année 2019 à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et approbation d'une convention**

Information du Conseil de Territoire DEE 19/17346/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses différents documents stratégiques, la Métropole Aix-Marseille-Provence a clairement établi la filière de l'eau, et ses acteurs, comme étant une priorité.

Ainsi, dans l'Agenda économique métropolitain adopté en mars 2017, figure parmi les six filières stratégiques du territoire la filière Environnement/Energie/Eau. Cette filière est également portée par l'Agenda Environnemental commun à la Métropole Aix-Marseille-Provence et au Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, adopté en octobre 2018, qui consacre l'importance de cet enjeu sur notre territoire.

De même, au sein du Livre Bleu adopté par le Conseil de Métropole en juin 2018, l'eau est clairement identifiée comme une ressource et un écosystème à forte valeur pour notre territoire, constituant un levier de développement pour la Métropole.

Enfin, les transferts de compétences ont doté, en janvier 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une compétence pleine et entière en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et de la Protection contre les Inondations (GEMAPI).

En parallèle, la Métropole a souhaité positionner la CCI Marseille-Provence, à travers la convention-cadre adoptée en janvier 2017 et différentes conventions opérationnelles, en agence de développement

économique sur notre territoire, travaillant à la mise en œuvre opérationnelle et concrète d'enjeux stratégiques tels : la mise en relation entre donneurs d'ordre et startups/PME de notre territoire (convention Pacte PME adoptée en Conseil de Métropole en avril 2018), et l'appui à la structuration des six filières prioritaires de l'Agenda économique (convention Filières adoptée en Conseil de Métropole en octobre 2018) dont la filière Environnement/Energie/Eau.

C'est dans l'optique de cette structuration de la filière Eau, ses acteurs, et de la mise en relations entre donneurs d'ordre, startups et PME, que la CCI Marseille-Provence organise, depuis 2017, un événement dédié à ces objectifs, sous le nom d'Hydro Business Meeting.

Rassemblant les acteurs du territoire liés aux différents enjeux de l'eau (Métropole, délégataires comme la SEMM et la SERAM, etc.), la CCI Marseille-Provence leur permet de présenter leurs programmations de développement des activités et leurs besoins en matière d'innovations de procédés et de technologies. Face à ces acteurs, des startups et PME du territoire, pouvant mieux connaître les besoins des donneurs d'ordre, pour ainsi participer aux différents marchés publics et appels d'offres, mais aussi réfléchir leurs solutions innovantes pour les calibrer et accompagner la modernisation des donneurs d'ordres.

De cette mise en relation des acteurs, c'est l'emploi local, dans les startups et PME, et la qualité de services, au sein des délégataires, que nous favorisons.

Chaque année, Hydro Business Meeting identifie une thématique clé, mise à l'honneur par un prix spécial d'innovation remise par un des partenaires de l'opération. Au regard du transfert récent de la compétence GEMAPI à la Métropole, et des forts enjeux de développement de ce secteur GEMAPI (diagnostic, études et modernisation des édifices hydrauliques et systèmes d'endiguement, maintenance, capteurs de sécurité, gestion des sites inondables, etc.), la CCI Marseille-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont souhaité, pour cette édition 2019, mettre en lumière cette thématique GEMAPI.

La présente convention concerne spécifiquement le soutien financier que la Métropole apportera à cette édition 2019 de Hydro Business Meeting pour son focus axé sur la thématique GEMAPI.

Cette action portée par la CCI Marseille-Provence mobilisera notamment nos délégataires (SEMM et SERAM) ainsi que nos services métropolitains de la Direction de la Mer, du Littoral, des Milieux Aquatiques, des Ports et de l'Energie, et de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement.

Dans cet objectif, il a été décidé d'établir une convention avec la CCI Marseille-Provence, destinée à soutenir financièrement son projet d'animation

territoriale et de structuration de la filière eau autour de la compétence GEMAPI.

Aussi, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver cette convention et d'accorder à la CCI Marseille-Provence une subvention de 8000 euros au titre de l'exercice 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement dans son ensemble, notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 et en particulier les articles introduits ou modifiés par :
- La loi n° 2003-699 du 30/07/2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (titre II « risques naturels »),
- La loi n°2010 -788 du 12 juillet 2010 portant engagements national pour l'environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;

- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1er janvier 2018 ;
- Le SOCLE Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d'état des lieux, premier rapport d'étape septembre 2017 joint en annexe de la délibération du 19 octobre 2017 citée ci-dessus ;
- La délibération du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain abrogeant les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire.
- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° MET 18/7599/CM
- La délibération du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 n° MET 18/6426/CM ;
- La convention jointe en annexe.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la CCI Marseille-Provence accompagne le territoire depuis plusieurs années sur des thématiques en lien avec le soutien à l'emploi et aux entreprises, à l'innovation et à l'environnement, et a fait la preuve de sa capacité ;
- Que la compétence GEMAPI, nouvellement transférée, apporte de nombreux défis à la Métropole et que des solutions innovantes nous seront nécessaires ;
- Que la thématique GEMAPI et l'accessibilité des grands donneurs d'ordre souffrent d'un déficit de visibilité et d'information au sein des startups et PME locales ;
- Que les acteurs locaux, institutionnels et professionnels, sont en demande d'une animation territoriale autour de la question de l'eau et de la GEMAPI, pour mieux faire connaître le secteur, ses besoins et ses évolutions rapides.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur une subvention de 8000 euros au titre de l'exercice 2019, pour une action relevant de la compétence GEMAPI et attribuée à la CCI Marseille-Provence. Est approuvée la convention d'objectifs 2019 établie entre la Métropole et la CCI Marseille-Provence, ci-annexée.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget métropolitain 2019.

PROX 061-353/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération relative à l'installation de postes de chloration relais sur le réseau de distribution d'eau potable du territoire Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/17359/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Un des objectifs prioritaires de tout service de distribution d'eau potable est d'assurer une continuité de service, tant sur la quantité que sur la qualité de l'eau distribuée.

Afin de garantir la sécurité sanitaire, il est d'usage de pouvoir maintenir et contrôler en permanence la présence d'un résiduel non nul de chlore tout au long de la distribution.

Cette notion a d'ailleurs été reprise et renforcée depuis une quinzaine d'année par les consignes Vigipirate.

Or, actuellement certaines zones du réseau de distribution d'eau potable présentent un déficit de chlore, qui n'est pas dû à une pollution, mais à une disparition normale dépendant de paramètres physico-chimiques de l'eau (pH, température...), ainsi que du temps de séjour dans les canalisations.

L'amélioration de la diffusion du chlore doit permettre d'obtenir un résiduel de chlore compris entre 0,1 et 0,15 mg/l en tout point du réseau de distribution. Il s'agit du seuil de détectabilité par les analyseurs usuels de chlore.

Pour atteindre cet objectif il est nécessaire d'ajouter des points d'injection de chlore sur des lieux stratégiques du réseau, en lien avec les zones de déficits constatés.

Il convient, en complément, d'y associer des capteurs d'analyse en continu de la qualité de l'eau, afin d'accroître la connaissance sur le suivi du chlore résiduel, dans le réseau de distribution d'eau potable.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'ajouter des points d'injection de chlore dans les zones de déficit constatées sur le réseau de distribution d'eau potable du territoire Marseille-Provence.
- Que le Conseil de Territoire envisage d'adopter une délibération portant sur la

création et l'affectation d'une autorisation de programme, d'un montant de 900 000,00 euros HT, relative à l'installation de postes de chloration relais, et capteurs d'analyse associés.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme relative à l'installation de postes de chloration relais sur le réseau de distribution d'eau potable du territoire Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 062-354/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération relative à la liaison en eau potable RD9 - réservoir de Sausset-Village - Commune de Sausset-les-Pins

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/17389/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille Provence a réalisé en 2017 un réseau structurant entre les communes de Carry et de Sausset. Dans cette phase de travaux il a été posé une canalisation DN 600 mm en fonte dans l'accotement routier de la voie rapide de la Cote Bleue (RD9). A cette occasion, les réservoirs situés le long du tracé ont été connectés sur cette nouvelle canalisation.

Cependant, il reste à raccorder le réservoir de Sausset-Village qui est actuellement alimenté par une station de pompage depuis le centre-ville. Par ailleurs cette station de pompage est elle-même alimentée par une conduite de diamètre 250 mm depuis le réseau de Carry-le-Rouet. Cette conduite est vétuste et a fait l'objet de nombreuses réparations ces dernières années.

Ce projet consiste en la mise en place d'une canalisation de diamètre 250 mm depuis le RD9, jusqu'au réservoir en passant par le chemin Des

Gorges Des Aires sur une longueur d'environ 1200 mètres.

Le montant prévisionnel des études et travaux est estimé à 800 000,00 € HT.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de créer et d'affecter une opération spécifique pour réaliser la liaison en eau potable entre la RD9 et le réservoir de Sausset-Village ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération relative à la

liaison en eau potable RD9 – réservoir de Sausset-Village – commune de Sausset-les-Pins.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 063-355/19/CT

■ **Approbation de la création et de l'affectation d'une opération relative au secours intercommunal en eau potable du Jaï sur les communes de Châteauneuf-les-Martigues et Marignane**

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/17411/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le cordon littoral du Jaï sépare l'étang de Bolmon de l'étang de Berre. Il est urbanisé à ces 2 extrémités, aussi bien du côté de Marignane que du côté de Châteauneuf-les-Martigues.

Pour assurer la sécurité de l'alimentation en eau de ces 2 zones, il est nécessaire de connecter les réseaux qui les alimentent. Cela permettra d'assurer un secours mutuel en cas de rupture de l'une ou l'autre des canalisations d'adduction. Cette connexion permettra, en outre, d'accroître la circulation d'eau dans ces réseaux « en antenne », ce qui favorisera une meilleure qualité de l'eau distribuée.

L'opération consiste à poser une canalisation d'environ 3 km en PEHD, le long de la plage du Jaï. Le montant global des études et des travaux est évalué à 1 750 000 euros HT.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de créer une interconnexion des réseaux d'eau potable du Jaï entre les communes de Châteauneuf-les-Martigues et Marignane ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération relative au secours intercommunal en eau potable du Jaï sur les communes de Châteauneuf-les-Martigues et Marignane.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 064-356/19/CT

■ **Approbation de la création et de l'affectation d'une opération relative à la sécurisation du réseau AEP de Notre Dame et Pas des Lanciers via le chemin de la Vierge - Commune de Marignane**

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/17381/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le projet se situe sur la commune de Marignane au niveau du réservoir d'eau potable de Notre Dame. Actuellement le réseau de distribution dépendant de ce réservoir est alimenté par une unique conduite de diamètre 400mm. En cas de rupture de celle-ci, tout le secteur dépendant de ce réservoir serait privé d'eau.

L'opération consiste à sécuriser la distribution d'eau dans ce secteur en créant une interconnexion avec le réseau d'eau du Pas de Lanciers.

Description du projet :

Les travaux consistent en :

- La pose d'une canalisation de diamètre 400 mm sur une longueur de 910 mètres entre la conduite de la rue Galoubet et le réseau de distribution du réservoir Notre Dame.
- La réalisation d'un maillage entre la canalisation DN 600mm d'adduction du réservoir par le réseau Pas de Lancier et la nouvelle conduite DN400mm,
- La réalisation des raccordements aux différents réseaux et la pose des équipements nécessaires,

Le montant prévisionnel des études et travaux est estimé à 800 000 € HT soit 960 000,00 € TTC répartis sur les années 2019 à 2021.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de sécuriser les réseaux d'eau potable de Notre Dame et Pas des Lanciers via le chemin de la Vierge - Commune de Marignane
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour la sécurisation du réseau AEP de Notre Dame et Pas des Lanciers via le chemin de la Vierge – Commune de Marignane.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 065-357/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération relative à la dilatation du réseau d'eaux usées rue Robert Schuman à Marignane

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/17408/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le réseau existant dans la rue Robert Schuman à Marignane en bordure du canal de Marseille au Rhône est de dimension et de nature disparates dont une partie en amiante ciment. Des dysfonctionnements dans sa partie la plus réduite sont observés, avec des rejets dans le milieu naturel à proximité de l'étang de Bolmon.

Il est donc nécessaire pour protéger un milieu naturel classé en espace naturel sensible et site d'intérêt communautaire Natura 2000, de faire cesser cette pollution en procédant au remplacement de la

conduite existante par une nouvelle canalisation de diamètre supérieur, sur environ 950 ml.

Le montant prévisionnel des études et travaux est estimé à 1 200 000,00 euros HT.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération, d'un montant de 1 200 000,00 euros HT, sur le budget annexe de l'assainissement du Territoire Marseille Provence, relative à la dilatation du réseau d'eaux usées de l'avenue Robert Schuman à Marignane ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération relative à la dilatation du réseau d'eaux usées de l'avenue Robert Schuman à Marignane pour un montant de 1,2 M€ HT.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 066-358/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération relative à la réhabilitation du bassin de rétention pluvial des Craux - commune de Gémenos

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/17376/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le bassin de rétention pluvial des Craux, d'un volume estimé de 9 000 m3, est situé au sud de la RN 386 et à l'ouest du centre-ville de Gémenos. Il récupère les eaux pluviales de tous les réseaux aux alentours.

Lors des deux épisodes pluvieux qui ont eu lieu les 8 et 13 Août 2018 sur la commune de Gémenos, une partie du talus du bassin de rétention des Craux a été déstabilisée par l'érosion des terres. L'aire de stationnement située à proximité de containers de tri des ordures ménagères s'est affaissée d'une dizaine de centimètres. Cet affaissement a aussi affecté une aire de jeux qui a dû être fermée pour raison de sécurité.

Ces désordres peuvent notamment être liés à un défaut de mise en œuvre des remblais ou à un entraînement de fines et une érosion régressive du sol. Ils sont susceptibles de s'aggraver rapidement.

L'objectif est de consolider le talus côté nord ainsi que la plateforme de déchargement et d'augmenter le volume du bassin de rétention en réduisant la rampe d'accès.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 610 000 euros H.T. soit 735 000 euros T.T.C.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d’adopter une délibération portant sur la création et l’affectation d’une autorisation de programme d’un montant de 610 000,00 euros HT soit 735 000 euros TTC, sur le budget EST du Territoire Marseille Provence, pour la réalisation d’études et de travaux sur le bassin de rétention pluvial des Craux – commune de Gémenos ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la création et l’affectation d’une autorisation de programme d’un montant de 610 000,00 euros HT soit 735 000 euros TTC, sur le budget EST du Territoire Marseille Provence, destinée à la réalisation d’études et de travaux sur le bassin de rétention pluvial des Craux – commune de Gémenos.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 067-359/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération relative à la desserte sanitaire de la traverse des Fenêtres Rouges - Marseille 11ème arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DEASV 19/17409/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La traverse des Fenêtres Rouges est classée en zone d’assainissement collectif mais n’est pas pourvue d’un réseau d’eaux usées pour raccorder les habitations riveraines.

Régulièrement des riverains sollicitent la Métropole pour que le quartier soit doté de cet équipement public car de nombreuses installations autonomes ne sont plus conformes.

Différentes solutions de passages en propriétés privées n’ont pas abouti et il est donc nécessaire d’envisager la création d’un réseau d’eaux usées avec la mise en place de postes de refoulement pour permettre le raccordement d’une trentaine d’habitations.

Le montant prévisionnel des études et travaux est estimé à 600 000,00 euros HT répartis sur les années 2019 à 2022.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l’Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l’action publique territoriale et d’affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de réaliser la desserte sanitaire de la traverse des Fenêtres Rouges dans le 11^{ème} arrondissement de Marseille ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération relative à la desserte sanitaire de la traverse des Fenêtres Rouges à Marseille 13011.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 068-360/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération relative à la desserte sanitaire de l'impasse Honorine et à la mise en conformité du boulevard du Docteur Heckel - Marseille 13011

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/17392/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

L'impasse Honorine, de statut privé, est classée en zone d'assainissement collectif mais est dépourvue de réseau d'eaux usées.

Le boulevard du Docteur Heckel, de part et d'autre de l'impasse Honorine est également dépourvu d'un réseau d'eaux usées séparatif. Les habitations riveraines sont raccordées sur le réseau pluvial qui se rejette directement dans l'Huveaune participant ainsi à la pollution de baie du Prado et son Parc Balnéaire.

Pour faire cesser cette pollution de l'Huveaune, il est nécessaire d'assainir l'impasse Honorine par la mise en place de canalisations sanitaires et d'y raccorder le futur réseau du boulevard du Docteur Heckel.

Le montant prévisionnel des études et travaux est estimé à 500 000,00 € HT.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération, d'un montant de 500 000,00 euros HT, sur le budget annexe de l'assainissement du Territoire Marseille Provence, relative à la desserte sanitaire de l'impasse Honorine et la mise en conformité du Boulevard Dr Heckel dans le 11^{ème} arrondissement de Marseille.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation d'une opération relative à la desserte sanitaire de l'impasse Honorine et à la mise en conformité du Boulevard du Dr Heckel - Marseille 13011.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 069-361/19/CT

■ Approbation de la révalorisation de l'opération relative à l'aménagement pluvial de la ZA du Mussuguet à Carnoux-en-Provence

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/17371/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le point bas de l'avenue Gay-Lussac de Carnoux-en-Provence est inondé régulièrement. Cette rue est drainée par un collecteur pluvial de diamètre 800 mm qui récupère les eaux pluviales de la zone d'activités économiques, du complexe sportif et des quartiers résidentiels (Belvédère, Hauts de Carnoux, Mussuguet, les Rimbauds, Plein Soleil).

En outre, le réseau pluvial qui draine ces quartiers ne dispose d'aucun ouvrage de traitement qualitatif et véhicule en conséquence des flottants vers l'exutoire situé dans le camp militaire de Carpiagne à l'aval immédiat de la zone d'activités.

Deux dysfonctionnements du réseau pluvial doivent être résolus :

- Désordre quantitatif récurrent engendrant la submersion de la voirie et des parcelles construites dans le talweg

- Désordre qualitatif signalé par les services infrastructures de la Défense et constaté sur site.

Les études sont à présent terminées et à la demande des services du Ministère de la Défense il y a lieu de compléter le projet d'aménagement par un bassin de rétention de 2 000 m3.

C'est pourquoi pour permettre l'engagement des travaux il est nécessaire de revaloriser l'autorisation de programme délibérée par le Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 21 décembre 2015.

La délibération de création et d'affectation de programme portait l'opération pour un montant de 800 000 euros TTC.

Il est proposé de revaloriser l'opération d'un montant de 200 000 euros TTC pour la porter à 1 000 000 euros TTC.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération n° PEDD 005-1630/15/CC du 21 décembre 2015 relative à l'approbation de la création d'une opération pour l'aménagement pluvial de la zone d'activités du Mussuguet de Carnoux-en-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de résoudre les dysfonctionnements du réseau d'eau pluvial de la ZA du Mussuguet sur la commune de Carnoux-en-Provence en y intégrant un bassin de rétention ;
- Qu'il convient de revaloriser et d'affecter l'autorisation de programme spécifique à cette opération ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de la revalorisation de l'autorisation de programme relative à l'aménagement pluvial de la ZA du Mussuguet à Carnoux-en-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 070-362/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération relative à la réhabilitation du réseau pluvial - Communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/17385/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Des canalisations pluviales de diamètre 800 mm et 1000 mm relient un bassin de rétention amont situé sur la commune de Gignac-la-Nerthe à un bassin de rétention aval situé sur la commune de Marignane, via les avenues des Combattants en Afrique du Nord et Joliot Curie en collectant les eaux pluviales de voirie.

Il a été constaté des désordres au niveau de ces canalisations pluviales (fissures, déplacements d'assemblage, effondrements partiels, déformations). Il est donc nécessaire de réparer et consolider les tronçons dégradés. Au vu de l'implantation de réseaux sensibles de gaz et d'électricité à proximité immédiate et au-dessus des canalisations impactées, la

technique de réhabilitation par chemisage sera privilégiée.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 500 000 euros H.T. soit 600 000 euros T.T.C.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de résoudre les problèmes structurels du réseau pluvial existant situé entre les avenues des Combattants en Afrique du Nord et Joliot Curie à Marignane et Gignac-la-Nerthe.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

- Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération relative à la réhabilitation du réseau pluvial situé entre les

avenues des Combattants en Afrique du Nord et Joliot Curie sur les communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 071-363/19/CT

**■ Etat Spécial de Territoire Marseille Provence -
Approbation de la revalorisation et de l'affectation
de l'opération d'investissement relative aux
interventions urgentes CT1 2018-2019**

Avis du Conseil de Territoire

DEASV 19/17406/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre du budget supplémentaire 2019, il est proposé revaloriser le montant de l'opération budgétaire relative aux interventions urgentes CT1 2018-2019 et d'affecter cette revalorisation, conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appel d'offres.

Sous politique	Code opération	Comm une	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F180	2018101900	CT	INTERVENTIONS URGENTES CT1 2018-2019	650 000	+ 350 000	1 000 000
TOTAL F180				650 000	350 000	1 000 000

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la

Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération DEA 033-3341/17/CM du 14 décembre 2017 portant sur l'approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement destinée aux travaux d'interventions urgentes sur les réseaux pluviaux du territoire Marseille Provence ;
- La délibération à passer au Conseil de Métropole du 14 mai 2019 portant sur l'approbation de la revalorisation et de l'affectation d'une opération d'investissement destinée aux travaux d'interventions urgentes sur les réseaux pluviaux du territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la revalorisation et à l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement destinée aux travaux d'interventions urgentes sur les réseaux pluviaux du territoire Marseille Provence.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la revalorisation et l'affectation de la revalorisation de l'opération relative aux travaux d'interventions urgentes sur les réseaux pluviaux du Territoire Marseille Provence, dans le cadre du budget supplémentaire 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 072-364/19/CT

■ Etat Spécial de Territoire Marseille Provence - Approbation de l'ajustement de deux opérations d'investissement concernant le pluvial dans le cadre du budget supplémentaire

Avis du Conseil de Territoire

Sous politique	Code opération	Comm une	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F180	2015118900 (ancienne 2015/00189)	CT	Travaux pluviaux GR	5 430 000	+ 2 500 000	7 930 000
F180	2015112800 (ancienne 2015/00128)	CT	Bassins de Rétention – RBT part unitaire	20 165 804	-2 500 000	17 665 804
TOTAL F180				25 595 804	0	25 595 804

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

DEASV 19/17407/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre du budget supplémentaire 2019, il est proposé d'ajuster le montant de deux opérations budgétaires, conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appel d'offres

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération PEDD 010-1297/15/CC du 25 septembre 2015 portant sur Approbation de l'affectation d'une opération bassins de rétention – subvention d'équipement du budget principal sur le budget annexe de l'assainissement ;
- La délibération PEDD 002-1627/15/CC du 21 décembre 2015 portant sur l'approbation de l'affectation des opérations nouvelles liées au pluvial sur le territoire communautaire ;
- La délibération DEA 001-3649/15/CM du 22 mars 2018 portant sur l'ajustement des montants de deux opérations budgétaires dans le cadre de la décision modificative 1 du budget 2018 pour le Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 007-4226/18/CM du 28 juin 2018 portant sur l'ajustement des montants de deux opérations budgétaires dans le cadre du budget supplémentaire 2018 pour le Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 042-4498/18/CM du 18 octobre 2018 portant sur l'ajustement des montants de trois opérations budgétaire

dans le cadre de la décision modificative n°2 du Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'ajustement de deux opérations budgétaires de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'ajustement de deux opérations budgétaires de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence, dans le cadre du budget supplémentaire 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 073-365/19/CT

■ **Approbation de la création et l'affectation d'une opération relative à l'extension de la station d'épuration de la Palun - système d'assainissement des communes de Marignane, de Gignac-la-Nerthe et de Saint Victoret**

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/17375/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La station d'épuration de la Palun traite les eaux usées des communes de Gignac-la-Nerthe, Marignane et Saint-Victoret. Les performances de l'installation et par conséquent la qualité des eaux traitées sont dégradées par les intrusions d'eaux claires parasites sur le réseau qui alimente la station. En période de pluies, un dépassement de la capacité

des ouvrages peut être observé plusieurs jours consécutifs.

Cette situation entraîne une pollution de l'étang de Bolmon et pénalise les perspectives de développement des communes concernées. Indépendamment des mesures de mise en conformité du réseau d'eaux usées pour réduire les entrées d'eaux claires parasites, il est proposé de débiter les travaux d'augmentation de la capacité de la station d'épuration de la Palun.

La création d'une nouvelle file d'épuration doit permettre de réduire les déversements sans traitement du réseau d'assainissement. Elle participera à terme au renouvellement partiel de l'installation.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'intervenir sur les dépassements de capacité que rencontre la station d'épuration de la Palun ;
- Qu'il convient de créer et d'affecter une opération, d'un montant de six millions euros HT pour la création d'une nouvelle file de traitement.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération, d'un montant de 6 000 000,00 euros HT, relative à l'opération relative à l'extension de la station d'épuration de la Palun à Marignane.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 074-366/19/CT

■ Approbation de la création et l'affectation d'une opération relative à la remise à niveau de la station d'épuration du Frioul à Marseille 7ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/17373/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La station d'épuration du Frioul, sur la commune de Marseille, a été réalisée en 1974. Elle se situe à l'arrière de la digue du Berry sur l'île de Pomègues. Les eaux traitées sont rejetées en mer au droit de la station, en cœur du parc national des calanques.

Face au vieillissement de l'installation, une étude de faisabilité a été réalisée en 2018 pour étudier les possibilités de raccordement de l'île au continent. La remise à niveau de la station d'épuration est ressortie comme étant la solution la plus fiable, la plus respectueuse du milieu marin et la plus économique.

La reconstruction de cet ouvrage doit permettre d'améliorer la qualité du traitement, l'intégration paysagère de l'équipement ainsi qu'une limitation des nuisances olfactives.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de procéder à la remise à niveau de la station d'épuration du Frioul ;
- Que le Conseil de Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur la création et l'affectation d'une opération, d'un montant de 3 000 000,00 euros HT, pour la réalisation des travaux.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la création et l'affectation d'une autorisation de programme, d'un montant de 3 000 000,00 euros HT, pour la remise à niveau de la station d'épuration du Frioul à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 075-367/19/CT

■ **Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marseille pour la mise en place de points d'eau incendie**

Avis du Conseil de Territoire DVD PAG 19/17462/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 des conventions de gestion « Défense Extérieure Contre l'Incendie » conclues avec les communes au titre de l'article

L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques habilitant les communes à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, par leurs moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- **soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO)**, fondées sur les dispositions des articles L 2422-1 du Code de la Commande Publique. Cette forme sera retenue pour habiliter les communes à poursuivre seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- **soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD)** fondées sur les dispositions des articles L 2422-5 à 11 du Code de la Commande Publique. Cette forme est celle retenue pour habiliter les communes à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les Communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la Ville de Marseille pour la mise en place de 16 points d'eau incendie au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une convention de conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marseille pour la mise en place de points d'eau incendie.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marseille pour la mise en place de points d'eau incendie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 076-368/19/CT

■ Approbation du Schéma Directeur des eaux pluviales du Territoire Marseille Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DEASV 19/17423/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence va prochainement réaliser un schéma directeur des eaux pluviales sur tout son territoire. Cette compétence étant déjà exercée depuis le 4 décembre 2013 par la communauté urbaine sur le territoire de Marseille Provence, un schéma directeur a été réalisé sur ce périmètre.

Le schéma directeur des eaux pluviales du Territoire Marseille Provence est un outil d'aide à la décision qui permet de proposer des travaux d'amélioration du réseau, hiérarchisés et planifiés, permettant de garantir à la population une gestion des eaux pluviales satisfaisante, limitant au mieux le ruissellement et les débordements.

Ce schéma directeur permet :

- de cartographier et décrire précisément l'ensemble du réseau hydrographique sur tout le territoire et d'identifier les axes d'écoulement (ou fond de vallon) ;
- de mettre en évidence les dysfonctionnements existants, par enquête de terrain et modélisation numérique ;
- de réaliser un diagnostic du fonctionnement actuel du système de gestion des eaux pluviales et identifier les évolutions urbaines à venir ;
- d'élaborer un zonage pluvial, en lien avec les documents d'urbanisme et de donner des prescriptions techniques afin de dimensionner et d'optimiser les aménagements en fonction de leur contexte ;
- d'élaborer une programmation pluriannuelle de travaux d'amélioration et d'extension du réseau pluvial.

Le schéma directeur est :

- un outil de programmation et de gestion pour la collectivité lui permettant d'avoir une vision globale des besoins et des solutions envisageables à l'échelle métropolitaine ;
- un outil préalable indispensable à la réalisation de travaux structurants et au développement économique et urbain (la cohérence avec les documents d'urbanisme en cours ou projetés devant être assurée) ;
- un outil permettant la gestion des problèmes à l'échelle de la Métropole et des territoires ;
- un outil adaptable en fonction de l'évolution de la situation et des choix stratégiques de la collectivité.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire Marseille Provence de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération relatif à l'approbation du Schéma Directeur des eaux pluviales du Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de mettre en place une stratégie d'investissement permettant d'améliorer le réseau et de réduire les points de dysfonctionnement sur le réseau pluvial ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération relatif à l'approbation du schéma directeur des eaux pluviales du Territoire Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 077-369/19/CT

■ **Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative au déménagement de la Direction Générale Adjointe Eau, Assainissement et Déchets vers le site des**

Docks 10.8 et du Poste de Contrôle de la SERAMM vers le site de Géolide

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/17424/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre du budget supplémentaire 2019, il est proposé la création et l'affectation de l'opération budgétaire relative aux déménagements de la Direction Générale Adjointe Eau, Assainissement et Déchets vers le site des Docks 10.8 et du Poste de Contrôle de la SERAMM vers le site de Géolide, conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appel d'offres.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 1 000 000€ HT sur l'année 2019.

Cette opération comprend une part de travaux pour l'aménagement des trois étages du 10.8 du site des Docks de travaux pour l'aménagement du Poste de Contrôle de la SERAMM sur le site de Géolide; et une part de fourniture informatique pour équiper la Direction Générale Adjointe Eau, Assainissement et Déchets, à hauteur de 200 000€ HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant

délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation de l'opération d'investissement destinée aux déménagements de la Direction Générale Adjointe Eau, Assainissement et Déchets vers le site des Docks 10.8 et du Poste de contrôle de la SERAMM vers le site de Géolide ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative aux déménagements de la Direction Générale Adjointe Eau, Assainissement et Déchets vers le site des Docks 10.8 et du Poste de contrôle de la SERAMM vers le site de Géolide, dans le cadre du budget supplémentaire 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 079-370/19/CT

■ **Attribution des subventions dans le cadre de l'appel à projets loi Oudin- Santini 2018/2019 - Mise en oeuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement - Approbation des conventions**

Avis du Conseil de Territoire DGECE 19/17405/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Conformément à l'article 51.2 du contrat de délégation de service public de l'eau, il est prévu que la Société Eau de Marseille Métropole verse une contribution de 0,5 % des recettes HT de vente d'eau au titre d'un «Programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau et l'assainissement».

Grâce à ce fonds, la Métropole et son délégataire de l'eau, la Société Eau de Marseille Métropole, souhaitent mener des actions de coopération décentralisée permettant d'améliorer l'accès à l'eau dans les pays en développement. Par délibération n° DEA 013-5233/18/CM, la Métropole a lancé le 13 décembre 2018 un appel à projets relatif à la mise en œuvre d'un programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini répondant aux objectifs suivants :

- Permettre l'accès à l'eau potable des populations en stress hydrique ;
- Améliorer l'assainissement et la sécurité sanitaire ;
- Agir sur le territoire d'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence défini à l'article 3.2 du dossier de consultation ;
- Favoriser l'émergence de nouveaux acteurs et proposer des modalités originales de gestion, permettant de protéger la ressource en eau potable.

Fortement impliqué dans le développement de la coopération internationale, en particulier via le dispositif Oudin-Santini, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse a décidé de s'engager aux côtés de la Métropole AMP et de son délégataire.

Ainsi, il a été décidé de créer un « Guichet Unique » permettant aux structures de solidarité internationale de déposer leurs demandes de financement.

Vingt et un dossiers ont été déposés avant la date limite des offres qui était fixée au 15 février 2019. Le montant total des projets s'élève à 4 864 902,48 € et le montant total des subventions demandées s'élève à 2 358 158,04 €.

Le jury, composé de dix membres (trois représentants des élus, quatre représentants de l'administration, deux représentants de la SEMM et un représentant de l'Agence de l'Eau) s'est réuni le 29 mai 2019. 11 dossiers ont été retenus par le jury et le montant total des subventions proposées s'élève à 493 379,43 €, soit 22 % du montant total de ces projets.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite loi Oudin ;
- La loi n° 2007-147 du 2 février 2007 dite loi Thiollière ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération 10/5331/CC du 1er octobre 2010 portant sur la coopération décentralisée de l'accès à l'eau des populations en stress hydrique ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La convention de Délégation de service public pour l'exploitation du service de l'eau attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La délibération n° DEA 013-701/16/CM du 30 juin 2016 qui approuve le lancement de l'appel à projets relatif à la mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini ;
- La décision du jury en date du 29 mai 2019.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite par cet appel à projets soutenir, sous la forme de subventions, des actions de coopération décentralisée permettant d'améliorer l'accès à l'eau dans les pays en développement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'attribution des subventions dans le cadre de l'appel à projets - loi Oudin-Santini 2018/2019 - Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 080-371/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille deuxième phase

Avis du Conseil de Territoire DMET 19/17445/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Le réseau de tramway marseillais est aujourd'hui constitué de trois lignes : ligne T1 Noailles – Les Caillols de 6,1 km, ligne T2 Blancarde – Arenc de 5,4 km, ligne T3 Castellane – Arenc de 3,6 km.

La ligne T3 Arenc-Le Silo/Castellane forme d'ores et déjà la partie centrale d'un axe stratégique Nord/Sud de desserte de Marseille en transports en commun en site propre.

Une première phase d'extension est programmée comprenant au Nord, un prolongement du réseau de tramway de 1,8 km entre le terminus existant d'Arenc et Gèze et au Sud, un prolongement du réseau de 4,2 km entre Castellane et La Gaye ainsi que la réalisation d'un ouvrage en superstructure sur le site

de Dromel-Montfuron accueillant un parking relais et un centre de remisage des tramways.

Il est prévu d'initier la deuxième phase de ce projet d'extension, consistant à prolonger le tramway de Marseille vers le nord et vers le sud sur une longueur de 7,2 km répartis comme suit : 5,9 km dans les 15ème et 16ème arrondissements entre Gèze et La Castellane et 1,3 km dans le 9ème arrondissement entre La Gaye et La Rouvière.

L'extension au Nord s'étend dans les 15ème et 16ème arrondissements de Marseille entre Capitaine Gèze et La Castellane, sur les voies suivantes : rue de Lyon, boulevard de la Méditerranée / traverse Mardirossian, chemin de la Madrague Ville, chemin de St Louis au Rove, chemin du Ruisseau Mirabeau, chemin du Littoral, avenue André Roussin, Boulevard Henri Barnier.

L'extension au Sud traverse le 9ème arrondissement de Marseille entre La Gaye et La Rouvière, sur les voies suivantes : chemin de la Colline St Joseph, boulevard du Redon.

Cet investissement permet ainsi d'achever la ligne de tramway T3 inscrite au PDU 2013-2023 approuvé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole qui reliera La Castellane (16ème arrondissement) à La Rouvière (9ème arrondissement) et inscrite comme un objectif prioritaire à l'horizon 2025 du programme d'investissements en Transports en Commun en Site Propre de l'Agenda Mobilité métropolitain approuvé par le Conseil de la Métropole en décembre 2016.

Cette nouvelle ligne de transport en commun en site propre proposera une liaison efficace entre le centre-ville et des quartiers qui sont aujourd'hui difficilement accessibles en transports en commun.

Il a donc été proposé au budget 2018 la création d'une opération pour la réalisation de l'Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille deuxième phase pour un montant total évalué à 262 000 000 d'euros hors taxes. Cette enveloppe ne prend pas en compte l'acquisition de matériel roulant supplémentaire.

L'opération d'investissement n° 2018104300 relative à l'Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille deuxième phase inscrite au budget annexe Transports enregistrée dans l'autorisation de programme 2018104300 du programme n° 43 de la Métropole doit être affectée.

Cette opération est affectée partiellement à hauteur de 7 500 000 euros hors taxes pour permettre le lancement des études jusqu'à l'obtention de la Déclaration d'Utilité Publique. Ce montant comprend les études de maîtrise d'œuvre au niveau Avant-Projet, les études techniques préalables (sondages,

reconnaisances, topographie, études environnementales), les frais d'assistance à maîtrise d'ouvrage et d'assistance des bureaux de contrôle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'affectation partielle pour un montant total de 7 500 000 euros hors taxes de l'opération d'investissement n° 2018104300 - Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille deuxième phase afin de permettre la réalisation des études ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

DELIBERE

Article unique :

Le conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de rapport concernant le Budget annexe Transports - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille deuxième phase.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 081-372/19/CT

■ Autorisation de saisine de la Commission Nationale de Débat Public concernant le projet de prolongement de la ligne 2 du métro de la station Sainte-Marguerite Dromel vers L'Est Marseillais

Avis du Conseil de Territoire DMET 19/16979/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La métropole Aix-Marseille-Provence Métropole envisage de prolonger la ligne 2 du métro de la station Sainte-Marguerite Dromel vers l'Est et de créer un pôle d'échanges supplémentaires pour favoriser l'intermodalité des différents moyens de transports en communs et réduire le nombre de véhicules particuliers accédant au Centre-Ville de Marseille. Ce projet d'extension s'inscrit dans une stratégie plus globale définie par le Schéma de Cohérence Territoriale et repris dans le Plan de Déplacements Urbains en cours de révision et confirmée par l'Agenda Mobilité adopté en décembre 2016 par la Métropole Aix Marseille Provence. Cette stratégie prévoit entre autres éléments, le renforcement des axes lourds de transport, l'interconnexion entre les réseaux et le développement des échanges intermodaux.

Le principe d'extension de la ligne 2 du métro vers St-Loup a été adopté par :

- délibération DTUP 001-842/13/CC du Conseil Communautaire de MPM du 13 décembre 2013, dans la mesure où il favorise le développement de l'intermodalité des transports, de façon significative ;
- délibération TRA 017-1392/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 décembre 2016 relative à l'approbation de la création de l'opération et de l'affectation d'une autorisation de programme concernant les études pour le prolongement de la ligne 2 du métro de Marseille de Sainte Marguerite Dromel vers Saint Loup.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a repris à son compte, comme autorité organisatrice unique des mobilités durables, le projet de prolongement de la ligne 2 du Métro de Marseille.

Les dépenses afférentes sont prévues au budget annexe transport 2019 pour un montant de 38,7 M€HT correspondant aux crédits d'études jusqu'à la phase PRO.

L'opération est inscrite sous le n°2016104400, et a fait l'objet d'une AP votée de 15,33M€HT par délibération TRA 017-1392/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, du 15.12.16.

Le montant de l'opération est estimé à 800 M€HT.

Le projet permettra notamment d'améliorer les liaisons avec le centre-ville, la desserte en transports en commun des projets de développement urbain d'une partie de la Vallée de l'Huveaune, et celle du programme immobilier et commercial d'accompagnement du Stade Vélodrome, de la ZAC de la Capelette, de la ZAC Vallon Régny, et du secteur de Saint Loup faisant l'objet d'un Plan d'Aménagement d'Ensemble (PAE).

Il permettra également d'assurer la desserte en TCSP des pôles administratifs et commerciaux des 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements (Mairie de Secteur, Castorama, Auchan) et d'établissements scolaires majeurs (lycées Jean Perrin et Marcel Pagnol).

Ce projet est en interface technique forte avec deux autres projets menés par la Métropole : le renouvellement des rames de métro et le Boulevard Urbain Sud.

Le projet de prolongement Est de la ligne 2 prévoit :

- Le prolongement du métro sur environ 5 km entre la station Sainte-Marguerite Dromel, terminus de la ligne 2 actuelle, et la future station terminus, via un ouvrage de franchissement supérieur de l'Huveaune, une trémie et un tunnel ;
- Il est prévu la création de six stations : La Pauline, Maison Blanche, Saint Tronc Perrin, Saint Loup Village, Saint Loup Pagnol et la station terminus (secteurs Saint Loup, Rivoire et Carret, La Pomme) ;
- La création d'un pôle d'échanges multimodal regroupant à terme, autour de la station de métro terminus, les bus et un parc relais d'environ 1000 places.

Pour la mise en œuvre d'un tel projet, les dispositions combinées des articles L 121-1, R 121-1 à 3 et L 121-8-I du Code de l'environnement, relatives à la saisine de la Commission Nationale du Débat Public (C.N.D.P.) trouvent à s'appliquer :

Aux termes de l'article L 121-1 du Code de l'environnement :

« La Commission nationale du débat public, autorité administrative indépendante, est chargée de veiller au respect de la participation du public au processus d'élaboration des projets d'aménagement ou d'équipement d'intérêt national de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics et des personnes privées, relevant de catégories de projets mentionnés à l'article L. 121-8 dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat, dès lors qu'ils présentent de forts enjeux socio-économiques ou ont des impacts significatifs sur l'environnement ou l'aménagement du territoire.

La Commission nationale du débat public peut décider d'organiser un débat public ou une concertation préalable permettant de débattre de l'opportunité, des objectifs et des caractéristiques principales du projet ou des objectifs et des principales orientations du plan ou programme, des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ainsi que de leurs impacts significatifs sur l'environnement et l'aménagement du territoire. Ce débat ou cette concertation permet, le cas échéant, de débattre de solutions alternatives, y compris, pour un projet, son absence de mise en œuvre. Ce débat ou cette concertation porte également sur les modalités d'information et de participation du public après sa clôture.

La participation du public est assurée pendant toute la phase d'élaboration d'un projet, plan ou programme, depuis l'engagement des études préliminaires jusqu'à l'ouverture de l'enquête publique réalisée... »

Cette Commission conseille à leur demande les autorités compétentes et tout maître d'ouvrage sur toute question relative à la concertation avec le public tout au long de l'élaboration d'un projet.

Elle a également pour mission d'émettre tous avis et recommandations à caractère général ou méthodologique de nature à favoriser et développer la concertation avec le public durant tout le déroulement du projet.

Sa saisine est obligatoire pour tout projet d'un montant estimé supérieur à 300 M€ TTC, ce qui est le cas pour le projet de prolongement du métro de la station Sainte-Marguerite Dromel jusqu'à Saint Loup, qui s'accompagne de la création d'un pôle d'échanges.

Conformément à l'article L 121-8 du Code de l'Environnement, la lettre de saisine de la Commission Nationale du Débat Public par un établissement de coopération intercommunale ayant une compétence en matière d'aménagement de l'espace, relative à un tel projet est accompagnée de la délibération autorisant la saisine et du dossier correspondant.

Le dossier de saisine doit présenter :

- les objectifs et caractéristiques principales du projet,
- les enjeux socio-économiques,
- le coût estimatif,
- l'identification des impacts significatifs du projet sur l'environnement ou l'aménagement du territoire.

Après instruction de la demande et examen du dossier de saisine, la Commission Nationale du Débat Public décidera de la forme qui devra être adoptée pour l'information, la concertation ou le débat public à mettre en place (pas de débat public ; concertation recommandée ; débat public organisé par le Maître d'ouvrage [cette procédure n'est plus utilisée] ou débat public organisé par une Commission Particulière de Débat Public).

Compte tenu des délais importants nécessaires au respect de cette procédure, notamment si la Commission Nationale de Débat Public choisit d'organiser elle-même le débat public, il est indispensable d'adopter au plus tôt le principe du montage d'un dossier de saisine et de se prononcer sur l'autorisation de saisine de la Commission Nationale de Débat Public portant sur le prolongement de la ligne 2 de métro de Sainte Marguerite Dromel vers l'Est et la création d'un pôle d'échanges.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la

Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La délibération DTUP 001-842/13/CC du Conseil Communautaire du 13 décembre 2013, portant approbation du principe d'une extension Nord-Sud de la ligne 2 du métro ;
- Les dispositions combinées des articles L 121-1, R 121-1 à 3 et L 121-8-I du Code de l'environnement, relatives à la saisine de la Commission Nationale du Débat Public ;
- La délibération 15/12/2016 - N° TRA 001-1376/16/CM du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation de l'agenda de la mobilité métropolitaine ;
- La délibération TRA 017-1392/16/CM du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation de la création de l'opération et de l'affectation d'une autorisation de programme concernant les études pour le prolongement de la ligne 2 du métro de Marseille de Sainte Marguerite Dromel vers Saint Loup, MET 16/2239/CM
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage de prolonger la ligne 2 du Métro de Marseille de la station Sainte-Marguerite Dromel vers l'Est et de créer de manière concomitante un pôle d'échanges à la station terminus ;
- Que le montant estimé du projet, est supérieur à 300 M€ TTC ;
- Qu'en conséquence la saisine de la Commission Nationale de Débat Public est obligatoire.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération du Conseil de la Métropole, relatif à l'autorisation de saisine de la Commission Nationale de Débat Public concernant le projet de prolongement de la ligne 2 du métro de la station Sainte-Marguerite Dromel vers l'Est Marseillais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 082-373/19/CT

■ **Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE Marché de travaux sur équipements et systèmes de Bus à Haut Niveau de Service entre le Métro Bougainville et Saint Antoine à Marseille 15ème et 16ème arrondissements**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17367/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) a souhaité renforcer son réseau de bus existant en créant trois nouvelles lignes de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), dont la ligne B2 entre le métro Bougainville et Saint Antoine (vallon des Tuves).

Cette opération a fait l'objet d'une déclaration de projet en 2012. Elle a eu pour objectif l'amélioration de la desserte en transports en commun du secteur Nord de Marseille, en substituant à l'ancienne ligne de bus n°26, une ligne de BHNS de sorte à garantir un service performant de transport en commun qui réponde à l'attente des usagers : fréquence élevée, régularité, plages horaires étendues, temps de parcours optimisés.

Ainsi, dans un premier temps, MPM a attribué un marché de maîtrise d'œuvre au groupement EGIS France / Atelier Villes & Paysages.

L'opération d'aménagement de la ligne BHNS entre la station de métro Bougainville et Saint Antoine (vallon des Tuves) a ensuite fait l'objet au niveau des prestations de travaux de l'allotissement technique et géographique suivant :

Marché de travaux VRD :

- LOT 1 : section Bougainville – Helia
- LOT2 : section Helia – Saint Antoine

Marché d'équipements :

- LOT 1 : Eclairage public
- LOT 2 : Espaces verts
- LOT 3 : Signalisation lumineuse tricolore
- LOT 4 : Equipements et systèmes

Marchés transverses aux trois lignes de BHNS :

- Système de priorité aux feux
- Systèmes d'information voyageurs (SIV)

Les prestations d'équipements et systèmes (LOT 4) ont donc fait l'objet du marché n°13-087 attribué à l'entreprise SPIE SUD EST pour un montant de 877 199,80 € HT.

Ce marché a été notifié le 13 mai 2013.

L'objet du marché portait :

- D'une part, sur le réseau lié aux systèmes d'information voyageurs : mise en œuvre d'armoires équipées au niveau des quais bus servant au fonctionnement des totems d'information voyageurs (fournis par un des marchés transverses), mise en œuvre d'équipements au point d'entrée sur le réseau RTM et tirage de fibres optiques sur tout le linéaire de l'aménagement.

- D'autre part, sur le réseau lié aux équipements de gestion du trafic : mise en œuvre d'équipements dans les contrôleurs de feux, fourniture, pose et mise en fonctionnement de caméras de surveillance des carrefours et tirage de fibres optiques sur tout le linéaire de l'aménagement. Le marché comprenait également l'installation de logiciels de supervision pour les deux réseaux et la formation à l'utilisation de ces logiciels.

Un avenant n°1 au marché a été conclu et notifié au titulaire le 11 février 2015.

Cet avenant a entériné la création du bordereau de prix supplémentaire n°1 et une augmentation du montant du marché de 159 801,30 € HT. Ainsi le montant contractuel du marché a été porté à 1 037 001,10 € HT.

A l'issue des opérations préalables à la réception et après levée des réserves, le titulaire a établi son Projet de Décompte Final qui comprenait une demande de rémunération complémentaire à la date du 01 juillet 2015 et l'a transmis au Maître d'œuvre le 06 juillet 2015. Le montant total de ce Projet de Décompte Final s'élève à 1 610 974,82 € HT.

Celui-ci a été corrigé par le Maître d'œuvre le 09 juillet 2015. Le Maître d'œuvre a établi le Projet de Décompte Général à cette même date et l'a transmis au Maître d'Ouvrage sur la base du montant de 1 037 001,10 € HT. Dès lors, la demande de rémunération complémentaire n'a pas été retenue.

Après signature par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur, le Décompte Général a été notifié au titulaire le 08 septembre 2015.

Le titulaire a signé le Décompte Général avec réserve et a joint son mémoire en réclamation reprenant sa demande de rémunération complémentaire. Ainsi le montant de la réclamation s'élevait à 573 973,72 € HT.

Ce mémoire a été reçu par le Maître d'Ouvrage le 24 septembre 2015, soit dans le respect du délai de 45 jours prévu à l'article 50.1.1 du CCAG – Travaux.

Aucune décision motivée n'ayant été transmise au titulaire quant à la position du Maître d'Ouvrage sur

son mémoire en réclamation dans un délai de 45 jours à compter de la réception du mémoire (soit jusqu'au 03 novembre 2015), la demande du titulaire a donc été considérée tacitement rejetée, conformément à l'article 50.1.3 du CCAG – Travaux.

Considérant ce rejet tacite de la part de la Maîtrise d'ouvrage, le titulaire a saisi le CCIRAL par courrier recommandé en date du 14 décembre 2015 reçu le 18 décembre 2015.

Par courrier en date du 19 janvier 2016 reçu le 25 janvier 2016, le CCIRAL a transmis à la Métropole Aix-Marseille Provence, le mémoire en réclamation du titulaire.

Le Maître d'ouvrage a produit ses observations en défense dans un mémoire en réponse reçu par le Comité le 30 juin 2016.

Conformément aux dispositions prévues par décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et décret N°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics et suite à sa séance de conciliation du 25 janvier 2019, le CCIRAL de Marseille a rendu un avis notifié aux parties, aux termes duquel il considère que le litige entre la société SPIE SUD EST et la Métropole Aix-Marseille-Provence trouverait une solution équitable par l'octroi à ladite société d'une indemnité de 41 008, 00 euros HT dont la décomposition figure en Annexe 1 du protocole transactionnel : Décomposition forfaitaire de l'indemnité transactionnelle.

Il est précisé que SPIE-SUD-Est a changé de dénomination sociale pour devenir **SPIE Industrie & Tertiaire. Ce changement est effectif depuis le 30 avril 2018**, et les autres mentions légales de la société demeurent inchangées.

Par conséquent, dans la perspective de concessions réciproques et sur la base de l'avis rendu par le CCIRAL, le Titulaire accepte, en contrepartie des prestations qu'il a effectuées au profit du Maître d'Ouvrage et sur la base du service fait certifié, le versement d'une indemnité par la voie du présent protocole transactionnel, pour un montant de 41 008 € HT (49 209,60 € TTC).

Le protocole transactionnel établi au vu de cet avis et joint en annexe, est soumis au Bureau de la Métropole pour approbation et permet de ramener la réclamation par la voie transactionnelle de 573 973,62 € HT (688 768,34 € TTC) à 41 008 € HT (49 209,60 € TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret N°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ;
- Le marché n° 13/087 relatif aux travaux sur équipements et systèmes du bus à haut niveau de service entre le métro Bougainville et Saint-Antoine ;
- La réclamation présentée par la société SPIE SUD EST le 24 septembre 2015, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 25 janvier 2019 portant sur la réclamation de la société susvisée sur le marché N°13-087 passé avec la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et à laquelle s'est substituée la Métropole à compter du 1er janvier 2016 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétence du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du marché n°13-087, et entraîne que la société de travaux renonce à toute instance et action future devant ledit Comité et les tribunaux, sur le fondement du même litige ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de rapport concernant l'approbation d'un protocole transactionnel avec la Société SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE concernant le marché n°13-087 relatif aux travaux sur équipements et systèmes du Bus à Haut Niveau de Service entre le Métro Bougainville et Saint Antoine (BHNS B2) à Marseille (15ème et 16ème arrondissements).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 083-374/19/CT

■ **Approbation de l'avenant n°1 au protocole transactionnel avec le groupement Colas Midi Méditerranée - Colas Rolas Rail Sa - Bouygues Travaux Publics Région France - Soletanche Bachy Sas concernant le marché - Infrastructures, génie civil, voie ferrée et mobilier urbain - Prolongement du réseau de tramway Canebière-Rome-Castellane**

Avis du Conseil de Territoire DMET 19/17444/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

En date du 27 août 2013, le marché de travaux n° 13/139 portant sur les travaux d'Infrastructure, Génie Civil, Voie Ferrée et Mobilier Urbain (dit M4) dans le cadre de l'opération de prolongement du réseau de tramway de Marseille depuis la Canebière jusqu'à la place Castellane en empruntant la rue de Rome, a été notifié au groupement d'entreprises solidaires constitué des sociétés Colas Midi Méditerranée - Colas Rolas Rail Sa - Bouygues Travaux Publics Région France - Soletanche Bachy Sas.

Le mandataire du groupement M4 a transmis le 26 Juillet 2016 au maître d'œuvre un mémoire intitulé « Demande de rémunération complémentaire des surcoûts et des préjudices subis et liés aux modifications dans les conditions d'exécution du contrat » pour un montant de 9 345 619.86 € HT (y compris demande de remboursement des retenues et pénalités).

Après analyse de la réclamation, le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage évaluaient respectivement le complément de rémunération à verser au Groupement à hauteur de 1 485 656.09 € HT (Maître d'œuvre) et 644 014.21 € HT (Maître d'ouvrage).

Compte tenu de ce désaccord, les Parties ont soumis leur différend au CCIRAL de Marseille, dans le cadre

de l'affaire enregistrée sous le n° 2017-28, en produisant des mémoires développant l'argumentaire justifiant leurs conclusions respectives, en vue d'obtenir son avis.

Après instruction et séance en date du 23/11/2018, le CCIRAL de Marseille notifiait un avis au terme duquel il préconisait aux Parties la conclusion d'une transaction prévoyant le versement par le Maître d'ouvrage au Groupement d'une indemnité transactionnelle intégrant les concessions réciproques des parties, à hauteur de 2 400 000 € HT.

Les Parties se sont rapprochées, en vue de mettre un terme définitif et amiable à leur différend, via la signature d'un protocole transactionnel qui a été approuvé par délibération TRA 001-5362/19/BM du 28 février 2019.

Ce protocole n°19/0200, signé par les parties et rendu exécutoire le 15 mars 2019, a été mis en paiement auprès de la Trésorerie Principale. Il a donné lieu à observation de la Trésorerie constatant la nécessité de différencier le paiement pour les rubriques relevant du budget de fonctionnement (non assujetties à la TVA), de celles relevant du budget d'investissement (assujetties à la TVA).

Ceci rend nécessaire la passation d'un avenant dudit protocole pour prendre en compte cette observation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant

délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret n°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG21-5718/19/ CM du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le marché n° 13/139 relatif aux infrastructures, génie civil, voie ferrée et mobilier urbain passé dans le cadre du prolongement du réseau de tramway Canebière-Rome-Castellane.
- La réclamation présentée par le groupement Colas Midi Méditerranée (Mandataire) / Colas Rail SA / Bouygues Travaux Publics Région France / Soletanche Bachy SAS, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 23 novembre 2018 concernant l'affaire n° 2017-28, relative à la réclamation du groupement susvisé, portant sur le marché de travaux n° 13/139 passé avec la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2016 ;
- La délibération n° TRA 001-5362/19/BM du 28 février 2019, portant approbation du protocole transactionnel portant sur le marché de travaux n° 13/139, susvisé .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il y a lieu de prendre en compte, par voie d'avenant au protocole se rapportant au marché n° 13/139, l'observation se rapportant à la nécessité de différencier le paiement pour les rubriques relevant du budget de fonctionnement (et non assujetties à la TVA), de celles relevant du budget d'investissement, (assujetties à cette TVA).

- Que cette modification n'a pas d'incidence sur le montant hors taxe de l'indemnité de transaction.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable du projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 au protocole transactionnel n° 19/0200 avec le groupement Colas Midi Méditerranée - Colas Rolas Rail Sa - Bouygues Travaux Publics Région France - Soletanche Bachy Sas concernant le marché. Prolongement du réseau de tramway Canebière-Rome-Castellane.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 084-375/19/CT

■ Approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Arvieux et Espercieux

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/17537/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération TRA 2/684/CC en date du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du groupement GagneraudConstruction/Qpark France en tant que délégataire, pour l'exploitation dans le cadre d'un affermage, des parcs de stationnement Espercieux et Arvieux sis à Marseille rue des Docks 13002. Ce contrat a été établi pour une durée de 12 ans. Eu égard aux engagements contractuels, une société dédiée a été constituée « la Société Marseillaise de Stationnement ».

Depuis sa création la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence aires et parcs de stationnement. Dans ce cadre elle s'est substituée dans les droits et obligations, à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, notamment pour la gestion du contrat de DSP susvisé.

Les parcs Espercieux et Arvieux ont été construits sous la maîtrise d'ouvrage de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et ont été ouverts au public respectivement le 16 novembre 2007 et le 1^{er} mars 2009. Cet état de fait a décalé la fin du contrat du parc Arvieux.

Lors de son passage en date du 7 décembre 2012, la sous-commission départementale de sécurité avait constaté un dysfonctionnement sur le système de

désenfumage, entraînant la condamnation de 23 places, afin de revenir aux débits imposés.

Une procédure d'expertise judiciaire a été diligentée par la Métropole à l'encontre des intervenants à l'acte de construire, et du délégataire. Le rapport d'expertise rendu le 11 janvier 2017, n'a pas mis en exergue la responsabilité d'une des parties. L'expert a démontré que la résolution des désordres consistait notamment au déplacement de certains ventilateurs du parc.

Afin de rendre le parc de stationnement Espercieux conforme à la réglementation en vigueur, la Métropole a décidé de confier au Délégataire la réalisation des investissements nécessaires sur le système de désenfumage dans l'ensemble de l'ouvrage, ainsi que tous travaux corrélatifs estimés à un montant maximum de 110 000 €HT.

Par ailleurs, la Métropole souhaite disposer de places supplémentaires dans le parc de stationnement pour les vélos (10 places) et pour les véhicules de service (100 places).

Sur un autre plan, la mise en service du parc Espercieux est intervenue 15 mois et 15 jours, avant le parking Arvieux décalant ainsi pour ce seul parc, la date d'échéance contractuelle. Pour des raisons économiques et d'équilibre global du contrat, ces deux parcs étant positionnés côte à côte, il apparaît utile de ramener au 1^{er} mars 2021, la fin du contrat pour ces deux parcs. Cela permettra à la collectivité de relancer une même procédure de délégation de service public en conservant ce périmètre, tout en réalisant des économies d'échelle profitant tant au futur délégataire qu'à la collectivité, au regard du montant de la redevance qui pourra être versée.

Enfin, la collectivité a adopté lors du Conseil Métropolitain du 28 mars 2019, sa nouvelle politique tarifaire introduisant des tarifs résidents nuit et week-end à 365 €TTC et 24h/24 à 700 €TTC. La Métropole souhaite mettre en place ces tarifs à compter du 1^{er} juillet 2019 au sein de ces deux parcs en imposant un quota de 10 places résidents au sein de ces deux parkings.

Afin de tenir compte de l'ensemble de ses sujétions de service public et des investissements complémentaires portés par le Délégataire, des 100 places additionnelles attribuées gratuitement au Délégant, il est convenu de baisser forfaitairement la redevance fixe de 60.000 HT par an à compter du 1^{er} janvier 2019, et jusqu'à la fin du contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

PROX 085-376/19/CT

■ Approbation du principe d'une Délégation de Service Public pour le renouvellement de l'exploitation du réseau de transport - réseau Bus de l'Etang et Libebus et desservant les communes de Carry-le-Rouet, Sausset-Les-Pins et Châteauneuf-les-Martigues

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 19/17534/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application de l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole Aix Marseille Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes situées sur son territoire, la compétence en matière d'organisation de la Mobilité et est à ce titre Autorité organisatrice de la Mobilité Durable sur son ressort territorial.

Les transports publics au niveau national sont marqués par une dégradation de leurs conditions de financement C'est également une réalité sur le territoire métropolitain notamment en raison de spécificités telles qu'un périmètre vaste à l'urbanisation discontinue, un étalement périurbain, des recettes commerciales faibles, un fort attachement culturel à la voiture, une politique tarifaire peu dynamique et une forte congestion des réseaux de voirie urbains et périurbains, se traduisant par une vitesse commerciale faible et irrégulière.

La Métropole doit d'agir sur les leviers qui permettent de réduire sensiblement les coûts, retrouver des marges de manœuvre et pouvoir ainsi financer le développement des transports.

La Métropole cherche ainsi à obtenir les meilleurs services au meilleur coût économiquement possible. Il est donc opportun, à chaque échéance de contrat de réfléchir au périmètre le plus pertinent et de mettre en concurrence les services publics qu'elle exerce et de remettre ainsi à plat les coûts de production.

A l'occasion de l'échéance de la délégation de service public des Bus de l'Etang, à l'est de l'étang de Berre, la Métropole a souhaité redéfinir un périmètre plus pertinent et cohérent. Il est ainsi apparu opportun afin de bénéficier d'économies d'échelles de regrouper un certain nombre de « réseaux » permettant de réduire le nombre de procédures et ainsi faciliter la gestion et l'optimisation des coûts de structure mais aussi des coûts de production de l'offre de transport. Ce périmètre élargi permettra aux réseaux de taille plus modeste de bénéficier de la même qualité de service que ceux de plus grande envergure au meilleur coût au vu de la mutualisation des moyens.

En effet, le réseau des Bus de l'Etang est exploité aujourd'hui par la société Autobus de l'Etang du groupe Transdev dans le cadre d'une convention de délégation du service public conclue pour une durée d'exécution de 8 ans à compter du 1er janvier 2012 dont le terme est fixé au 31 décembre 2020

Compte tenu de l'échéance au 31 décembre 2020 de la convention de délégation de service public, il appartient à la Métropole de :

- décider du futur mode de gestion du service public de transport urbain sur le périmètre du réseau des bus de l'Etang, du réseau Libebus du bassin de mobilité de Salon de Provence ainsi que des communes de Carry-le-Rouet, Sausset-Les-Pins, et Châteauneuf-les-Martigues, périmètre élargi de la direction de proximité centre nord-ouest.
- de convoquer et réunir les instances décisionnelles pour que la nouvelle exploitation de ce service soit opérationnelle au plus tard le 1^{er} janvier 2021,

Le présent rapport reprend les orientations prises pour l'exploitation du service telles qu'elles résultent de la démarche d'analyse des différentes options et scénarii de gestion envisageables pour ce bassin de mobilité. Cette démarche d'analyse s'est appuyée d'une part sur :

- Les études préalables menées
- L'enquête Origine Destination réalisée en 2018.

Et d'autre part sur :

- La démarche de concertation engagée auprès des usagers dans le cadre du Plan de Déplacement Urbain, en parallèle des études de programmation d'un réseau mieux intégré au territoire Métropolitain.

Le présent rapport présente les données suivantes :

- o Principales caractéristiques de l'actuel réseau de transport
- o Etudes des modalités d'organisation et modes de gestion retenus
- o Consistance des services attendus et orientations posées par la Métropole
- o Caractéristiques principales du contrat d'exploitation à passer
- o Principales modalités de consultation

Principales caractéristiques des services de transports concernés

Les services sont exploités par divers contrats :

- Convention de délégation de service public passée avec la société des Autobus de l'Etang (Groupe Transdev) pour les lignes du bassin de déplacement des Bus de l'Etang décomposées en 16 lignes régulières, 33 circuits scolaires, 5 secteurs de Transport à la demande, 1 service de transport à la demande réservé aux PMR. Cette convention de délégation du service public du Réseau des Bus de l'Etang a été signée le 26 décembre 2012 pour une durée

d'exécution de 8 ans à compter du 1er janvier 2012, elle prend fin au 31 décembre 2020.

- Accord cadre passé avec la société Car Postal pour les lignes Libébus du bassin de mobilité de Salon de Provence composé de 15 lignes régulières, 3 navettes de centre-ville, 5 doublages scolaires, 3 secteurs de TAD, 1 service de TAD PMR
- Accords cadre passés avec différents opérateurs pour l'exploitation de circuits scolaires du bassin de mobilité de Salon de Provence (clause de réexamen)
- Accord cadre passé avec la société SUMA pour les lignes du secteur de la côte bleue décomposées en 5 lignes régulières, 2 secteurs de TAD

Ces services de transport s'entendent sur 28 communes représentant une superficie de 845 Km² et une population de 299 384 habitants. Le nombre de kilomètres effectués sur ces lignes en 2018 est de l'ordre de 6,1 millions pour 5,12 millions de voyages effectués.

Afin d'assurer l'ensemble des services, les exploitants disposent fin 2018 d'un parc de 192 matériels roulants composé de cars, bus moyen et minibus.

A l'échéance de l'actuel contrat de délégation de service public, le patrimoine de la Métropole comptera :

- Un dépôt complet constitué d'une aire de stationnement des bus, d'un atelier de réparation-maintenance, d'une station-service gasoil et de distributeurs charges rapide et lente GNV et des locaux abritant le personnel administratif (Vitrolles)
- 2 pôles d'échanges (Salon de Provence gare et Vitrolles Pierre Plantée)
- 2 agences commerciales « Boutiques mobilité » (Vitrolles, Marignane)
- 1 parc relais (Salon de Provence).

Les objectifs de la politique tarifaire générale menée par la Métropole visent à conquérir une nouvelle clientèle, à fidéliser l'utilisateur des transports en commun, développer l'intermodalité, simplifier la grille tarifaire pour une meilleure lisibilité par les usagers.

A ce jour, la gamme tarifaire du réseau métropolitain est composée de Pass Métropolitains (tout public, scolaire, étudiant, sénior) et d'une gamme et des abonnements différents selon les bassins de mobilité.

La Métropole s'inscrit dans une volonté constante de promouvoir l'intermodalité sur l'ensemble de son ressort territorial, en tenant compte des spécificités de celui-ci, de son organisation et des nouveaux besoins des habitants qu'il dessert ainsi que de l'évolution des équipements et des rythmes de déplacements induits.

La conjugaison et l'organisation des différents modes de déplacement (cars, bus, BHNS, navettes électriques, midi et minibus) permettent d'articuler efficacement ces derniers afin de proposer une alternative au « tout voiture » tout en s'inscrivant, de manière pérenne, au centre de la stratégie de « transition énergétique » de la Métropole.

La gestion des différentes composantes des services décrites doit être regardée en termes de complémentarités nécessaires au bon fonctionnement d'un réseau efficient.

Etudes des modalités d'organisation et modes de gestion retenus

L'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable est libre de décider du mode de gestion qu'elle estime le plus approprié pour la gestion du service public de transports urbains. Le mode de gestion choisi doit permettre d'assurer notamment un niveau élevé de qualité, de sécurité et d'accessibilité, l'égalité de traitement ainsi que la promotion de l'accès universel et des droits des usagers en matière de services publics

Plusieurs types de modes de gestion peuvent être envisagés :

- La gestion en régie qui peut prendre 3 formes :

La régie directe n'ayant aucune autonomie financière, ni organe de gestion, ni personnalité juridique propre, a été écartée puisqu'elle n'est pas possible s'agissant d'un service public industriel et commercial (article L. 2221-4 du CGCT).

La régie dotée de la seule autonomie financière, par laquelle la collectivité gère directement le service et au sein de laquelle les personnels sont soumis au droit administratif. Un budget annexe doit être institué ainsi qu'un conseil d'exploitation.

Ce mode de gestion a été écarté, l'avantage de maîtriser le service s'effaçant devant les inconvénients liés au poids d'une gestion entièrement publique et du risque, notamment commercial, exclusivement assumé par l'Autorité Organisatrice.

Cependant, a été examiné ci-après l'avantage que présenterait le recours à une régie dite « personnalisée ».

La régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière qui se voit confier tout ou partie des missions de contrôle et/ou d'exploitation du service public (établissement public industriel et commercial, EPIC, juridiquement distinct de l'autorité Organisatrice au sein duquel le personnel à l'exception du directeur et du comptable public sont soumis au droit privé). Bien que soumis au droit privé, l'EPIC a l'obligation de passer des marchés pour ses besoins propres et bien que son budget soit indépendant de celui de la Métropole, il applique les règles de la comptabilité publique.

En principe, la régie à personnalité morale et à autonomie financière impose la création d'un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), auquel les prérogatives d'autorité organisatrice et le pouvoir décisionnel sont généralement largement transférés y compris en terme de fixation des tarifs.

Il convient de rappeler que le Règlement européen sur les Obligations de Service Public (ROSP 2007 - article 7) encadre les conditions dans lesquelles l'Autorité Organisatrice doit contrôler son opérateur interne.

La Métropole en tant qu'organisatrice de la Mobilité Durable sur son ressort territorial dispose de 2 opérateurs internes, la RTM, opérateur historique sur le périmètre marseillais et la RDT 13 depuis le transfert des compétences transport du Département vers d'autres collectivités ; la Métropole étant devenue l'Autorité de rattachement de la RDT13. Cet EPIC était chargé d'exploiter les services de transport public de personnes du Département des Bouches du Rhône.

Confier la gestion du service public de transport présente des avantages organisationnels et opérationnels une stabilité de gestion car non tributaire des aléas du marché, la souplesse de gestion grâce au lien direct avec la gouvernance de la personne publique et une autonomie juridique et financière déchargeant la Métropole de la gestion de l'activité entièrement tournée vers le service public et l'intérêt général. L'EPIC en qualité d'opérateur interne réalise ainsi pour le compte de la Métropole toutes les opérations de l'activité de transport tant en recettes qu'en dépenses. Le choix de ce mode de gestion apparaît adapté dans le secteur des transports, où la politique tarifaire incitative de la Métropole est largement en deçà du coût du service.

Pour autant, dans un contexte budgétaire contraint, la Métropole est confrontée à des freins propres à son territoire conséquences d'une urbanisation discontinue et d'un fort étalement urbain dont le premier impact est un coût élevé du service de transport pour l'autorité organisatrice.

Dans le cas présent, la métropole a souhaité redécouper les périmètres pertinents des bassins de mobilité. Il est ainsi apparu opportun afin de bénéficier d'économies d'échelles de regrouper un certain nombre de contrats permettant d'en faciliter la gestion et d'optimiser les coûts de production.

Le périmètre géographique a donc été redessiné pour permettre une mutualisation des moyens. Les coûts de production de ce périmètre agrégé n'étant pas connu, il apparaît opportun que la métropole consulte largement différents opérateurs afin de pouvoir bénéficier des meilleurs coûts et de la meilleure organisation possible.

C'est dans cet objectif de recherche d'économies et d'optimisation des moyens, qu'ont donc également été

examinées les solutions d'externalisation ci-après exposées.

- **La gestion externalisée** qui est un acte statutaire ou contractuel par lequel l'Autorité Organisatrice de la Mobilité confie la gestion du service public.

Gestion externalisée statutaire : Il s'agit d'une société à capital majoritairement public (SEML), ou totalement public comme la SPL (Société Publique Locale) dont les interventions respectivement énumérées par les articles L.1521-1 et L. 1531-1 du Code Général des Collectivités Territoriales recouvrent notamment l'exploitation des services publics à caractère industriel et commercial. Enfin la SEMOP (Société d'économie mixte à opération unique, qui est une nouvelle forme de partenariat public-privé créé par la Loi n° 2017-744 du 1er juillet 2014 peut également être créée pour la conclusion et l'exécution d'un contrat dont l'objet est la gestion d'un service public pouvant inclure la construction ou l'acquisition des biens nécessaires au service.

La création d'une SEML qui doit être mise en concurrence ne garantissant par l'obtention du contrat d'exploitation du service public, l'intérêt de recourir à ce type de structure a dans le cas d'espèce été écarté.

La SEMOP a également été écartée compte tenu qu'elle constitue un dispositif nouveau dont la mise en œuvre, est méconnue.

Enfin, la création d'une SPL n'est pas apparue opportune compte tenu des formalités nécessaires à sa création et à l'existence de deux opérateurs internes, la RTM et la RDT13, sur lesquels la Métropole exerce déjà, seule, un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services. De plus, la participation d'une collectivité ou d'un groupement de collectivités à une SPL est conditionnée par l'exercice de l'ensemble des compétences sur lesquelles porte l'objet social de la SPL (CE, 14 novembre 2018, Syndicat mixte pour l'aménagement et le développement des Combrailles, n° 405628 405690, B.). Les services de transport concernés sont de la compétence exclusive de la Métropole condamnant ainsi toute création de SPL.

Gestion externalisée contractuelle : Il s'agit d'un opérateur privé (autres que les entreprises publiques ci-dessus) qui via la conclusion d'une convention se voit confier la gestion du service de transport. Ce contrat peut prendre la forme d'un marché public de services ou d'un contrat de concession, en l'occurrence d'une convention de délégation de service public.

Le marché public : la Métropole peut conclure, avec un ou plusieurs opérateurs économiques, un marché public ayant pour objet l'exécution des prestations du service public de transport. Le titulaire ne tire pas sa rémunération du droit d'exploiter le service mais du

versement, par la collectivité, d'un prix, habituellement forfaitaire dans le cadre des marchés publics de transport (coût kilométrique par exemple), qui couvre les charges d'exploitation de l'entreprise sur la base d'une offre de service donnée et ce, sans aucun lien en théorie avec les résultats commerciaux fonction de la fréquentation. Quels que soient les résultats de son activité, le prestataire n'en subira donc pas les conséquences financières et sera rémunéré à hauteur du prix contractuellement défini dans l'acte d'engagement.

Ce mode de gestion a été écarté principalement parce qu'il suppose que la collectivité dispose des finances suffisantes pour assumer intégralement la prise en charge de l'ensemble des frais d'établissement du service et d'acquisition des biens nécessaires à leur exploitation. De même, il fait peser sur l'Autorité Organisatrice, le risque d'exploitation, notamment commercial, du service. A noter que, les conditions de mise en concurrence ne permettent pas la négociation et sont ainsi susceptibles d'induire des « prix agressifs » entraînant de facto une exécution incertaine des prestations quant à la qualité attendue ainsi que l'application des mesures coercitives du contrat, source de différends contractuels qui ne résoudraient pas le défaut de qualité supporté directement sur l'utilisateur.

La délégation de service public : le titulaire se voit confier à ses risques et périls l'exploitation du service de transport. Dans le cadre de cette délégation le concessionnaire qui agit pour son compte peut être chargé ou non de construire un ouvrage et/ou d'acquérir des biens nécessaires au service.

L'article L.1121-1 du Code de la Commande Publique définit le contrat de concession comme un contrat par lequel une ou plusieurs autorités concédantes confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix. La part de risque transférée au concessionnaire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le concessionnaire ne doit pas être purement théorique ou négligeable. Le concessionnaire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts, liés à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, qu'il a supportés.

Conformément à l'article L.1121-3 du Code de la Commande Publique, la délégation de service public mentionnée à l'article L. 1411-1 du Code Général des Collectivités Territoriales est une concession de services ayant pour objet un service public et conclue par une collectivité territoriale, un établissement public

local, un de leurs groupements, ou plusieurs de ces personnes morales.

L'exploitation du réseau de transport objet de la présente délibération étant qualifiée de service public par la loi, il convient donc de qualifier le contrat de contrat de délégation de service public.

Le poids financier et les contraintes d'entretien et de maintenance d'un parc de matériels roulants conséquent (192 véhicules), la construction d'un dépôt, la gestion de la transition énergétique, induisent inévitablement des charges importantes que la Métropole souhaite limiter en externalisant à un opérateur privé spécialisé avec lequel s'ouvriront de grandes possibilités de négociation orientées sur des économies d'échelles et un modèle économique fondé sur des coûts d'exploitation réalistes non déconnectés de la réalité économique.

Le nouvel environnement normatif des concessions avec la mise en œuvre de clauses de réexamen précises et non équivoques peut en outre s'avérer un levier efficace à l'avantage du service public dans le cadre des négociations.

En outre, la construction d'un dépôt sur le secteur de Salon de Provence, permettra le transfert à l'opérateur privé d'une mission globale regroupant le financement et la construction de l'ouvrage sous maîtrise d'ouvrage privée, ce qui est un gage de réactivité et de souplesse pour la programmation de l'investissement.

En effet, si en gestion déléguée, le coût du service payé par l'Autorité Délégante comporte des frais de structure spécifiques tels que l'assistance technique du groupe ou la politique de rémunération du personnel, ce coût est également construit sur des économies d'échelle et sur du retour sur investissements auxquels l'Autorité Organisatrice ne pourrait accéder seule. De ce point de vue, la mise en concurrence du service à exploiter sur le marché offre à l'Autorité Organisatrice l'opportunité d'accéder via une société dédiée à des coûts de revient avantageux qui peuvent être ceux de grands groupes opérant également à l'International. Ces avantages concernent des charges d'exploitation minorées comme le carburant ou les pneumatiques qui grâce à des effets de seuils obtenus par l'opérateur privé sur ses achats mutualisés bénéficie indirectement à l'Autorité Organisatrice même si le délégataire répercute dans sa rémunération le risque porté par lui dans l'exploitation du réseau qui lui est confiée.

Certains avantages fiscaux tels que les aides à la formation des personnels roulants, des taux de CVAE plus favorables, des mesures fiscales telles que le suramortissement pour l'acquisition de véhicules propres permettent également à l'autorité délégante de bénéficier indirectement d'avantages accordés à l'opérateur privé qui en tant que concessionnaire est exploitant fiscal.

Enfin, concernant les véhicules nécessaires et recherchant les meilleures réponses aux obligations tirées de la Loi de transition énergétique pour la croissance verte qui dès 2020 exigent que le parc en renouvellement présente 50% de matériels à faibles émissions il a été considéré qu'une mise en concurrence suivie d'une négociation devrait permettre d'accéder à un plan pluriannuel d'investissement optimisé.

En matière de contrôle du service délégué les nouvelles dispositions réglementaires sur l'accès aux données d'exploitation dite « open data » sont de nature à limiter l'asymétrie de la relation contractuelle entre délégant et délégataire, neutralisant de fait un des avantages préexistants de l'internalisation.

Au vu des éléments qui précèdent, il est apparu que ce mode de gestion présentait plus d'avantages que d'inconvénients.

Deux modes gestion, ont donc été étudiés à partir de 4 critères : technico-économique, savoir-faire commercial, financier et transfert de risque : la délégation de service public de type concessif d'une part et la régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière d'autre part au regard des services publics, objets du présent rapport dont les coûts sont difficiles à anticiper, et nécessitent un savoir-faire technique et commercial important :

- Exploitation d'un réseau commercial
- Participation au projet d'extension du BHNS et son exploitation future
- Mise en œuvre de la transition énergétique à l'ensemble du parc concerné
- Construction d'un dépôt sur le bassin de mobilité de Salon de Provence
- Gestion de pôles d'échanges et de parcs relais
- Mise en place de solutions innovantes

• Critère technico-économique :

Eu égard aux objectifs temporels concernant l'attractivité du réseau (les usagers se révèlent très sensibles à l'impact des transports urbains sur leur qualité de vie et attendent que le service soit sans délai à la hauteur du prix payé), la Métropole a recherché dans les modes de gestion pressentis la mise en œuvre de deux leviers :

L'innovation : Des moyens de transport qui permettent aux usagers d'accéder aux dernières innovations est une garantie d'une meilleure qualité de vie grâce à des moyens de déplacement propres. Il est ainsi attendu du nouvel exploitant des innovations pour satisfaire à l'objectif d'accroissement de l'attractivité du réseau.

La maîtrise des aspects techniques de lignes régulières qui demain seront exploitées également avec des matériels à faible émissions (GNV) ou électriques, représente en effet un enjeu qu'il

convenait de prendre en considération dans le choix du mode de gestion.

L'anticipation des coûts : La réduction des coûts au kilomètre ne peut se limiter à la seule question du coût d'exploitation, la maintenance notamment peut représenter jusqu'à 50% du roulage, de même l'achat ou le remplacement d'un matériel roulant n'induit pas que des coûts directs. L'organisation du service exploité suppose donc des coûts indirects qu'il convient de limiter, de ce point de vue la délégation de service public sur un périmètre élargi est apparue la plus efficiente, car la contractualisation va permettre à la Métropole de mettre en concurrence et de négocier des coûts de possession (coût d'acquisition, coût énergétique, coût moyen de maintenance préventive) qui en gestion directe sont incompressibles et pèsent sur le coût final du service pour une durée de vie d'un matériel généralement estimée à 12 ans.

La métropole souhaite bénéficier du savoir-faire et de l'ingénierie des groupes opérateurs de transport en matière de construction de l'outil de production à savoir un dépôt sur le bassin de Salon de Provence. Il est en effet envisagé de confier les études et la construction de ce dépôt et que l'outil soit un bien de retour à la métropole. La maîtrise du foncier et le positionnement stratégique des dépôts sont en effet un élément indispensable à la maîtrise des coûts car il permet de limiter les kilomètres improductifs dits hauts le pied mais aussi de ne pas être tributaire d'un opérateur et permettre une meilleure concurrence à l'échéance des contrats.

En conséquence, au regard du critère technico-commercial, il est apparu opportun de confier à un délégataire mis en concurrence la commercialisation de l'ensemble des lignes.

• Critère du savoir-faire commercial :

Gérer un réseau de transport urbain est une activité commerciale tournée au quotidien vers la recherche de nouveaux clients et la satisfaction de leurs besoins. C'est une activité qui s'inscrit dans un vaste mouvement d'ouverture à la concurrence qui dépasse le cadre Métropolitain et qui se faisant touche l'attractivité même du territoire.

L'exercice de cette activité dans le champ concurrentiel ne fait aujourd'hui plus débat, d'autant qu'avec le développement des modes de déplacements alternatifs et les grands chantiers de modernisation des infrastructures l'usager n'est pas captif.

Le savoir-faire commercial est donc primordial. Au-delà d'une exploitation performante des lignes, l'équilibre du service dépendra également de la capacité du gestionnaire à optimiser l'exploitation du réseau ; en effet, plus nombreux sont les usagers empruntant le réseau de transport, plus la charge d'amortissement du réseau est répartie, donc plus faible rapportée à l'usager. Cette activité de commercialisation et de promotion du réseau présente

donc pour l'exploitant une part non négligeable d'un risque industriel et commercial que la Métropole ne souhaite pas assumer compte tenu notamment de l'impératif d'efficacité du service public.

En conséquence, au regard du critère relatif au savoir-faire commercial, il est apparu opportun de confier à un délégataire mis en concurrence la commercialisation de l'ensemble des lignes.

• Critère financier :

L'objectif poursuivi sur ce périmètre élargi par rapport au périmètre de l'actuelle DSP et des marchés publics en cours est de parvenir à une gestion efficace consistant à produire le meilleur service au moindre coût.

La gestion d'un réseau de transport repose sur deux variables principales nécessaires à la production kilométrique : le personnel de conduite et l'outil de production dont le matériel roulant.

Or, il est à noter que cette seconde variable pourrait peser demain de manière plus importante dans la production kilométrique pour répondre aux exigences de la Loi de transition énergétique qui impose à l'autorité organisatrice, en cas de renouvellement de son parc d'autobus et d'autocars, d'acquiescer ou d'utiliser dans la proportion de 50% du renouvellement en 2020 puis de 100% en 2025, des véhicules à faibles émissions : véhicules électriques ou électriques-hybrides ou roulant au gaz avec 20% de biogaz..

De surcroît, il est à noter que la modernisation des matériels roulants affectés à l'exploitation des services de transport est un élément incitatif majeur pour l'usager des transports en commun.

Au regard du critère financier, la gestion déléguée sous forme concessive est apparue la plus opportune, également parce les opérateurs privés de ce secteur d'activité bénéficient de tarifs de location ou d'acquisition des véhicules auxquels seuls les professionnels du secteur accèdent. L'optimisation de ces charges répercutées ainsi de manière indirecte sur le versement effectué par l'Autorité déléguée est apparue comme un avantage qui ne pourrait être obtenu si la Métropole procédait elle-même aux investissements nécessaires à l'exécution du service.

Par Ailleurs, les professionnels du secteur ont la capacité de mobilisation pour répondre de manière efficace et rapide à une demande d'augmentation du nombre de véhicules de l'autorité déléguée.

De surcroît, une gestion par un contrat permet de préserver de manière suffisante la capacité d'emprunt de la Métropole.

Sur ce critère et notamment sur la base de cette composante essentielle des coûts il est apparu que la gestion déléguée mettant à la charge du délégataire la constitution du parc de matériels roulants et la construction d'un dépôt, était le mode de gestion le plus pertinent pour le futur réseau.

- **Critère du transfert de risque :**

Dans le cadre d'une DSP, le délégataire s'engage sur les coûts d'exploitation (charges) et sur les recettes commerciales. Ainsi, sont délégués à l'exploitant l'intégralité du risque dit industriel sur l'évolution des dépenses de l'exploitation, et le risque commercial sur l'évolution des recettes de l'exploitation.

Le délégataire assure sa rémunération à partir des recettes commerciales de manière substantielle et d'une contribution forfaitaire fixée au début et pour toute la durée du contrat (à offre kilométrique constante et hors révision).

S'agissant des charges, le coût du personnel est un élément important. Sur ce volet social, la métropole reste vigilante quant au respect des obligations légales en matière de gestion du personnel dans le cadre des différentes conventions collectives qui régissent la profession au travers du cahier des charges. Elle choisit cependant de transférer ce risque vers un délégataire plutôt que de le conserver à travers une gestion par un opérateur interne.

Sur la base des éléments qui précèdent et dans un contexte budgétaire contraint, l'objectif Métropolitain de développer les transports publics, impose de jouer sur notamment trois leviers, une politique tarifaire volontariste, des coûts de production compétitifs, et une vitesse commerciale permettant de concurrencer la voiture particulière.

Il s'agit pour la Métropole d'obtenir les meilleurs services au meilleur coût. Il apparaît donc opportun, à l'échéance des contrats susvisés de mettre en concurrence les opérateurs sur le marché dans les meilleures conditions d'efficacité du service public.

La Métropole fait ainsi le choix de conserver une diversité d'opérateurs de transport et la possibilité d'utiliser chacun d'eux dans son domaine de pertinence, en veillant à pouvoir comparer en toute transparence les avantages des uns et des autres.

Dans le cas présent, le redécoupage des périmètres pertinents des bassins de mobilité du secteur Centre-Nord-ouest est également apparu opportun pour bénéficier d'économies d'échelles et de possibilité de réutilisation des moyens matériels, via le regroupement des contrats.

La Métropole escompte ainsi optimiser le contrôle, le suivi et la gestion des services autant que les coûts de production in fine obtenus, ces derniers n'étant cependant pas connus de manière certaine sur le nouveau périmètre, il est apparu opportun d'en transférer le risque dans le cadre d'une procédure avec négociation que seule la concession dans la forme d'une délégation de service public autorise. L'objectif in fine est un niveau élevé de qualité, de sécurité et d'accessibilité, d'égalité de traitement ainsi que la promotion de l'accès universel et des droits des

usagers en matière de service de transport public de voyageurs sur tout le territoire.

Afin d'agir sur les leviers identifiés ci-avant pour réduire sensiblement les coûts, retrouver des marges de manœuvre et pouvoir ainsi financer le développement des transports publics, la délégation à un opérateur privé est apparue la solution la plus efficace à court et moyen terme.

Au regard des 4 critères développés ci-dessus la Métropole propose de recourir à une délégation de service public qui confie au délégataire la gestion de différents services de transport, la fourniture du parc de véhicules nécessaire à l'exploitation des lignes régulières devant assurer la transition énergétique, la gestion des pôles d'échange et parcs relais ainsi que la construction d'un dépôt pour le bassin de mobilité de Salon de Provence.

Ce choix est apparu après analyse le plus opportun pour assurer notamment un niveau élevé de qualité, de sécurité et d'accessibilité, l'égalité de traitement ainsi que la promotion de l'accès universel et des droits des usagers en matière de service de transport public de voyageurs.

Consistance des services attendus et orientations données par la Métropole

L'objectif de la Métropole en confiant à un délégataire l'exploitation technique et commerciale du service de transport est de proposer aux usagers des transports en commun un service moderne et attractif. L'exploitant répondra au programme de la Métropole dans un objectif d'amélioration constante et d'harmonisation de la qualité de service avec la garantie de la continuité du service public.

Objet et description de la mission d'exploitation :

La mission d'exploitation vise les services de transport urbains sur le périmètre de la Direction de Proximité Centre Nord-Ouest (réseaux des Bus de l'Etang et Libebus) étendu aux communes de Carry le Rouet, Châteauneuf les Martigues et Sausset les Pins.

Le délégataire sera responsable de la bonne gestion du service qu'il assure seul. La mission d'exploitation du réseau que lui confie l'Autorité délégante met à la charge de l'exploitant :

- La responsabilité des opérations de transport des voyageurs y compris l'acquisition des véhicules dans le respect des dispositions relatives à la transition énergétique,
- L'entretien et la maintenance du parc relais de Salon de Provence et des pôles d'échange de Salon de Provence et de Vitrolles,
- La gestion du personnel,

- La relation commerciale et contractuelle avec les usagers,
- La gestion et la rémunération des dépositaires du réseau,
- Les obligations dues au titre de l'activité de transport urbain de voyageurs, aux administrations fiscales et sociales, ainsi qu'aux organismes spécialement dédiés aux différents contrôles de cette activité,
- La garde du matériel et la surveillance de l'état des biens mis à disposition par l'autorité délégante
- L'entretien, la maintenance, les travaux de grosses réparations des installations et équipements nécessaires à l'exploitation et mis à disposition par l'autorité délégante à l'exclusion des poteaux d'arrêt et des abribus
- Le déménagement du dépôt des Estroublans à celui de l'Anjoly à Vitrolles
- La construction d'un dépôt sur le bassin de mobilité de Salon de Provence adapté à la transition énergétique et son aménagement
- L'aménagement, l'entretien et la maintenance des dépôts et des bâtiments annexes mis à disposition par l'autorité délégante à l'exception des travaux de grosses réparations et de gros entretien qui permettent de prolonger la durée de vie de ces biens immobiliers relevant du propriétaire,
- La gestion des espaces à usage commercial (boutiques mobilité)
- L'application du plan de maintenance des matériels roulants qu'il est chargé de fournir
- Le conseil technique et toute action de formation pour aider ou parfaire la maîtrise des services confiés,

Objet et consistance des services attendus

Dans l'objectif d'amélioration et d'optimisation du service l'Autorité Organisatrice structure son réseau afin de faciliter l'intermodalité aux usagers et d'inciter à l'usage des transports en commun. L'exploitant organise et propose des conditions de mise en œuvre des services de transport pour atteindre ces objectifs.

Les services de transport de voyageurs confiés sont notamment les suivants :

- Exploitation (gestion technique et commerciale), commercialisation et promotion des lignes régulières de transport urbain du réseau, internes au périmètre géographique
- Exploitation, commercialisation et promotion de la prestation de transport des scolaires

internes au périmètre géographique du réseau,

- Exploitation, commercialisation et promotion de la prestation de transport à la demande y compris en soirée en fin de semaine, y compris la gestion de la centrale de réservation et des services de transport dédiés aux Personnes à Mobilité Réduite.

Le kilométrage prévisionnel du réseau délégué au démarrage de la convention est estimé environ 6 120 000 km/an en charge tenant compte de l'extension du périmètre géographique mais pas de l'intégration de certains circuits de transport scolaire actuellement exploités au travers d'accords cadre qui font l'objet de clauses de réexamen.

L'autorité organisatrice ambitionne d'adapter progressivement le réseau selon les principes d'organisation suivants :

- Hiérarchisation et optimisation des lignes et circuits scolaires
- Limitation des superpositions de services métropolitains
- Proposition de dessertes plus efficaces : trajets plus directs
- Développement des transports de proximité « innovants et interactifs »
- Proposition d'un transport à la demande plus performant et optimisé pour les secteurs peu denses
- Desserte adaptée vers les zones d'emplois
- Privilégier les lignes régulières pour le transport des scolaires
- Promouvoir un réseau respectueux de l'environnement

Des modifications ultérieures du réseau délégué et leurs conséquences financières et contractuelles seront gérées au travers des clauses de réexamen prévues à cet effet dans le projet de convention.

En tant qu'Autorité Organisatrice, la Métropole privilégie une approche systémique de la mobilité sur son ressort territorial qui repose sur la mutualisation des outils existants comme le SAEIV (Système d'Aide à l'Exploitation et à l'Information Voyageurs) ou le système billettique qu'elle met à disposition du délégataire. Dans ce cadre les missions de ce dernier sont les suivantes :

- Réalisation des opérations d'installation et de câblage des systèmes embarqués mis à disposition,
- Entretien et maintenance de premier niveau des systèmes billettiques, d'exploitation et d'information des voyageurs mis à disposition,
- Contrôle des flux de fréquentation à l'aide du système billettique

- Prise en charge des interfaces nécessaires au transfert de l'ensemble de la topologie du réseau réalisée sur son outil de gestion et d'exploitation propre
- Financement, fourniture, entretien et maintenance des véhicules de transport public et élaboration d'un plan pluriannuel de renouvellement conforme aux dispositions de l'article 37 de la Loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et du décret 2017-23 du 11 janvier 2017. Le nombre de véhicules nécessaires à l'exploitation du réseau délégué au démarrage de la concession est estimé à environ 192 véhicules (hors et circuits scolaires du bassin de mobilité de Salon de Provence).

Dans une logique de cohérence technique et fonctionnelle, d'autres prestations concourant à la mobilité des habitants sur le périmètre géographique susvisé sont confiées au délégataire. Elles sont les suivantes :

Gestion, entretien et maintenance (hors gros entretien et remplacement des bâtiments et infrastructures de voirie) des parkings relais et pôles d'échange situés sur le périmètre géographique du réseau défini ci-dessous soit :

- o pôles d'échanges de Salon-de-Provence et Vitrolles ;
- o parcs relais de Salon.

Et dans le cadre d'une clause de réexamen, cette mission pourra être étendue à des parkings relais supplémentaires dans des conditions financières établies sur le fondement d'un bordereau des coûts unitaires contractuel adapté aux différents types de parkings relais.

Information des voyageurs sur supports numériques (Borne d'information voyageurs et écrans) et physiques (poteaux d'arrêt, abribus et dans les P+R et pôles d'échanges) par la conception et la distribution des supports qui comprend l'information multimodale de tous les réseaux

Le délégataire aura la charge d'animer et rémunérer un réseau de dépositaires ainsi que 3 agences commerciales (boutiques mobilité) mise(s) à disposition par l'autorité délégante.

Dans le cadre d'une clause de réexamen, des services connexes seront présentés par le délégataire afin de répondre aux objectifs multimodaux de l'Autorité Organisatrice. Ces services connexes innovants tels que véhicules en libre-service, co-voiturage organisé, vélo en libre-service, Transport à la demande innovant pourront être développés progressivement selon un plan d'actions proposé.

La clause de réexamen encadrera les conditions financières de la mise en œuvre de ces services connexes sur le fondement de cadres de coûts individualisés pour lesquels toutes les composantes seront déterminées à l'exception des quantités.

La Métropole dans son rôle de facilitateur des déplacements et de promoteur du transport en commun pourra autoriser le délégataire, après accord expresse, à effectuer des activités annexes et accessoires dont notamment : le transport en commun des usagers lors des manifestations et événementiels organisées par les opérateurs publics ou privés en charge de l'animation des pôles culturels, sportifs ou touristiques implantés sur le périmètre géographique du réseau délégué.

D'une manière générale, le délégataire sera tenu d'assurer la continuité du service public de transports urbains, sauf en cas de force majeure. Il contribuera également aux objectifs de développement durable poursuivis par la Métropole.

Principales caractéristiques du contrat à passer

En application de l'article L1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Métropolitain statue sur le choix de la délégation de service public au vu d'un rapport présentant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire.

L'objet du contrat vise d'une manière générale l'exploitation des services de transport dans le respect des principes d'égalité de traitement des usagers et de continuité du service public de transports urbains sur le périmètre géographique visé.

Afin de répondre de manière efficiente aux besoins des usagers, le contrat d'exploitation qui sera passé avec le futur délégataire comporte un objectif d'optimisation du pilotage économique et de l'ajustement du service de transport urbain en continu.

Le contrat permettra de faire progresser les services délégués au fil des besoins et sur la durée du contrat grâce à des clauses de réexamen claires précises et non équivoques décrivant selon les services pressentis l'encadrement de leur rémunération sur le fondement exclusif des coûts définis initialement au contrat.

Pour atteindre les objectifs fixés par le contrat, l'exploitant conservant son autonomie de gestion aura toute latitude pour définir et mettre en œuvre à ses risques et périls les moyens appropriés, il contracte à cet égard une obligation de résultat doublée d'une obligation d'information et d'un devoir d'alerte vis-à-vis de l'Autorité délégante.

Pour contrôler cette obligation de résultat et préserver une relation partenariale, le contrat prévoira un système de mesure factuel de la performance selon

des plans d'action établis dans une démarche globale « gagnant-gagnant ».

En particulier, et dans cet esprit, le contrat d'exploitation définira les mécanismes contractuels encadrant la mission du délégataire, les prestations mises à sa charge.

Durée du contrat d'exploitation :

La durée, eu égard aux investissements mis à la charge du délégataire est de 9 ans, à compter de la date d'entrée en vigueur du contrat. Une clause de réexamen spécifique prévoira les conditions dans lesquelles le contrat pourra se poursuivre au-delà de 9 ans dans la limite d'une année complémentaire.

Conditions financières et rémunération du délégataire :

Le délégataire se verra transférer le risque lié à l'exploitation du service.

Sa rémunération prendra principalement la forme d'un versement de l'autorité organisatrice :

- Tenant compte des obligations de service public qui lui sont imposées ;
- Basé sur un engagement ab initio de charges qui constituera le risque industriel supporté par le délégataire ;
- Minoré d'un engagement de recettes acquittées par les usagers sur lequel sera basé son risque commercial.

La délégataire s'engagera également sur les recettes annexes (amendes, publicité etc...).

La convention pourra prévoir des modalités de reversement des recettes à l'autorité organisatrice dans le cas où ces dernières dépasseraient les prévisions définies dans la convention, au-dessus d'un seuil et selon un taux définis contractuellement.

Elle pourra également prévoir un mécanisme d'intéressement basé sur la qualité du service, la fréquentation et l'évolution de la fraude.

Les tarifs ainsi que les conditions d'évolution de ces tarifs seront fixés dans le contrat. Ces tarifs seront établis selon les principes suivants :

- Respect du principe d'égalité de traitement des usagers devant le service public,
- Convergence Métropolitaine progressive
- TVA à taux intermédiaire à la mise en service du contrat
- Compensation des tarifs sociaux
- Chambre de compensation qui encadre et définit les mécanismes de répartition des recettes entre la métropole et ses opérateurs de mobilité.

• Clauses de réexamen

La convention comprendra plusieurs clauses de réexamen permettant de faire évoluer au cours de la concession les caractéristiques des prestations à assurer ou les conditions d'exécution de la convention.

En première approche, il est prévu des clauses de réexamen portant sur :

- La prolongation d'un an de la durée de la convention
- L'évolution des tarifs dans le cadre de l'harmonisation des tarifs des réseaux de transports gérés par la Métropole non encore définie
- L'évolution du réseau délégué
- L'intégration éventuelle de circuits scolaires
- L'évolution du réseau suite à la mise en œuvre progressive du Réseau Express Métropolitain et l'intégration éventuelle des lignes « Le Car »
- L'évolution de la composition du parc de véhicules, pour permettre l'utilisation de véhicules de type hybride, électrique, fonctionnant au gaz naturel et non affectés au départ dans la délégation ou encore pour répondre à une évolution importante de la fréquentation
- L'exploitation de nouveaux parkings-relais
- La mise en œuvre expérimentale ou pérenne de services connexes et innovants tels que le covoiturage intégré, l'autopartage, des véhicules et vélos en libre-service et des navettes autonomes
- La modification des conditions d'exploitation du pôle d'échange de Vitrolles dans le cadre d'une éventuelle reconfiguration ;
- L'exploitation de la liaison en site propre entre la gare SNCF de Vitrolles – Airbus hélicoptères et l'Aéroport Marseille Provence en mode routier ou par câble.

Ces clauses seront claires, précises et sans équivoque et seront encadrées financièrement pour permettre leur mise en œuvre effective dans un cadre financier préétabli.

Conditions d'exécution du service :

Le délégataire devra prendre toutes les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble des responsabilités dont il a la charge au regard des missions qui lui seront confiées et en produira copie à l'autorité délégante.

L'autorité délégante remettra au délégataire un ensemble de biens meubles et immeubles affectés à la délégation selon un inventaire mis à jour qui sera préalablement communiqué aux candidats puis revu de façon contradictoire avec l'attributaire de la délégation.

Cet inventaire mis à jour annuellement, comportera notamment :

- Le dépôt de Vitrolles ainsi que ses équipements indissociables tels que les équipements lourds de l'atelier de maintenance (ponts élévateurs, station carburant Gazole, station lavage, recyclage, extracteur gaz d'échappement, distributeurs charge rapide GNV et distributeurs et perches équipant les quais pour un rechargement en GNV en charge lente...),
- Le matériel billettique, logiciels et équipements embarqués, terminaux de travail et ordinateur,
- Le SAEIV, logiciels, équipements embarqués et ordinateurs,
- Les sanitaires au terminus des lignes,
- Le parking relais de Salon de Provence et les pôles d'échanges de Salon de Provence et Vitrolles
- Les boutiques mobilité (Marignane, Salon de Provence, Vitrolles).

Le délégataire devra se doter de l'ensemble des autres moyens matériels nécessaires à l'exécution des prestations qui lui sont confiées et notamment du matériel roulant. Il devra en outre assurer le déménagement du dépôt des Estroublans vers le nouveau dépôt situé à l'Anjoly à Vitrolles. Il aura également à sa charge l'aménagement de ce nouveau dépôt.

A l'issue de la construction du dépôt du bassin de mobilité de Salon de Provence, le délégataire prendra aussi à sa charge l'aménagement et assurera le déménagement.

Il devra également faire son affaire du remisage des véhicules, en sus des dépôts mis à sa disposition par l'autorité délégante.

Le délégataire fera son affaire de l'éventuelle reprise du personnel actuellement affecté à l'exploitation des services qui lui sont confiés selon les dispositions légales applicables. Il devra par ailleurs s'engager à affecter à l'exécution des prestations qui lui sont confiées l'ensemble du personnel nécessaire, que ce personnel soit repris du précédent exploitant ou issu de nouveaux recrutements.

Relations avec les usagers :

Les relations entre les usagers et le délégataire seront définies dans le règlement de transport urbain métropolitain.

Il sera contractuellement prévu des dispositifs d'information en direction des usagers.

Société dédiée :

Afin de permettre le contrôle des comptes de la délégation de service public, le délégataire retenu constituera une société dédiée au service public délégué pour l'exécution du contrat d'exploitation.

Rôle de l'autorité délégante :

La Métropole, autorité délégante, en sa qualité d'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable sur son ressort territorial au sens des articles L.1231-1, L.1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports et en application de l'article 18 de la NOTRe décide de confier par voie de concession, le service public de transport urbain sur le périmètre de la Direction de Proximité Centre Nord-Ouest – réseaux Bus de l'Etang et Libebus et étendu aux communes de Carry le Rouet, Sausset les Pins et, Châteauneuf les Martigues à un ou des opérateurs privé(s) après publicité et mise en concurrence conformément à l'ordonnance 2016-65 et au décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 pris pour son application.

La Métropole conservera un droit d'information et de contrôle permanent du service concédé, qui s'exercera notamment au travers du rapport prévu à l'article L.3131-5 du Code de la Commande Publique. Des sanctions (pénalités, résiliation, mise en régie) seront prévues par le contrat pour assurer le respect des obligations du délégataire. Conformément à l'article L.3131-5 du Code de la Commande Publique, le délégataire produira chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services. Le contrat de concession à passer prendra toutes dispositions pour que ce rapport permette en outre d'apprécier les conditions d'exécution du service tant en quantité qu'en qualité.

Dans un souci constant de la continuité du service de transports publics de voyageurs, quelles que soient les circonstances (grèves, manifestations, pics de pollution...) la Métropole dans son rôle d'Autorité Organisatrice veillera à ce qu'une offre de transport soit mise en place le cas échéant aux frais et risques de l'exploitant défaillant.

A l'impératif de continuité du service public s'ajoute celui de son efficacité, de son efficience et de sa qualité.

Ainsi, l'autorité délégante s'est dotée des moyens d'assurer un suivi financier et technique lui permettant de procéder à des contrôles directs, grâce auxquels les deniers publics seront mieux gérés et les besoins des usagers satisfaits de manière plus efficiente.

L'autorité délégante suivra les indicateurs techniques et financiers, via des agents dûment mandatés par ses soins ou par un organisme tiers.

La délégation de l'exploitation du service de transport public permettra également à la Métropole de développer des démarches répondant aux exigences du développement durable notamment sur la dimension environnementale (limitation des émissions de gaz à effet de serre...).

Pour ce faire, la Métropole sensible aux innovations entend apporter sa contribution notamment au travers d'expérimentations que le contrat à passer prévoira d'opérer, comme à titre d'exemple la desserte du 1^{er} ou dernier kilomètre le cas échéant via des véhicules autonomes...

5/ Principales modalités de consultation

La procédure de consultation sera organisée dans le cadre des nouvelles dispositions du code de la commande publique et du Code général des collectivités territoriales.

La procédure retenue sera une procédure ouverte, impliquant que les candidats déposent en même temps leur candidature et leur offre.

Cette consultation fera l'objet de l'insertion d'un avis d'appel public à la candidature dans les publications suivantes :

- Journal officiel de l'Union européenne (JOUE),
- Bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP),
- Une revue spécialisée dans les services de transport urbains

Les entreprises intéressées seront invitées à retirer un dossier qui comprendra principalement :

- un règlement de candidature.
- un projet de contrat et ses annexes décrivant les caractéristiques quantitatives et qualitatives des prestations ainsi que les exigences de la future délégation ;
- un document programme.

Les données de base de la consultation seront celles définies au projet de contrat et, en particulier, les prestations et conditions de tarification qui y seront spécifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 086-377/19/CT

■ Approbation de la gamme tarifaire métropolitaine des transports en commun

Avis du Conseil de Territoire DAJA 19/17532/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire. A ce titre, il lui incombe de définir les tarifs applicables sur ses réseaux de transports publics.

L'archipel du Frioul est un des joyaux du patrimoine marseillais. Il est important que tous les marseillais et les autres habitants de la Métropole puissent le découvrir, tout en respectant l'équilibre économique de sa desserte et sans encourager exagérément la pression sur cet environnement fragile et protégé. L'archipel accueille en effet chaque année déjà plus de 460 000 visiteurs dont la moitié est métropolitaine.

Dans ce but, il est proposé de créer un tarif réduit d'utilisation du service LeBateau pour les détenteurs d'un abonnement annuel ou d'un pass permanent intégral ou d'un abonnement XL ou M ou de leurs déclinaisons en pass annuel mensualisé. Ce tarif réduit sera applicable sur le billet aller-retour, à hauteur de 8,30€ au lieu de 10,80€ pour une île et 12,50€ au lieu de 16,20€ pour le circuit complet.

Pour compenser la perte de recette pour la Métropole engendrée par cette mesure et préserver l'équilibre économique du service, il est proposé d'augmenter les tarifs du ticket A/R pour une île de 10,80 € à 11,10€ et le tarif combiné de 16,20€ à 16,70 € et d'appliquer cette augmentation à

l'ensemble des tarifs associés, ces tarifs n'ayant pas augmenté depuis 2007 hors augmentation des taxes nationales (TVA, taxe Barnier).

Ces tarifs s'appliqueront au 1^{er} juillet 2019.

Pour l'ensemble de ces raisons, il convient d'approuver la présente gamme tarifaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de proposer un tarif préférentiel pour l'accès à l'archipel du Frioul pour les détenteurs de certains abonnements annuels Métropolitains
- Que les tarifs n'ont pas augmenté depuis 2007

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable du projet de délibération portant sur l'approbation de la gamme tarifaire métropolitaine des transports en commun.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 087-378/19/CT

■ Approbation d'une gamme tarifaire événementielle métropolitaine et de la distribution de titres de transport métropolitains à l'occasion d'opérations de promotion de la mobilité

Information du Conseil de Territoire DAJA 19/17529/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le territoire métropolitain est particulièrement attractif. A ce titre de très nombreuses manifestations culturelles, sportives et professionnelles (congrès) de niveau national sont régulièrement organisées sur le territoire.

La Métropole qui est très engagée dans le développement des mobilités alternatives et qui est, par ailleurs, souvent sollicitée par les organisateurs de ces manifestations, souhaite promouvoir ses offres de mobilité à l'occasion de ces événements.

Néanmoins, la Métropole n'est pas actuellement, en mesure de proposer des solutions de mobilité à l'échelle métropolitaine. En effet, il existe bien sur certains bassins de déplacement des produits tarifaires événementiels mais qui sont disparates et limités aux réseaux locaux hérités du passé.

Il est donc proposé d'approuver une gamme tarifaire métropolitaine événementielle jointe en annexe attractive sur la plan financier offrant, à l'occasion de ces événements, aux métropolitains et aux visiteurs la possibilité de découvrir l'ensemble du territoire en utilisant des solutions de mobilité alternatives multimodales.

Cette gamme tarifaire pourra être commercialisée pour répondre à des événements ou des opérations portés par la Métropole ou auxquels elle est associée en qualité de partenaire. Par ailleurs, Cette gamme sera systématiquement proposée aux organisateurs de congrès sur le territoire métropolitain.

Il convient de préciser que des offres tarifaires spécifiques pourront faire l'objet de délibérations particulières lorsque la Métropole accueille des événements majeurs de niveau international.

Par ailleurs, dans le cadre de la manifestation Marseille Provence Gastronomie 2019 la Métropole souhaite distribuer gratuitement à l'entrée de quelques stations de métro de Marseille des titres de transport le 28 juin prochain à partir de 15h qui seront utilisables jusqu'à la fin de la journée d'exploitation. Le coût de cette opération supporté par la Métropole s'élèvera à 18 000€ (13 000€ pour l'acquisition des titres et 5 000€ pour l'encodage des tickets pris en charge par la RTM).

Enfin, afin de promouvoir l'usage des transports publics sur le périmètre de la Métropole, dans le cadre de sa stratégie de conquête clientèle, cette dernière se donne la possibilité à l'occasion d'actions de marketing promotionnel et de communication, menées à l'initiative des services de la Métropole, de distribuer à titre gratuit des pass INTEGRAL

découverte dans la limite de 3500 forfaits par an soit 2000 pass 24h et 1500 pass hebdomadaires. Ces Pass permettent de découvrir l'ensemble des services de mobilité organisés par la Métropole sur son territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le territoire métropolitain est particulièrement attractif ;
- Qu'à ce titre de très nombreuses manifestations culturelles, sportives et professionnelles (congrès) de niveau national et international sont régulièrement organisées sur le territoire ;
- Que la Métropole qui est très engagée dans le développement des mobilités alternatives et qui est, par ailleurs, souvent sollicitée par les organisateurs de ces manifestations

souhaite promouvoir ses offres de mobilité à l'occasion de ces événements ;

- Que la Métropole n'est pas actuellement, en mesure de proposer des solutions de mobilité à l'échelle de métropolitaine ;
- Que pour répondre à ces besoins, il est proposé d'approuver une gamme tarifaire attractive offrant, à l'occasion de ces événements, aux métropolitains et aux visiteurs la possibilité de découvrir l'ensemble du territoire en utilisant des solutions de mobilité alternatives multimodales ;
- Qu'également la Métropole souhaite à l'occasion d'opérations de marketing promotionnel et de communication faire découvrir l'offre de mobilité métropolitaine.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'une gamme tarifaire événementielle métropolitaine et de la distribution de titres de transport métropolitains à l'occasion d'opérations de promotion de la mobilité.

PROX 088-379/19/CT

■ Approbation du Plan vélo métropolitain 2019-2024

Avis du Conseil de Territoire DAJA 19/17530/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'organisation de la mobilité au sens de l'article L.1231-1 du Code des Transports, doit concourir au développement des modes de déplacement terrestre non motorisés.

Actuellement 39% des déplacements du quotidien de moins de 3 kilomètres - soit 15 minutes en vélo classique et 7 minutes en vélo à assistance électrique - sont actuellement en voiture. La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite inverser la tendance en donnant toute sa place au vélo sur son territoire.

Bénéfique pour la santé individuelle et collective, outil d'attractivité et de qualité de vie, le développement du

vélo méritait un plan d'action ambitieux et coordonné entre la Métropole et le Département.

Outil de programmation et feuille de route de la politique métropolitaine sur les cinq années à venir, le plan vélo territorial traduit l'ambition de la Métropole et du Département : doubler la part du vélo dans les modes de déplacements du quotidien et renforcer l'attractivité cyclo-touristique du territoire.

Dotée d'atouts climatiques certains, d'un patrimoine d'exception et confrontée à des problématiques de pollution de l'air et de congestion urbaine, la Métropole Aix-Marseille-Provence réunit atouts et enjeux pour développer l'usage du vélo sur son territoire.

En partenariat avec le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence se propose de consacrer un budget de 60 millions d'euros au sein de ce plan vélo 2019-2024. Premier document cadre consacré au vélo par la Métropole, ce plan est composé des 3 axes suivants :

- Développer l'usage de vélo dans les trajets du quotidien ;
- Favoriser l'accès au vélo au plus grand nombre ;
- Renforcer l'attractivité du territoire et promouvoir l'usage du vélo.

Dans la continuité de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine et du schéma vélo du Département, ce plan décline 15 actions à mener :

- Développer l'usage du vélo pour les trajets du quotidien avec la création d'un réseau Vélo+ dotée d'aménagement cyclable sécurisé en connexion avec les principaux pôles d'attractivité.
- Renforcer les réseaux cyclables de maillage en créant de nouveaux aménagements mais aussi en améliorant l'existant et en traitant les points noirs et discontinuités.
- Déployer une nouvelle offre de stationnement vélo avec plus de 3600 places au sein des pôles d'échanges dont 60% en abris sécurisés.
- Créer des agences du vélo afin de promouvoir l'ensemble des services vélos.
- Développer l'intermodalité avec les transports en commun avec du stationnement à chaque station de transport et l'autorisation de transporter des vélos pliants et trottinettes au sein du réseau de transport métropolitain.
- Favoriser l'accès au vélo au plus grand nombre avec un dispositif d'aide à l'acquisition de vélo à assistance électrique de 25% du prix d'achat plafonné à 400€.
- Permettre l'essai par la mise en place d'un service de vélo en location moyenne et longue durée.
- Proposer une nouvelle offre de vélo en libre-service sur Marseille en intégrant les nouvelles

technologies disponibles et étudier l'opportunité de proposer une offre dédiée à l'intermodalité pour les villes moyennes.

- Soutenir les déplacements doux dès le plus jeune âge avec des actions en direction des écoles et des établissements d'enseignement autour de sécurité routière.
- Lutter contre le vol de vélo en développant un plan d'action partenarial dissuasif.
- Renforcer l'attractivité cyclo touristique du territoire en se dotant d'un schéma dédié au cyclotourisme et en soutenant la réalisation des véloroutes et voies vertes.
- Sensibiliser l'ensemble des usagers de l'espace public et encadrer les nouveaux services.
- Promouvoir l'usage du vélo en l'intégrant dans le nouvel outil de navigation transport et en proposant une fonction de GPS dédié.
- Harmoniser les pratiques d'aménagement en dotant la Métropole d'un référentiel technique à destination des différents maîtres d'œuvre.
- Soutenir le tissu associatif et les actions menées pour améliorer la visibilité du vélo notamment la fête du vélo.

Aujourd'hui, plus de 60% des métropolitains considèrent le vélo comme un mode de déplacement d'avenir.

Ce plan donne donc les moyens et la feuille de route afin de faire du vélo et des nouvelles mobilités une solution de déplacement sûre et efficace pour tous les métropolitains : capable de contribuer de façon significative à la diminution de l'usage de la voiture individuelle sur tout le territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'organisation de la mobilité au sens de l'article L.1231-1 du Code des Transports, doit concourir au développement des modes de déplacement terrestre non motorisés ;
- Qu'il convient d'approuver le Plan vélo métropolitain 2019-2024 ;
- Que ce plan vise à promouvoir l'usage du vélo sur les déplacements du quotidien ;
- Que ce budget pour la mise en place de ce plan est estimé à 60 millions d'euros pour la Métropole.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation du Plan vélo métropolitain 2019-2024.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 089-380/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Réalisation du réseau de lignes vélos sécurisées

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/17536/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'organisation de la mobilité au sens de

l'article L.1231-1 du Code des Transports, doit concourir au développement des modes de déplacement terrestre non motorisés.

Actuellement, 39% des déplacements du quotidien de moins de 3 kilomètres - soit 15 minutes en vélo classique et 7 minutes en vélo à assistance électrique - se font actuellement en voiture. La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite inverser la tendance en donnant toute sa place au vélo sur son territoire.

Bénéfique pour la santé individuelle et collective, outil d'attractivité et de qualité de vie, le développement du vélo méritait un plan d'action ambitieux et coordonné entre la Métropole et le Département.

Aussi, par délibération de ce jour, la Métropole a approuvé le Plan vélo métropolitain 2019-2024.

Outil de programmation et feuille de route de la politique métropolitaine sur les cinq années à venir, le plan vélo territorial traduit l'ambition de la Métropole et du Département : doubler la part du vélo dans les modes de déplacements du quotidien et renforcer l'attractivité cyclo-touristique du territoire.

Dans le cadre du plan vélo de la Métropole et du Département des Bouches-du-Rhône, il a ainsi été identifié comme action majeure la réalisation d'un réseau de lignes vélos sécurisées, à l'échelle du

territoire métropolitain. Ce réseau comprend 14 lignes soit 220 km d'aménagement à l'horizon 2030. Ce réseau peut aussi comporter la réalisation d'ouvrage d'art et la reprise d'aménagements cyclables existants. Selon les sections concernées, la réalisation de ce réseau imposera également une requalification plus large que le seul aménagement cyclable au vu des enjeux urbains et de l'impact de l'aménagement proposé

A ce jour, la Métropole est pleinement compétente sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence.

A ce titre, une opération d'investissement 2019103100, « Réalisation du réseau de lignes vélos sécurisées », de 36 000 000 euros toute taxe comprise inscrite au budget enregistrée dans l'autorisation de programme 191180BP du programme 18 environnement et cadre de vie de la Métropole doit être affectée.

Il est précisé que les financeurs suivants vont être sollicités, selon des estimatifs de subventions établis au vu des plafonds de financement de chacun de ces financeurs.

Financeurs	Plafond de financement (%)	de (en) Montant de subvention
Région (V65 - voie verte)	30	7 560 000
Département 2020	70	1 680 000
Etat	50	3 000 000
Total		12 240 000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 090-381/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association La Maison de l'Emploi de Marseille pour 2019 - Approbation d'une convention

Information du Conseil de Territoire DAJA 19/17531/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives.

Les questions d'accès à l'emploi en transports en commun, les services de Conseil en Mobilité spécifiques que requièrent les publics en recherche d'emploi ou en démarche d'insertion, ainsi que les préoccupations des employeurs quant à l'attractivité des bassins dans lesquels ils pourvoient de l'emploi, constituent des enjeux stratégiques de la mobilité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser la promotion de toutes les mobilités vers l'emploi, ainsi que le conseil et l'accompagnement nécessaires aux publics en recherche ou en insertion, par la mise en place d'un soutien financier.

L'association La Maison de l'Emploi (MDE) créée en 2006, a pour objectif l'accompagnement vers l'emploi et l'insertion professionnelle. Dans le cadre de ses objectifs, elle porte depuis 2010 un ensemble d'actions tournées vers la mobilité durable, visant à promouvoir les mobilités à destination d'un public en recherche d'emploi ou d'insertion professionnelle, en se rapprochant des employeurs potentiels notamment par

des démarches spécifiques à des filières ouvertes aux actions d'insertion de la MDE.

L'association assure la promotion, l'accompagnement et l'incitation à l'usage de toutes les mobilités adaptées à son public, en pratiquant également un travail de cohésion entre différents acteurs et leurs services en matière de mobilité inclusive.

Conscients de l'intérêt d'aborder ces questions de manière globale et multi partenariale, les actions de l'association soutenues au titre de la compétence Mobilité et Transports par la Métropole Aix-Marseille-Provence se répartissent et définissent comme suit :

- Mobilité et intelligence collective (*ou Action 1*)
Animation d'événements répondant aux enjeux de sensibilisation à l'offre de services de mobilités alternatives, valorisation des actions favorisant les solutions de mobilité durable des partenaires et associations, fédération des acteurs et opérateurs de mobilité de la Métropole autour de réflexions thématiques.
- Petits déjeuners mobilité (*ou Action 2*)
Impulser des actions de mobilité durable favorisant l'insertion sociale et professionnelle, à partir d'un temps d'échange thématique permettant la consultation des acteurs et la livraison de travaux thématiques auprès d'entreprises, de services de l'emploi, de formation et insertion.
- Trophée Entreprises (*ou Action 3*)
Impulser des initiatives dans le domaine de la mobilité au sein des entreprises en fédérant des salariés autour d'un événement commun.
- Accompagnement « mobilité » à la politique de recrutement (*ou Action 4*)
Visant à accompagner des recruteurs dans la prise en compte et l'intégration des problématiques liées à la mobilité des futurs salariés, publics en recherche d'emploi ou en insertion professionnelle, dans leurs plans de recrutement.
- Accompagnement à la mobilité des habitants de St Mauront/Parc Bellevue (*ou Action 5*) et des habitants de La Castellane/La Bricarde (*ou Action 6*)
Favoriser la mobilité alternative des QPV (quartiers politique de la ville) en accompagnant les populations fragiles par la recherche de solutions de mobilité et la sensibilisation à la mobilité durable, accompagner les projets de territoire sur la thématique de la mobilité, optimiser les aides de droit commun en garantissant une sortie de dispositif rapide et des solutions pérennes de mobilité liées à l'insertion et à l'emploi.
- Centrale de mobilité dédiée aux publics en insertion et aux salariés précaires (*ou Action 7*)
Valoriser les solutions de mobilité durable et mieux orienter les publics spécifiques de la

Maison de l'Emploi par la mise à disposition d'un espace d'échanges, de formation et de dispositifs de levée des freins à la mobilité dans le cadre de parcours d'insertion de salariés précaires.

En cohérence avec la politique de soutien aux associations chargées du développement des mobilités durables, afin de consolider et poursuivre le déploiement du plan d'actions en faveur de l'accès à l'emploi et d'une meilleure mobilité pour l'insertion professionnelle, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter une aide de 100 000 euros à l'association sous la forme d'une subvention par le biais d'une convention annuelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention à l'association La Maison de l'Emploi de Marseille pour 2019 - Approbation d'une convention.

PROX 091-382/19/CT

**■ Budget annexe Eau du territoire de Marseille - Approbation de la mise à disposition de l'actif des communes de Gemenos et Plan de Cuques à la Régie des Eaux et Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban
DBP 19/17433/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce au 1^{er} janvier 2018, les compétences obligatoires attribuées à toutes les métropoles dont celle relative à la gestion des services « Assainissement et Eau ».

A cet effet, par délibération N°DEA 049-3357/17/CM, une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial dénommée « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban » a été créée.

La délibération N° DEA 016-4691/18/CM a étendu le périmètre de la régie aux communes de Plan-de-Cuques et de Gémenos partie villageoise au 1^{er} janvier 2019.

Dès lors, afin de procéder à la mise à disposition comptable de l'actif de la compétence Eau des communes de Gémenos et Plan-de-Cuques, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2018, les montants à transférer tels que décrits en Annexe 1.

Compte-tenu de ces différents éléments, il est proposé de mettre à disposition l'actif de la compétence « Eau » des communes de Gémenos et Plan-de-Cuques à la Régie des Eaux et Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban.

Ces opérations de mise à disposition d'actif hors emprunts sont retracées dans le tableau en Annexe 1 :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° DEA 049-3357/17/CM du 14 décembre 2017 portant création d'une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier du Garlaban ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° DEA 016-4691/18/CM du 28 juin 2018 portant extension du périmètre de la régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée Régie des Eaux et de l'Assainissement du bassin minier et du Garlaban

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de procéder à la mise à disposition de l'actif de la compétence Eau des communes de Gémenos et Plan-de-Cuques, afférent à l'exercice des compétences susvisées ;

DELIBERE

Article unique

Est approuvée la mise à disposition de l'actif de la compétence « Eau » listée à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 7 086 971.11euros et une valeur nette comptable globale de 13 085 642.46 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 092-383/19/CT

■ Budget annexe Assainissement du territoire de Marseille - Approbation de la mise à disposition de l'actif des communes de Gémenos et Plan de Cuques à la Régie des Eaux et Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban

Avis du Conseil de Territoire DBP 19/17434/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce au 1^{er} janvier 2018, les compétences obligatoires attribuées à toutes les métropoles dont celle relative à la gestion des services « Assainissement et Eau ».

A cet effet, par délibération N°DEA 049-3357/17/CM, une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial dénommée « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban » a été créée.

La délibération N° DEA 016-4691/18/CM a étendu le périmètre de la régie aux communes de Plan-de-Cuques et de Gémenos partie villageoise au 1^{er} janvier 2019.

Dès lors, afin de procéder à la mise à disposition comptable de l'actif de la compétence Assainissement des communes de Gémenos et Plan-de-Cuques, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2018, les montants à transférer tels que décrits en Annexe 1.

Compte-tenu de ces différents éléments, il est proposé de mettre à disposition l'actif de la compétence « Assainissement » des communes de Gémenos et Plan-de-Cuques à la Régie des Eaux et Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban.

Ces opérations de mise à disposition d'actif hors emprunts sont retracées dans le tableau en Annexe 1 :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° DEA 049-3357/17/CM du 14 décembre 2017 portant création d'une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier du Garlaban ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° DEA 016-4691/18/CM du 28 juin 2018 portant extension du périmètre de la régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée Régie des Eaux et de l'Assainissement du bassin minier et du Garlaban.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de procéder à la mise à disposition de l'actif de la compétence Assainissement des communes de Gémenos

et Plan-de-Cuques, afférent à l'exercice des compétences susvisées ;

DELIBERE

Article unique :

Est approuvée la mise à disposition de l'actif de la compétence « Assainissement » listée à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 5 791 922.26 euros et une valeur nette comptable globale de 3 186 787.92 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 093-384/19/CT

■ Clôture d'opérations d'investissement DBP 19/17435/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La gestion en autorisation de programme et crédits de paiement (AP/CP) des dépenses d'investissement a été mise en œuvre dès la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence et reprise comme modèle de gestion dans le règlement financier. Il convient de prendre une délibération qui permet d'actualiser le plan pluriannuel d'investissement (PPI) en conformité avec l'avancement des différentes opérations d'investissement.

Cette actualisation du PPI permet de rationaliser l'encours des investissements et d'afficher, au plus juste dans la gestion, le reste à exécuter des opérations que la Métropole Aix-Marseille-Provence devra financer dans les prochains exercices.

Ce rapport a pour objet d'acter la clôture des opérations d'investissement terminées (à hauteur des dépenses effectivement constatées, sachant qu'aucune autre dépense ne sera réalisée) et de sortir de la programmation les projets qui ne se réaliseront pas ou qui font doublon avec une autre opération.

Les opérations d'investissement concernées sont décrites en annexe. Le document est présenté par budget.

Au total, tous budgets confondus, il convient de régulariser :

- **459** opérations. Elles représentent un montant total d'Autorisations de Programme affectées initialement de 1 890 007 892.08 euros, dont un montant total de mandaté sur crédits de paiement de

1°767°088°557.33 euros. Le reliquat d'Autorisations de Programme s'élève à -122 919 334.75 euros et il convient de procéder à l'annulation de celui-ci.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de procéder à la mise à jour de la programmation des investissements ;
- Qu'il convient de clôturer les opérations terminées et d'annuler celles n'ayant pas connu de début d'exécution ;

DELIBERE

Article unique :

Est approuvée la clôture des opérations d'investissement figurant en annexe 1. Sont annulés

les montants résiduels des opérations d'investissement concernées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 094-385/19/CT

■ Approbation d'un accord avant dire droit relatif aux travaux de réparation des désordres d'étanchéité identifiés par expertise judiciaire

**Avis du Conseil de Territoire
DMET 19/17538/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté urbaine MPM, aujourd'hui Métropole AMP, a lancé le projet de prolongement de la ligne 2 du métro de Marseille de Bougainville vers le boulevard capitaine Gèze et la création d'un pôle d'échanges multimodal (PEM) à proximité.

Un marché de maîtrise d'œuvre a été conclu par la Métropole AMP avec un groupement de maîtrise d'œuvre conjoint composé des sociétés ARTELIA VT / SYSTRA / ARTELIA BI / CARTA & Associés / STOA ARCHITECTURE / ATELIER BARANI. Le mandataire, la société ARTELIA Ville et Transport, est solidaire des entreprises groupées conjointes pour l'exécution du marché.

Un marché comprenant une mission de contrôle technique et d'OQA a été notifié au groupement solidaire APAVE (mandataire) / CERTIFER. La mission Coordination Sécurité Protection de Santé a été confiée à la société Présents.

Le principal marché de travaux ayant pour objet la réalisation du gros œuvre et fondations, Etanchéités et revêtements du pôle bus, aménagements extérieurs, assainissements, charpentes métalliques, serrurerie, aménagements intérieurs et façades, peinture et signalétique (ci-après, le « marché BAT 1 ») a été confié au groupement solidaire Travaux du Midi (mandataire) / GTM Sud. Les travaux d'étanchéité sur diverses zones du pôle d'échanges ont été sous-traités à la société Etandex.

Les travaux relatifs au gros œuvre et second œuvre se sont terminés fin 2015. Le 9 février 2016, le Maître d'ouvrage a prononcé la réception dudit marché avec réserves avec effet au 31 décembre 2015. Ces réserves ont été levées par décision du 19 mai 2017.

Courant 2016, le maître d'œuvre a identifié des infiltrations d'eau dans le PEM. Les Parties ne parvenant pas à s'accorder sur les causes précises de ces infiltrations, la Métropole a sollicité auprès du Tribunal administratif de Marseille la désignation d'un

expert judiciaire. Par ordonnance de référé du 8 novembre 2018, Monsieur REIX a été désigné à cet effet.

Les réunions, constats et investigations de l'expert se sont déroulés entre le 14 décembre 2018 et le 18 mars 2019. Dans sa note de synthèse du 16 mai 2019, l'expert a caractérisé les désordres identifiés et donné un avis sur les imputabilités techniques.

La Métropole AMP a demandé à ARTELIA de l'accompagner pour la définition et le chiffrage des travaux réparatoires des désordres identifiés par l'expert. L'expert a par ailleurs confirmé que ses constats étaient terminés et, par suite, que les travaux réparatoires pouvaient être engagés.

C'est en cet état de fait (absence de souscription d'assurance dommage-ouvrage) et de procédure que les Parties ont décidé de se rapprocher pour organiser, dans le cadre du présent accord avant-dire droit, les modalités de réalisation et de préfinancement des travaux de réparation selon les modalités techniques convenues. Cet accord a notamment pour objectif la réparation immédiate des désordres sur l'ouvrage et de permettre la mise en service du PEM.

Il permettra d'éviter des surcoûts d'exploitation et autres préjudices qu'engendrerait un retard de traitement, l'objectif étant de réceptionner les travaux au plus tard le 31 août 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil, article 1134 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux de réparation des désordres d'étanchéité constatés sur le PEM et ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire doivent être menés sans délai ;
- Que la procédure d'accord avant dire droit est apparue comme étant la plus adaptée pour procéder rapidement au traitement des désordres ;
- Que les premières conclusions de l'expert désigné ont permis de caractériser les désordres identifiés et leurs imputabilités techniques.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du bureau de la Métropole, relatif à l'approbation d'un accord avant dire droit relatif aux travaux de réparation des désordres d'étanchéité identifiés par expertise judiciaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Vie Economique"

VECO 001-386/19/CT

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association d'entreprises Cap Au Nord Entreprendre

Avis du Conseil de Territoire
DPEATSV 19/17370/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En cohérence avec l'agenda du développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence affirme sa volonté de faciliter le développement des entreprises et de leur permettre une relation simplifiée, fluide et efficace avec les services métropolitains pour améliorer leur cadre de travail et celui de leurs salariés, une stratégie de soutien métropolitain aux Associations de zones d'activité (dont Cap Au Nord Entreprendre) est mise en place pour l'année 2019.

De plus, la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de la mise en œuvre des orientations stratégiques de ses politiques d'inclusion auprès de publics en situation d'exclusion professionnelle, accompagne des projets qui facilitent le recrutement et la promotion de profils de personnes en difficulté. En effet, la mise en adéquation entre la demande d'emploi et les entreprises sur les territoires est un objectif que la Métropole se doit de mettre en œuvre pour favoriser l'employabilité des personnes qui en sont éloignées.

Enfin, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives, à travers la mise en œuvre de son Agenda de la mobilité métropolitaine. Autorité organisatrice de la Mobilité, la Métropole agit et coordonne les actions ses partenaires, au premier rang desquels figurent les acteurs économiques. Les Plans de déplacements inter-entreprises sont par exemple un des moyens de développer les actions en faveur des alternatives à la voiture individuelle (transports en commun, vélo, marche à pied, covoiturage...)

Dans ce cadre la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité favoriser par la mise en place d'un soutien financier le regroupement des entreprises qui s'associent pour réaliser un PDIE (Plan de Déplacement Inter-entreprises). Ce soutien permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de « conseil en mobilité » en favorisant les actions qui développent ou promeuvent les mobilités durables.

Présentation générale de l'association

L'association Cap Au Nord Entreprendre (CANE), créée en 2009 et issue de la fusion entre les deux associations fondatrices « Arnavant » et EZF (Entreprendre en Zone Franche), est l'association d'entreprises de Marseille Nord. Elle fédère aujourd'hui 300 entreprises sur le territoire, qu'il s'agisse de TPE, de Start up, d'ETI, de PME ou de grands comptes comme Haribo ou Pernod Ricard. Elle a pour missions :

- le renforcement et le développement des réseaux d'entreprises existants sur le territoire économique Marseille Nord, soit les 13^e, 14^e, 15^e et 16^e arrondissements
- la promotion de l'activité économique dans les quartiers Nord de Marseille : actions et services auprès des entreprises (et acteurs du territoire) ; aider au développement, et à la mise en place de projets, favoriser la création d'emplois
 - de faciliter la mise en lien entre entreprises, institutions et organisations
 - l'influence et le Lobbying : être force de propositions auprès des grands décideurs économiques, et, pro-actif dans les besoins du territoire.
 - La création de groupe de travail sur des thématiques spécifiques : RSE, transport et mobilité des salariés, emploi et RH, culture et patrimoine du territoire
 - Enfin, plus généralement réaliser toute opération ou étude concourant à l'exécution des missions définies ci-dessus

Les liens avec la Métropole Aix-Marseille Provence

De 2010 à 2013, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (dans le cadre de sa politique de Développement Economique) avait accompagné la démarche de fusion des deux associations historiques vers une seule association Cap Au Nord Entreprendre, par le biais notamment de subventions (20 000 euros en 2013 et 20 000 euros en 2014).

Depuis 2015, l'association est financée tant au titre de compétence Mobilité sur une action spécifique intitulée « Nord We Go », que de la compétence Politique de la Ville sur une action liée à l'emploi. En 2017, la réalisation d'une étude avait été financée permettant de connaître les besoins des entreprises envers une association de Zone d'Activités.

Aujourd'hui, l'enjeu de la Métropole en terme de Développement Economique est de renforcer la mise en réseau des entreprises sur les arrondissements du Nord de Marseille au travers de Cap Au Nord Entreprendre, seule association d'entreprises du territoire Nord de Marseille. L'ambition de

l'association est de favoriser la création d'emplois sur son territoire ; promouvoir l'activité économique dans les quartiers du nord de Marseille et favoriser l'intégration des entreprises au cœur de ces quartiers.

Budget 2019 de l'association Cap au Nord Entreprendre

DEPENSES		RECETTES	
achats	14 500€	Vente de produits finis	17 575€
Services extérieurs	40 500€	Subventions :	
		ADEMA-CEM	39 000 €
		Conseil Régional	15 000€
		Conseil Départemental	47 000€
		AMP	100 000€
		VDM	10 000€
		Pol Ville	30 000€
Autres services extérieurs	90 460€	Autres produits de gestion courante	78 500€
Impôts et taxes	3 500€		
Charges de personnel	188 115€		
TOTAL DEPENSES	337 075€	TOTAL RECETTES	337 075€

Le Budget prévisionnel global de l'association est de 337 075 euros, dont 241 000 euros de subventions publiques. Une subvention de 100 000 euros qui concerne plusieurs compétences (Mobilité, Propreté/Cadre de vie, Emploi, Développement Economique) est demandée à la Métropole, soit 30% du budget global de l'association. Cette demande porte sur les actions suivantes :

- Action 1 : Mobilité Nord We Go (30 000 euros)
- Action 2 : Développement Economique - Amélioration du cadre de vie / Tous Responsables (40 000 euros)
- Action 3 : Développement Economique - Implantation, mutualisation pour un foncier plus accessible (20 000 euros)
- Action 4 : Emploi - Renforcer les liens entre entreprises d'insertion et entreprises du territoire pour favoriser l'emploi local (10 000 euros).

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention globale de fonctionnement à l'association Cap Au Nord Entreprendre de 60 000 euros pour l'exercice 2019, qui se répartit ainsi :

- Une subvention de fonctionnement spécifique de 30 000 euros afin de contribuer à la réalisation de l'action « Nord We Go » pour la mise en œuvre d'un plan de déplacements inter-entreprises, dans le cadre de la compétence Mobilité.
- Une subvention de fonctionnement spécifique de 10 000 euros afin de contribuer à la réalisation de l'action « Rencontres-nous » dans le cadre de la compétence Emploi et Insertion.
- une subvention de fonctionnement spécifique de 20 000 euros sur le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence dans le cadre

des actions menées au titre de la thématique Développement Economique.

Il est proposé au Conseil de Territoire de Marseille Provence d'émettre un avis sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole concernant une subvention de fonctionnement de 60 000€ à l'association Cap Au Nord Entreprendre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant

délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui privilégie les économies productives et de la connaissance ;
- l'enjeu majeur, en termes de développement économique et d'emplois, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir les associations d'entreprises de son territoire ;
- l'intérêt de soutenir la création et le développement des entreprises situées sur le territoire de Marseille Provence, en leur proposant des services adaptés.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au fonctionnement de l'association Cap Au Nord Entreprendre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 002-387/19/CT

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association d'entreprises Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée pour 2019

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 19/17374/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En cohérence avec la stratégie de requalification et d'extension des fonciers économiques, la Métropole a entrepris une politique de soutien aux associations de zones d'activités visant à accompagner ces acteurs indispensables à l'animation de l'écosystème économique du territoire de Marseille Provence.

I - Présentation de l'association Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée :

L'association de loi 1901, créée en 2009, les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée dit « LEHV » est un réseau d'entrepreneurs ayant pour objet de représenter et fédérer les entreprises des zones d'activité du Sud et de l'Est marseillais.

Premier relai d'information et de mise en relation sur ce vaste territoire économique, LEHV apporte des solutions concrètes aux problématiques des décideurs et chefs d'entreprise.

Nb : Le territoire Est constitue un périmètre d'intervention vaste et hétérogène. Il concentre plus de 4000 entreprises avec au moins un salarié soit 28% des emplois de la Ville de Marseille.

II - Chiffres Clés 2018 :

- 137 adhérents (100 en 2017) directs représentant 300 entreprises
- 15 membres du CA
- 3 commissions composées de dirigeants d'entreprises
- 2 permanents (1 supplémentaire)

III - Missions :

L'association a pour but :

- d'accueillir, informer, coordonner et mettre en réseau ses entreprises adhérentes,
- de promouvoir l'image des zones d'activités et des entreprises occupantes,
- de représenter les intérêts des entreprises des ZA auprès des collectivités, administrations, services publics et autres interlocuteurs représentatifs de la vie économique,
- de contribuer à mener à bien des actions visant à améliorer le développement économique des entreprises et le cadre de vie des salariés (emploi, services aux salariés...)
- de réaliser ou faire réaliser toute opération ou étude concourant à l'exécution des missions définies ci-dessus.

Ces objectifs se traduisent dans les faits par un ambitieux programme d'animation qui se concentre sur 4 axes principaux : la mobilité, l'emploi, le marketing territorial et la recherche de synergies interentreprises.

IV- Résultats 2018 :

Actions en faveur du réseau inter-entreprises

L'audit réalisé durant l'année pour cibler les besoins des entreprises, a permis de mettre en place les événements suivants :

- Petits déjeuners
- After-work
- Déjeuner Instant Formation & Recrutement

- Bizness Snackin' (co-construites avec l'association de zones d'activités Pôle Alpha d'Aubagne)

Création d'une nouvelle commission :

Dans une volonté d'ouverture sur son territoire, LEHV s'est investie particulièrement sur la zone de La Capelette à travers « la Commission Capelette ». L'association a ainsi initié une vraie synergie en fédérant les entreprises présentes pour partager des enjeux communs.

Développement Durable :

LEHV porte le projet d'écologie territoriale, METSIE, qui repose sur une logique d'économie circulaire et de mutualisation, dans laquelle les équipements, compétences ou services peuvent être partagés, revalorisés, voire utilisés en boucle par les entreprises du territoire.

Actions en faveur de la mobilité

Un Plan de déplacement Inter-Entreprises PDIE est en cours de réalisation pour le territoire Est.

A cet effet, en 2018, la DGA Mobilité a accordé une subvention de 20 000 € (délibérée le 18/05/2018). L'association a obtenu le 2^e prix « Solu-mob » appel à projets lancé par la Métropole.

Cette subvention de 94 750 € va contribuer à :

- La création d'une plateforme de co-voiturage
- La mise en place de navettes desservant les entreprises du territoire
- La création d'événements incitant les salariés à ne pas utiliser leurs voitures ou encore la mise à disposition de modes de transports alternatifs à la voiture (comme le vélo).

Actions en faveur de l'emploi

Concernant la thématique de l'emploi, l'association a participé activement aux forums de l'emploi organisés par la Mairie du 9/10 et la Mairie du 11/12. Ainsi qu'au forum emploi Vallée de l'Huveaune, rendez-vous incontournable du territoire (61 entreprises, 800 offres et 1100 demandeurs d'emplois).

Cette année encore le dispositif Master Class a permis le recrutement ciblé dans la filière industrie de 11 personnes sur 12 candidats. Les industriels de la zone (Heineken, Arkema ...) se sont coordonnés et mobilisés pour répondre aux besoins de ce secteur.

L'ensemble de ces actions ont contribué à augmenter de + 37% leur nombre d'adhérents en 2018.

V- Programme d'actions 2019 :

L'association LEHV a recruté un deuxième permanent par l'intermédiaire du dispositif Ardan, afin de renforcer l'animation et la promotion du réseau.

Le programme d'animations impulsé par la nouvelle équipe aura pour vertu de dynamiser le territoire en multipliant :

- les rencontres entre les entreprises
- d'impliquer leurs adhérents
- d'attirer de nouvelles entreprises (objectifs : +40 adhésions supplémentaires pour 2019).

Au total 50 événements sont programmés sur 2019 :

- 10 Déjeuners business mensuels pour développer les réseaux.
- 2 Grands rendez-vous : L'Assemblée Générale annuelle et Les Vœux sont les deux événements incontournables des acteurs économiques.
- 25 rencontres thématiques : groupes de travail par filière d'activité, « Commission Industrie », « Commission Commerce » « Commission Santé » et « Commission Capelette ».
- 10 After-Work et Petit-Déj'.
- 2 événements interzone « Job Boost » et « Business Buzz » facilitent la mise en relation des réseaux d'entreprises de l'Est Métropolitain (T2R).
- 1 événement VIP, le « Club Partenaires » un événement haut de gamme, réunissant les représentants des plus grandes entreprises du territoire.
- 1 événement sportif : course pédestre la Nocturne « Lions Club Marseille Doyen ».

Actions en faveur de l'emploi

Outre son implication aux forums de l'emploi organisés par la Mairie du 9/10, la Mairie du 11/12 et au forum « Vallée de l'Huveaune », l'association souhaite mettre en place un dispositif qui permettrait de déposer des CV sur leur site internet. Le but est de simplifier le recrutement des entreprises adhérentes et de dynamiser l'emploi sur le territoire.

Marketing territorial

L'association envisage de se doter :

- d'un nouveau site internet (www.lehv.fr)
- d'une revue économique (biannuelle) : visibilité sur les projets de l'association, découvrir/s'inscrire aux événements et de promouvoir les adhérents et partenaires

Actions en faveur de la mobilité

Déploiement du plan de déplacement inter-entreprises de la Vallée de l'Huveaune.

VI - Budget prévisionnel 2019 :

Le budget prévisionnel 2019 de 86 000 euros est en hausse de 5% par rapport à l'exercice 2018.

Il est proposé au Conseil de Territoire de Marseille Provence d'émettre un avis sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole concernant une subvention à hauteur de 20.000 euros pour le

Développement Economique et 10.000 euros pour la Mobilité à l'association Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui privilégie les économies productives et de la

connaissance, le soutien aux associations d'entreprises du territoire représente un enjeu majeur pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emplois ;

- l'enjeu majeur, en termes de développement économique et d'emplois, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir les entreprises de son territoire ;
- l'intérêt de soutenir la création et le développement des entreprises situées sur le périmètre du territoire Marseille-Provence, secteur de l'Huveaune-vallée, en leur proposant des services adaptés.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au fonctionnement de l'association Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 003-388/19/CT

■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'animation de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 19/17404/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Le tissu économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence est essentiellement composé de TPE et de PME. Par ailleurs, les taux de créations et de reprises d'entreprises sont parmi les plus élevés de France, tout comme le taux de disparition. Des causes ont été identifiées à ces défaillances telles que la sous-capitalisation, l'isolement, le manque de conseils, d'accompagnement, ou de formation ou encore la mauvaise évaluation des risques et des délais.

L'ADIE propose donc un accompagnement technique et financier aux porteurs d'un projet d'emploi, indépendant ou salarié n'ayant pas accès au crédit bancaire pour pouvoir le réaliser (notamment les demandeurs d'emploi et les allocataires des minimas sociaux).

La mission de l'ADIE est donc d'offrir la possibilité à un public en situation de précarité sociale et financière de créer ou de développer une entreprise grâce au microcrédit pour l'emploi indépendant ; ou bien de

trouver ou se maintenir en emploi par le biais du microcrédit pour l'emploi salarié.

Les résultats 2018 :

L'ADIE a financé sur le territoire de la Métropole, au 31/12/2018, 440 personnes ; dont 330 personnes pour un projet d'entreprise et 110 pour un projet d'emploi salarié.

Les résultats sont ainsi ventilés par Conseil de Territoire(CT) :

	CT Provence Marseille	CT Pays d'Aix	CT Pays d'Aubagne et de l'Etoile	CT Pays Salonais	CT Istres Ouest Provence	CT Pays de Martigues	Total
Nombre total de personnes financées	315	41	27	22	14	21	440
Pour un projet d'entreprise	242	31	16	16	8	17	325
Pour un projet d'emploi salarié	73	10	11	6	6	4	117

L'implication de l'ADIE dans les projets de création ou de développement d'entreprises se fait par :

- Le microcrédit professionnel (pouvant être complété par un prêt d'honneur pour atteindre un plafond de financement à 10 000 €)
- L'accompagnement avant, pendant et après la création de l'entreprise
- Le dispositif « Je deviens Entrepreneur » qui remplace la formation Créajeunes (ce nouveau dispositif est sans limitation d'âge et est destiné à tous porteurs d'un projet d'entreprise éligible à un microcrédit et qui nécessite d'approfondir le projet avant le démarrage de l'activité)
- La micro-assurance

L'implication de l'ADIE auprès des personnes recherchant un emploi salarié ou souhaitant s'y maintenir se fait par :

- Le microcrédit personnel pour l'emploi (jusqu'à 5 000 €)
- Une offre de micro-assurance spécifique pour les véhicules achetés ou réparés grâce au microcrédit

Pour lui permettre de continuer ses missions en faveur du développement économique et de l'inclusion professionnelle mais aussi de bénéficier d'une couverture à l'échelle métropolitaine, il est proposé au Conseil de Territoire d'émettre un avis favorable sur projet de délibération du Bureau de la Métropole concernant l'aide financière à l'association ADIE au titre de l'année 2019.

Il est proposé une subvention de 123 000 € répartie comme suit :

- Métropole Aix-Marseille-Provence : 70 000 €
- Territoire du Pays d'Aix : 40 000 €
- Territoire Pays Salonais : 2 000 €
- Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 6 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir la création d'entreprises par un dispositif de soutien efficace sur le territoire de la Métropole d'Aix Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'animation de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 004-389/19/CT

■ Participation du Conseil de Territoire de Marseille Provence au salon Métierama 2019

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 19/17379/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

L'association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 qui prend le nom de « Association pour le développement de l'information sur les métiers et les emplois » et sous le sigle « Métierama-Adime ».

Cette association a pour but, en liaison avec les services publics compétents, d'une manière générale :

- D'ouvrir l'horizon des Jeunes sur le monde des métiers et des formations,
- D'aider les Jeunes, encore scolarisés ou sortis du système scolaire, à orienter leur choix d'un devenir adapté à leurs centres d'intérêts, à leurs talents et à l'emploi.
- De créer les conditions d'un dialogue entre les Jeunes en recherche et les professionnels, entreprises et formateurs
- De servir de médiateur entre le monde de la formation et le monde des professions pour une meilleure information réciproque.

Chaque année, une grande manifestation, dénommée « Métierama – Rencontres Métiers-Formations destinées à l'ensemble des Jeunes de 14 à 25 ans, à leur famille et éventuellement à tout public en recherche d'insertion se tient à Marseille en association avec le Rectorat. Y sont présentées : une large palette des métiers ainsi que les voies de formation permettant d'accéder à ces métiers.

Un programme d'actions et d'informations au plus près des établissements scolaires et des structures d'insertion prenant la forme de « carrefours de métiers », tables rondes, conférences, visites d'entreprises.

- Des actions permettant des rencontres et du dialogue avec le monde professionnel.

LE BILAN 2018

Les 39èmes rencontres se sont tenues au Parc Chanot de Marseille d'une manière différente « le geste métier » était le principal évènement. Le salon Metierama « nouvelle configuration » s'est déroulé donc le 19 et 20 janvier 2018 au hall1 Palais des évènements en association avec le salon généraliste de l'Etudiant. Les grandes branches et fédérations professionnelles ont répondu favorablement à notre nouvel évènement.

La manifestation

- 40.000 entrées environ dont 23.721 visiteurs qualifiés (étudiants 51%, collégiens 21%, lycéens 16%, 12% professionnels et parents).
- 11 pôles métiers représentant le gros secteur ainsi qu'une palette de métiers représentant les 5 niveaux de formation (du CAP au niveau Ingénieur).
- 10 secteurs professionnels : automobile, bâtiment- travaux publics, commerce et grande distribution, économie-droit-gestion-banque-Assurance, union des métiers de la métallurgie, union des industries chimiques, énergie /EDF, transport – logistique, numérique, industries graphiques
- 8 Espaces spécifiques : Région PACA, l'apprentissage, l'entreprenariat, les filières

scientifiques, espace « café des parents, espace d'animations, un studio TV facebook-professionnels d'un jour

Nouveautés 2018

L'espace animations : Mis en place d'un espace afin de montrer les gestes professionnels de plusieurs métiers.

- Le studio TV facebook : Plus de 100 interviews ont été filmées par l'école de journalisme de NICE.
- L'espace professionnel d'un jour : proposition à certains professionnels ne se trouvant pas sur nos pôles de passer quelques heures avec les jeunes pour parler de leur métier ou de leur expérience.
- Les conférences : 19 conférences sur les poursuites d'étude ont été proposées aux visiteurs.

Communication

- Affiches envoyées courant décembre dans chaque lycée public et privé via la navette rectorale ainsi qu'un courrier destiné aux proviseurs.
- Les réseaux sociaux
- Facebook
- L'application numérique

Partenariats

- Conseil Régional PACA
- Ville de MARSEILLE
- Métropole Aix-Marseille-Provence
- Chambres Consulaires (CCIMP et CMAR)
- Union pour les Entreprises du 13
- Association Jeunesse Entreprise Provence*Les grandes Fédérations professionnelles (BTP 13,UIMM,
- FCD, Union des Industries, Grandes Entreprises dont EDF.

Comme chaque année la manifestation a été réalisée sous la haute autorité et avec le soutien de Monsieur le Recteur de l'Académie d'Aix-Marseille et Monsieur le Président de l'Université d'Aix-Marseille.

Le budget prévisionnel de Métierama, pour 2019, s'élève à 238.392 euros (en baisse de 55% par rapport à 2018). Cette baisse est due à une réduction générale des subventions publiques conduisant l'association à revoir le format de son salon. Métierama est aujourd'hui intégré dans le salon de l'Etudiant.

Les dépenses par grands postes s'élèveraient à :

Charges de personnel : 58.800 euros

Services extérieurs : 9.400 euros

Autres services extérieurs : 14.300 euros

Achats, fournitures : 120.500 euros

Dotation amortissement 1.000 euros

Contributions volontaires 34.392 euros

TOTAL 238.392 euros

Les recettes sollicitées sont constituées par :

Etat : 5.000 euros

Région : 90.000 euros

Départements : 20.000 euros

Métropole Aix Marseille-Provence : 22.500 euros

VDM : 15.000 euros

CCIMP-CMA 13 : 20.000 euros

Autres produits de gestion courante : 31.500 euros

Contributions volontaires 34.392 euros

TOTAL 238.392 euros

L'association Adime-Métierama a bénéficié au titre de l'année 2018 d'une subvention de 10.000 euros du Conseil de Territoire de Marseille Provence.

Il est proposé au Conseil de Territoire de Marseille-Provence d'émettre un avis sur la participation de la Métropole au salon Metierama au titre de l'année 2019, en apportant une subvention de fonctionnement d'un montant de 10.000 euros à l'association Adime-Métierama.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir les actions en faveur de l'insertion et l'orientation professionnelle des jeunes.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à la participation de la Métropole au salon Métierama.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 005-390/19/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Redynamisation centre ville

Avis du Conseil de Territoire

DGDU 19/17353/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

Lors de la séance du 28 mars 2019, une délibération portant sur la « Mise en place d'outils d'intervention métropolitains pour lutter contre la vacance commerciale dans le centre-ville de Marseille. » a été validé par le Conseil de la Métropole.

Pour mémoire, dès le 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue l'une des toutes premières métropoles à s'engager en faveur du commerce de proximité à travers son agenda du développement économique, voté en conseil métropolitain.

L'une de ses orientations stratégiques consistait à construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant notamment tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat.

Dans ce contexte il a été décidé d'accompagner la Ville de Marseille et accélérer la redynamisation

commerciale de son centre-ville initiée dans le cadre de son plan « Ambition Centre-Ville ».

Cette démarche s'inscrit dans une démarche globale de redynamisation du cœur de ville marseillais, en complément de la stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé, du plan de requalification des espaces publics du centre-ville.

Au regard de l'obsolescence constatée du parc tertiaire dans le centre-ville marseillais, il est également envisagé d'agir sur les immeubles de bureaux afin de permettre des réimplantations d'entreprises tertiaires et augmenter la masse salariale du centre-ville en baisse ces dernières années.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de mettre en œuvre un dispositif métropolitain incitatif à une remise sur le marché des commerces vacants du centre-ville de Marseille.

Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire d'agir :

- sur les locaux vacants privés avec un niveau de loyer déconnecté des prix du marché (loyer plus élevé que la valeur moyenne constatée dans le secteur) : prise à bail de la Métropole et sous location à un prix allégé pour une durée limitée,
- sur les locaux vacants publics nécessitant des travaux,
- sur les locaux vacants privés nécessitant des travaux avec une prise à bail métropolitaine.

La méthodologie retenue s'articule autour de deux axes :

- Prise à bail de la Métropole de locaux commerciaux vacants.
- Participation de la Métropole à l'installation : rénovation/mise aux normes des locaux commerciaux.

C'est dans le cadre du second axe sur la rénovation et remise aux normes des locaux commerciaux qu'il est nécessaire de créer et affecter l'opération d'investissement n°2019003100, « Redynamisation centre ville », d'un montant de 750 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 190011BP du programme 01.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement « Redynamisation centre ville » ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au rapport portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Redynamisation centre ville.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 006-391/19/CT

■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux acquisitions foncières études et travaux de voirie sur le secteur du Brégadan à Cassis en vue de réalisation d'une zone d'activité artisanale

**Avis du Conseil de Territoire
DGDE 19/17380/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le

Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique et d'aménagement et aux fins de répondre à la demande des artisans et PME/PMI de l'Est du territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire Marseille Provence souhaite réaliser une zone d'activité artisanale, sur le territoire de Cassis, secteur du Brégadan.

La création de la zone artisanale a été confiée à un opérateur privé (REDMAN/NEWTOWN) qui réalise les aménagements (terrassement, viabilisation) du village artisanal et la construction de six bâtiments d'activités, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire Marseille Provence engageant pour sa part les travaux de requalification de la voie communautaire et l'amenée des réseaux.

L'opération d'investissement 2013107500, rattachée au programme 03 « Développement économique », code Autorisation de Programme 141031BP, créée en vue de la requalification de la voie communautaire et l'amenée des réseaux nécessaires à la réalisation de la zone artisanale du Brégadan et à l'aménagement d'un carrefour giratoire aux fins de sécurisation du trafic au sud du secteur, inscrite au budget de la Métropole – Territoire Marseille Provence pour un montant de 1 670 000 euros T.T.C, doit être revalorisée.

En effet, l'estimation du coût des travaux, au stade de la phase PRO, se révèle plus importante, du fait de l'absence de structure de chaussée mise à jour par le diagnostic de chaussée qui préconise une reprise de la structure de cette voirie (non prévue initialement).

Aussi et afin d'assurer la poursuite de cette opération, en lien avec l'opérateur de la zone artisanale qui a démarré les travaux de terrassement sur l'emprise de son projet et qui s'est engagé à livrer aux entreprises les bâtiments d'activité fin mars 2020, il convient de revaloriser cette opération pour un montant de 330 000 euros T.T.C.

Cette revalorisation porte ainsi le montant total de l'opération 2013107500 à 2 000 000 euros T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération n°DEV 003-147/13/CC du 22 mars 2013 approuvant la création et l'affectation d'une autorisation de programme relative aux acquisitions foncières, études et travaux sur le secteur du Brégadan à Cassis pour la réalisation d'une zone artisanale ;
- La délibération n°DEV 006-037/14/BC du 21 février 2014 approuvant l'acquisition à titre onéreux auprès de la société Lafarge Granulats Sud de terrains pour la réalisation d'une zone d'activité artisanale à Cassis ;
- La délibération n°DEV 003-1173/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la revalorisation et l'affectation des crédits de l'opération d'investissement relatifs aux acquisitions foncières, études et travaux de voirie sur le secteur du Brégadan à Cassis en vue de la réalisation d'une zone d'activité artisanale ;
- La délibération n°URB 066-2565/17/BM du 19 octobre 2017 approuvant la cession à titre onéreux au profit de la société Redman Newtown d'un terrain nu pour la réalisation de la zone d'activité artisanale du Brégadan à Cassis ;
- La délibération n°ECO 008-3233/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant la révision de l'opération d'investissement relative aux acquisitions foncières, études et travaux de voirie sur le secteur du Brégadan à Cassis en vue de la réalisation d'une zone d'activité artisanale et de son affectation ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'engager les travaux de requalification de la voie communautaire et amenée des réseaux dans le cadre de la réalisation du village d'activité artisanale « Horizon Brégadan » et de l'aménagement d'un carrefour giratoire en vue de la sécurisation du trafic au sud du secteur ;
- Qu'il est nécessaire de prendre en compte les résultats du diagnostic de chaussée qui préconise une reprise de la structure de cette voirie ;
- Qu'il convient de procéder à la revalorisation et à l'affectation de cette révision pour un montant de 330 000 euros TTC portant ainsi le montant total de l'opération 2013107500 à 2 000 000 euros T.T.C ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole relatif à l'approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement 2013107500 en vue de la requalification de la voie communautaire et l'amenée des réseaux nécessaires à la réalisation de la zone artisanale du Brégadan à Cassis et à l'aménagement d'un carrefour giratoire aux fins de sécurisation du trafic.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 007-392/19/CT

■ Approbation d'une convention avec ORANGE relative au déplacement en souterrain d'un réseau de communication électronique dans le cadre des travaux de requalification de la voie communautaire et amenée des réseaux - secteur du Brégadan à Cassis DPEAT 19/17366/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique et d'aménagement, et aux fins de répondre à la demande des artisans et PME/PMI de l'Est du territoire, la Métropole Aix-Marseille Provence – Territoire Marseille Provence – souhaite réaliser une zone d'activités artisanales, sur le territoire de la commune de Cassis, secteur du Brégadan.

La création de la zone artisanale a été confiée à un opérateur privé (REDMAN/NEWTOWN) qui réalise les aménagements (terrassement, viabilisation) du village artisanal et la construction de six bâtiments d'activités, la Métropole Aix-Marseille Provence engageant pour sa part les travaux de requalification de la voie communautaire et l'amenée des divers réseaux.

Dans le cadre de ces travaux de requalification de la voirie, la Métropole Aix-Marseille Provence – Territoire Marseille Provence – a demandé à ORANGE de procéder au déplacement de ses ouvrages de communication électroniques se trouvant dans l'emprise du chantier de l'opération.

Au titre de la qualité environnementale et de la mise en valeur de son territoire, la Métropole Aix-Marseille Provence souhaite profiter de la présente opération de voirie pour faire procéder à la mise en souterrain des réseaux de communication électroniques d'Orange.

Les parties ont convenu que la Métropole Aix-Marseille Provence – Territoire Marseille Provence – réalisera les travaux de génie civil en tant que maître d'ouvrage délégué et qu'Orange procèdera aux opérations de câblage de communication électroniques. Les travaux à la charge de la Métropole sont inclus dans le marché de travaux de l'opération.

Ainsi, il est proposé d'approuver une convention avec Orange afin de définir les prestations assurées par la Métropole Aix-Marseille Provence – Territoire Marseille Provence – et celles assurées par Orange.

La convention ne comporte pas d'incidence financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°DEV 003-147/13/CC du 22 mars 2013 approuvant la création et l'affectation d'une autorisation de programme relative aux acquisitions foncières, études et travaux sur le secteur du Brégadan à Cassis pour la réalisation d'une zone artisanale.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- qu'il convient de procéder à la requalification de la voie communautaire et l'amenée des divers réseaux nécessaires à la réalisation de la zone artisanale du Brégadan à Cassis ;
- qu'il est nécessaire dans ce cadre de procéder au déplacement et à la mise en souterrain des réseaux de communications électroniques d'Orange se situant dans l'emprise du chantier de l'opération ;
- qu'il convient en conséquence d'approuver une convention avec Orange définissant les prestations de chacun.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative aux travaux de déplacement et mise en souterrain des réseaux de communications électroniques d'Orange

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire de Marseille Provence est autorisé à signer la convention sus visée et tout autre document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 008-393/19/CT

■ **Clôture de la convention de mandat pour la construction du pôle de création d'entreprises de la Cabucelle à Marseille - 15ème arrondissement - Quitus de la mission confiée à la SPL SOLEAM et reddition des comptes**

Avis du Conseil de Territoire DGDE 19/17377/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après

La Métropole Aix-Marseille Provence – Territoire Marseille Provence a souhaité réaliser en Zone Franche Urbaine, un pôle de création d'entreprises afin de soutenir les porteurs de projets issus des territoires prioritaires (ZFU, ZUS, CUCS), par la mise en place d'un lieu lisible et de proximité dédié à la création d'entreprise.

Ce projet vient coordonner, animer et renforcer les actions existantes sur ces territoires en permettant d'apporter des réponses adaptées aux porteurs de projet par la mise à disposition, dans un ensemble immobilier de 1 800 m², de services et de locaux à des conditions compétitives.

Le terrain dit « Smac Aceroid » d'une superficie de 7 937 m² et situé chemin de la Madrague ville (Cabucelle – ZFU 14^{ème} et 15^{ème} Sud) est apparu comme le site le plus pertinent pour accueillir un tel projet dans des conditions optimales.

En effet, inscrit en secteur UEb dans le PLU de Marseille, sous maîtrise foncière publique et situé en plein cœur de la ZFU 14^{ème} et 15^{ème} Sud et à proximité du futur pôle d'échange, ce site s'avère également en capacité d'accueillir un pôle d'activités à destination des PME et artisans du territoire (2 500 m² de locaux d'activité et bureau associés dont la réalisation a été confiée à un opérateur privé).

De part leur cohérence et leur compatibilité, la réalisation de ces deux ensembles immobiliers a ainsi permis une valorisation très satisfaisante de cette friche industrielle en présentant de très forts enjeux de développement économique et d'emploi d'une part et d'aménagement urbain d'autre part.

Cette opération est partenariale.

Le plan de financement a ainsi été arrêté :

- FEDER 2 630 000 euros dans le cadre du PO FEDER Axe 4.1),
- Etat 416 667 euros dans le cadre du PLR,
- Région 200 000 euros,

- Département 200 000 euros,
- MPM 2 782 355 euros,
-
- 6 229 022 euros,
- Soit : 7 450 000 euros TTC,

Par ailleurs, cette opération a bénéficié de la cession gratuite du terrain par la Ville de Marseille (d'une valeur de 650 000 euros).

A ces subventions s'ajouteront les recettes issues des loyers perçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire Marseille Provence - émanant du gestionnaire du pôle de création d'entreprises et de la revente d'une partie du foncier aménagé à un opérateur privé dans le cadre d'une consultation pour la réalisation du pôle artisanal.

Par délibération DEV 002 304/12/CC du 26 mars 2012, la Métropole Aix-Marseille Provence - Territoire Marseille Provence a approuvé une autorisation de programme d'un montant de 6 250 00 euros T.T.C et le lancement de l'opération, confiée par mandat n° 12/1178 à la SOLEAM.

Dans ce cadre, le 04 mai 2012, la Métropole Aix Marseille Provence – Territoire Marseille Provence a notifié à la SPL SOLEAM, une convention de mandat pour la réalisation d'un pôle de création d'entreprises à la Cabucelle.

La mission étant terminée, la SPL SOLEAM sollicite donc le quitus de l'opération. Conformément à l'article 10 de la convention de mandat, le quitus sera délivré après exécution complète des missions suivantes. Ainsi, l'ouvrage a fait l'objet d'une réception avec réserves en date du 31 mars 2016. Les dernières réserves ont été levées le 30 avril 2016 pour le lot 2, le 13 septembre 2016 pour le lot 3, le 31 mars 2017 pour le lot 1 et le 6 juin 2017 pour le lot 4.

La SPL SOLEAM a remis à la Métropole la totalité des dossiers comportant tous les documents contractuels, comptables, techniques, administratifs, relatifs aux ouvrages ainsi que le bilan général et définitif qui a fait l'objet d'une acceptation du maître de l'ouvrage de l'opération.

Le bilan de la clôture de la convention, en date du 31 décembre 2018, ci-joint, laisse apparaître un montant global de dépenses de 6 858 264,76 euros TTC comprenant :

- les dépenses d'ordre et pour compte : 6 201 613,40 euros TTC - la rémunération de la SPL SOLEAM : 353 994,25 euros TTC
- TOTAL : 6 858 264,76 euros TTC
- D'autre part, le montant total des recettes s'élève à 7 212 020,89 euros TTC se ventilant comme suit :
- versement de la Métropole - Territoire Marseille Provence : 7 211 818,57 euros TTC
- Produits financiers : 202,32 euros TTC
- TOTAL 212 020,89 euros TTC

Il apparaît donc un solde en faveur de la Métropole – Territoire Marseille Provence - s'élevant à 353 756,13 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération ECO 002-181/08/CC du 8 février 2008 portant sur la création d'une autorisation de programme pour la réalisation d'un pôle de création d'entreprises en ZFU ;
- La délibération DEV 004-1974/10/CC du 25 mars 2010 portant sur la revalorisation de cette autorisation de programme ;
- La délibération DEV 001-260/11/CC du 28 mars 2011 portant sur l'affectation de cette autorisation de programme ;
- La délibération FCT 015-424/11/CC du 8 juillet 2011 approuvant la participation de MPM au capital de la Soleam ;
- La délibération DEV 003-717/11/CC du 21 octobre 2011 portant sur la revalorisation et l'affectation de l'autorisation de programme ;
- La délibération DEV 002-304/12/CC du 26 mars 2012 approuvant la revalorisation et l'affectation de l'autorisation de programme relative à la réalisation d'un pôle de création d'entreprises en Zone Franche Urbaine et approbation d'une convention de mandat avec la Soleam.
- La délibération DEV 001-702/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant l'augmentation et l'affectation de l'autorisation de programme relative à la réalisation d'un pôle de création d'entreprises en Zone Franche Urbaine et l'avenant à la convention de mandat ;

- La délibération DEV 001-928/13/CC du 13 décembre 2013 approuvant le projet de pôle de création d'entreprises issues de territoires prioritaires – Marseille 15^{ème} arrondissement et demande de subventions auprès du FEDER ;
- La délibération DEV 004-587/14/CC du 19 décembre 2014 relative à l'approbation du plan de financement et sollicitation des aides financières pour le pôle de création d'entreprises de la Cabucelle ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la mission confiée à la SPL SOLEAM est terminée,
- Qu'il y a lieu de lui donner quitus pour sa mission et d'approuver la reddition des comptes,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole donnant quitus à la SPL SOLEAM dans le cadre de la clôture de la convention de mandat n°12/1178 pour la construction du pôle de création à la Cabucelle et approuvant la reddition des comptes de l'opération ci-annexée qui laisse apparaître un solde en faveur de la Métropole – Territoire Marseille-Provence, s'élevant à 353 756,13 euros TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 009-394/19/CT

■ Ecoquartier parc des calanques - Approbation d'une convention et attribution d'une subvention à l'association Abiho Calanques pour l'année 2019

DEE 19/17322/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le périmètre de l'EcoQuartier du Parc des Calanques situé dans le 9^e arrondissement de Marseille, englobe les 3 quartiers Soude, Jarre et Baou de Sormiou.

Cet EcoQuartier étant, de plus, lié à l'opération de renouvellement urbain, il a été acté le co-pilotage de la démarche EcoQuartier entre le Territoire Marseille Provence de la Métropole et le GIP Marseille Rénovation Urbaine.

Début 2017 a été acté, le co-pilotage de la

démarche « EcoQuartier » entre la Métropole-territoire Marseille Provence et le GIP Marseille Rénovation Urbaine.

L'EcoQuartier du Parc des Calanques a obtenu l'étape 3 du label en décembre 2018 et constitue ainsi le premier EcoQuartier du Territoire « Marseille Provence » à obtenir cette étape et le 2^{ème} EcoQuartier de la Métropole.

Afin de poursuivre et même développer les dynamiques générées par l'EcoQuartier, et en coordination avec les équipes de la Politique de la Ville et du GIP MRU, le Territoire Marseille Provence souhaite soutenir des associations dont les actions sur le terrain, concourent aux engagements EcoQuartier.

L'association Abiho Calanques, dont le siège est en plein cœur du quartier de la Cayolle (Marseille 9^e) a pour objet social « Gérer et développer de manière pérenne un rucher en zone périurbaine du Parc National des Calanques dans une dynamique sociale environnementale et culturelle », œuvre depuis plusieurs années au sein de l'EcoQuartier.

Pour l'année 2019, Abiho porte l'action « *Les chemins des abeilles : entre ville et nature : Quartiers Soude/Cayolle/Air Bel* ».

Les objectifs de l'action sont :

- Sensibiliser le public au monde des abeilles et à la biodiversité,
- Faire connaître le milieu apicole
- Création de ruchers,
- Favoriser le lien social via ces quartiers éloignés favorisant prise de conscience environnementale et citoyenneté.

L'association propose les actions suivantes pour 2019 :

- Réalisation d'un inventaire sur l'incidence de l'implantation des 50 ruchers dans le Parc National des Calanques (En cours),
- Construction de 5 nouvelles ruches aux alentours de l'EcoQuartier (seuil maximal atteint dans le PNC)
- Actions pédagogiques diverses en partenariat avec : Addap 13 (public : jeunes) et écoles maternelles du périmètre de l'EcoQuartier.

Le budget prévisionnel de l'action s'élève à 23 500€ et le financement décomposé comme suit :

Politique de la Ville (Etat, CD 13)	9 000 €	38%
Conseil Régional	4 500 €	19%
AMP - Territoire Marseille Provence (EcoQuartier)	4 000 €	17%
Fonds propres	6 000 €	26%
Total	23 500 €	100%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DDIP 001-644/12/CC du 26 octobre 2012, du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole, portant approbation du Plan Climat Energie Territorial de MPM ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- Les pièces jointes en annexe.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que ces actions contribuent à renforcer les dynamiques environnementales et sociales à l'œuvre dans le périmètre de l'EcoQuartier ;
- Que ces actions répondent pleinement à 4 engagements du label national EcoQuartier :
 - Engagement n°7 : Mettre en œuvre les conditions du vivre-ensemble et de la solidarité,
 - Engagement n°10 : Valoriser le patrimoine (naturel et bâti), l'histoire et l'identité du site
 - Engagement n°13 : Optimiser l'utilisation des ressources et développer les filières locales et les circuits courts
 - Engagement n°20 : Préserver et valoriser la biodiversité, les sols et les milieux naturels

Et ce, en vue de la candidature à l'étape 4 du label à l'horizon 2021.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le programme d'actions, ci-annexé, de Abiho Calanques pour l'année 2019.

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 4 000 euros à Abiho Calanques pour l'année 2019.

Article 3 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2019 établie entre le Conseil de Territoire Marseille Provence et l'association Abiho Calanques, ci-annexée.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à signer la convention.

Article 5

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial du Territoire « Marseille Provence »
 Fonctionnement : 4 000 euros - sous-politique G610 – Nature 65748 – Fonction 71
 Crédits de paiements 2019 : versement unique et en intégralité selon Règlement Général et Financier : 4 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 010-395/19/CT

■ Ecoquartier parc des calanques - Attribution d'une subvention à l'association Naturoscope pour l'année 2019 - Approbation d'une convention

DEE 19/17324/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Cet EcoQuartier étant, de plus, lié à l'opération de renouvellement urbain, il a été acté le co-pilotage de la démarche EcoQuartier entre le Territoire Marseille Provence de la Métropole et le GIP Marseille Rénovation Urbaine.

Début 2017 a été acté, le co-pilotage de la démarche « EcoQuartier » entre la Métropole-territoire Marseille Provence et le GIP « Marseille Rénovation Urbaine ».

L'EcoQuartier du Parc des Calanques a obtenu l'étape 3 du label en décembre 2018 et constitue ainsi le premier EcoQuartier du Territoire « Marseille Provence » à obtenir cette étape et le 2^{ème} EcoQuartier de la Métropole.

Afin de poursuivre et même développer les dynamiques générées par l'EcoQuartier, et en coordination avec les équipes de la Politique de la Ville et du GIP MRU, le Territoire Marseille Provence souhaite soutenir des associations dont les actions sur le terrain, concourent aux engagements EcoQuartier.

Le Naturoscope porte depuis de nombreuses années des projets en faveur de l'information et la sensibilisation du public, la protection de l'environnement et de la qualité de la vie et l'éducation au public à l'Environnement.

La transition écologique représente, pour ces structures d'éducation populaire, une opportunité majeure pour fédérer et mobiliser le public autour de leurs missions d'amélioration de la société.

En outre, la proximité du Parc National des Calanques offre un véritable laboratoire d'expérimentation pour un développement durable local. Si de nombreux marseillais se ressource et s'immergent dans cette nature depuis bien longtemps, il existe une réelle inégalité de connaissance et d'accès à ces espaces naturels périurbains. De nombreux marseillais, parfois issus de quartiers prioritaires, n'ont que rarement l'occasion de profiter de cette nature pourtant de proximité.

De par leur expérience auprès de ces publics, l'association a pu recenser un réel besoin d'accompagnement des centres sociaux et associations de quartier de la zone tampon dans une démarche d'appropriation, de (re)connaissance et d'actions en faveur de leur territoire.

Leur travail au sein de l'EcoQuartier en 2019 a pour objectifs :

- D'accompagner des structures du secteur social dans l'intégration de la transition écologique dans leurs pratiques,
- De former les équipes éducatives des secteurs « enfants, jeunesse, familles » à des approches pédagogiques par et pour la nature et à un développement durable.

Il consistera à accompagner les acteurs de l'éducation populaire dans la mise en place de projets participant à la transition écologique de la société.

L'action se déroulera en trois temps :

- Un séminaire d'une journée « Education populaire et transition écologique » sur l'Archipel du Frioul à destination des équipes porteuses de projet
- Un temps de définition d'un projet personnalisé pour chacune des structures avec leur équipe dans lequel le Naturoscope interviendra en expertise et en accompagnement
- Un cycle d'accompagnement du public pour la mise en place du projet d'intérêt écologique et social.

Le budget **prévisionnel** de l'action 2019 s'élève à 17 696 € et le financement décomposé comme suit :

Politique de la Ville (Etat, CD 13)	13 000€	73%
AMP - Territoire Marseille Provence (EcoQuartier)	2 000 €	11%
Fonds propres	2 696 €	15%
Total	17 696 €	100%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DDIP 001-644/12/CC du 26 octobre 2012, du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole, portant approbation du Plan Climat Energie Territorial de MPM ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- Les pièces, jointes en annexe.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que ces actions contribuent à renforcer les dynamiques environnementales et sociales à l'œuvre dans le périmètre de l'EcoQuartier
- Que ces actions répondent pleinement aux engagements n°7 (Mettre en oeuvre les conditions du vivre-ensemble et de la solidarité) et 20 (Préserver et valoriser la biodiversité, les sols et les milieux naturels) du label national EcoQuartier en vue de la candidature à l'étape 4 à l'horizon 2021

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le programme d'actions, ci-annexé, du Naturoscope pour l'année 2019.

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 2 000 euros au Naturoscope pour l'année 2019.

Article 3 :

Est approuvée la convention d'objectifs 2019 établie entre le Conseil de Territoire Marseille Provence et le Naturoscope, ci-annexée.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à signer la convention d'objectifs.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence.

Fonctionnement : 2 000 euros - sous-politique G610 – Nature 65748 – Fonction 71

Crédits de paiements 2019 : versement unique et en intégralité selon Règlement Général et Financier : 2 000 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 011-396/19/CT

■ Contrat de Baie - Attribution d'une subvention pour l'année 2019 à l'association Naturoscope pour la campagne Inf'Eau Mer - Approbation d'une convention

DEE 19/17327/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012, la communauté urbaine Marseille Provence Métropole s'était engagée dans la démarche d'élaboration du Contrat de Baie.

Le Contrat de Baie 2015-2021 est issu d'une construction concertée entre tous les acteurs du littoral allant de Martigues à Saint-Cyr-sur-Mer, et sur la partie terrestre, entre tous les acteurs du bassin versant.

Il est la traduction opérationnelle d'objectifs partagés visant à préserver, améliorer et valoriser 130 km de linéaire côtier et le bassin versant de l'Huveaune. Ce contrat constitue un engagement de l'ensemble des partenaires concernés à réaliser un programme d'aménagement et de gestion des écosystèmes.

Le contenu technique du programme d'action a été approuvé par délibération n° PEDD 014-927/15/CC du Conseil communautaire du 10 avril 2015.

Dans ce cadre, l'association Naturoscope, en partenariat avec l'Association Initiative et Education de la Jeunesse à l'Environnement (AIEJE), et le CPIE, a proposé une opération intitulée «Campagne Inf'Eau Mer à destination des usagers des plages et du grand public». Cette action a été retenue dans le Contrat de Baie de la métropole marseillaise. Elle est retranscrite dans la Fiche Action 1702 (ci-jointe). Le Naturoscope est une association à but non lucratif (loi 1901) créée en 1995, qui porte de nombreux projets fondamentaux pour l'information et la sensibilisation du public, la protection de

l'environnement et de la qualité de la vie et l'éducation au public à l'environnement.

Le Territoire Marseille Provence envisage de signer une convention de partenariat pour l'année 2019, avec Naturoscope posant le cadre général de la collaboration.

Dans le cadre de la Fiche opération 1702 du Contrat de Baie, visant la sensibilisation des usagers des plages, déployée sous forme de stand itinérant animé par deux intervenants dument formés, dont le coût total est estimé à 37 480 euros, il est proposé que le Territoire Marseille Provence verse une subvention d'un montant total de 6 000 euros, représentant 20% de l'opération.

En 2017, ladite subvention a été attribuée à Naturoscope dans ce même cadre « Inf'Eau'Mer » par délibération POR 002-852/17/CT.

En 2019, il est proposé de conclure une convention qui définit et précise le cadre et les modalités selon lesquels est apporté le concours financier du Territoire Marseille Provence au profit de l'association Naturoscope.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012 relative à l'élaboration et la

mise en œuvre d'un Contrat de Baie relatif à la préservation du littoral méditerranéen ;

- L'avis favorable du comité de Baie du 9 avril 2015 ;
- La délibération PEDD 014-927/15/CC du 10 avril 2015 portant approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération n°2015-14 du 12 juin 2015 du Comité d'agrément du bassin Rhône-Méditerranée
- La Fiche opération 1702 inscrite au Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération POR 002-852/17/CT portant Contrat de Baie - Approbation d'une convention et attribution d'une subvention pour l'année 2019 à l'association Naturoscope pour la campagne Inf'Eau Mer - Avis du Conseil de Territoire.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La mise en œuvre de la phase opérationnelle du Contrat de Baie de la Métropole, agréé le 12 juin 2015 en Comité de Bassin

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention totale de 6 000 euros pour l'année 2019 à l'association Naturoscope

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association Naturoscope

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 du Territoire Marseille Provence – Sous-politique G610- Nature 65748 – Fonction 731.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 012-397/19/CT

■ Contrat de Baie - Attribution d'une subvention pour l'année 2019 à l'association Septentrion pour la mise en place et le développement de la plateforme Polaris - Approbation d'une convention DEE 19/17331/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012, la communauté urbaine Marseille Provence Métropole s'était engagée dans la démarche d'élaboration du Contrat de Baie.

Le Contrat de Baie de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2015-2021 est issu d'une construction concertée entre tous les acteurs du littoral allant de Port-Saint-Louis-du-Rhône à Saint-Cyr-sur-Mer, et sur la partie terrestre, entre tous les acteurs du bassin versant.

Il est la traduction opérationnelle d'objectifs partagés visant à préserver, améliorer et valoriser l'ensemble du littoral métropolitain et le bassin versant de l'Huveaune. Ce contrat constitue un engagement de l'ensemble des partenaires concernés à réaliser un programme d'aménagement et de gestion des écosystèmes.

Le contenu technique du programme d'action a été approuvé par délibération n° PEDD 014-927/15/CC du Conseil communautaire du 10 avril 2015.

SEPTENTRION est une association (loi 1901) dont les objectifs s'articulent autour de 3 axes de développement :

- Etudier pour comprendre,
- Partager pour sensibiliser,
- Transmettre pour former.

Parmi les actions inscrites au Contrat de Baie, figure l'action 14 « mise en place d'observatoires ».

Cette association a pour but de contribuer à la connaissance et à la préservation du milieu marin en s'inscrivant dans un contexte de développement durable et s'appuyant notamment sur le patrimoine environnemental, écologique et culturel du littoral, en particulier le littoral méditerranéen. L'association se définit comme une plateforme scientifique et pédagogique en milieu marin.

L'association Septentrion a pour projet de mettre en place et de développer une plateforme appelée « POLARIS » qui est une plateforme de test et de développement de méthodes d'observation destinées à acquérir de la connaissance sur le milieu marin pour le gestionnaire par un public de plongeurs-citoyens multi-niveaux de compétences.

Cette plateforme est un projet pilote de collaboration entre gestionnaires, scientifiques et citoyens en faveur de la connaissance et de la protection du

milieu marin. Elle répond aux besoins des scientifiques et des gestionnaires d'élargir et de multiplier l'acquisition de données de terrain sur un territoire géographique large en impliquant d'avantage les plongeurs-citoyens.

Par délibération, le Conseil de Territoire Marseille Provence a attribué une subvention de 8.000€ à l'association SEPTENTRION dans le cadre de son projet POLARIS, correspondant à 15% du montant du projet.

Les actions menées en 2016 ont permis d'initier des échanges et collaborations multi-acteurs, de recueillir des besoins locaux et de tester des premiers protocoles via l'école de plongée environnementale de SEPTENTRION, auprès des plongeurs loisirs. Les trois prochaines années seront donc consacrées au véritable développement de cette plateforme d'observation du milieu marin.

Pour l'année 2017, la Métropole a versé une subvention de 8.000€ correspondant à environ 11% du projet.

En 2019, le montant total de la demande de subventions de SEPTENTRION s'élève à 100.000€, dont 15 000€ à la Métropole, qui comprend, pour la phase 2 :

- REDIGER UNE NOTE METHODOLOGIQUE 1ERE VERSION
- POURSUIVRE LE COMITE DE PILOTAGE DE POLARIS : Réunir le comité de pilotage: 1 réunion/an, Ateliers de travail : 2 à 3 réunions/commission
- POURSUIVRE ET PERENISER L'ANIMATION DE POLARIS : Poursuivre les objectifs d'observation mis en place : édition de supports pédagogiques, Poursuivre les formations à l'observation environnementale : formations citoyennes et professionnelles,
- POURSUIVRE LA COLLECTE DE DONNEES ET EN ASSURER LE TRAITEMENT : Poursuivre la collecte des données : 150 à 200 observations envisagées, Poursuivre la construction d'une application mobile (2^{ème} version), Traiter les données collectées
- PROMOUVOIR POLARIS : Valoriser POLARIS grâce à la production d'éléments de communication, à la participation à des conférences, colloques et salons, à l'animation des réseaux sociaux de Septentrion Environnement.
- PENERENISER POLARIS FINANCIEREMENT
- INITIER LA MISE EN PLACE D'UN OBSERVATOIRE DU MILIEU MARIN : Assoir POLARIS comme outil permettant de répondre à certains objectifs des stratégies de gestion, tester la transférabilité de la démarche en vue des actions 2020, s'appuyer sur des

observatoires existants pour bénéficier de retours d'expériences.

Le plan de financement prévisionnel 2019 présenté par SEPTENTRION est le suivant :

<i>Organisme sollicité</i>	<i>Montant demandé</i>	<i>% de contribution</i>
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse	15 000	15 %
- Région PACA	10 000	10 %
- Aix-Marseille Provence Métropole	15 000	15 %
- Département des Bouches du Rhône (CD 13)	10 000	10 %
- Ville de Marseille	10 000	10 %
- Partenariats privés	20 000	20 %
- Autofinancement	20 000	20 %
TOTAL	100 000 €	100 %

Dans la mesure où le comité de baie a acté la définition d'une stratégie globale d'information et de sensibilisation à l'échelle du Contrat de Baie, il est proposé de ne retenir au financement 2019 de la Métropole, dans la proposition de SEPTENTRION que la partie technique du projet POLARIS, à savoir la poursuite et la pérennisation de la plateforme, ainsi que la poursuite du traitement des données collectées. La partie sensibilisation, formation, supports pédagogiques, sera abordée dans le cadre de la stratégie globale d'information sur publics cibles si celle-ci est conforme à la stratégie globale en cours de définition à l'échelle du Contrat de Baie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-

187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012 relative à l'élaboration et mise en œuvre d'un Contrat de Baie relatif à la préservation du littoral méditerranéen ;
- L'avis favorable du comité de Baie du 9 avril 2015 ;
- La délibération PEDD 014-927/15/CC du 10 avril 2015 portant approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération n°2015-14 du 12 juin 2015 du Comité d'agrément du bassin Rhône-Méditerranée ;
- La Fiche action 14 inscrite au Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération POR 001-851/17/CT portant sur l'approbation de la convention de partenariat et le versement d'une subvention à l'association SEPTENTRION pour la poursuite du projet POLARIS en 2017 visant la mise en place et le développement de la plateforme POLARIS dans le cadre d'une convention de partenariat.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La mise en œuvre de la phase opérationnelle du Contrat de Baie de la métropole marseillaise, agréé le 12 juin 2015 en Comité de Bassin.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention totale de 11 000 euros pour l'année 2019 à l'association SEPTENTRION.

Article 2:

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association SEPTENTRION.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'état prévisionnel annexé au Budget Principal 2019 de la Métropole : Sous-politique G610- Nature 65748 – Fonction 731.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 013-398/19/CT

■ Demande de soutien financier à la Région Sud pour l'étude d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la création d'une centrale photovoltaïque en autoproduction autoconsommation collective à Frais Vallon - Marseille 13e arrondissement

Information du Conseil de Territoire DEE 19/17344/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

En 2015, la communauté urbaine Marseille Provence Métropole remporte un Appel à Manifestations d'Intérêt (AMI) appelé « Villes et Territoires Durables » lancé par le Secrétariat Général Pour l'Investissement via l'ANRU.

Objectif de l'AMI : promouvoir la transition énergétique dans les Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville (QPV).

Le projet proposé par la Métropole s'appelle SIRIUS (pour Système d'Innovation par les Réseaux d'Intelligence Urbaine et de Services) et le partenaire principal est le bailleur social Habitat Marseille Provence (HMP).

Ce projet porte exclusivement sur des actions innovantes permettant à terme *un gain de 500€/an pour chaque logement du quartier*.

Il est élaboré en complément d'une opération plus vaste de renouvellement urbain financée par l'ANRU et pilotée par le GIP Marseille Rénovation Urbaine pour le compte de la Métropole.

Il a pour objectif d'améliorer le « reste pour vivre » des habitants en utilisant des montages opérationnels innovants : coopérative, participation des habitants, etc.

SIRIUS est également lauréat du programme régional FLEXGRID qui a pour objectif de mobiliser

des moyens et des acteurs autour de projets de Smart Grids.

La première action de ce programme est la création d'une centrale photovoltaïque (PV) en autoproduction autoconsommation collective qui concernerait les logements sociaux mais aussi les écoles du quartier et le collège.

L'autoproduction autoconsommation veut dire que l'on consomme soi-même l'énergie que l'on a produit soi-même.

Pour ce projet, cela veut dire que l'électricité produite sur les toitures des logements, des écoles et du collège sera consommée par ce même quartier, par les habitants des logements.

Une première étude technique menée en 2018 a permis de définir les chiffres suivants :

Puissance installée : 900 kW (5 600 m² de panneaux)

Taux d'autoconsommation : 90 % (kWh solaire PV autoconsommée / kWh solaire PV total)

Taux d'autoproduction : 25 % (kWh solaire PV autoconsommée / kWh total)

Selon cette même étude, le coût de l'électron qui sera produit par cette centrale PV et qui viendra donc alimenter les 1 350 logements du quartier sera de 7,6 cts€/kWh HT alors que le coût de ce même électron aujourd'hui issu du réseau est de 18 cts€/kWh HT.

Alors que l'Etat a confirmé il y a quelques semaines une nouvelle augmentation de 5,9 % du prix de l'électricité en juin, la création de cette centrale PV à Frais Vallon permettra, elle, de faire économiser 15€/an pour chaque logement.

A la suite de cette étude technique, une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) à la création de la centrale PV va être lancée par la Métropole à l'été 2019.

Le prestataire, AMO auprès de la Métropole, aura pour missions principales :

1. Rédaction de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) qui permettra de sélectionner l'opérateur PV qui réalisera la centrale,
2. Rédaction des principaux documents constitutifs de la Coopérative.

La création d'une structure juridique est une obligation légale pour des projets de cette nature.

Elle doit regrouper les producteurs et les consommateurs de l'électricité produite. C'est cette structure qui portera l'investissement et qui assurera l'exploitation de la centrale. Elle pourra également porter des missions annexes de sensibilisation ou de services énergie auprès des habitants.

3. Lancement de l'AMI et analyse des offres des opérateurs PV.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de la Région et de de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière pour ce marché de prestation d'AMO.

Le coût prévisionnel de l'étude est de 100 000€. La Région Sud Provence Alpes Côte-d'Azur est sollicitée à hauteur de 70 %.

Enfin, concernant le financement des investissements nécessaires à la création de la centrale PV, le PIA dans le cadre de l'AMI remporté en 2015 financera à hauteur de 30 %.

Le concours pour les travaux de la part de la Région Sud Provence Alpes Côte-d'Azur à hauteur de 50 % a été demandé dans le cadre de la revoyure du Contrat Régional d'Equilibre Territorial (CRET) adopté par la Région.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération ENV001-3648/18/CM du 22/03/2018 portant l'organisation de la compétence Energie.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence se caractérise par un potentiel exceptionnel en matière d'énergies renouvelables, énergies grises etc...
- Qu'il convient de réaliser des projets d'envergure alliant développement des

énergies renouvelables et lutte contre la précarité énergétique permettant ainsi de protéger les habitants les plus fragilisés des hausses inéluctables du prix des énergies fossiles,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération portant sur la demande de soutien financier à la Région Sud.

VECO 014-399/19/CT

**■ Plan Climat Energie Territorial - PCET - Attribution d'une subvention et approbation d'une convention avec l'association Heko pour la mise en place et l'animation d'îlots potagers en pied d'immeubles à Frais Vallon Marseille - 13ème arrondissement
DEE 19/17337/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

1) Le quartier de Frais Vallon : lieu d'expérimentation

Quartier du 13e arrondissement de Marseille, Frais-Vallon (5 000 habitants) est construit à proximité immédiate du noyau villageois de La Rose, lieu de transit et carrefour entre le Nord et l'Est de l'agglomération.

Ce quartier est marqué par une prédominance de logements locatifs sociaux (1 400 logements environ) et connaît de nombreuses problématiques qui se posent sur les PRU Marseillais, de sorte que les actions qui y seraient expérimentées pourraient ensuite être étendues et transposées.

Malgré des indicateurs sociaux préoccupants, ce quartier présente un potentiel de mutation fort et de réels atouts relevés par l'ensemble des diagnostics urbains réalisés dans le cadre de la politique de la ville et du renouvellement urbain à savoir :

- Des équipements publics en nombre qui peuvent être rénovés ou reconstruits (exemple : piscine),
- Un secteur très connecté favorisé par l'ouverture de la Rocade L2, et deux stations de métro,
- Un tissu associatif dynamique,
- La proximité immédiate de la technopole de Château-Gombert.
- Une colline de 8 hectares et des espaces verts peu valorisés mais valorisables.

C'est en tirant avantage de ses atouts que Frais Vallon peut et doit innover pour changer son image et «se renouveler».

2) La proposition de l'association Heko

L'association HEKO basée à Marseille a été créée en juin 2016.

Ces axes stratégiques d'intervention sont :

- Développer des « micro-fermes » productives en milieu urbain et périurbain,
- Créer des espaces ressources dédiés à l'agriculture urbaine,
- Transformer les espaces verts collectifs,
- Développer des outils pédagogiques destinés au milieu urbain.

En cohérence avec les objectifs du Contrat de Ville et du Plan Climat Energie Territorial (PCET) et en lien avec l'élaboration du projet urbain piloté par Marseille Rénovation Urbaine, l'association, propose de développer des activités d'initiation à l'agriculture urbaine en co-construction avec les habitants et acteurs associatifs locaux.

En 2018, l'association a mis en place en plein cœur du quartier 12 bacs potagers en co-construction avec les habitants. L'association est présente sur place tous les mercredis après-midi.

Ces temps d'animation ont d'abord été gérés essentiellement par une animatrice de janvier à avril 2018 puis par une seconde étant donné la participation croissante d'un public d'enfants.

2018 a également permis à l'association de se connecter avec le tissu associatif local menant ainsi des actions conjointes avec au moins 5 associations locales ainsi qu'avec les écoles primaires et le collège de Frais Vallon.

Ainsi, dans la continuité du programme d'actions 2018, l'association propose en 2019 :

- Création et consolidation d'un atelier supplémentaire pour les habitants,
- Implantation de nouveaux espaces de culture (15 bacs potagers supplémentaires)
- Fabrication de mobilier urbain dans l'ilot pédagogique,
- Visites d'autres jardins avec des publics adultes pour ancrer et autonomiser le collectif de jardiniers qui s'est créé parmi les habitants.
- Poursuite des ateliers de jardinage avec les scolaires et organisation d'événements avec le tissu associatif local.

Le projet de Heko permettra une première étape indispensable à l'implantation d'un projet de «micro-ferme» en permaculture sur le quartier dans le cadre du programme environnemental innovant appelé « SIRIUS » porté par la Métropole, à savoir : **susciter l'adhésion et mobiliser les habitants autour de ces questions.**

Ce programme d'action est financé comme suit :

Financeurs	Montants (€)
Politique de la Ville	25 000 €
Métropole - CT 1 (Droit commun)	10 000€
Mécénat	7 400€
Autofinancement	200 €
Coût total (€)	42 600 €

3) Cohérence de la proposition avec les dynamiques existantes sur le Conseil de Territoire Marseille Provence

Le Plan Climat-Energie Territorial adopté par la Communauté urbaine MPM devenue Conseil de territoire Marseille Provence au 1^{er} janvier 2016 a pour ambition de développer l'agriculture de proximité autour de modes de production et de consommation responsables répondant aux enjeux de préservation des milieux et des ressources (biodiversité, sols, eau), d'épanouissement de tous (sécurité alimentaire, santé publique...) et concourant à une alimentation de qualité avec des produits locaux .

En 2016, la Métropole a été retenue dans le cadre d'un AML appelé «Ville et Territoire Durable» porté par l'ANRU pour un projet à Frais Vallon appelé «SIRIUS».

«SIRIUS» est un projet d'innovation visant à augmenter le « reste pour vivre mieux » des habitants en diminuant les dépenses contraintes des habitants et en facilitant l'accès à des services de proximité plus qualitatifs.

Enfin, l'amélioration du cadre de vie et l'implantation d'activités économiques nouvelles sont des enjeux également relevés dans le cadre du Contrat de ville 2017 porté par la Politique de la ville et la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DDIP 001-644/12/CC du 26 octobre 2012, du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole, portant approbation du Plan Climat Energie Territorial de MPM ;
- La délibération FAG 002-542/16/CM du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les Conseils de Territoire et le conseil de la Métropole ;
- La délibération HN 049-092/16/CT du 24 juin 2016, du conseil de Territoire : Avis sur le rapport du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Appel à Manifestation d'Intérêt Frais-Vallon - Approbation d'une convention cadre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour l'AMI du quartier de Frais-Vallon à Marseille dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) - Villes et Territoires Durables ;
- La délibération ENV 016-425/16/BM du 30 juin 2016, du Bureau d'Aix Marseille Provence Métropole, Appel à Manifestation d'Intérêt Frais-Vallon - Approbation d'une convention cadre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour l'AMI du quartier de Frais-Vallon à Marseille dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) - Villes et Territoires Durables ;
- La pièce jointe en annexe.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'action s'inscrit pleinement dans le cadre du Plan Climat-Energie Territorial (PCET) portée par le Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Que l'action permettra d'étudier la faisabilité d'un système alimentaire territorialisé durable dans les quartiers nord de Marseille ;
- Que l'action permettra une véritable sensibilisation des habitants à l'importance d'une alimentation locale et de qualité par le contact avec le végétal comestible dans

l'attente de la création par la Métropole d'une véritable ferme urbaine productive au cœur du quartier de Frais Vallon (étude à venir).

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10 000 euros à l'association « Heko » au titre de l'opération 25-3 du Plan Climat Energie Territorial « *Soutenir et développer une agriculture responsable de proximité* » pour l'année 2019.

Article 2 :

Est approuvé le programme d'actions de l'association « Heko » pour l'année 2019, ci-annexé.

Article 3 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre l'association Heko et le Conseil de Territoire Marseille Provence.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à signer la convention ci-annexée.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence 2019 :
Sous-politique G610 – Nature 65748 – Fonction 71.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 015-400/19/CT

■ **Approbation de l'avenant n°1 de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation portuaire du Vieux-Port de Marseille - périmètre 4 consentie à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence**

Avis du Conseil de Territoire DEE 19/17240/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Ainsi, Le 1er

janvier 2016, elle a intégré les 24 ports de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Territoire Marseille Provence ; en outre, le 1er janvier 2018, 4 ports communaux sont devenus métropolitains ; 2 situés sur le Territoire d'Istres Ouest Provence et 2 sur celui du Pays salonais.

Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser la gestion de ses ports.

Par délibération n° MER 004-4237/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a décidé de déléguer la gestion et l'animation d'une partie du Vieux-Port de Marseille à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP). Ledit contrat de délégation de service public a pris effet au 1^{er} septembre 2018 pour une durée de 12 ans.

Dans un souci d'ajustement des conditions d'exécution techniques et financières du contrat, de simplification des relations entre délégant et délégataire, il est nécessaire de procéder par voie d'avenant à une modification des conditions du contrat.

En effet, cet avenant a pour objet l'ajustement de délais de transmission de documents entre le délégataire et le délégant, la modification de certains modèles de contrats utilisés par le délégataire, l'intégration de la possibilité d'une variation de 20% des tarifs pour les activités économiques, permettant d'utiliser les tarifs comme critères pour les mises en concurrence au sein du périmètre délégué, la possibilité d'une dérogation à l'utilisation des espaces de grutage et de carénage dans le cas de problèmes techniques ou fonctionnels au sein des autres espaces du Vieux-Port, ou encore de permettre la réalisation d'investissements prévus au sein d'une extension mineure du périmètre (100m²).

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016, il convient de préciser que cette extension de périmètre ne modifie pas substantiellement le contrat initial et peut donc être conclu après avoir été soumis à l'avis de la commission de délégation de service public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le projet d'avenant n° 1 de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation d'une partie du Vieux-Port de Marseille – périmètre 4 ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- L'avenant joint en annexe.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence gère 28 ports de plaisance au sein de son territoire, celle-ci s'est notamment substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans la gestion des 24 ports de plaisance situés sur le territoire Marseille-Provence ;
- Que la gestion et l'animation du port font partie intégrante du service public d'exploitation d'un port ;
- Que l'actuel contrat de délégation de service public consenti à la CCIMP nécessite d'être modifié par voie d'avenant pour permettre la bonne réalisation des missions de service public ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation portuaire du Vieux-Port de Marseille – périmètre 4 consentie à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 016-401/19/CT

■ Approbation de l'avenant n°1 de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation portuaire du Vieux-Port de Marseille - périmètre 1 consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon

Avis du Conseil de Territoire DEE 19/17247/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Ainsi, Le 1er janvier 2016, elle a intégré les 24 ports de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Territoire Marseille Provence ; en outre, le 1er janvier 2018, 4 ports communaux sont devenus métropolitains ; 2 situés sur le Territoire d'Istres Ouest Provence et 2 sur celui du Pays salonais.

Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser la gestion de ses ports.

Par délibération n° MER 001-4234/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a décidé de déléguer la gestion et l'animation d'une partie du Vieux-Port de Marseille au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL). Ledit contrat de délégation de service public a pris effet au 1^{er} septembre 2018 pour une durée de 10 ans.

Dans un souci d'ajustement des conditions d'exécution techniques et financières du contrat, de simplification des relations entre délégant et délégataire, il est nécessaire de procéder par voie d'avenant à une modification des conditions du contrat.

En effet, cet avenant a pour objet l'ajustement de délais de transmission de documents entre le délégataire et le délégant, l'intégration de la

possibilité d'une variation de 20% des tarifs pour les activités économiques, permettant d'utiliser les tarifs comme critères pour les mises en concurrence au sein du périmètre délégué, la possibilité d'une dérogation à l'utilisation des espaces de grutage et de carénage dans le cas de problèmes techniques ou fonctionnels au sein des autres espaces du Vieux-Port, ou encore de préciser les tarifs au sein de la grille tarifaire.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016, il convient de préciser que cette extension de périmètre ne modifie pas substantiellement le contrat initial et peut donc être conclu après avoir été soumis à l'avis de la commission de délégation de service public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le projet d'avenant n° 1 de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation d'une partie du Vieux-Port de Marseille – périmètre 1 ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- L'avenant joint en annexe.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence gère 28 ports de plaisance au sein de son territoire, celle-ci s'est notamment substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans la gestion des 24 ports de plaisance situés sur le territoire Marseille-Provence ;
- Que la gestion et l'animation du port font partie intégrante du service public d'exploitation d'un port ;
- Que l'actuel contrat de délégation de service public consenti au CNTL nécessite d'être modifié par voie d'avenant pour permettre la bonne réalisation des missions de service public ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation portuaire du Vieux-Port de Marseille – périmètre 1 consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 017-402/19/CT

■ Approbation d'une convention entre la Métropole et la Société F50 League France pour l'organisation de la finale de la SailGP 2019

Information du Conseil de Territoire DEE 19/17334/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix Marseille Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information.

Du 20 au 22 septembre 2019, se déroulera à Marseille, la finale de la SailGP 2019.

SailGP est un nouveau circuit international de course à la voile réunissant les meilleurs navigateurs du monde qui s'affronteront sur des catamarans à foils appelés F50. Les F50 sont une version améliorée des AC50, les bateaux révolutionnaires utilisés pour la 35ème coupe de l'America aux Bermudes en 2017 conçus pour atteindre des vitesses incroyables de plus de 50 nœuds (près de 100 km/h).

Les organisateurs ont pour objectif de créer une ligue internationale. Pour cette première édition, six nations s'affronteront : France, USA, Australie, Grande Bretagne, Chine et Japon.

C'est une véritable opportunité pour le territoire d'accueillir la finale d'un événement international de cette ampleur après les étapes de Sydney (Australie) 15 et 16 février, San Francisco (Etats-Unis) 4 et 5 mai, New York (Etats-Unis) 21 et 22 juin et Cowes (Grande-Bretagne) 10 et 11 août. L'équipage vainqueur de la course recevra un million de dollars.

La compétition aura lieu en rade nord de Marseille, au plus près de la digue du large (Grand Port Maritime de Marseille) qui sera spécialement aménagée pour permettre aux spectateurs et VIP d'assister depuis des tribunes aux évolutions des bateaux.

Le grand public pourra venir gratuitement profiter du « village animation » installé sur l'esplanade du J4

En perspective des Jeux Olympiques 2024, cet événement est également un vecteur privilégié pour amener le public du territoire vers la mer et les régates.

L'organisateur ne demande pas de soutien financier à la Métropole mais une aide logistique en matière de barriérage, propreté, communication et mise à disposition du domaine public maritime.

En contrepartie, l'organisateur offre à la Métropole une visibilité internationale sur les supports de communication de l'événement et la possibilité de réaliser des opérations de relations publiques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation de la participation de la Métropole à la finale du circuit SailGP 2019 et approbation d'une convention.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du projet de délibération métropolitaine : Approbation de la participation de la Métropole à la finale du circuit SailGP 2019 et approbation d'une convention ;
- Considérant que le projet fait l'objet d'un soutien du Conseil Régional et de la Ville de Marseille et qu'il convient que la présente convention de mise à disposition de moyens logistiques et humains concoure à l'articulation du soutien territorial à cet événement international.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitaine : « Approbation de la participation de la Métropole à la finale du circuit SailGP 2019 et approbation d'une convention ».

VECO 018-403/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association FSN 13 dans le cadre de MARE NOSTRUM DCOM 19/17526/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Fédération des Sociétés Nautiques des Bouches du Rhône a été créée en 1945 sous l'impulsion de l'Amiral Emile Muselier.

La FSN 13 regroupe les sociétés nautiques des Bouches-du-Rhône, elle entretient avec ses membres des contacts réguliers dans le but d'assurer la défense et la promotion de leurs intérêts et le cas échéant la mutualisation de leurs actions. Elle promeut les activités nautiques sur le territoire.

Elle est l'une des plus anciennes fédérations de plaisanciers de France et siège dans différentes commissions telles que :

- Commissions nautiques locales
- Conseils portuaires
- Conseil consultatif régional de la mer
- L'Office de la mer
- Conseil économique, social et culturel du Parc des calanques
- Comité de pilotage du Parc marin de la côte bleue

Depuis sa création, la Fédération a joué un rôle décisif dans le développement du nautisme populaire. Ce sont aujourd'hui plus de 3200 familles membres des différents clubs du département qui sont soutenues et aidées par FSN13

Les sujets qui mobilisent la FSN13 sont aussi divers que l'est le nautisme. Ils touchent tous les domaines de la société que ce soit en termes d'économie, d'aménagement, d'emploi, de sécurité, de tourisme, d'éducation, de loisir ou de sport.

Les mutations constantes de ces domaines se répercutent sur l'ensemble des activités, elles doivent donc être prises en compte, analysées et transmises à tous les plaisanciers pour leur indiquer le cadre réglementaire et législatif adapté à son activité.

La mission de la fédération est d'être au plus proche du pratiquant pour l'informer en plaçant la sécurité au cœur de ses préoccupations et de faire en sorte que tous les clubs nautiques aient le même niveau d'information.

La Fédération participe aux commissions nautiques locales, aux conseils portuaires, aux conseils consultatifs régionaux de la mer, aux Assises nationales de la pêche et de la plaisance.

Elle organise des conférences thématiques, clôturées par la traditionnelle soirée Mare Nostrum regroupant les membres de tous les clubs affiliés à la Fédération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée la subvention suivante à l'association FSN13 pour ses actions MARE NOSTRUM au titre de l'exercice 2019 : 40 000 euros (quarante mille euros).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens, annexée à la présente délibération.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer la convention et à prendre les décisions afférentes à cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le les crédits sur l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence, nature budgétaire 65748, A 710 fonction 022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 019-404/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l' association Fédération des sociétés nautiques des Bouches du Rhône FSN13 dans le cadre du nettoyage du Vieux Port DCOM 19/17527/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Après Notre-Dame de la Garde, le Vieux-Port est le symbole de Marseille. 92% de ses habitants déclarent s'y rendre régulièrement.

Le Vieux-Port est donc bien le lieu idéal de convergence et de rendez-vous. L'endroit où l'on se retrouve pour célébrer les victoires et partager les grands moments. Le passage obligé pour tous les défilés. C'est ici que l'on espère sentir battre le cœur de Marseille. Ici que les caméras de télévision du monde entier viennent et reviennent pour filmer la ville et ses habitants, avec l'espoir de capter leur âme.

Le Vieux-Port, c'est 17 clubs nautiques, 3 200 bateaux et de ce fait 3 200 familles.

Pourtant le reportage de Sea Sheperd de l'été 2015 a mis en évidence une réalité : le fond du Vieux-Port de Marseille s'apparente plus à une décharge publique qu'à celui d'une calanque !

Ainsi l'association FSN 13 organise depuis trois ans une journée de nettoyage du vieux port qui sera la deuxième d'une longue série.

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir :

-Le Nettoyage du vieux port de Marseille avec l'aide de bénévoles plongeurs et plaisanciers.

-Sensibiliser la population adultes et enfants sur les déchets marins.

-Faire de la prévention sur les conséquences de cette pollution.

Dans le cadre de sa compétence déléguée en matière protection et mise en valeur de l'environnement, le Conseil de territoire Marseille Provence souhaite soutenir l'action de l'association FSN13 à hauteur de 40 000€ TTC

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la participation financière du Conseil de territoire Marseille Provence d'un montant de 40 000 € TTC dans le cadre du nettoyage du Vieux Port.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs avec l'association FSN 13 ci après annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget CT1 A 710-65748-022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 020-405/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association Côte Bleue Passion pour l'organisation de la course à la nage - la traversée des canards et des dauphins

DCOM 19/17513/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association Cote Bleue passion organise une course à la nage « la traversée des canards et des dauphins » qui réunit les passionnés de la mer sur le littoral de la cote bleue.

La traversée des canards et des dauphins est une course à la nage avec ou sans palme qui part du port de Carry pour arriver à la plage du Rouet. Quatrième édition, le 22 septembre 2019 elle réunira 500 passionnés.

Ce parcours traverse le parc marin de la Cote bleue et s'inscrit dans la compétence sport mis en œuvre par le Territoire.

Comme pour les précédentes éditions, la manifestation fait partie du programme des manifestations qui se déroulent en septembre tout au long du littoral de notre territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement de la subvention pour un montant de 3000€ TTC à l'association Cote Bleue Passion.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget CT1 A 710-65748-022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 021-406/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association SCO Sainte Marguerite dans le cadre de la course Marseille- Cassis DCOM 19/17510/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 27 octobre 2019 se déroulera la Course Marseille-Cassis. Cette épreuve sur route est inscrite au calendrier de la Fédération Française de

l'Athlétisme et de la Fédération Internationale de l'Athlétisme. C'est une épreuve populaire avec 15 000 inscrits sur la course. Elle est organisée depuis 1979 par le SCO Sainte-Marguerite (créée le 11 août 1945, qui compte aujourd'hui 18 sections soit 2 000 adhérent). 500 bénévoles sont mobilisés par l'organisation. La distance à effectuer est de 20 km, sur un parcours allant du Nouveau Stade Vélodrome, à Marseille en passant par la montée de la Gineste jusqu'à Cassis.

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence souhaite soutenir cette course de renommée internationale qui lui permet de promouvoir à la fois son territoire et ses compétences. En effet en tant que partenaire, le territoire bénéficie d'une large couverture médiatique mettant en avant non seulement deux communes de son territoire mais aussi ses actions en matière de propreté et de tri.

A ce titre, le Conseil de Territoire souhaite soutenir cet événement par l'octroi d'une subvention d'un montant de 26 000€ TTC à l'association organisatrice SCO Sainte Marguerite.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir cette manifestation pour l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la participation financière de 62 000 euros TTC auprès de l'association SCO Sainte Marguerite au titre de la course Marseille - Cassis répartis comme suit :

- 36 000 euros TTC sous forme de mise à disposition de moyens logistiques et humains définis dans la présente convention,

- 26 000 euros TTC sous forme de subvention directe

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec la SCO Sainte-Marguerite.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat spécial du Territoire Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 022-407/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association Festival de court métrage de la Côte Bleue DCOM 19/17514/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Festival de Courts Métrages de la Côte Bleue (FCMCB) est un festival international ouvert aux jeunes cinéastes. Il a pour but de faciliter les relations entre les jeunes du monde entier, de promouvoir la diffusion de film de courts métrages, de révéler et d'aider des vocations. Le festival est ouvert uniquement aux cinéastes de moins de 30 ans (inclus), âge de l'année de réalisation du film. Les films non francophones doivent être sous titrés en français ou en anglais

Cette manifestation se déroulera une fois à Carry le Rouet en octobre 2019.

La 7ème édition du festival permettra de voir de nombreux films et l'éclosion de jeunes réalisateurs, dont les œuvres venues des quatre coins de la planète participeront à l'évolution du 7ème art. L'entrée est libre et les spectateurs pourront voter pour le prix du public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement de la subvention pour un montant de 5 000 euros TTC à l'association Festival de court métrage de la Côte Bleue.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget CT1 A 710-65748-022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 023-408/19/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association Ville et Cultures pour l'organisation de la Saint Michel

DCOM 19/17522/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis plus de 30 ans, la fête de la Saint-Michel met à l'honneur les traditions provençales en proposant une journée festive où Aïoli géant, cavalcade ou encore danses et chants folkloriques sont au rendez-vous.

Cette manifestation se déroule en septembre. Offerte aux habitants du territoire, elle propose un spectacle de danse traditionnel ainsi qu'un spectacle équestre dans le parc de Maison Blanche.

Plus de 3000 personnes sont attendues.

300 exposants, 50 bénévoles, 20 groupes de chevaux et folkloriques, ainsi que la participation des écoles contribuent à la réussite de cet événement qui met en lumière les traditions provençales du territoire.

A ce titre il est proposé de soutenir financièrement cette manifestation à hauteur de 3 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement de la subvention pour un montant de 3000 € à l'association Ville et Culture pour l'organisation de la manifestation Fête de la Saint Michel.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget CT1 A 710-65748-022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 024-409/19/CT

■ Attribution de subvention à l'association Festival International de Jazz de Marseille des cinq continents pour l'organisation du Festival Marseille Jazz des cinq continents et approbation d'une convention d'objectifs et de moyens

DCOM 19/17523/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association Festival International de Jazz de Marseille des cinq continents a pour objet l'organisation du Festival Marseille Jazz des cinq continents et de manifestations liées au jazz.

Ce festival travaille dans tous les axes des grands événements culturels du XXI^{ème} siècle : création, diffusion mixte d'artistes peu connus et de grandes têtes d'affiches, éducation artistique et culturelle, soutien à l'émergence locale et enfin partenariats avec des structures culturelles du territoire.

Depuis sa transformation opérée en 2015, le festival a augmenté de 20 % sa jauge public. Il a accueilli 70 000 spectateurs en 2018.

Il débutera cette année le 17 juillet sur l'esplanade des ABD (Archives et Bibliothèque Départementale) pour un concert gratuit au cœur d'Euroméditerranée et se déroulera jusqu'au 27 juillet dans plusieurs lieux de la Ville centre, Marseille, au Théâtre Sylvain, au Palais Longchamp ou encore au Mucem.

Du palais Longchamp, cœur du festival, à Salon de Provence ou bien Vauvenargues, le festival nous fera voyager en ville et en Métropole. Le parcours métropolitain s'ouvrira dès le mois de juin dans douze communes de la Métropole.

De renommée internationale, le festival contribue au rayonnement économique, touristique et culturel de notre territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de

Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir cette manifestation au regard du rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée la subvention suivante à l'association Festival International de Jazz de Marseille des cinq continents pour l'organisation du Festival Marseille Jazz des cinq continents festival au titre de l'exercice 2019 : 50 000 euros (cinquante mille euros)

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens, annexée à la présente délibération.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer la convention et à prendre les décisions afférentes à cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le les crédits sur l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence, nature budgétaire 65748, A 710 fonction 022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.
